

## REGISTRE DES ACTES ADMINISTRATIFS

## DELIBERATIONS

FEVRIER 2018

DEL_2018_001	ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2018	1-98
DEL_2018_002	SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES POUR 2018	99-102
DEL_2018_003	BILAN DES ACQUISITIONS ET CESSIONS RÉALISÉES SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE AU COURS DE L'ANNÉE 2017	103-106
DEL_2018_004	PLUI-HD : DÉBAT SUR LES ORIENTATIONS GÉNÉRALES DU PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES (PADD)	107-165
DEL_2018_005	CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE LA COMMUNE DE CHENÔVE ET LA MUSIQUE MUNICIPALE DE CHENÔVE	166-181
DEL_2018_006	ZAC "CENTRE VILLE" - APPROBATION DU COMPTE-RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ ARRÊTÉ AU 30 JUIN 2017	182-201
DEL_2018_007	SECTEUR SAINT-EXUPÉRY - APPROBATION DU COMPTE-RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ AU 30 JUIN 2017	202-217
DEL_2018_008	OPÉRATION CENTRALITÉ : AVENANT N°7 RELATIF À L'ÉVOLUTION DU CONTRÔLE ANALOGUE	218-225
DEL_2018_009	SECTEUR KENNEDY : AVENANT N°3 RELATIF À L'ÉVOLUTION DU CONTRÔLE ANALOGUE	226-233
DEL_2018_010	DÉLÉGATIONS DE POUVOIRS À MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL	234-239
DEL_2018_011	PRISE EN CHARGE DES FRAIS EXPOSÉS DANS LE CADRE D'INSTANCES CIVILES OU PÉNALES AU TITRE DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE D'UN AGENT DE LA COMMUNE	240-242
DEL_2018_012	MODIFICATION DES TARIFS GROUPES EXTÉRIEURS AU CENTRE NAUTIQUE DE CHENÔVE ET DE CERTAINS TARIFS INSCRIPTIONS SUR PLACE DU BREVET DU RANDONNEUR	243-244

**VILLE DE CHENOVE**

**N° DEL\_2018\_001**

## **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le cinq février à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### **ETAIENT PRESENTS :**

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### **EXCUSES REPRESENTES :**

M. Patrick AUDARD donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD  
M. Jean-François BUIGUES donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

### **ABSENTS / EXCUSES :**

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

## **ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2018**

Après la tenue du débat sur les orientations budgétaires lors du conseil municipal du 18 décembre 2017, il est proposé au conseil municipal de voter, par chapitre, le budget primitif 2018 de la ville.

Conformément à l'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et à l'article L.2313-1 du Code général des collectivités territoriales, il est proposé « une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles » du projet de budget primitif 2018.

### **Les orientations générales du budget primitif (BP) 2018**

Dans un contexte contraint, marqué définitivement par les baisses successives des concours de l'État (pour mémoire ceux-ci ont diminué de 700 000 € en 4 ans), la ville poursuit ses efforts de consolidation de sa capacité financière afin d'engager, sur des bases solides, sa mutation future, notamment dans la perspective la seconde phase du programme de renouvellement urbain.

Pour l'année 2018, le budget s'élève à :

	<b>DÉPENSES</b>	<b>RECETTES</b>
<i>Fonctionnement</i>	24 201 705 €	24 201 705 €

<i>Investissement</i>	3 705 504 €	3 705 504 €
-----------------------	-------------	-------------

En mouvements réels, les évolutions sont les suivantes :

	DÉPENSES	RECETTES
<i>Fonctionnement</i>	-1.36%	-0.06%
<i>Investissement</i>	+8.04%	-1,1%

En fonctionnement, la démarche entreprise en 2017 pour reconstituer la capacité d'autofinancement a été accentuée au budget primitif 2018, ceci malgré une baisse supplémentaire de la dotation forfaitaire et tout en stabilisant les taux d'imposition. Les marges dégagées sont donc le fruit de recherches d'économies dans tous les services, tout en maintenant le niveau des services, voire en les confortant dans certains secteurs (petite enfance, soutien à la vie associative, police municipale, ...).

En investissement, les dépenses d'équipement s'établissent à 1 590 504 € contre 1 188 038 € au budget primitif 2017. Bien qu'en augmentation, elles restent cette année encore à un niveau conforme à la capacité d'autofinancement, l'objectif étant de réduire au minimum le recours à l'emprunt en 2018.

Par ailleurs, la ville poursuivra en 2018 sa politique de gestion active de son patrimoine qui se déclinera sous la forme de cessions de certains biens dont elle n'a plus l'usage et de réflexion sur le devenir de certains équipements.

## **Le budget de fonctionnement**

La section de fonctionnement correspond aux dépenses et recettes de gestion courante de la commune.

### **I – Recettes de fonctionnement**

Les recettes réelles intègrent les recettes fiscales, les dotations versées par l'État et d'autres organismes publics, les redevances des usagers, ainsi que d'autres recettes de gestion courante.

En 2018, elles s'élèvent à 24 166 705 €, à un niveau presque équivalent à celui du BP 2017. Chaque poste évolue de la manière suivante :

en k€	BP 2017	BP 2018	%
Atténuations de charges	277	203	-36.45%
Produits des services	1 109	1 176	+6.04%
Impôts et taxes	15 938	15 828	-0.69%
Dotations, subventions	6 694	6 741	0.70%
Autres produits de gestion courante	164	149	-9.14%
Produits exceptionnels		69	
TOTAL	24 181	24 166	-0.06%

Les deux principaux postes, impôts et taxes d'une part et dotations d'autre part, qui représentent 93% des recettes, sont globalement, en léger recul.

Concernant **la fiscalité**, et particulièrement le produit des contributions directes (7 660 000 €), les prévisions ont été évaluées :

- à **taux constants** ;

- à partir d'une **revalorisation des bases définitives 2017 de +1.2%**. A compter de 2018, l'actualisation des valeurs locatives n'évoluera plus en fonction d'un coefficient voté en Loi de Finances, mais sera indexée sur l'inflation. Cette revalorisation a été appliquée à l'ensemble des locaux, sauf ceux à usage professionnel qui font l'objet de mesures correctives depuis la réforme des valeurs locatives.

Les autres taxes sont en baisse compte tenu des tendances observées précédemment.

Enfin, les contributions de Dijon Métropole (7 040 504 €) affichent une légère baisse, en raison de la correction de l'attribution de compensation à la suite du transfert de nouvelles compétences (gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, promotion du tourisme et défense extérieure contre l'incendie). La dotation de solidarité reste stable conformément à la décision du conseil communautaire du 21 décembre 2017.

Trois grands postes composent **les dotations** :

- La dotation globale de fonctionnement (DGF) :

Bien que la DGF soit stable au niveau national, les mécanismes de financement de la péréquation devraient se traduire par une baisse de la dotation forfaitaire, prévue au stade du budget primitif à 742 627 € contre une attribution de 986 147 € en 2017 (-243 520 €).

La dotation de solidarité urbaine (DSU) est attendue une nouvelle fois en hausse en 2018 à hauteur de 3 944 000 €, soit 258 000 € de plus qu'en 2017.

- Les compensations des exonérations fiscales :

À la suite des réfections successives, elles ne représentent plus que 323 000 €.

Seule la compensation des exonérations de taxe d'habitation est exclue des variables d'ajustement. En raison d'une augmentation des bases exonérées en 2017, elle devrait progresser de près de 3%.

En revanche, les compensations intégrées dans les variables d'ajustement, essentiellement celles sur la taxe foncière, sont estimées en baisse de 33 %.

- Les participations des cofinanceurs :

Au total, elles s'élèvent à 1 711 243 € contre 1 619 724 € en 2017 et proviennent principalement de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF), et dans une moindre mesure de l'État.

Les cofinancements de l'État (281 446 €) se répartissent essentiellement entre le fonds pour le financement de la réforme des rythmes scolaires, qui reste stable, et les dispositifs des emplois d'avenir et des adultes relais, en baisse, en raison de la diminution du nombre de ces contrats.

Les participations de la CAF (1 171 582 €) sont en hausse de 19%. Les aides



supplémentaires de ce partenaire sont principalement fléchées sur les structures de la Petite Enfance, pour accompagner l'augmentation de l'offre d'accueil de 6 places à la Maison de la Petite Enfance et la mise en œuvre de l'agrément unique.

Les autres financements proviennent du Département (141 000 €), de la Communauté Européenne (60 000 €) et enfin de la Région et de la Métropole (41 500 €).

S'ajoute à ces participations, le FCTVA au titre des dépenses d'entretien des bâtiments publics et des réseaux de 2017 (20 000 €).

**Le produit des services**, composé principalement des redevances des usagers, sont en hausse. Cette progression a une double origine : la progression de la fréquentation dans les restaurants scolaires et une revalorisation des tarifs, intervenue, pour certains, après une stabilité pendant 2 à 3 ans.

**Les atténuations de charges** regroupent les indemnités journalières versées au titre des arrêts maladie des agents, et les financements des contrats aidés. La réduction du nombre de ces contrats décidée au plan national explique la baisse de ce poste.

**Les autres produits de gestion courante**, constitués du produit des locations immobilières, sont en baisse en raison de l'augmentation de la vacance des logements dont la ville est propriétaire.

Enfin, en **produits exceptionnels**, est inscrite la vente des certificats d'économies d'énergie que la ville s'est vue attribuer à la suite de travaux d'économies d'énergie réalisés dans les bâtiments communaux.

## II – Dépenses de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement se composent principalement :  
 des charges à caractère général (prestations de services, interventions externalisées sur le patrimoine, dépenses d'énergie et d'eau, ...),  
 des charges de personnel,  
 des charges de gestion courante, dont les subventions versées à différents organismes,  
 des charges financières (intérêts de la dette, frais de portage EPFL).

En 2018, l'ensemble de ces dépenses de fonctionnement s'élève à 22 720 363 €, soit -1.36% par rapport au BP 2017. Elles se décomposent comme suit :

En k€	BP 2017	BP 2018	%
Charges à caractère général	4 938	4 766	-3.48%
Charges de personnel	15 341	15 250	-0.59%
Autres charges de gestion courante	2 503	2 428	-2.99%
Charges financières	230	250	8.69%
Charges exceptionnelles	21	27	28.57%

TOTAL	23 033	22 720	-1.36%
-------	--------	--------	--------

Cette baisse générale traduit la démarche volontariste de la ville pour contenir chaque poste de dépenses de fonctionnement, et ce malgré une reprise de l'inflation et une hausse du coût des énergies fossiles.

Ainsi, dans **les charges à caractère général**, les dépenses d'énergie progressent de 2.48%, tandis que l'ensemble baisse de 3.48 %, grâce aux efforts de rationalisation dans tous les secteurs d'activité pour réduire les frais de gestion. À titre d'exemple, on peut citer : la réduction des envois par courrier grâce à la dématérialisation ; l'instauration de quotas de photocopies pour chaque utilisateur ; le renouvellement des véhicules les plus vétustes par des véhicules électriques en location.

**Les charges de personnel** marquent, pour la première fois, un recul (-0.59%), et ce malgré l'effet en année pleine de la revalorisation du point d'indice intervenue en juillet 2016 puis février 2017 et l'évolution de la carrière des agents (Glissement-Vieillesse-Technicité : GVT). Cette réduction est la traduction des mesures mises en place : non- remplacement systématique des départs en retraite ; privilégier les redéploiements pour remplacer les agents quittant la collectivité ; privilégier les récupérations au lieu du paiement des heures supplémentaires ; restreindre les créations de postes en les réservant aux secteurs prioritaires : police municipale, petite enfance, maintenance des systèmes informatiques, ...

**Les autres charges de gestion courante** s'établissent à 2 425 055 €, en baisse de 1.52% par rapport au BP 2017. Pour l'essentiel, cette évolution s'explique par un ajustement de la subvention au CCAS en raison d'un transfert des charges de personnel entre le CCAS et la Ville et d'une rationalisation des autres charges.

L'enveloppe des subventions aux associations reste stable par rapport à 2017, soit 957 000 €.

Les participations aux syndicats intercommunaux sont également en baisse, à la suite de la reprise par Dijon Métropole des contributions aux syndicats de rivières (transfert de la compétence GEMAPI).

Le poste des **charges financières** est le seul poste en hausse (+8.69%). Cette progression a pour origine les frais de portage des acquisitions réalisées par l'Etablissement Public Foncier Local (EPFL) pour le compte de la ville. Les intérêts de la dette poursuivent, quant à eux, leur baisse passant de 170 000 € à 152 000 €.

## **Le programme d'investissement et son financement**

Les ressources mobilisables en investissement aujourd'hui assurées sont les suivantes :

Dotation Politique de la ville en 2017 – équipement locaux DCSU et requalification du petit mail	85 747
FCTVA	501 763
Virement de la section de fonctionnement (autofinancement)	1 481 342
Emprunt (prévision maximum avant reprise du résultat de l'exercice 2017)	1 636 652
	<b>3 705 504</b>

Le financement de l'investissement évoluera tout au long de l'exercice, au fur et à mesure de la notification de nouvelles subventions, notamment la dotation politique de la ville (DPV 2018), de la réalisation des cessions foncières et surtout de la reprise du résultat de l'exercice 2017. L'objectif est de substituer totalement ces financements à l'emprunt, afin de maintenir l'endettement à un niveau compatible avec les capacités financières de la ville.

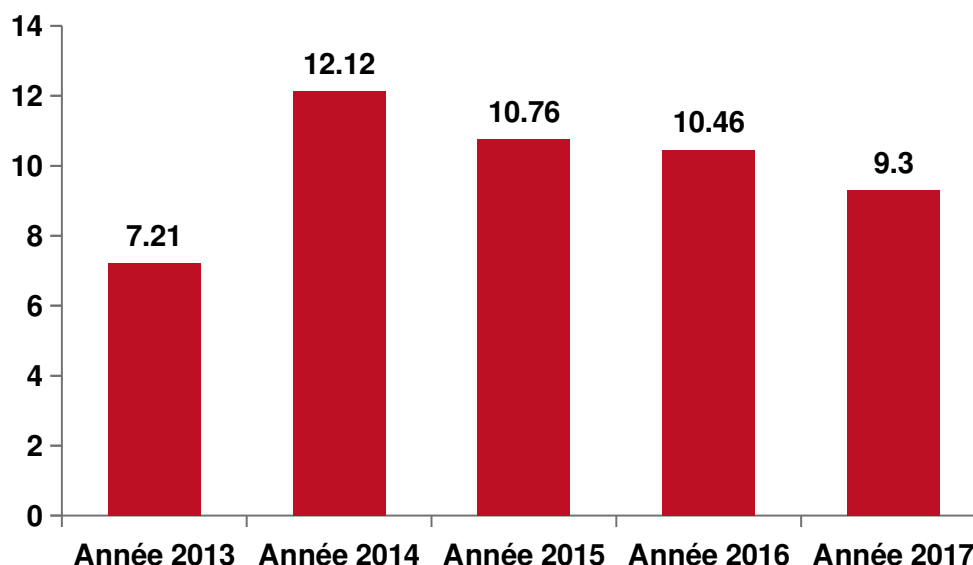
Sur 3 705 504 €, la ville consacrera 1 590 504 € aux dépenses d'équipement. Cette enveloppe de travaux et d'acquisitions permet notamment :

- de poursuivre les engagements de l'équipe municipale avec les budgets participatifs, la création d'un skate-parc dans le quartier des Grands Crus, le déploiement de nouvelles caméras de vidéoprotection (140 000 €)
  - d'intégrer des interventions obligatoires (sécurisation, mises aux normes, dédoublement de classes) pour un montant de 279 000 € ;
  - d'inscrire une première tranche d'un programme pluriannuel de travaux de rénovation thermique des équipements (123 500 €) ;
  - de réaliser des aménagements sur les espaces publics (150 000 €), dont la requalification du Petit Mail et l'installation provisoire du marché dominical ;
  - d'acquérir le terrain d'assiette du parking du gymnase Louis Curel (228 000 €) ;
  - d'équiper en matériel les services (277 904 €) dont :
    - 64 700 € en informatique ;
    - 40 000 € pour le site internet ;
    - 23 605 € pour les écoles et les activités péri et extrascolaires ;
    - 34 200 € pour les équipements et les activités sportives ;
    - 29 499 € pour les équipements culturels
    - 56 000 € pour les services techniques.
  - de réaliser deux études préalables à la programmation d'interventions sur le patrimoine sportif et les équipements publics dans le quartier prioritaire, autour de la bibliothèque (60 000 €).
- Elle est complétée par les engagements pris à l'égard de la SPLAAD dans le cadre de la convention d'aménagement de la centralité, à hauteur d'1 000 000 €, et l'amortissement du capital de la dette (1 080 000 €).

## **Évolution de l'encours de la dette**

À fin 2017, l'encours de dette de la ville s'élève à 9.3 M€. La ville s'est ainsi désendettée en 2017 d'environ 1.1 M€ par rapport à 2016 (encours de dette de 10,457 M€ en décembre 2016).

À fin 2018, cet encours devrait être stabilisé à son niveau de 2017.



Les principales caractéristiques de l'encours de dette de Chenôve sont les suivantes :

- Le taux d'intérêt moyen s'élève à 1,53 % ;
- L'encours de dette au 31 décembre 2017 est composé de 22 emprunts. La structure est constituée de 36.5 % en taux fixe et 63.5 % en taux variable (dont 56 % indexés sur le livret A) ;
- La capacité de désendettement (encours dette/épargne brute) exprimée en années, et qui définit la capacité de la ville à dégager un autofinancement suffisant pour rembourser sa dette, s'élevait en 2016 à un peu moins de 5 ans. En 2017, son niveau devrait être du même ordre.
- L'encours de dette par habitant demeure toujours en-dessous de la moyenne des villes de la strate :

€ par habitant	2013	2014	2015	2016	2017
Chenôve	511,00 €	852,00 €	760,00 €	736,00 €	725,00 €
Moyenne strate	970,00 €	958,00 €	944,00 €	954,00 €	ND

- Au regard de la charte Gissler qui classe les emprunts en fonction d'une échelle de risque allant de 1A (emprunts ne comportant aucun risque) à 6F « hors charte » (emprunt à risque élevé), 100 % de l'encours de dette de Chenôve est classé 1A, c'est-à-dire sans aucun risque.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2312-1 et L.2313-1,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 18 décembre 2017 relative au débat d'orientations budgétaires,

Vu le budget primitif joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 24 janvier 2018.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE UNIQUE : D'adopter le budget primitif 2018.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

**VOTES**

27 POUR

2 ABSTENTIONS :

M. ESMONIN - Mme RICHARD

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALGONNET  
Date : 06/02/2018  
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article  
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

*République Française*

# **VILLE DE CHENÔVE**

## **BUDGET PRIMITIF 2018**

**Conseil Municipal du 05/02/2018**

## SOMMAIRE

Pages	
	<b>I - Informations d'ordre général</b>
	A - Informations statistiques, fiscales et financières
	B - Modalités de vote du budget
	<b>II- Présentation générale du budget</b>
	A1- Vue d'ensemble – Sections
	A2- Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres
	A3- Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres
	B1- Balance générale du budget - Dépenses
	B2- Balance générale du budget - Recettes
	<b>III - Vote du budget</b>
	A1- Section de fonctionnement - Détail des dépenses
	A2- Section de fonctionnement - Détail des recettes
	B1- Section d'investissement - Détail des dépenses
	B2- Section d'investissement - Détail des recettes

IV - ANNEXES		Joint.	Ss Obj
<b>A - Eléments du bilan</b>			
A1- Présentation croisée par fonction (fonctionnement)			
1.1 – Présentation croisée par fonction – Détail fonctionnement			
1.2 – Présentation croisée par fonction – Détail investissement			
A2- Etat de la dette			
2.1- Détail des crédits de trésorerie			
2.2- Répartition par nature de dette			
2.3- Répartition des emprunts par structure de taux			
2.4- Typologie de la répartition de l'encours			
2.5- Détail des opérations de couverture			X
2.6- Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme			X
2.7- Autres dettes			X
A3- Méthode utilisée pour les amortissements			
<del>A4- Etat des provisions</del>			X
<del>A5- Etalement des provisions</del>			X
A6.1 - Equilibre des opérations financières -Dépenses			
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes			
<del>A7.1.1 Etats des dépenses, recettes des services d'eau et d'assainissement – Fonct.</del>			X
<del>A7.1.2 Etats des dépenses, recettes des services d'eau et d'assainissement – Invest.</del>			X
<del>A7.2.1 Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA – Fonct.</del>			X
<del>A7.2.2 Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA – Invest.</del>			X
<del>A7.3.1 Etat de la répartition de la TEOM – Fonct.</del>			X
<del>A7.3.2 Etat de la répartition de la TEOM – Invest.</del>			X
<del>A8- Etat des charges transférées</del>			X
<del>A9- Détail des opérations pour le compte de tiers</del>			X
<b>B - Engagements hors bilan</b>			
B1- Etat des engagements donnés et reçus			
1.1- Etat des emprunts garantis			
1.2- Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt			
<del>1.3- Etat des contrats de crédit – bail</del>			X
<del>1.4- Etat des contrats de partenariat public – privé</del>			X
<del>1.5- Etat des autres engagements donnés</del>			X
<del>1.6- Etat des engagements reçus</del>			X
1.7- Subventions versées dans le cadre du vote du budget			
<del>B2.1 - Etat des autorisations de programme, crédits de paiement</del>			X
<del>B2.2 – Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents</del>			X
<del>B3- Etat des recettes grevées d'une affectation spéciale</del>			X
<b>C - Autres éléments d'information</b>			
C1- Etat du personnel			
C2- Liste des organismes avec engagements financiers pris			
C3.1- Organismes auxquels adhère la commune, l'établissement			
<del>C3.2- Liste des organismes des établissements publics créés</del>			X
<del>C3.3- Liste des services individualisés dans un budget annexe</del>			X
<del>C3.4- Liste services assujettis à la TVA non érigés en budget annexe</del>			X
<b>D - Décisions en matière de taux - Arrêté et signatures</b>			
D1- Décisions en matière de taux de contributions directes			X
D2- Arrêté et signatures			

n°INSEE 166 Commune  
 DE CHENOVE

**BUDGET  
 2018**

**I - INFORMATIONS GENERALES**  
**INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES**

**I  
 A**

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colone h du recensement INSEE)	14205
Nombre de résidences secondaires (article R.2313-1 in fine)	18
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	DIJON METROPOLE

INFORMATIONS FISCALES N-2					
	Potentiel fiscal et financier		Valeur par hab. (population DGF)		Moyennes nationales de la strate
	Fiscal	Financier			Fiscal Financier
3 taxes	9 093 974	9 959 980	639,39 /	700,27	
Taxe professionnelle					
4 taxes	18 862 133	20 133 013	1326,17 /	1415,53	1013,45 1119,19

Informations financières-ratios		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (BP 2015 - DGCL)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	1597,00	1135
2	Produit des impositions directes (hors fiscalité reversée)/population	539,25	567
<b>2 bis</b>	<b>Produit des impositions directes (avec fiscalité reversée)/population</b>	1034,88	801
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	1701,28	1325
4	Dépenses d'équipement brut/population	114,43	248
5	Encours de dette / population	654,87	954
6	DGF / population	329,93	215
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement	67,12%	58,30%
9	Dépenses de fonct.et remb. Dette en capital/recettes réelles de fonct.	98,48%	92,70%
10	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	6,13%	18,70%
11	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement	38,49%	72,00%



<b>I - INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>MODALITES DE VOTE DU BUDGET</b>	<b>B</b>

- I - L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement,
  - au niveau du chapitre pour la section d'investissement,
  - avec / sans les chapitres "opérations d'équipement" de l'état III B3, (1)
  - avec / sans vote formel sur chacun des chapitres. (1)

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

.....

II - En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense "opération d'équipement".

- III - Les provisions sont :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement)
  - budgétaires (délibération n° ..... du ..... ). (1)

IV - La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne "Pour mémoire") s'effectue par rapport à la colonne du budget primitif ou cumulé de l'exercice précédent. (1)

- V - Le présent budget a été voté :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1.
  - avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.
  - avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1. (1)

(2) Mention complétée ou rayer la mention inutile

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET			II
VUE D'ENSEMBLE			A1

FONCTIONNEMENT		FONCTIONNEMENT	
		Dépenses	Recettes
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET	24 201 705.00	24 201 705.00

+

+

+

REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT		
	002 RESULTAT DE DE FONCTIONNEMENT REPORTE		

=

=

=

TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (R.A.R + Résultat + Crédits votés)	24 201 705.00	24 201 705.00
-----------------------------------------------------------------------------	---------------	---------------

INVESTISSEMENT		INVESTISSEMENT	
		Dépenses	Recettes
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	3 705 504.00	3 705 504.00

+

+

+

REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT		
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE		

=

=

=

TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (R.A.R + Résultat + Crédits votés)	3 705 504.00	3 705 504.00
----------------------------------------------------------------------------	--------------	--------------

**TOTAL**

TOTAL DU BUDGET	27 907 209.00	27 907 209.00
-----------------	---------------	---------------

## II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

II

## SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES

A2

## DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget précédent	Propositions nouvelles	VOTE	TOTAL
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	4 935 364.00	4 766 058.00	4 766 058.00	4 766 058.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	15 340 951.00	15 250 000.00	15 250 000.00	15 250 000.00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	2 503 045.00	2 427 555.00	2 427 555.00	2 427 555.00
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>22 779 360.00</b>	<b>22 443 613.00</b>	<b>22 443 613.00</b>	<b>22 443 613.00</b>
66	CHARGES FINANCIERES	230 000.00	250 000.00	250 000.00	250 000.00
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	20 750.00	26 750.00	26 750.00	26 750.00
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>23 030 110.00</b>	<b>22 720 363.00</b>	<b>22 720 363.00</b>	<b>22 720 363.00</b>
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	416 443.00	708 407.00	708 407.00	708 407.00
042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	830 000.00	772 935.00	772 935.00	772 935.00
<b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>		<b>1 246 443.00</b>	<b>1 481 342.00</b>	<b>1 481 342.00</b>	<b>1 481 342.00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>24 276 553.00</b>	<b>24 201 705.00</b>	<b>24 201 705.00</b>	<b>24 201 705.00</b>

+

D 002 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES (Total+Résultat)

24 201 705.00

## RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget précédent	Propositions nouvelles	VOTE	TOTAL
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	276 614.00	203 212.00	203 212.00	203 212.00
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	1 108 580.00	1 176 027.00	1 176 027.00	1 176 027.00
73	IMPOTS ET TAXES	15 937 935.00	15 828 004.00	15 828 004.00	15 828 004.00
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	6 693 724.00	6 740 870.00	6 740 870.00	6 740 870.00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	164 100.00	149 062.00	149 062.00	149 062.00
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>24 180 953.00</b>	<b>24 097 175.00</b>	<b>24 097 175.00</b>	<b>24 097 175.00</b>
76	PRODUITS FINANCIERS	600.00	530.00	530.00	530.00
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS		69 000.00	69 000.00	69 000.00
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>24 181 553.00</b>	<b>24 166 705.00</b>	<b>24 166 705.00</b>	<b>24 166 705.00</b>
042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	98 000.00	35 000.00	35 000.00	35 000.00
<b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>		<b>98 000.00</b>	<b>35 000.00</b>	<b>35 000.00</b>	<b>35 000.00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>24 279 553.00</b>	<b>24 201 705.00</b>	<b>24 201 705.00</b>	<b>24 201 705.00</b>

+

R 002 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES (Total+Résultat)

24 201 705.00

Pour information : AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGE AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

1 446 342.00

## II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

II

## SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES

A3

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget précédent	Propositions nouvelles	VOTE	TOTAL
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	35 450.00	111 900.00	111 900.00	111 900.00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	306 588.00	516 604.00	516 604.00	516 604.00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	846 000.00	962 000.00	962 000.00	962 000.00
	Total des opérations d'équipement				
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		1 188 038.00	1 590 504.00	1 590 504.00	1 590 504.00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 146 700.00	1 080 000.00	1 080 000.00	1 080 000.00
26	PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DES PARTICI.	62 500.00			
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 000 000.00	1 000 000.00	1 000 000.00	1 000 000.00
<b>Total des dépenses financières</b>		2 209 200.00	2 080 000.00	2 080 000.00	2 080 000.00
45x1	Total des opérations pour compte de tiers				
<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>		3 397 238.00	3 670 504.00	3 670 504.00	3 670 504.00
040	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	98 000.00	35 000.00	35 000.00	35 000.00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES				
<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>		98 000.00	35 000.00	35 000.00	35 000.00
<b>TOTAL</b>		3 495 238.00	3 705 504.00	3 705 504.00	3 705 504.00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES (Total+Résultat)

3 705 504.00

## RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget précédent	Propositions nouvelles	VOTE	TOTAL
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES (hors 138)	201 165.00	85 747.00	85 747.00	85 747.00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES (hors 165)	1 719 630.00	1 636 652.00	1 636 652.00	1 636 652.00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS				
<b>Total des recettes d'équipement</b>		1 920 795.00	1 722 399.00	1 722 399.00	1 722 399.00
10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	328 000.00	501 763.00	501 763.00	501 763.00
1068	Excédents de fonct. capitalisés				
024	PRODUITS DES CESSIONS				
<b>Total des recettes financières</b>		328 000.00	501 763.00	501 763.00	501 763.00
45x2	Total des opérations pour compte de tiers				
<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>		2 248 795.00	2 224 162.00	2 224 162.00	2 224 162.00
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	416 443.00	708 407.00	708 407.00	708 407.00
040	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	830 000.00	772 935.00	772 935.00	772 935.00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES				
<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>		1 246 443.00	1 481 342.00	1 481 342.00	1 481 342.00
<b>TOTAL</b>		3 495 238.00	3 705 504.00	3 705 504.00	3 705 504.00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES (Total+Résultat)

3 705 504.00

<b>II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES</b>	<b>A3</b>

Pour information : AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGE PAR	LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	1 446 342.00
------------------------------------------------------------	------------------------------	--------------

<b>II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>BALANCE GENERALE DU BUDGET</b>	<b>B1</b>

## 1 - DEPENSES (du présent budget + Restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations Réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	4 766 058.00		4 766 058.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	15 250 000.00		15 250 000.00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	2 427 555.00		2 427 555.00
66	CHARGES FINANCIERES	250 000.00		250 000.00
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	26 750.00		26 750.00
68	<i>Dotations aux amortissements et provisions</i>		772 935.00	772 935.00
023	<i>VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT</i>		708 407.00	708 407.00
	<b>Dépenses de fonctionnement - Total</b>	22 720 363.00	1 481 342.00	24 201 705.00

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	
-------------------------------------------	--

=

<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	24 201 705.00
------------------------------------------------------	---------------

	INVESTISSEMENT	Opérations Réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
10	<i>DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES</i>			
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 080 000.00		1 080 000.00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (hors opérations)	111 900.00		111 900.00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (hors opérations)	516 604.00		516 604.00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS (hors opérations)	962 000.00	35 000.00	997 000.00
26	PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DES PARTICI.			
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 000 000.00		1 000 000.00
45x-1	Total des opérations pour compte de tiers			
	<b>Dépenses d'investissement - Total</b>	3 670 504.00	35 000.00	3 705 504.00

+

<b>D 001 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	
-------------------------------------------	--

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	3 705 504.00
-----------------------------------------------------	--------------

<b>II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>BALANCE GENERALE DU BUDGET</b>	<b>B2</b>

## 2 - RECETTES (du présent budget + Restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations Réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	203 212.00		203 212.00
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	1 176 027.00		1 176 027.00
<b>72</b>	<b>TRAVAUX EN REGIE</b>		<b>35 000.00</b>	<b>35 000.00</b>
73	IMPOTS ET TAXES	15 828 004.00		15 828 004.00
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	6 740 870.00		6 740 870.00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	149 062.00		149 062.00
76	PRODUITS FINANCIERS	530.00		530.00
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	69 000.00		69 000.00
<b>Recettes de fonctionnement - Total</b>		<b>24 166 705.00</b>	<b>35 000.00</b>	<b>24 201 705.00</b>

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	
-------------------------------------------	--

=

<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>24 201 705.00</b>
------------------------------------------------------	----------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations Réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	501 763.00		501 763.00
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	85 747.00		85 747.00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 636 652.00		1 636 652.00
<b>20</b>	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>			
<b>21</b>	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>			
23	IMMOBILISATIONS EN COURS			
<b>28</b>	<b>AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS</b>		<b>772 935.00</b>	<b>772 935.00</b>
45x-2	Total des opérations pour compte de tiers			
<b>021</b>	<b>VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>708 407.00</b>	<b>708 407.00</b>
024	PRODUITS DES CESSIONS			
<b>Recettes d'investissement - Total</b>		<b>2 224 162.00</b>	<b>1 481 342.00</b>	<b>3 705 504.00</b>

+

<b>R 001 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	
-------------------------------------------	--

+

<b>AFFECTATION AU COMPTE 1068</b>	
-----------------------------------	--

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>3 705 504.00</b>
-----------------------------------------------------	---------------------

## SECTION DE FONCTIONNEMENT

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap./Art.	Libellé	Budget précédent	Propositions nouvelles	VOTE
<b>011</b>	<b>CHARGES A CARACTERE GENERAL</b>	<b>4 935 364.00</b>	<b>4 766 058.00</b>	<b>4 766 058.00</b>
- 60 -	ACHATS ET VARIATIONS DES STOCKS	2 572 966.00	2 481 788.00	2 481 788.00
6042	ACHATS D'ETUDES, PRESTATIONS DE SERVICES ACHATS PREST. DE SERVICES (AUT. QUE TERR. AMENAG.)	545 726.00	522 833.00	522 833.00
	ACHATS NON STOCKES DE MATIERES & FOURNITURES			
	FOURNITURES NON STOCKABLES			
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	160 000.00	188 000.00	188 000.00
60612	ENERGIE - ELECTRICITE	370 000.00	360 000.00	360 000.00
60613	CHAUFFAGE URBAIN	520 000.00	560 000.00	560 000.00
60618	AUTRES FOURNITURES NON STOCKABLES	150 000.00	120 000.00	120 000.00
	FOURNITURES NON STOCKEES			
60621	COMBUSTIBLES	10 000.00	10 000.00	10 000.00
60622	CARBURANTS	60 000.00	55 000.00	55 000.00
60623	ALIMENTATION	63 560.00	52 360.00	52 360.00
60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	5 030.00	3 730.00	3 730.00
	FOURNITURES D'ENTRETIEN ET DE PETIT EQUIPEMENT			
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	64 710.00	65 550.00	65 550.00
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	89 070.00	86 150.00	86 150.00
60633	FOURNITURES DE VOIRIE	20 000.00	18 000.00	18 000.00
60636	VETEMENTS DE TRAVAIL	32 600.00	28 450.00	28 450.00
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	58 960.00	37 210.00	37 210.00
6065	LIVRES, DISQUES, CASSETTES (BIBLIO., MEDIATHEQUE)	87 100.00	85 300.00	85 300.00
6067	FOURNITURES SCOLAIRES	87 460.00	82 505.00	82 505.00
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	248 750.00	206 700.00	206 700.00
- 61 -	SERVICES EXTERIEURS	1 667 909.00	1 613 056.00	1 613 056.00
611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	268 770.00	247 465.00	247 465.00
	LOCATIONS			
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	77 884.00	62 497.00	62 497.00
6135	LOCATIONS MOBILIERES	145 415.00	153 575.00	153 575.00
614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE	90 720.00	87 227.00	87 227.00
	ENTRETIEN ET REPARATIONS			
	ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR BIENS IMMOBILIERS			
61521	TERRAINS	57 300.00	57 500.00	57 500.00
615221	BATIMENTS PUBLICS	142 300.00	133 900.00	133 900.00
615231	VOIRIES	34 000.00	20 500.00	20 500.00
615232	RESEAUX	11 500.00	19 700.00	19 700.00
	ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR BIENS MOBILIERS			
61551	MATERIEL ROULANT	12 000.00	11 200.00	11 200.00
61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	29 000.00	22 800.00	22 800.00
6156	MAINTENANCE	283 200.00	256 986.00	256 986.00
6168	AUTRES	94 620.00	93 008.00	93 008.00
617	ETUDES ET RECHERCHES	6 140.00	8 920.00	8 920.00
	DIVERS			
6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	12 560.00	11 256.00	11 256.00



<b>III - VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES</b>	<b>A1</b>

Chap./Art.	Libellé	Budget précédent	Propositions nouvelles	VOTE
6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	85 000.00	88 965.00	88 965.00
6185	FRAIS DE COLLOQUES ET SEMINAIRES	200.00		
6188	AUTRES FRAIS DIVERS	317 300.00	337 557.00	337 557.00
- 62 -	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	576 441.00	558 464.00	558 464.00
	REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES			
6225	INDEMNITES AU COMPTABLE ET AUX REGISSEURS	3 000.00	3 110.00	3 110.00
6226	HONORAIRES	61 450.00	46 254.00	46 254.00
6228	DIVERS	650.00		
	PUBLICITE, PUBLICATIONS, RELATIONS PUBLIQUES			
6231	ANNONCES ET INSERTIONS	32 700.00	34 440.00	34 440.00
6232	FETES ET CEREMONIES	9 850.00	7 050.00	7 050.00
6236	CATALOGUES ET IMPRIMES	16 900.00	17 600.00	17 600.00
6237	PUBLICATIONS	65 000.00	67 000.00	67 000.00
6238	DIVERS	32 250.00	57 700.00	57 700.00
	TRANSPORTS DE BIENS ET TRANSPORTS COLLECTIFS			
6241	TRANSPORTS DE BIENS	450.00	250.00	250.00
6247	TRANSPORTS COLLECTIFS	85 750.00	71 080.00	71 080.00
	DEPLACEMENTS, MISSIONS ET RECEPTIONS			
6251	VOYAGES ET DEPLACEMENTS	13 751.00	15 570.00	15 570.00
6256	MISSIONS	11 300.00	9 500.00	9 500.00
6257	RECEPTIONS	76 620.00	71 800.00	71 800.00
	FRAIS POSTAUX ET FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS			
6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	57 000.00	55 000.00	55 000.00
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	62 150.00	53 300.00	53 300.00
627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	1 200.00	2 000.00	2 000.00
	DIVERS			
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS ...)	27 670.00	24 260.00	24 260.00
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	15 000.00	19 000.00	19 000.00
62848	REDEVANCES POUR AUTRES PRESTATIONS DE SERVICES	750.00	550.00	550.00
6288	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	3 000.00	3 000.00	3 000.00
- 63 -	IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	118 048.00	112 750.00	112 750.00
	AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERS. ASSIMILES (ADM IMP.)			
	IMPOTS DIRECTS			
63512	TAXES FONCIERES	116 548.00	110 250.00	110 250.00
63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX		1 000.00	1 000.00
6355	TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES	1 500.00	1 500.00	1 500.00
<b>012</b>	<b>CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES</b>	<b>15 340 951.00</b>	<b>15 250 000.00</b>	<b>15 250 000.00</b>
- 62 -	AUTRES SERVICES EXTERIEURS			
- 63 -	IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	447 868.00	447 973.00	447 973.00
	IMPOTS, TAXES ET VERS. SUR REMUN. (AUTRES ORGANIS.			
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	181 997.00	179 863.00	179 863.00
6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	45 499.00	44 961.00	44 961.00
6336	COTISATIONS CENTRE NATIONAL ET DE GESTION	192 997.00	196 174.00	196 174.00
6338	AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERS. SUR REMUNERATIONS	27 375.00	26 975.00	26 975.00
- 64 -	CHARGES DE PERSONNEL	14 893 083.00	14 802 027.00	14 802 027.00
	REMUNERATIONS DU PERSONNEL			

<b>III - VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES</b>	<b>A1</b>

Chap./Art.	Libellé	Budget précédent	Propositions nouvelles	VOTE
64111	PERSONNEL TITULAIRE			
64112	REMUNERATION PRINCIPALE	6 593 639.00	6 546 514.00	6 546 514.00
64118	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL ET INDEMNITE DE RESIDENCE	302 457.00	294 939.00	294 939.00
	AUTRES INDEMNITES	1 169 508.00	1 180 801.00	1 180 801.00
64131	PERSONNEL NON TITULAIRE			
64138	REMUNERATIONS NON TITULAIRES	1 621 979.00	1 759 247.00	1 759 247.00
	AUTRES INDEMNITES	226 284.00	271 440.00	271 440.00
64162	EMPLOIS D'INSERTION			
64168	EMPLOIS D'AVENIR	176 600.00	65 000.00	65 000.00
	AUTRES EMPLOIS D'INSERTION	411 103.00	259 934.00	259 934.00
6417	REMUNERATIONS DES APPRENTIS	13 500.00		
6451	CHARGES DE SECURITE SOCIALE ET DE PREVOYANCE			
6453	COTISATIONS A L' U.R.S.S.A.F.	1 698 768.00	1 765 896.00	1 765 896.00
6454	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	2 217 325.00	2 213 668.00	2 213 668.00
6455	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C.	151 513.00	144 468.00	144 468.00
	COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL	90 043.00	90 005.00	90 005.00
	AUTRES CHARGES SOCIALES			
64731	ALLOCATIONS DE CHOMAGE			
	VERSEES DIRECTEMENT	21 500.00	15 550.00	15 550.00
6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	31 984.00	31 498.00	31 498.00
6478	AUTRES CHARGES SOCIALES DIVERSES	71 293.00	59 989.00	59 989.00
6488	AUTRES CHARGES DE PERSONNEL			
	AUTRES CHARGES	95 587.00	103 078.00	103 078.00
<b>65</b>	<b>AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>	<b>2 503 045.00</b>	<b>2 427 555.00</b>	<b>2 427 555.00</b>
- 65 -	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	2 503 045.00	2 427 555.00	2 427 555.00
651	REDEVANCES POUR CONCESSIONS,BREVETS,LICENCES...	29 570.00	32 542.00	32 542.00
6531	INDEMN. FRAIS DE MISSION ET DE FORM. MAIRES ET ADJ			
6532	INDEMNITES	187 640.00	185 000.00	185 000.00
6533	FRAIS DE MISSION	1 200.00	2 000.00	2 000.00
6534	COTISATIONS DE RETRAITE	11 111.00	11 100.00	11 100.00
6535	COTISATIONS DE SECURITE SOCIALE - PART PATRONALE	19 970.00	16 000.00	16 000.00
	FORMATION	5 000.00	5 000.00	5 000.00
6541	PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES			
6542	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	4 000.00	8 000.00	8 000.00
	CREANCES ETEINTES	1 000.00	2 500.00	2 500.00
65548	CONTINGENTS ET PARTICIPATIONS OBLIGATOIRES			
6558	AUTRES CONTRIBUTIONS	22 650.00	2 500.00	2 500.00
	AUTRES CONTRIBUTIONS OBLIGATOIRES	2 000.00	2 000.00	2 000.00
	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT VERSEES			
657362	SUBV. FONCTIONNEMENT AUX ORGANISMES PUBLICS			
65737	CCAS	1 261 904.00	1 203 913.00	1 203 913.00
65738	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	1 500.00		
	AUTRES ORGANISMES PUBLICS	22 000.00	25 000.00	25 000.00
6574	SUBV. FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS ET AUTRES	933 500.00	932 000.00	932 000.00
<b>TOTAL DES DEPENSES DE GESTION DES SERVICES</b> <b>(a)=011+012+014+65+656</b>		<b>22 779 360.00</b>	<b>22 443 613.00</b>	<b>22 443 613.00</b>

<b>III - VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES</b>	<b>A1</b>

Chap./Art.	Libellé	Budget précédent	Propositions nouvelles	VOTE
<b>66</b>	<b>CHARGES FINANCIERES</b>	<b>230 000.00</b>	<b>250 000.00</b>	<b>250 000.00</b>
- 66 -	CHARGES FINANCIERES	230 000.00	250 000.00	250 000.00
	CHARGES D'INTERETS			
66111	INTERETS DES EMPRUNTS ET DETTES INTERETS REGLES A ECHEANCE	170 000.00	152 000.00	152 000.00
	AUTRES CHARGES FINANCIERES			
6688	AUTRES	60 000.00	98 000.00	98 000.00
<b>67</b>	<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>20 750.00</b>	<b>26 750.00</b>	<b>26 750.00</b>
- 67 -	CHARGES EXCEPTIONNELLES	20 750.00	26 750.00	26 750.00
	CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERAT. DE GESTION BOURSES ET PRIX			
6714		4 750.00	10 750.00	10 750.00
673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	16 000.00	16 000.00	16 000.00
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES (r)=(a)+66+67+68+022</b>		<b>23 030 110.00</b>	<b>22 720 363.00</b>	<b>22 720 363.00</b>

<b>III - VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES</b>	<b>A1</b>

Chap./Art.	Libellé	Budget précédent	Propositions nouvelles	VOTE
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	416 443.00	708 407.00	708 407.00
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	416 443.00	708 407.00	708 407.00
042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	830 000.00	772 935.00	772 935.00
- 68 -	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	830 000.00	772 935.00	772 935.00
6811	DAP - CHARGES DE FONCTIONNEMENT COURANT DAP - IMMO. INCORPORELLES ET CORPORELLES	830 000.00	772 935.00	772 935.00
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		1 246 443.00	1 481 342.00	1 481 342.00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		1 246 443.00	1 481 342.00	1 481 342.00

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=total réelles + ordres)	24 276 553.00	24 201 705.00	24 201 705.00
------------------------------------------------------------------------------	---------------	---------------	---------------

RESTES A REALISER N-1	
D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES (Total+RaR+Résultat)	24 201 705.00

## Détail du calcul des ICNE au compte 66112

Montant des ICNE de l'exercice	
Montant des ICNE de l'exercice N-1	
= Différence ICNE N - ICNE N-1	

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES	A2

Chap./Art.	Libellé	Budget précédent	Propositions nouvelles	VOTE
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	276 614.00	203 212.00	203 212.00
- 60 -	ACHATS ET VARIATIONS DES STOCKS			
- 61 -	SERVICES EXTERIEURS			
- 64 -	CHARGES DE PERSONNEL	276 614.00	203 212.00	203 212.00
6419	REMUNERATIONS DU PERSONNEL REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	276 614.00	203 212.00	203 212.00
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	1 108 580.00	1 176 027.00	1 176 027.00
- 70 -	PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE VENTES DIVERSES	1 108 580.00	1 176 027.00	1 176 027.00
	REDEVANCES ET RECETTES D'UTILISATION DU DOMAINE			
70311	CONCESSIONS ET REDEVANCES FUNERAIRES CONCESSION DANS LES CIMETIERES (PRODUIT NET)	26 500.00	26 500.00	26 500.00
70323	DROITS DE PERMIS DE STATION. DE LOCAT. SUR VOIE PU REDEV. D'OCCUPAT. DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL	24 100.00	500.00	500.00
70388	AUTRES REDEV. ET RECETTES D'UTILISATION DU DOMAINE AUTRES REDEVANCES ET RECETTES DIVERSES	15 400.00	8 050.00	8 050.00
	PRESTATIONS DE SERVICES			
7062	REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES A CARAC. CULTURE	170 000.00	283 357.00	283 357.00
70631	REDEV. ET DROITS DES SERVICES A CAR. SPORTIF ET LO	261 000.00	257 700.00	257 700.00
70632	A CARACTERE SPORTIF A CARACTERE DE LOISIRS	150 000.00	133 100.00	133 100.00
7066	REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES A CARACT. SOCIAL	148 500.00	144 000.00	144 000.00
7067	REDEVAN. ET DROITS SCES PERISCOLAIRES ET ENSEIG.	257 000.00	268 960.00	268 960.00
70688	AUTRES REDEVANCES ET DROITS AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	2 060.00	500.00	500.00
	AUTRES PRODUITS			
7083	LOCATIONS DIVERSES (AUTRES QU'IMMEUBLES)	5 700.00	4 600.00	4 600.00
70841	MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL FACTUREE AUX BUDG. ANNEX., REGIES MUNICIPALES, CCAS ET CDE	24 000.00	17 000.00	17 000.00
70848	AUX AUTRES ORGANISMES	12 000.00	8 760.00	8 760.00
70873	REMBOURSEMENTS DE FRAIS PAR LES CCAS	7 500.00	9 000.00	9 000.00
70876	PAR LE GFP DE RATTACHEMENT		7 500.00	7 500.00
70878	PAR D'AUTRES REDEVABLES	4 820.00	6 500.00	6 500.00
73	IMPOTS ET TAXES	15 937 935.00	15 828 004.00	15 828 004.00
- 73 -	IMPOTS ET TAXES	15 937 935.00	15 828 004.00	15 828 004.00
	IMPOTS LOCAUX			
73111	CONTRIBUTIONS DIRECTES TAXES FONCIERES ET D'HABITATION	7 659 000.00	7 660 000.00	7 660 000.00

<b>III - VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES</b>	<b>A2</b>

Chap./Art.	Libellé	Budget précédent	Propositions nouvelles	VOTE
	FISCALITE REVERSEE			
7321	FISCALITE REVERSEE ENTRE COLLECTIVITES LOCALES	6 113 318.00		
73211	FISCALITE REVERSEE ENTRE COLLECTIVITES LOCALES		6 082 247.00	6 082 247.00
73212	ATTRIBUTION DE COMPENSATION		958 257.00	958 257.00
	DOTATION DE SOLIDARITE COMMUNAUTAIRE			
7322	FISCALITE REVERSEE PAR L'INTERMEDIAIRE D'UN FONDS	958 257.00		
	FISCALITE REVERSEE PAR L'INTERMEDIAIRE D'UN FONDS			
	TAXES PR UTILISAT. SERVICES PUBLICS ET DU DOMAINE			
7331	TAXE D'ENLEVEMENT DES OORDUMES MENAGERES ET ASSIMI	1 160.00	1 000.00	1 000.00
7333	TAXES FUNERAIRES	6 700.00	5 000.00	5 000.00
7336	DROITS DE PLACE	70 000.00	70 000.00	70 000.00
	IMPOTS ET TAXES LIES A LA PRODUCT. ENERG. ET INDUS			
7351	TAXE SUR LA CONSOMMATION FINALE D'ELECTRICITE	235 000.00	230 000.00	230 000.00
	IMPOTS ET TAXES LIES AUX ACTIVITES DE SERVICES			
7368	TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITE EXTERIEURE	500 000.00	455 000.00	455 000.00
	AUTRES TAXES			
7381	TAXE ADDIT. DROITS MUTATION OU PUB FONCIERE	315 000.00	300 000.00	300 000.00
7388	AUTRES TAXES DIVERSES	79 500.00	66 500.00	66 500.00
<b>74</b>	<b>DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS</b>	<b>6 693 724.00</b>	<b>6 740 870.00</b>	<b>6 740 870.00</b>
- 74 -	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	6 693 724.00	6 740 870.00	6 740 870.00
	D.G.F.			
7411	DOTATION FORFAITAIRE	1 014 000.00	742 627.00	742 627.00
	DOTATION D'AMENAGEMENT			
74123	DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE	3 718 000.00	3 944 000.00	3 944 000.00
744	FCTVA		20 000.00	20 000.00
	PARTICIPATIONS			
	ETAT			
74712	EMPLOIS D'AVENIR	155 000.00	34 416.00	34 416.00
74718	AUTRES	67 910.00	102 220.00	102 220.00
7472	REGIONS	29 500.00	22 500.00	22 500.00
7473	DEPARTEMENTS	134 500.00	141 000.00	141 000.00
74748	AUTRES COMMUNES	2 000.00		
74751	GFP DE RATTACHEMENT	24 000.00	19 000.00	19 000.00
7477	BUDGET COMMUNAUTAIRE ET FONDS STRUCTURELS	65 000.00	60 000.00	60 000.00
7478	AUTRES ORGANISMES	986 860.00	1 175 982.00	1 175 982.00
	AUTRES ATTRIBUTIONS ET PARTICIPATIONS			
	ATTRIBUTIONS DE PEREQUATION ET DE COMPENSATION			
748314	DOTAT. UNIQUE DES COMPENS. SPECIFIQUES A TAXE PROF	32 000.00		
74834	ETAT - COMPENSAT. EXONERATIONS TAXES FONCIERES	110 000.00	63 240.00	63 240.00
74835	ETAT - COMPENSAT. EXONERATIONS TAXE HABITATION	200 000.00	259 760.00	259 760.00
7484	DOTATION DE RECENSEMENT	2 924.00	2 735.00	2 735.00
7485	DOTATION POUR LES TITRES SECURISES	5 030.00	8 580.00	8 580.00
7488	AUTRES ATTRIBUTIONS ET PARTICIPATIONS	147 000.00	144 810.00	144 810.00

<b>III - VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES</b>	<b>A2</b>

Chap./Art.	Libellé	Budget précédent	Propositions nouvelles	VOTE
<b>75</b>	<b>AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE</b>	<b>164 100.00</b>	<b>149 062.00</b>	<b>149 062.00</b>
- 75 - 752 7588	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE REVENUS DES IMMEUBLES FRAIS FACTURES A D'AUTRES REDEVABLES	164 100.00 164 100.00	149 062.00 146 862.00 2 200.00	149 062.00 146 862.00 2 200.00
<b>TOTAL DES RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a)=70+73+74+75+013</b>		<b>24 180 953.00</b>	<b>24 097 175.00</b>	<b>24 097 175.00</b>
<b>76</b>	<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>600.00</b>	<b>530.00</b>	<b>530.00</b>
- 76 -  7688	PRODUITS FINANCIERS  AUTRES PRODUITS FINANCIERS AUTRES	600.00  600.00	530.00  530.00	530.00  530.00
<b>77</b>	<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		<b>69 000.00</b>	<b>69 000.00</b>
- 77 - 7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS		69 000.00 69 000.00	69 000.00 69 000.00
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES (r)=(a)+76+77+78</b>		<b>24 181 553.00</b>	<b>24 166 705.00</b>	<b>24 166 705.00</b>

<b>III - VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES</b>	<b>A2</b>

Chap./Art.	Libellé	Budget précédent	Propositions nouvelles	VOTE
042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	98 000.00	35 000.00	35 000.00
- 72 - 722	PRODUCTION IMMOBILISEE IMMOBILISATIONS CORPORELLES	70 000.00 70 000.00	35 000.00 35 000.00	35 000.00 35 000.00
- 77 - 777	PRODUITS EXCEPTIONNELS QUOTE PART SUBV. D'INVEST. TRANSF. Cpte de RESULTA	28 000.00 28 000.00		
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		98 000.00	35 000.00	35 000.00

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=total réelles + ordres)	24 279 553.00	24 201 705.00	24 201 705.00
------------------------------------------------------------------------------	---------------	---------------	---------------

RESTES A REALISER N-1	
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES (Total+RaR+Résultat)	24 201 705.00

## Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	
Montant des ICNE de l'exercice N-1	
= Différence ICNE N - ICNE N-1	



## SECTION D'INVESTISSEMENT

<b>III - VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES</b>	<b>B1</b>

Chap./Art.	Libellé	Budget précédent	Propositions nouvelles	VOTE
<b>20</b>	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>35 450.00</b>	<b>111 900.00</b>	<b>111 900.00</b>
- 20 -	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	35 450.00	111 900.00	111 900.00
2031	FRAIS D'ETUDES, RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT			
2033	FRAIS D'ETUDES		60 000.00	60 000.00
	FRAIS D'INSERTION	5 000.00	3 900.00	3 900.00
2051	CONCESS. ET DROITS SIMILAIRES, BREVETS, LICENCES, CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	30 450.00	48 000.00	48 000.00
<b>21</b>	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>306 588.00</b>	<b>516 604.00</b>	<b>516 604.00</b>
- 21 -	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	306 588.00	516 604.00	516 604.00
2112	TERRAINS			
2113	TERRAINS DE VOIRIE	4 000.00	5 500.00	5 500.00
	TERRAINS AMENAGES AUTRES QUE VOIRIE	30 000.00		
2121	AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS			
2128	PLANTATIONS D'ARBRES ET D'ARBUSTES	3 000.00	2 500.00	2 500.00
	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS	4 000.00		
	CONSTRUCTIONS			
21318	BATIMENTS PUBLICS		228 000.00	228 000.00
	AUTRES BATIMENTS PUBLICS			
	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES			
2158	AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECH.	25 965.00	45 400.00	45 400.00
	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
2182	MATERIEL DE TRANSPORT		24 000.00	24 000.00
2183	MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	183 400.00	109 700.00	109 700.00
2184	MOBILIER	19 150.00	37 345.00	37 345.00
2185	CHEPTEL		2 500.00	2 500.00
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	37 073.00	61 659.00	61 659.00
<b>23</b>	<b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>	<b>846 000.00</b>	<b>962 000.00</b>	<b>962 000.00</b>
- 23 -	IMMOBILISATIONS EN COURS	846 000.00	962 000.00	962 000.00
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS			
2312	AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS		220 000.00	220 000.00
2313	CONSTRUCTIONS	826 000.00	722 000.00	722 000.00
2315	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	20 000.00	20 000.00	20 000.00
<b>TOTAL DES DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>		<b>1 188 038.00</b>	<b>1 590 504.00</b>	<b>1 590 504.00</b>
<b>16</b>	<b>EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES</b>	<b>1 146 700.00</b>	<b>1 080 000.00</b>	<b>1 080 000.00</b>

<b>III - VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES</b>	<b>B1</b>

Chap./Art.	Libellé	Budget précédent	Propositions nouvelles	VOTE
- 16 -	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	1 146 700.00	1 080 000.00	1 080 000.00
1641	EMPRUNTS AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT EMPRUNTS EN EUROS	1 143 667.00	1 017 435.00	1 017 435.00
16441	EMPRUNTS ASSORTIS OPTION DE TIRAGE SUR LIGNE TRESO OPERATIONS AFFERENTES A L'EMPRUNT		59 531.00	59 531.00
1672	EMPRUNTS ET DETTES ASSORTIS DE CONDITIONS PARTICUL EMPRUNTS SUR COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	566.00	567.00	567.00
16818	AUTRES EMPRUNTS AUTRES EMPRUNTS - AUTRES PRETEURS		2 467.00	2 467.00
16878	AUTRES DETTES AUTRES ORGANISMES ET PARTICULIERS	2 467.00		
<b>26</b>	<b>PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DES PARTICI.</b>	<b>62 500.00</b>		
- 26 - 261	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PART. TITRES DE PARTICIPATION	62 500.00 62 500.00		
<b>27</b>	<b>AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>1 000 000.00</b>	<b>1 000 000.00</b>	<b>1 000 000.00</b>
- 27 - 274	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES PRETS	1 000 000.00 1 000 000.00	1 000 000.00 1 000 000.00	1 000 000.00 1 000 000.00
<b>TOTAL DES DEPENSES FINANCIERES</b>		<b>2 209 200.00</b>	<b>2 080 000.00</b>	<b>2 080 000.00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS</b>				
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES</b>		<b>3 397 238.00</b>	<b>3 670 504.00</b>	<b>3 670 504.00</b>

<b>III - VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES</b>	<b>B1</b>

Chap./Art.	Libellé	Budget précédent	Propositions nouvelles	VOTE
040	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	98 000.00	35 000.00	35 000.00
Reprises sur autofinancement antérieur		28 000.00		
- 10 -	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	28 000.00		
	DOTATIONS ET FONDS D'INVESTISSEMENT			
102291	FONDS D'INVESTISSEMENT REPRISE SUR FCTVA	28 000.00		
Charges transférées		70 000.00	35 000.00	35 000.00
- 23 -	NEUTRALISATIONS ET REALISATIONS D'OPERATIONS			
	IMMOBILISATIONS EN COURS	70 000.00	35 000.00	35 000.00
2313	IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS CONSTRUCTIONS	70 000.00	35 000.00	35 000.00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES			
- 21 -	IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
- 23 -	IMMOBILISATIONS EN COURS			
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		98 000.00	35 000.00	35 000.00

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (=total réelles + ordres)	3 495 238.00	3 705 504.00	3 705 504.00
-----------------------------------------------------------------------------	--------------	--------------	--------------

RESTES A REALISER N-1			
D 001 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES (Total+RaR+Résultat)			3 705 504.00

<b>III - VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES</b>	<b>B2</b>

Chap./Art.	Libellé	Budget précédent	Propositions nouvelles	VOTE
<b>13</b>	<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES</b>	<b>201 165.00</b>	<b>85 747.00</b>	<b>85 747.00</b>
- 13 -	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	201 165.00	85 747.00	85 747.00
1321	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX	197 005.00	85 747.00	85 747.00
1322	REGIONS	4 160.00		
<b>16</b>	<b>EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES</b>	<b>1 719 630.00</b>	<b>1 636 652.00</b>	<b>1 636 652.00</b>
- 16 -	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	1 719 630.00	1 636 652.00	1 636 652.00
1641	EMPRUNTS AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT EMPRUNTS EN EUROS	1 719 630.00	1 636 652.00	1 636 652.00
<b>23</b>	<b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>			
- 23 -	IMMOBILISATIONS EN COURS			
<b>TOTAL DES RECETTES D'EQUIPEMENT</b>		<b>1 920 795.00</b>	<b>1 722 399.00</b>	<b>1 722 399.00</b>
<b>10</b>	<b>DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES</b>	<b>328 000.00</b>	<b>501 763.00</b>	<b>501 763.00</b>
- 10 -	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	328 000.00	501 763.00	501 763.00
10222	DOTATIONS ET FONDS D'INVESTISSEMENT FONDS D'INVESTISSEMENT F.C.T.V.A.	328 000.00	501 763.00	501 763.00
<b>024</b>	<b>PRODUITS DES CESSIONS</b>			
<b>TOTAL DES RECETTES FINANCIERES</b>		<b>328 000.00</b>	<b>501 763.00</b>	<b>501 763.00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS</b>				
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b>		<b>2 248 795.00</b>	<b>2 224 162.00</b>	<b>2 224 162.00</b>

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES	B2

Chap./Art.	Libellé	Budget précédent	Propositions nouvelles	VOTE
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	416 443.00	708 407.00	708 407.00
021	VIREMENT A LA SECTION FONCTIONNEMENT	416 443.00	708 407.00	708 407.00
040	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	830 000.00	772 935.00	772 935.00
- 21 -	IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
- 28 -	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS	830 000.00	772 935.00	772 935.00
2802	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES FRAIS LIES A LA REAL.DES DOCS D'URBA,NUM DU CADAST	781.00	54.00	54.00
28031	FRAIS ETUDES, RECH. ET DE DEVELOP. ET D'INSERT. FRAIS D'ETUDES	35 668.00	35 670.00	35 670.00
2804181	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	587.00	587.00	587.00
2804182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	64 015.00	66 697.00	66 697.00
280422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	1 211.00	1 211.00	1 211.00
2804412	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	18 181.00	18 181.00	18 181.00
2804422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	100 782.00	100 774.00	100 774.00
28051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES, BREVETS,LICENCES CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	29 961.00	23 766.00	23 766.00
	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
28121	AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS PLANTATIONS D'ARBRES ET D'ARBUSTES	9 737.00	6 760.00	6 760.00
28128	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS	57 621.00	55 845.00	55 845.00
28132	CONSTRUCTIONS IMMEUBLES DE RAPPORT	74 541.00	74 541.00	74 541.00
281538	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES AUTRES RESEAUX	37 102.00	37 532.00	37 532.00
281571	MATERIEL ROULANT	6 105.00	4 191.00	4 191.00
281578	AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE	26 725.00	24 035.00	24 035.00
28158	AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECH.	35 025.00	22 077.00	22 077.00
28181	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES INSTAL. GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS	3 924.00	3 924.00	3 924.00
28182	MATERIEL DE TRANSPORT	65 804.00	42 553.00	42 553.00
28183	MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE	114 000.00	137 054.00	137 054.00
28184	MOBILIER	63 000.00	40 550.00	40 550.00
28185	CHEPTEL	230.00	707.00	707.00
28188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	85 000.00	76 226.00	76 226.00
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		1 246 443.00	1 481 342.00	1 481 342.00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES			
- 13 -	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
- 20 -	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		1 246 443.00	1 481 342.00	1 481 342.00

<b>III - VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES</b>	<b>B2</b>

Chapitre / Article	Libellé	Budget précédent	Propositions nouvelles	VOTE
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (=total réelles + ordres)		3 495 238.00	3 705 504.00	3 705 504.00
RESTES A REALISER N-1				
R 001 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE				
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES (Total+RaR+Résultat)				3 705 504.00

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE	A1

## INVESTISSEMENT

No	Libellé	TOTAL	Non ventilable 01	0 SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES	1 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	2 ENSEIGNEMENT - FORMATION	3 CULTURE	4 SPORTS ET JEUNESSE
DEPENSES								
	Dépenses réelles	3 670 504.00	1 080 000.00	395 100.00	30 000.00	299 555.00	111 429.00	472 200.00
	Equipements municipaux	1 590 504.00		395 100.00	30 000.00	299 555.00	111 429.00	472 200.00
	Equip. non municipaux							
	Opérations financières	2 080 000.00	1 080 000.00					
	Dépenses d'ordre	35 000.00		35 000.00				
	<b>Total dépenses de l'exercice</b>	<b>3 705 504.00</b>	<b>1 080 000.00</b>	<b>430 100.00</b>	<b>30 000.00</b>	<b>299 555.00</b>	<b>111 429.00</b>	<b>472 200.00</b>
	RAR N-1 et reports							
	<b>Total cumulé dépenses</b>	<b>3 705 504.00</b>	<b>1 080 000.00</b>	<b>430 100.00</b>	<b>30 000.00</b>	<b>299 555.00</b>	<b>111 429.00</b>	<b>472 200.00</b>
RECETTES								
	<b>Total recettes de l'exercice</b>	<b>3 705 504.00</b>	<b>3 619 757.00</b>					
	RAR N-1 et reports							
	<b>Total cumulé recettes</b>	<b>3 705 504.00</b>	<b>3 619 757.00</b>					

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE</b>	<b>A1</b>

## INVESTISSEMENT

No	Libellé	5 INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	6 FAMILLE	7 LOGEMENT	8 AMENAGEMENT ET SERVICE URBAIN, ENVIRONNEMENT	9 ACTION ECONOMIQUE
DEPENSES						
Dépenses réelles			15 720.00	20 000.00	1 226 500.00	20 000.00
Equipements municipaux			15 720.00	20 000.00	226 500.00	20 000.00
Equip. non municipaux						
Opérations financières					1 000 000.00	
Dépenses d'ordre						
<b>Total dépenses de l'exercice</b>			<b>15 720.00</b>	<b>20 000.00</b>	<b>1 226 500.00</b>	<b>20 000.00</b>
<b>RAR N-1 et reports</b>						
<b>Total cumulé dépenses</b>			<b>15 720.00</b>	<b>20 000.00</b>	<b>1 226 500.00</b>	<b>20 000.00</b>
RECETTES						
<b>Total recettes de l'exercice</b>					<b>85 747.00</b>	
<b>RAR N-1 et reports</b>						
<b>Total cumulé recettes</b>					<b>85 747.00</b>	



<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE</b>	<b>A1</b>

## FONCTIONNEMENT

No	Libellé	TOTAL	Non ventilable 01	0 SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES	1 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	2 ENSEIGNEMENT - FORMATION	3 CULTURE	4 SPORTS ET JEUNESSE
DEPENSES								
Total dépenses de l'exercice		24 201 705.00	1 672 072.00	5 755 180.00	692 798.00	3 332 592.00	3 134 965.00	3 306 982.00
RAR N-1 et reports								
Total cumulé dépenses		24 201 705.00	1 672 072.00	5 755 180.00	692 798.00	3 332 592.00	3 134 965.00	3 306 982.00
RECETTES								
Total recettes de l'exercice		24 201 705.00	20 715 661.00	331 315.00	72 636.00	659 095.00	453 119.00	453 130.00
RAR N-1 et reports								
Total cumulé recettes		24 201 705.00	20 715 661.00	331 315.00	72 636.00	659 095.00	453 119.00	453 130.00

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE</b>	<b>A1</b>

## FONCTIONNEMENT

No	Libellé	5 INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTÉ	6 FAMILLE	7 LOGEMENT	8 AMENAGEMENT ET SERVICE URBAIN, ENVIRONNEMENT	9 ACTION ECONOMIQUE
DEPENSES						
Total dépenses de l'exercice		1 553 363.00	1 537 785.00	1 000.00	2 950 344.00	264 624.00
RAR N-1 et reports						
Total cumulé dépenses		1 553 363.00	1 537 785.00	1 000.00	2 950 344.00	264 624.00
RECETTES						
Total recettes de l'exercice		175 701.00	1 060 827.00	40 050.00	108 860.00	131 311.00
RAR N-1 et reports						
Total cumulé recettes		175 701.00	1 060 827.00	40 050.00	108 860.00	131 311.00

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE	A1

## INVESTISSEMENT

No	Libellé	TOTAL	Non ventilable 01	0 SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES	1 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	2 ENSEIGNEMENT - FORMATION	3 CULTURE	4 SPORTS ET JEUNESSE
<b>Total dépenses</b>		<b>3 705 504.00</b>	<b>1 080 000.00</b>	<b>430 100.00</b>	<b>30 000.00</b>	<b>299 555.00</b>	<b>111 429.00</b>	<b>472 200.00</b>
Dépenses réelles		3 670 504.00	1 080 000.00	395 100.00	30 000.00	299 555.00	111 429.00	472 200.00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 080 000.00	1 080 000.00					
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	111 900.00		46 900.00			30 000.00	35 000.00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	516 604.00		38 200.00	30 000.00	57 355.00	30 929.00	260 900.00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	962 000.00		310 000.00		242 200.00	50 500.00	176 300.00
26	PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DE							
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 000 000.00						
Opérations d'équipement								
Opérations pour compte de tiers								

Dépenses d'ordre		35 000.00		35 000.00				
040 041	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS OPERATIONS PATRIMONIALES	35 000.00		35 000.00				

<b>Total recettes</b>		<b>3 705 504.00</b>	<b>3 619 757.00</b>					
Recettes réelles		2 224 162.00	2 138 415.00					
024	PRODUITS DES CESSIONS							
10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	501 763.00	501 763.00					
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	85 747.00						
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 636 652.00	1 636 652.00					
23	IMMOBILISATIONS EN COURS							
Opérations pour compte de tiers								

Recettes d'ordre		1 481 342.00	1 481 342.00					
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	708 407.00	708 407.00					
040	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	772 935.00	772 935.00					
041	OPERATIONS PATRIMONIALES							

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE</b>	<b>A1</b>

## INVESTISSEMENT

No	Libellé	5 INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTÉ	6 FAMILLE	7 LOGEMENT	8 AMENAGEMENT ET SERVICE URBAIN, ENVIRONNEMENT	9 ACTION ECONOMIQUE
<b>Total dépenses</b>			<b>15 720.00</b>	<b>20 000.00</b>	<b>1 226 500.00</b>	<b>20 000.00</b>
Dépenses réelles			15 720.00	20 000.00	1 226 500.00	20 000.00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES					
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES		2 720.00		96 500.00	
23	IMMOBILISATIONS EN COURS		13 000.00	20 000.00	130 000.00	20 000.00
26	PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DE					
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES				1 000 000.00	
Opérations d'équipement						
Opérations pour compte de tiers						

Dépenses d'ordre						
040	041	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS OPERATIONS PATRIMONIALES				

<b>Total recettes</b>					<b>85 747.00</b>	
Recettes réelles					85 747.00	
024	PRODUITS DES CESSIONS					
10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES					
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES				85 747.00	
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES					
23	IMMOBILISATIONS EN COURS					
Opérations pour compte de tiers						

Recettes d'ordre						
021	040	041	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS OPERATIONS PATRIMONIALES			

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE	A1

## FONCTIONNEMENT

No	Libellé	TOTAL	Non ventilable 01	0 SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES	1 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	2 ENSEIGNEMENT - FORMATION	3 CULTURE	4 SPORTS ET JEUNESSE
<b>Total dépenses</b>		<b>24 201 705.00</b>	<b>1 672 072.00</b>	<b>5 755 180.00</b>	<b>692 798.00</b>	<b>3 332 592.00</b>	<b>3 134 965.00</b>	<b>3 306 982.00</b>
Dépenses réelles		22 720 363.00	190 730.00	5 755 180.00	692 798.00	3 332 592.00	3 134 965.00	3 306 982.00
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	4 766 058.00	12 230.00	2 647 859.00	67 752.00	387 482.00	608 608.00	319 650.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	15 250 000.00		2 868 423.00	584 791.00	2 896 594.00	2 150 993.00	2 622 623.00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	2 427 555.00	10 500.00	232 898.00	40 255.00	45 016.00	375 114.00	364 709.00
66	CHARGES FINANCIERES	250 000.00	152 000.00					
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	26 750.00	16 000.00	6 000.00		3 500.00	250.00	
Dépenses d'ordre		1 481 342.00	1 481 342.00					
<b>023</b>	<b>VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>708 407.00</b>	<b>708 407.00</b>					
<b>042</b>	<b>OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS</b>	<b>772 935.00</b>	<b>772 935.00</b>					

<b>Total recettes</b>		<b>24 201 705.00</b>	<b>20 715 661.00</b>	<b>331 315.00</b>	<b>72 636.00</b>	<b>659 095.00</b>	<b>453 119.00</b>	<b>453 130.00</b>
Recettes réelles		24 166 705.00	20 715 661.00	296 315.00	72 636.00	659 095.00	453 119.00	453 130.00
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	203 212.00		100 000.00				
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE	1 176 027.00		34 000.00		268 960.00	283 357.00	391 600.00
73	IMPOTS ET TAXES	15 828 004.00	15 685 504.00	70 000.00				
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	6 740 870.00	5 029 627.00	51 315.00	72 636.00	390 135.00	116 000.00	60 330.00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	149 062.00		41 000.00			53 762.00	1 200.00
76	PRODUITS FINANCIERS	530.00	530.00					
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	69 000.00						
Recettes d'ordre		35 000.00		35 000.00				
<b>042</b>	<b>OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS</b>	<b>35 000.00</b>		<b>35 000.00</b>				

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE</b>	<b>A1</b>

## FONCTIONNEMENT

No	Libellé	5 INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	6 FAMILLE	7 LOGEMENT	8 AMENAGEMENT ET SERVICE URBAIN, ENVIRONNEMENT	9 ACTION ECONOMIQUE
<b>Total dépenses</b>		<b>1 553 363.00</b>	<b>1 537 785.00</b>	<b>1 000.00</b>	<b>2 950 344.00</b>	<b>264 624.00</b>
Dépenses réelles		1 553 363.00	1 537 785.00	1 000.00	2 950 344.00	264 624.00
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	86 800.00	135 490.00	1 000.00	471 707.00	27 480.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	150 000.00	1 402 295.00		2 337 137.00	237 144.00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 316 563.00			42 500.00	
66	CHARGES FINANCIERES				98 000.00	
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES				1 000.00	
Dépenses d'ordre						
<b>023</b> <b>042</b>	<b>VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b> <b>OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS</b>					

<b>Total recettes</b>		<b>175 701.00</b>	<b>1 060 827.00</b>	<b>40 050.00</b>	<b>108 860.00</b>	<b>131 311.00</b>
Recettes réelles		175 701.00	1 060 827.00	40 050.00	108 860.00	131 311.00
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	61 701.00				41 511.00
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE	29 000.00	144 000.00	4 250.00	20 860.00	
73	IMPOTS ET TAXES			700.00		71 800.00
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	85 000.00	916 827.00		19 000.00	
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE			35 100.00		18 000.00
76	PRODUITS FINANCIERS					
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS				69 000.00	
Recettes d'ordre						
<b>042</b>	<b>OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS</b>					

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE</b>	<b>A1</b>

## FONCTIONNEMENT

No	Libellé	TOTAL	Non ventilable 01	0 SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES	1 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	2 ENSEIGNEMENT - FORMATION	3 CULTURE	4 SPORTS ET JEUNESSE
DEPENSES								
Total dépenses de l'exercice		24 201 705.00	1 672 072.00	5 755 180.00	692 798.00	3 332 592.00	3 134 965.00	3 306 982.00
RAR N-1 et reports								
Total cumulé dépenses		24 201 705.00	1 672 072.00	5 755 180.00	692 798.00	3 332 592.00	3 134 965.00	3 306 982.00
RECETTES								
Total recettes de l'exercice		24 201 705.00	20 715 661.00	331 315.00	72 636.00	659 095.00	453 119.00	453 130.00
RAR N-1 et reports								
Total cumulé recettes		24 201 705.00	20 715 661.00	331 315.00	72 636.00	659 095.00	453 119.00	453 130.00

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE</b>	<b>A1</b>

## FONCTIONNEMENT

No	Libellé	5 INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	6 FAMILLE	7 LOGEMENT	8 AMENAGEMENT ET SERVICE URBAIN, ENVIRONNEMENT	9 ACTION ECONOMIQUE
DEPENSES						
Total dépenses de l'exercice		1 553 363.00	1 537 785.00	1 000.00	2 950 344.00	264 624.00
RAR N-1 et reports						
Total cumulé dépenses		1 553 363.00	1 537 785.00	1 000.00	2 950 344.00	264 624.00
RECETTES						
Total recettes de l'exercice		175 701.00	1 060 827.00	40 050.00	108 860.00	131 311.00
RAR N-1 et reports						
Total cumulé recettes		175 701.00	1 060 827.00	40 050.00	108 860.00	131 311.00



IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE	A1

## FONCTIONNEMENT

No	Libellé	TOTAL	Non ventilable 01	0 SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES	1 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	2 ENSEIGNEMENT - FORMATION	3 CULTURE	4 SPORTS ET JEUNESSE
<b>Total dépenses</b>		<b>24 201 705.00</b>	<b>1 672 072.00</b>	<b>5 755 180.00</b>	<b>692 798.00</b>	<b>3 332 592.00</b>	<b>3 134 965.00</b>	<b>3 306 982.00</b>
Dépenses réelles		22 720 363.00	190 730.00	5 755 180.00	692 798.00	3 332 592.00	3 134 965.00	3 306 982.00
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	4 766 058.00	12 230.00	2 647 859.00	67 752.00	387 482.00	608 608.00	319 650.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	15 250 000.00		2 868 423.00	584 791.00	2 896 594.00	2 150 993.00	2 622 623.00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	2 427 555.00	10 500.00	232 898.00	40 255.00	45 016.00	375 114.00	364 709.00
66	CHARGES FINANCIERES	250 000.00	152 000.00					
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	26 750.00	16 000.00	6 000.00		3 500.00	250.00	
Dépenses d'ordre		1 481 342.00	1 481 342.00					
<b>023</b>	<b>VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>708 407.00</b>	<b>708 407.00</b>					
<b>042</b>	<b>OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS</b>	<b>772 935.00</b>	<b>772 935.00</b>					

<b>Total recettes</b>		<b>24 201 705.00</b>	<b>20 715 661.00</b>	<b>331 315.00</b>	<b>72 636.00</b>	<b>659 095.00</b>	<b>453 119.00</b>	<b>453 130.00</b>
Recettes réelles		24 166 705.00	20 715 661.00	296 315.00	72 636.00	659 095.00	453 119.00	453 130.00
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	203 212.00		100 000.00				
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE	1 176 027.00		34 000.00		268 960.00	283 357.00	391 600.00
73	IMPOTS ET TAXES	15 828 004.00	15 685 504.00	70 000.00				
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	6 740 870.00	5 029 627.00	51 315.00	72 636.00	390 135.00	116 000.00	60 330.00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	149 062.00		41 000.00			53 762.00	1 200.00
76	PRODUITS FINANCIERS	530.00	530.00					
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	69 000.00						
Recettes d'ordre		35 000.00		35 000.00				
<b>042</b>	<b>OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS</b>	<b>35 000.00</b>		<b>35 000.00</b>				

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE	A1

## FONCTIONNEMENT

No	Libellé	5 INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTÉ	6 FAMILLE	7 LOGEMENT	8 AMENAGEMENT ET SERVICE URBAIN, ENVIRONNEMENT	9 ACTION ECONOMIQUE
<b>Total dépenses</b>		<b>1 553 363.00</b>	<b>1 537 785.00</b>	<b>1 000.00</b>	<b>2 950 344.00</b>	<b>264 624.00</b>
Dépenses réelles		1 553 363.00	1 537 785.00	1 000.00	2 950 344.00	264 624.00
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	86 800.00	135 490.00	1 000.00	471 707.00	27 480.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	150 000.00	1 402 295.00		2 337 137.00	237 144.00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 316 563.00			42 500.00	
66	CHARGES FINANCIERES				98 000.00	
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES				1 000.00	
Dépenses d'ordre						
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT					
042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS					

<b>Total recettes</b>		<b>175 701.00</b>	<b>1 060 827.00</b>	<b>40 050.00</b>	<b>108 860.00</b>	<b>131 311.00</b>
Recettes réelles		175 701.00	1 060 827.00	40 050.00	108 860.00	131 311.00
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	61 701.00				41 511.00
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE	29 000.00	144 000.00	4 250.00	20 860.00	
73	IMPOTS ET TAXES			700.00		71 800.00
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	85 000.00	916 827.00		19 000.00	
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE			35 100.00		18 000.00
76	PRODUITS FINANCIERS					
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS				69 000.00	
Recettes d'ordre						
042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS					

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION</b>	<b>A1</b>

## FONCTIONNEMENT

Fonction 0

SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES

(DETAIL DES RUBRIQUES)

No	LIBELLE	TOTAL	01 OPERATIONS NON VENTILABLES	020 ADMINISTRATION GENERALE DE LA COLLECTIVITE	021 ASSEMBLEE LOCALE	022 ADMINISTRATION GENERALE DE L'ETAT	023 INFORMATION, COMMUNICATION, PUBLICITE
<b>DEPENSES</b>		<b>7 427 252.00</b>	<b>1 672 072.00</b>	<b>4 663 960.00</b>	<b>48 250.00</b>	<b>257 879.00</b>	<b>293 162.00</b>
Dépenses de l'exercice		7 427 252.00	1 672 072.00	4 663 960.00	48 250.00	257 879.00	293 162.00
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	2 660 089.00	12 230.00	2 344 689.00	42 250.00	2 280.00	115 500.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	2 868 423.00		2 098 051.00		255 599.00	176 162.00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	243 398.00	10 500.00	221 220.00			1 500.00
66	CHARGES FINANCIERES	152 000.00	152 000.00				
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	22 000.00	16 000.00		6 000.00		
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	708 407.00	708 407.00				
042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	772 935.00	772 935.00				
Restes à réaliser - reports							
<b>RECETTES</b>		<b>21 046 976.00</b>	<b>20 715 661.00</b>	<b>226 500.00</b>	<b>30 000.00</b>	<b>11 815.00</b>	
Recettes de l'exercice		21 046 976.00	20 715 661.00	226 500.00	30 000.00	11 815.00	
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	100 000.00		100 000.00			
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE	34 000.00		6 500.00		500.00	
73	IMPOTS ET TAXES	15 755 504.00	15 685 504.00	65 000.00			
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	5 080 942.00	5 029 627.00		30 000.00	11 315.00	
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	41 000.00		20 000.00			
76	PRODUITS FINANCIERS	530.00	530.00				
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS						
042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	35 000.00		35 000.00			
Restes à réaliser - reports							
<b>SOLDE</b>		<b>13 619 724.00</b>	<b>19 043 589.00</b>	<b>-4 437 460.00</b>	<b>-18 250.00</b>	<b>-246 064.00</b>	<b>-293 162.00</b>

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION</b>	<b>A1</b>

## FONCTIONNEMENT

Fonction 0

SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES

(DETAIL DES RUBRIQUES)

No	LIBELLE	024 FETES ET CEREMONIES	025 AIDES AUX ASSOCIATIONS (NON CLASSEES AILLEURS)	026 CIMETIERES ET POMPES FUNEBRES	030 A COMPLETER	048 AUTRES ACTIONS DE COOPERATION DECENTRALISEE
<b>DEPENSES</b>		<b>319 307.00</b>	<b>149 222.00</b>	<b>1 200.00</b>	<b>11 200.00</b>	<b>11 000.00</b>
Dépenses de l'exercice		319 307.00	149 222.00	1 200.00	11 200.00	11 000.00
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	95 620.00	29 120.00	1 200.00	11 200.00	6 000.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	223 687.00	114 924.00			
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE		5 178.00			5 000.00
66	CHARGES FINANCIERES					
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES					
023	<b>VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>					
042	<b>OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS</b>					
Restes à réaliser - reports						
<b>RECETTES</b>			<b>21 000.00</b>	<b>32 000.00</b>	<b>10 000.00</b>	
Recettes de l'exercice			21 000.00	32 000.00	10 000.00	
013	ATTENUATIONS DE CHARGES					
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE			27 000.00		
73	IMPOTS ET TAXES			5 000.00		
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS				10 000.00	
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE		21 000.00			
76	PRODUITS FINANCIERS					
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS					
042	<b>OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS</b>					
Restes à réaliser - reports						
<b>SOLDE</b>		<b>-319 307.00</b>	<b>-128 222.00</b>	<b>30 800.00</b>	<b>-1 200.00</b>	<b>-11 000.00</b>

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION</b>	<b>A1</b>

## FONCTIONNEMENT

Fonction 1

SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE

(DETAIL DES RUBRIQUES)

No	LIBELLE	TOTAL	110 SERVICES COMMUNS	112 POLICE MUNICIPALE	12 HYGIENE ET SALUBRITE PUBLIQUE
<b>DEPENSES</b>		<b>692 798.00</b>	<b>348 089.00</b>	<b>338 009.00</b>	<b>6 700.00</b>
Dépenses de l'exercice		692 798.00	348 089.00	338 009.00	6 700.00
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	67 752.00	40 502.00	20 550.00	6 700.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	584 791.00	267 932.00	316 859.00	
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	40 255.00	39 655.00	600.00	
Restes à réaliser - reports					
<b>RECETTES</b>		<b>72 636.00</b>	<b>72 636.00</b>		
Recettes de l'exercice		72 636.00	72 636.00		
013	ATTENUATIONS DE CHARGES				
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE				
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	72 636.00	72 636.00		
Restes à réaliser - reports					
<b>SOLDE</b>		<b>-620 162.00</b>	<b>-275 453.00</b>	<b>-338 009.00</b>	<b>-6 700.00</b>

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION</b>	<b>A1</b>

## FONCTIONNEMENT

Fonction 2

ENSEIGNEMENT - FORMATION

(DETAIL DES RUBRIQUES)

No	LIBELLE	TOTAL	20 SERVICES COMMUNS	201 GROUPES SCOLAIRES	211 ECOLES MATERNELLES	212 ECOLES PRIMAIRES	22 ENSEIGNEMENT DU DEUXIEME DEGRE
<b>DEPENSES</b>		<b>3 332 592.00</b>	<b>477 471.00</b>	<b>1 179 195.00</b>	<b>27 580.00</b>	<b>67 702.00</b>	<b>7 400.00</b>
Dépenses de l'exercice		3 332 592.00	477 471.00	1 179 195.00	27 580.00	67 702.00	7 400.00
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	387 482.00	46 860.00		27 580.00	67 702.00	
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	2 896 594.00	389 495.00	1 179 195.00			
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	45 016.00	41 116.00				3 900.00
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	3 500.00					3 500.00
Restes à réaliser - reports							
<b>RECETTES</b>		<b>659 095.00</b>	<b>252 397.00</b>				<b>38 000.00</b>
Recettes de l'exercice		659 095.00	252 397.00				38 000.00
013	ATTENUATIONS DE CHARGES						
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE	268 960.00					
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	390 135.00	252 397.00				38 000.00
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS						
Restes à réaliser - reports							
<b>SOLDE</b>		<b>-2 673 497.00</b>	<b>-225 074.00</b>	<b>-1 179 195.00</b>	<b>-27 580.00</b>	<b>-67 702.00</b>	<b>30 600.00</b>

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION</b>	<b>A1</b>

## FONCTIONNEMENT

Fonction 2

ENSEIGNEMENT - FORMATION

(DETAIL DES RUBRIQUES)

No	LIBELLE	251 HEBERGEMENT ET RESTAURATION SCOLAIRE	255 CLASSES DE DECOUVERTE ET AUTRES SERVICES AN
<b>DEPENSES</b>		<b>1 273 678.00</b>	<b>299 566.00</b>
<b>Dépenses de l'exercice</b>		<b>1 273 678.00</b>	<b>299 566.00</b>
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	243 890.00	1 450.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	1 029 788.00	298 116.00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE		
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES		
<b>Restes à réaliser - reports</b>			
<b>RECETTES</b>		<b>339 698.00</b>	<b>29 000.00</b>
<b>Recettes de l'exercice</b>		<b>339 698.00</b>	<b>29 000.00</b>
013	ATTENUATIONS DE CHARGES		
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE	261 960.00	7 000.00
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	77 738.00	22 000.00
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS		
<b>Restes à réaliser - reports</b>			
<b>SOLDE</b>		<b>-933 980.00</b>	<b>-270 566.00</b>

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION</b>	<b>A1</b>

## FONCTIONNEMENT

Fonction 3

CULTURE

(DETAIL DES RUBRIQUES)

No	LIBELLE	TOTAL	30 SERVICES COMMUNS	311 EXPRESSION MUSICALE, LYRIQUE ET CHOREGRAPHIQUE	314 CINEMAS ET AUTRES SALLES DE SPECTACLES	321 BIBLIOTHEQUES ET MEDIATHEQUES	331 ACTION CULTURELLE
<b>DEPENSES</b>		<b>3 134 965.00</b>	<b>1 024 163.00</b>	<b>1 042 562.00</b>	<b>459 680.00</b>	<b>580 410.00</b>	<b>27 300.00</b>
Dépenses de l'exercice		3 134 965.00	1 024 163.00	1 042 562.00	459 680.00	580 410.00	27 300.00
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	608 608.00		42 750.00	435 608.00	102 100.00	27 300.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	2 150 993.00	676 871.00	997 312.00		476 810.00	
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	375 114.00	347 292.00	2 500.00	24 072.00	1 250.00	
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	250.00				250.00	
Restes à réaliser - reports							
<b>RECETTES</b>		<b>453 119.00</b>		<b>211 000.00</b>	<b>229 919.00</b>	<b>12 200.00</b>	
Recettes de l'exercice		453 119.00		211 000.00	229 919.00	12 200.00	
013	ATTENUATIONS DE CHARGES						
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE	283 357.00		112 000.00	171 357.00		
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	116 000.00		99 000.00	7 000.00	10 000.00	
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	53 762.00			51 562.00	2 200.00	
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS						
Restes à réaliser - reports							
<b>SOLDE</b>		<b>-2 681 846.00</b>	<b>-1 024 163.00</b>	<b>-831 562.00</b>	<b>-229 761.00</b>	<b>-568 210.00</b>	<b>-27 300.00</b>



<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION</b>	<b>A1</b>

## FONCTIONNEMENT

Fonction 3

CULTURE

(DETAIL DES RUBRIQUES)

No	LIBELLE	332 ESPACE CULTUREL CHARCOT
<b>DEPENSES</b>		<b>850.00</b>
Dépenses de l'exercice		850.00
011 012 65 67	CHARGES A CARACTERE GENERAL CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE CHARGES EXCEPTIONNELLES	850.00
Restes à réaliser - reports		
<b>RECETTES</b>		
Recettes de l'exercice		
013 70 74 75 77	ATTENUATIONS DE CHARGES PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE PRODUITS EXCEPTIONNELS	
Restes à réaliser - reports		
<b>SOLDE</b>		<b>-850.00</b>

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION</b>	<b>A1</b>

## FONCTIONNEMENT

Fonction 4

SPORTS ET JEUNESSE

(DETAIL DES RUBRIQUES)

No	LIBELLE	TOTAL	40 SERVICES COMMUNS	401 A COMPLETER	402 SEJOURS ADULTES	411 SALLES DE SPORT, GYMNASES	412 STADES
<b>DEPENSES</b>		<b>3 306 982.00</b>	<b>615 302.00</b>	<b>315 524.00</b>	<b>22 000.00</b>	<b>570 877.00</b>	<b>9 200.00</b>
Dépenses de l'exercice		3 306 982.00	615 302.00	315 524.00	22 000.00	570 877.00	9 200.00
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	319 650.00	24 480.00	16 200.00	22 000.00	1 300.00	9 200.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	2 622 623.00	226 613.00	299 324.00		569 577.00	
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	364 709.00	364 209.00				
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES						
Restes à réaliser - reports							
<b>RECETTES</b>		<b>453 130.00</b>	<b>1 200.00</b>	<b>110 000.00</b>	<b>30 000.00</b>		
Recettes de l'exercice		453 130.00	1 200.00	110 000.00	30 000.00		
013	ATTENUATIONS DE CHARGES						
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE	391 600.00		110 000.00	30 000.00		
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	60 330.00					
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	1 200.00	1 200.00				
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS						
Restes à réaliser - reports							
<b>SOLDE</b>		<b>-2 853 852.00</b>	<b>-614 102.00</b>	<b>-205 524.00</b>	<b>8 000.00</b>	<b>-570 877.00</b>	<b>-9 200.00</b>

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION</b>	<b>A1</b>

## FONCTIONNEMENT

Fonction 4

SPORTS ET JEUNESSE

(DETAIL DES RUBRIQUES)

No	LIBELLE	413 PISCINES	415 MANIFESTATIONS SPORTIVES	421 CENTRES DE LOISIRS	422 AUTRES ACTIVITE POUR LES JEUNES	423 COLONIES DE VACANCES
<b>DEPENSES</b>		<b>761 366.00</b>	<b>24 720.00</b>	<b>414 055.00</b>	<b>357 413.00</b>	<b>216 525.00</b>
Dépenses de l'exercice		761 366.00	24 720.00	414 055.00	357 413.00	216 525.00
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	46 300.00	24 670.00	60 770.00	44 050.00	70 680.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	714 766.00		353 285.00	313 213.00	145 845.00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	300.00	50.00		150.00	
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES					
Restes à réaliser - reports						
<b>RECETTES</b>		<b>127 000.00</b>	<b>6 000.00</b>	<b>106 930.00</b>	<b>20 000.00</b>	<b>52 000.00</b>
Recettes de l'exercice		127 000.00	6 000.00	106 930.00	20 000.00	52 000.00
013	ATTENUATIONS DE CHARGES					
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE	127 000.00	6 000.00	60 000.00	6 600.00	52 000.00
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS			46 930.00	13 400.00	
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE					
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS					
Restes à réaliser - reports						
<b>SOLDE</b>		<b>-634 366.00</b>	<b>-18 720.00</b>	<b>-307 125.00</b>	<b>-337 413.00</b>	<b>-164 525.00</b>

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION</b>	<b>A1</b>

## FONCTIONNEMENT

## Fonction 5 INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE

## (DETAIL DES RUBRIQUES)

No	LIBELLE	TOTAL	520 SERVICES COMMUNS	522 ACTIONS EN FAVEUR DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE	523 ACTIONS EN FAVEUR DES PERSONNES EN DIFFICULTE
<b>DEPENSES</b>		<b>1 553 363.00</b>	<b>1 285 963.00</b>	<b>40 000.00</b>	<b>227 400.00</b>
Dépenses de l'exercice		1 553 363.00	1 285 963.00	40 000.00	227 400.00
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	86 800.00	9 400.00		77 400.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	150 000.00			150 000.00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 316 563.00	1 276 563.00	40 000.00	
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Restes à réaliser - reports					
<b>RECETTES</b>		<b>175 701.00</b>	<b>27 900.00</b>	<b>4 000.00</b>	<b>143 801.00</b>
Recettes de l'exercice		175 701.00	27 900.00	4 000.00	143 801.00
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	61 701.00			61 701.00
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE	29 000.00	27 900.00		1 100.00
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	85 000.00		4 000.00	81 000.00
Restes à réaliser - reports					
<b>SOLDE</b>		<b>-1 377 662.00</b>	<b>-1 258 063.00</b>	<b>-36 000.00</b>	<b>-83 599.00</b>

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION</b>	<b>A1</b>

## FONCTIONNEMENT

Fonction 6

FAMILLE

(DETAIL DES RUBRIQUES)

No	LIBELLE	TOTAL	61 SERVICES EN FAVEUR DES PERSONNES AGEES	63 AIDES A LA FAMILLE	64 CRECHES ET GARDERIES
<b>DEPENSES</b>		<b>1 537 785.00</b>	<b>2 600.00</b>	<b>60 000.00</b>	<b>1 475 185.00</b>
Dépenses de l'exercice		1 537 785.00	2 600.00	60 000.00	1 475 185.00
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	135 490.00	2 600.00	60 000.00	72 890.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	1 402 295.00			1 402 295.00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE				
Restes à réaliser - reports					
<b>RECETTES</b>		<b>1 060 827.00</b>			<b>1 060 827.00</b>
Recettes de l'exercice		1 060 827.00			1 060 827.00
013	ATTENUATIONS DE CHARGES				
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE	144 000.00			144 000.00
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	916 827.00			916 827.00
Restes à réaliser - reports					
<b>SOLDE</b>		<b>-476 958.00</b>	<b>-2 600.00</b>	<b>-60 000.00</b>	<b>-414 358.00</b>

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION</b>	<b>A1</b>

## FONCTIONNEMENT

Fonction 7

LOGEMENT

(DETAIL DES RUBRIQUES)

No	LIBELLE	TOTAL	70 SERVICES COMMUNS	71 PARC PRIVE DE LA VILLE
<b>DEPENSES</b>		<b>1 000.00</b>	<b>1 000.00</b>	
Dépenses de l'exercice		1 000.00	1 000.00	
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	1 000.00	1 000.00	
Restes à réaliser - reports				
<b>RECETTES</b>		<b>40 050.00</b>	<b>25 200.00</b>	<b>14 850.00</b>
Recettes de l'exercice		40 050.00	25 200.00	14 850.00
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE	4 250.00	3 200.00	1 050.00
73	IMPOTS ET TAXES	700.00	400.00	300.00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	35 100.00	21 600.00	13 500.00
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Restes à réaliser - reports				
<b>SOLDE</b>		<b>39 050.00</b>	<b>24 200.00</b>	<b>14 850.00</b>

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION</b>	<b>A1</b>

## FONCTIONNEMENT

Fonction 8

AMENAGEMENT ET SERVICE URBAIN, ENVIRONNEMENT

(DETAIL DES RUBRIQUES)

No	LIBELLE	TOTAL	810 SERVICES COMMUNS	811 EAU ET ASSAINISSE- MENT	814 ECLAIRAGE PUBLIC	816 AUTRES RESEAUX ET SERVICES DIVERS	821 EQUIPEMENT DE VOIRIE
<b>DEPENSES</b>		<b>2 950 344.00</b>	<b>1 274 062.00</b>	<b>12 300.00</b>	<b>26 400.00</b>	<b>50 000.00</b>	<b>11 000.00</b>
Dépenses de l'exercice		2 950 344.00	1 274 062.00	12 300.00	26 400.00	50 000.00	11 000.00
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	471 707.00	153 800.00	12 300.00	26 400.00	50 000.00	11 000.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	2 337 137.00	1 120 262.00				
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	42 500.00					
66	CHARGES FINANCIERES	98 000.00					
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 000.00					
Restes à réaliser - reports							
<b>RECETTES</b>		<b>108 860.00</b>	<b>7 500.00</b>				
Recettes de l'exercice		108 860.00	7 500.00				
013	ATTENUATIONS DE CHARGES						
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE	20 860.00	7 500.00				
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	19 000.00					
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	69 000.00					
042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS						
Restes à réaliser - reports							
<b>SOLDE</b>		<b>-2 841 484.00</b>	<b>-1 266 562.00</b>	<b>-12 300.00</b>	<b>-26 400.00</b>	<b>-50 000.00</b>	<b>-11 000.00</b>

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION</b>	<b>A1</b>

## FONCTIONNEMENT

Fonction 8

AMENAGEMENT ET SERVICE URBAIN, ENVIRONNEMENT

(DETAIL DES RUBRIQUES)

No	LIBELLE	822 VOIRIE COMMUNALE ET ROUTES	823 ESPACES VERTS URBAINS	824 AUTRES OPERATIONS D'AMENAGEMENT URBAIN	830 SERVICES COMMUNS
<b>DEPENSES</b>		<b>22 000.00</b>	<b>1 092 082.00</b>	<b>375 697.00</b>	<b>86 803.00</b>
Dépenses de l'exercice		22 000.00	1 092 082.00	375 697.00	86 803.00
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	22 000.00	140 600.00	45 007.00	10 600.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES		950 482.00	232 690.00	33 703.00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE				42 500.00
66	CHARGES FINANCIERES			98 000.00	
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES		1 000.00		
Restes à réaliser - reports					
<b>RECETTES</b>			<b>4 600.00</b>	<b>19 000.00</b>	<b>77 760.00</b>
Recettes de l'exercice			4 600.00	19 000.00	77 760.00
013	ATTENUATIONS DE CHARGES				
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE		4 600.00		8 760.00
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS			19 000.00	
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS				69 000.00
042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS				
Restes à réaliser - reports					
<b>SOLDE</b>		<b>-22 000.00</b>	<b>-1 087 482.00</b>	<b>-356 697.00</b>	<b>-9 043.00</b>



<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION</b>	<b>A1</b>

## FONCTIONNEMENT

Fonction 9

ACTION ECONOMIQUE

(DETAIL DES RUBRIQUES)

No	LIBELLE	TOTAL	90 INTERVENTIONS ECONOMIQUES	901 EMPLOIS AIDES	91 FOIRES ET MARCHES	94 AIDES AU COMMERCE ET AUX SERVICES MARCHANDS	95 AIDES AU TOURISME
<b>DEPENSES</b>		<b>264 624.00</b>		<b>170 000.00</b>	<b>86 624.00</b>	<b>3 000.00</b>	<b>5 000.00</b>
Dépenses de l'exercice		264 624.00		170 000.00	86 624.00	3 000.00	5 000.00
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	27 480.00			19 480.00	3 000.00	5 000.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	237 144.00		170 000.00	67 144.00		
Restes à réaliser - reports							
<b>RECETTES</b>		<b>131 311.00</b>	<b>41 511.00</b>		<b>70 000.00</b>	<b>19 800.00</b>	
Recettes de l'exercice		131 311.00	41 511.00		70 000.00	19 800.00	
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	41 511.00	41 511.00				
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTE						
73	IMPOTS ET TAXES	71 800.00			70 000.00	1 800.00	
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS						
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	18 000.00				18 000.00	
Restes à réaliser - reports							
<b>SOLDE</b>		<b>-133 313.00</b>	<b>41 511.00</b>	<b>-170 000.00</b>	<b>-16 624.00</b>	<b>16 800.00</b>	<b>-5 000.00</b>

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE</b>	<b>A1</b>

## INVESTISSEMENT

No	Libellé	TOTAL	Non ventilable 01	0 SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES	1 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	2 ENSEIGNEMENT - FORMATION	3 CULTURE	4 SPORTS ET JEUNESSE
DEPENSES								
Dépenses réelles		3 670 504.00	1 080 000.00	395 100.00	30 000.00	299 555.00	111 429.00	472 200.00
Equipements municipaux		1 590 504.00		395 100.00	30 000.00	299 555.00	111 429.00	472 200.00
Equip. non municipaux								
Opérations financières		2 080 000.00	1 080 000.00					
Dépenses d'ordre		35 000.00		35 000.00				
<b>Total dépenses de l'exercice</b>		<b>3 705 504.00</b>	<b>1 080 000.00</b>	<b>430 100.00</b>	<b>30 000.00</b>	<b>299 555.00</b>	<b>111 429.00</b>	<b>472 200.00</b>
<b>RAR N-1 et reports</b>								
<b>Total cumulé dépenses</b>		<b>3 705 504.00</b>	<b>1 080 000.00</b>	<b>430 100.00</b>	<b>30 000.00</b>	<b>299 555.00</b>	<b>111 429.00</b>	<b>472 200.00</b>
RECETTES								
<b>Total recettes de l'exercice</b>		<b>3 705 504.00</b>	<b>3 619 757.00</b>					
<b>RAR N-1 et reports</b>								
<b>Total cumulé recettes</b>		<b>3 705 504.00</b>	<b>3 619 757.00</b>					

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE</b>	<b>A1</b>

## INVESTISSEMENT

No	Libellé	6 FAMILLE	7 LOGEMENT	8 AMENAGEMENT ET SERVICE URBAIN, ENVIRONNEMENT	9 ACTION ECONOMIQUE
DEPENSES					
Dépenses réelles		15 720.00	20 000.00	1 226 500.00	20 000.00
Equipements municipaux		15 720.00	20 000.00	226 500.00	20 000.00
Equip. non municipaux					
Opérations financières				1 000 000.00	
Dépenses d'ordre					
<b>Total dépenses de l'exercice</b>		<b>15 720.00</b>	<b>20 000.00</b>	<b>1 226 500.00</b>	<b>20 000.00</b>
<b>RAR N-1 et reports</b>					
<b>Total cumulé dépenses</b>		<b>15 720.00</b>	<b>20 000.00</b>	<b>1 226 500.00</b>	<b>20 000.00</b>
RECETTES					
<b>Total recettes de l'exercice</b>				<b>85 747.00</b>	
<b>RAR N-1 et reports</b>					
<b>Total cumulé recettes</b>				<b>85 747.00</b>	

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE	A1

## INVESTISSEMENT

No	Libellé	TOTAL	Non ventilable 01	0 SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES	1 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	2 ENSEIGNEMENT - FORMATION	3 CULTURE	4 SPORTS ET JEUNESSE
<b>Total dépenses</b>		<b>3 705 504.00</b>	<b>1 080 000.00</b>	<b>430 100.00</b>	<b>30 000.00</b>	<b>299 555.00</b>	<b>111 429.00</b>	<b>472 200.00</b>
Dépenses réelles		3 670 504.00	1 080 000.00	395 100.00	30 000.00	299 555.00	111 429.00	472 200.00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 080 000.00	1 080 000.00					
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	111 900.00		46 900.00			30 000.00	35 000.00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	516 604.00		38 200.00	30 000.00	57 355.00	30 929.00	260 900.00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	962 000.00		310 000.00		242 200.00	50 500.00	176 300.00
26	PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DE							
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 000 000.00						
Opérations d'équipement								
Opérations pour compte de tiers								
Dépenses d'ordre		35 000.00		35 000.00				
040 041	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS OPERATIONS PATRIMONIALES	35 000.00		35 000.00				
<b>Total recettes</b>		<b>3 705 504.00</b>	<b>3 619 757.00</b>					
Recettes réelles		2 224 162.00	2 138 415.00					
024	PRODUITS DES CESSIONS							
10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	501 763.00	501 763.00					
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	85 747.00						
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 636 652.00	1 636 652.00					
23	IMMOBILISATIONS EN COURS							
Opérations pour compte de tiers								
Recettes d'ordre		1 481 342.00	1 481 342.00					
021 040 041	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS OPERATIONS PATRIMONIALES	708 407.00 772 935.00	708 407.00 772 935.00					

IV - ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE	A1

## INVESTISSEMENT

No	Libellé	6 FAMILLE	7 LOGEMENT	8 AMENAGEMENT ET SERVICE URBAIN, ENVIRONNEMENT	9 ACTION ECONOMIQUE
<b>Total dépenses</b>		<b>15 720.00</b>	<b>20 000.00</b>	<b>1 226 500.00</b>	<b>20 000.00</b>
Dépenses réelles		15 720.00	20 000.00	1 226 500.00	20 000.00
16 20 21 23 26 27	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES IMMOBILISATIONS CORPORELLES IMMOBILISATIONS EN COURS PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DE AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 720.00 13 000.00	20 000.00	96 500.00 130 000.00 1 000 000.00	20 000.00
Opérations d'équipement					
Opérations pour compte de tiers					

Dépenses d'ordre					
040 041	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS OPERATIONS PATRIMONIALES				

<b>Total recettes</b>				<b>85 747.00</b>	
Recettes réelles				85 747.00	
024 10 13 16 23	PRODUITS DES CESSIONS DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES IMMOBILISATIONS EN COURS			85 747.00	
Opérations pour compte de tiers					

Recettes d'ordre					
021 040 041	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS OPERATIONS PATRIMONIALES				

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION</b>	<b>A1</b>

## INVESTISSEMENT

Fonction 0

SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES

(DETAIL RUBRIQUE)

No	LIBELLE	TOTAL	01 OPERATIONS NON VENTILABLES	020 ADMINISTRATION GENERALE DE LA COLLECTIVITE	021 ASSEMBLEE LOCALE	022 ADMINISTRATION GENERALE DE L'ETAT	023 INFORMATION, COMMUNICATION, PUBLICITE
	<b>DEPENSES</b>	<b>1 510 100.00</b>	<b>1 080 000.00</b>	<b>325 900.00</b>	<b>20 000.00</b>	<b>1 200.00</b>	<b>40 000.00</b>
<b>Dépenses de l'exercice</b>		<b>1 510 100.00</b>	<b>1 080 000.00</b>	<b>325 900.00</b>	<b>20 000.00</b>	<b>1 200.00</b>	<b>40 000.00</b>
040	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	35 000.00		35 000.00			
041	OPERATIONS PATRIMONIALES						
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 080 000.00	1 080 000.00				
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	46 900.00		6 900.00			40 000.00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	38 200.00		34 000.00		1 200.00	
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	310 000.00		250 000.00	20 000.00		
<b>N°</b>	<b>Opérations d'équipement</b>						
	<b>Opérations pour compte de tiers</b>						
<b>Restes à réaliser - reports</b>							
	<b>RECETTES</b>	<b>3 619 757.00</b>	<b>3 619 757.00</b>				
<b>Recettes de l'exercice</b>		<b>3 619 757.00</b>	<b>3 619 757.00</b>				
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	708 407.00	708 407.00				
040	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	772 935.00	772 935.00				
041	OPERATIONS PATRIMONIALES						
10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	501 763.00	501 763.00				
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES						
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 636 652.00	1 636 652.00				
	<b>Opérations pour compte de tiers</b>						
<b>Restes à réaliser - reports</b>							
<b>SOLDE</b>		<b>2 109 657.00</b>	<b>2 539 757.00</b>	<b>-325 900.00</b>	<b>-20 000.00</b>	<b>-1 200.00</b>	<b>-40 000.00</b>

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION</b>	<b>A1</b>

## INVESTISSEMENT

Fonction 0

SCES GENERAUX ADM.PUBLIQUES LOCALES

(DETAIL RUBRIQUE)

No	LIBELLE	025 AIDES AUX ASSOCIATIONS (NON CLASSEES AILLEURS)	026 CIMETIERES ET POMPES FUNEBRES
	<b>DEPENSES</b>	<b>13 000.00</b>	<b>30 000.00</b>
<b>Dépenses de l'exercice</b>		<b>13 000.00</b>	<b>30 000.00</b>
040	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS		
041	OPERATIONS PATRIMONIALES		
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES		
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 000.00	
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	10 000.00	30 000.00
<b>N°</b>	<b>Opérations d'équipement</b>		
	<b>Opérations pour compte de tiers</b>		
<b>Restes à réaliser - reports</b>			
	<b>RECETTES</b>		
<b>Recettes de l'exercice</b>			
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		
040	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS		
041	OPERATIONS PATRIMONIALES		
10	DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES		
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES		
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES		
	<b>Opérations pour compte de tiers</b>		
<b>Restes à réaliser - reports</b>			
<b>SOLDE</b>		<b>-13 000.00</b>	<b>-30 000.00</b>

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION</b>	<b>A1</b>

## INVESTISSEMENT

Fonction 1

SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE

(DETAIL RUBRIQUE)

No	LIBELLE	TOTAL	110 SERVICES COMMUNS
	<b>DEPENSES</b>	<b>30 000.00</b>	<b>30 000.00</b>
Dépenses de l'exercice		30 000.00	30 000.00
21 23	IMMOBILISATIONS CORPORELLES IMMOBILISATIONS EN COURS	30 000.00	30 000.00
N°	Opérations d'équipement		
	Opérations pour compte de tiers		
Restes à réaliser - reports			
	<b>RECETTES</b>		
Recettes de l'exercice			
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES		
	Opérations pour compte de tiers		
Restes à réaliser - reports			
<b>SOLDE</b>		<b>-30 000.00</b>	<b>-30 000.00</b>



<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION</b>	<b>A1</b>

## INVESTISSEMENT

Fonction 2

ENSEIGNEMENT - FORMATION

(DETAIL RUBRIQUE)

No	LIBELLE	TOTAL	20 SERVICES COMMUNS	211 ECOLES MATERNELLES	212 ECOLES PRIMAIRES	251 HEBERGEMENT ET RESTAURATION SCOLAIRE
	<b>DEPENSES</b>	<b>299 555.00</b>	<b>122 615.00</b>	<b>167 000.00</b>	<b>5 000.00</b>	<b>4 940.00</b>
	Dépenses de l'exercice	299 555.00	122 615.00	167 000.00	5 000.00	4 940.00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	57 355.00	52 415.00			4 940.00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	242 200.00	70 200.00	167 000.00	5 000.00	
N°	Opérations d'équipement					
	Opérations pour compte de tiers					
	Restes à réaliser - reports					
	<b>RECETTES</b>					
	Recettes de l'exercice					
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES					
	Opérations pour compte de tiers					
	Restes à réaliser - reports					
	<b>SOLDE</b>	<b>-299 555.00</b>	<b>-122 615.00</b>	<b>-167 000.00</b>	<b>-5 000.00</b>	<b>-4 940.00</b>

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION</b>	<b>A1</b>

## INVESTISSEMENT

Fonction 3

CULTURE

(DETAIL RUBRIQUE)

No	LIBELLE	TOTAL	311 EXPRESSION MUSICALE, LYRIQUE ET CHOREGRAPHIQUE	314 CINEMAS ET AUTRES SALLES DE SPECTACLES	321 BIBLIOTHEQUES ET MEDIATHEQUES
	<b>DEPENSES</b>	<b>111 429.00</b>	<b>3 500.00</b>	<b>68 429.00</b>	<b>39 500.00</b>
Dépenses de l'exercice		111 429.00	3 500.00	68 429.00	39 500.00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	30 000.00			30 000.00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	30 929.00	3 500.00	27 429.00	
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	50 500.00		41 000.00	9 500.00
N°	Opérations d'équipement				
	Opérations pour compte de tiers				
Restes à réaliser - reports					
	<b>RECETTES</b>				
Recettes de l'exercice					
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES				
	Opérations pour compte de tiers				
Restes à réaliser - reports					
<b>SOLDE</b>		<b>-111 429.00</b>	<b>-3 500.00</b>	<b>-68 429.00</b>	<b>-39 500.00</b>

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION</b>	<b>A1</b>

## INVESTISSEMENT

Fonction 4

SPORTS ET JEUNESSE

(DETAIL RUBRIQUE)

No	LIBELLE	TOTAL	40 SERVICES COMMUNS	401 A COMPLETER	411 SALLES DE SPORT, GYMNASES	412 STADES	413 PISCINES
	<b>DEPENSES</b>	<b>472 200.00</b>	<b>30 000.00</b>	<b>8 000.00</b>	<b>252 500.00</b>	<b>27 000.00</b>	<b>8 000.00</b>
Dépenses de l'exercice		472 200.00	30 000.00	8 000.00	252 500.00	27 000.00	8 000.00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	35 000.00	30 000.00	5 000.00			
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	260 900.00		3 000.00	235 700.00	12 000.00	
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	176 300.00			16 800.00	15 000.00	8 000.00
N°	Opérations d'équipement						
	Opérations pour compte de tiers						
Restes à réaliser - reports							
	<b>RECETTES</b>						
Recettes de l'exercice							
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES						
23	IMMOBILISATIONS EN COURS						
	Opérations pour compte de tiers						
Restes à réaliser - reports							
<b>SOLDE</b>		<b>-472 200.00</b>	<b>-30 000.00</b>	<b>-8 000.00</b>	<b>-252 500.00</b>	<b>-27 000.00</b>	<b>-8 000.00</b>

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION</b>	<b>A1</b>

## INVESTISSEMENT

Fonction 4

SPORTS ET JEUNESSE

(DETAIL RUBRIQUE)

No	LIBELLE	415 MANIFESTATIONS SPORTIVES	421 CENTRES DE LOISIRS	422 AUTRES ACTIVITE POUR LES JEUNES	423 COLONIES DE VACANCES
	<b>DEPENSES</b>	<b>34 000.00</b>	<b>1 500.00</b>	<b>94 500.00</b>	<b>16 700.00</b>
Dépenses de l'exercice		34 000.00	1 500.00	94 500.00	16 700.00
20 21 23	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES IMMOBILISATIONS CORPORELLES IMMOBILISATIONS EN COURS	34 000.00	1 500.00	4 500.00 90 000.00	4 200.00 12 500.00
N°	Opérations d'équipement				
	Opérations pour compte de tiers				
Restes à réaliser - reports					
	<b>RECETTES</b>				
Recettes de l'exercice					
13 23	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES IMMOBILISATIONS EN COURS				
	Opérations pour compte de tiers				
Restes à réaliser - reports					
<b>SOLDE</b>		<b>-34 000.00</b>	<b>-1 500.00</b>	<b>-94 500.00</b>	<b>-16 700.00</b>

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION</b>	<b>A1</b>

## INVESTISSEMENT

*Fonction 5*      *INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE*  
(DETAIL RUBRIQUE)

No	LIBELLE	TOTAL
	<b>DEPENSES</b>	
Dépenses de l'exercice		

N°	Opérations d'équipement	
	Opérations pour compte de tiers	
Restes à réaliser - reports		
	<b>RECETTES</b>	
Recettes de l'exercice		
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	
	Opérations pour compte de tiers	
Restes à réaliser - reports		

<b>SOLDE</b>	
--------------	--

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION</b>	<b>A1</b>

## INVESTISSEMENT

Fonction 6

FAMILLE

(DETAIL RUBRIQUE)

No	LIBELLE	TOTAL	64 CRECHES ET GARDERIES
	<b>DEPENSES</b>	<b>15 720.00</b>	<b>15 720.00</b>
Dépenses de l'exercice		<b>15 720.00</b>	<b>15 720.00</b>
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 720.00	2 720.00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	13 000.00	13 000.00
N°	Opérations d'équipement		
	Opérations pour compte de tiers		
Restes à réaliser - reports			
	<b>RECETTES</b>		
Recettes de l'exercice			
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES		
	Opérations pour compte de tiers		
Restes à réaliser - reports			
<b>SOLDE</b>		<b>-15 720.00</b>	<b>-15 720.00</b>

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION</b>	<b>A1</b>

## INVESTISSEMENT

Fonction 7

LOGEMENT

(DETAIL RUBRIQUE)

No	LIBELLE	TOTAL	70 SERVICES COMMUNS
	<b>DEPENSES</b>	<b>20 000.00</b>	<b>20 000.00</b>
	Dépenses de l'exercice	20 000.00	20 000.00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	20 000.00	20 000.00
N°	Opérations d'équipement		
	Opérations pour compte de tiers		
	Restes à réaliser - reports		
	<b>RECETTES</b>		
	Recettes de l'exercice		
	Opérations pour compte de tiers		
	Restes à réaliser - reports		
<b>SOLDE</b>		<b>-20 000.00</b>	<b>-20 000.00</b>

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION</b>	<b>A1</b>

## INVESTISSEMENT

Fonction 8

AMENAGEMENT ET SERVICE URBAIN, ENVIRONNEMENT

(DETAIL RUBRIQUE)

No	LIBELLE	TOTAL	810 SERVICES COMMUNS	822 VOIRIE COMMUNALE ET ROUTES	823 ESPACES VERTS URBAINS	824 AUTRES OPERATIONS D'AMENAGEMENT URBAIN
	<b>DEPENSES</b>	<b>1 226 500.00</b>	<b>50 000.00</b>	<b>5 500.00</b>	<b>115 000.00</b>	<b>1 056 000.00</b>
<b>Dépenses de l'exercice</b>		<b>1 226 500.00</b>	<b>50 000.00</b>	<b>5 500.00</b>	<b>115 000.00</b>	<b>1 056 000.00</b>
040	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS					
041	OPERATIONS PATRIMONIALES					
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	96 500.00	50 000.00	5 500.00	5 000.00	36 000.00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	130 000.00			110 000.00	20 000.00
26	PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DE					
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 000 000.00				1 000 000.00
<b>N°</b>	<b>Opérations d'équipement</b>					
	<b>Opérations pour compte de tiers</b>					
45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS					
<b>Restes à réaliser - reports</b>						
	<b>RECETTES</b>	<b>85 747.00</b>			<b>61 750.00</b>	<b>23 997.00</b>
<b>Recettes de l'exercice</b>		<b>85 747.00</b>			<b>61 750.00</b>	<b>23 997.00</b>
024	PRODUITS DES CESSIONS					
040	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS					
041	OPERATIONS PATRIMONIALES					
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	85 747.00			61 750.00	23 997.00
	<b>Opérations pour compte de tiers</b>					
45	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS					
<b>Restes à réaliser - reports</b>						
<b>SOLDE</b>		<b>-1 140 753.00</b>	<b>-50 000.00</b>	<b>-5 500.00</b>	<b>-53 250.00</b>	<b>-1 032 003.00</b>



<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION</b>	<b>A1</b>

## INVESTISSEMENT

Fonction 9

ACTION ECONOMIQUE

(DETAIL RUBRIQUE)

No	LIBELLE	TOTAL	91 FOIRES ET MARCHES
	<b>DEPENSES</b>	<b>20 000.00</b>	<b>20 000.00</b>
Dépenses de l'exercice		20 000.00	20 000.00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	20 000.00	20 000.00
N°	Opérations d'équipement		
	Opérations pour compte de tiers		
Restes à réaliser - reports			
	<b>RECETTES</b>		
Recettes de l'exercice			
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES		
	Opérations pour compte de tiers		
Restes à réaliser - reports			
<b>SOLDE</b>		<b>-20 000.00</b>	<b>-20 000.00</b>

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE - DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A2.1

#### A2.1 - DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/2018	Montant des tirages 2017	Montant des remboursements 2017		Encours restant dû au 01/01/2018
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du trésor						
...						
5192 Avances de trésorerie						
...						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
106	04/05/2010	547 259,61	0,00	386,61	0,00	547 250,00
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
...						
<b>519 Crédits de trésorerie (Total)</b>		<b>547 259,61</b>	<b>0,00</b>	<b>386,61</b>	<b>0,00</b>	<b>547 250,00</b>

(1) Circulaire n°NOR/INT/B/89/00071/C du 22/2/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE - REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

#### A2.2 - RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)														
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					17 620 117,27									
1641 Emprunts en euros (total)					16 720 117,27									
100	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/05/2005	25/05/2005	01/05/2006	503 660,01	V	LEP + 0.2	3,45	3,45	EUR	A	P	O	A-1
101	CAISSE D'EPARGNE	25/12/2005	20/12/2005	25/12/2006	300 000,00	F	Taux fixe à 3.31 %	3,31	3,31	EUR	A	P	O	A-1
102	CAISSE D'EPARGNE	23/10/2008	05/01/2009	25/01/2010	900 000,00	F	Taux fixe à 4.95 %	4,95	4,95	EUR	A	P	O	A-1
105	BANQUE POPULAIRE	18/09/2007	18/09/2007	18/09/2008	2 128 000,00	F	Taux fixe à 4.08 %	4,08	4,08	EUR	A	P	O	A-1
107	CREDIT MUTUEL	29/02/2012	31/12/2012	31/03/2013	1 200 000,00	V	Euribor 03 M + 2.25	2,47	2,53	EUR	T	P	O	A-1
109	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	11/12/2013	11/03/2014	01/03/2015	1 200 000,00	V	Livret A + 0.6	1,85	1,85	EUR	A	P	O	A-1
110	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	05/08/2014	05/08/2014	01/09/2015	4 700 000,00	V	Livret A + 0.6	1,60	1,60	EUR	A	P	O	A-1
111	SFIL CAFFIL	08/08/2016	28/10/2016	01/02/2017	1 000 000,00	F	Taux fixe à 1.13 %	1,13	1,13	EUR	T	P	O	A-1
112	BANQUE POSTALE	18/12/2017	10/01/2018	01/05/2018	1 000 000,00	F	Taux fixe à 1.15 %	1,15	1,16	EUR	T	P	O	A-1
54	SFIL CAFFIL	10/08/1998	10/08/1998	01/01/1999	609 796,07	F	Taux fixe à 5.34 %	5,34	5,34	EUR	A	P	O	A-1
55	SFIL CAFFIL	02/05/2001	02/12/1998	01/05/1999	457 347,05	F	Taux fixe à 4.98 %	4,98	4,98	EUR	A	P	O	A-1
56	SFIL CAFFIL	01/01/1999	30/12/1998	01/01/2000	289 653,13	V	TAM(Postfixé)- Floor -0.35 sur TAM(Postfixé) + 0.35	3,16	3,16	EUR	A	P	O	A-1
57	SFIL CAFFIL	12/12/1997	25/12/1997	01/04/1998	579 306,27	V	(TAG 03 M(Postfixé)- Floor -0.35 sur TAG 03 M(Postfixé)) + 0.35	3,78	3,83	EUR	T	P	O	A-1

78	CAISSE D'EPARGNE	25/03/1998	30/12/1998	25/03/1999	350 632,74	F	Taux fixe à 4.6 %	4,60	4,60	EUR	A	P	O	A-1
91	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/02/2003	30/01/2003	01/02/2004	186 315,00	V	Livret A + 0.25	3,25	3,25	EUR	A	P	O	A-1
93	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/02/2003	25/02/2003	01/02/2004	190 869,00	V	Livret A + 1.2	4,20	4,20	EUR	A	P	O	A-1
96	CAISSE D'EPARGNE	14/06/2004	20/07/2004	25/07/2005	500 000,00	F	Taux fixe à 4.16 %	4,16	4,16	EUR	A	P	O	A-1
97	CAISSE D'EPARGNE	27/09/2004	25/11/2004	25/02/2005	300 000,00	V	(Euribor 03 M-Floor -0.09 sur Euribor 03 M) + 0.09	2,27	2,32	EUR	S	P	O	A-1
98	CAISSE D'EPARGNE	27/09/2004	25/11/2004	25/11/2005	300 000,00	V	(TAM(Postfixé)-Floor -0.11 sur TAM(Postfixé)) + 0.11	2,23	2,23	EUR	A	P	O	A-1
99	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/02/2005	15/02/2005	01/02/2006	24 538,00	V	Livret A + 0.25	2,50	2,50	EUR	A	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)														
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					900 000,00									
106	CACIB ex BFT CREDIT AGRICOLE	04/05/2010	04/05/2010	15/08/2014	900 000,00	V	Eonia(Postfixé) + 0.65	1,32	0,99	EUR	X	X	O	A-1
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>														
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>					<b>16 394,70</b>									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)														
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)					16 394,70									
25	CREDIT FONCIER DE FRANCE	30/09/1988	30/09/1988	30/09/1989	16 394,70	F	Taux fixe à 0.25 %	0,25	0,25	EUR	A	P	O	A-1
1675 Dettes pour M.E.T.P et PPP (total)														
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)														
1678 Autres emprunts et dettes (total)														
<b>168 Emprunts et dettes assimilées (Total)</b>					<b>22 199,00</b>									
1681 Autres emprunts (total)					<b>22 199,00</b>									
108	Caisse Allocations Familiales	13/07/2012	13/07/2012	13/07/2013	22 199,00	F	Taux fixe à 0 %	0,00	0,00	EUR	A	P	O	A-1
1682 Bons à moyen terme négociables (total)														
1687 Autres dettes (total)														
<b>Total général</b>					<b>17 658 710,97</b>									

- (1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
- (2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
- (3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
- (4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
- (5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
- (6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.
- (7) Indiquer C pour amortissement annuel constant, P pour amortissement annuel progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
- (8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

#### IV – ANNEXES

#### ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE - REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A2.2

#### A2.2 - RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/2018											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/2018	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>												
<b>164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)</b>				<b>9 291 967,51</b>					<b>1 076 530,37</b>	<b>151 219,68</b>		<b>59 135,44</b>
<b>1641 Emprunts en euros (total)</b>				<b>8 744 717,51</b>					<b>1 017 180,03</b>	<b>150 828,90</b>		<b>59 045,51</b>
100	N		A-1	113 398,56	2,33	V	LEP + 0.2	1,45	37 701,89	1 630,90		728,68
101	N		A-1	72 255,14	2,98	F	Taux fixe à 3.31 %	3,31	23 305,16	2 391,65		22,50
102	N		A-1	500 938,30	6,07	F	Taux fixe à 4.95 %	4,95	61 618,81	24 796,45		20 236,15
105	N		A-1	831 109,43	4,71	F	Taux fixe à 3.5 %	1,70	160 665,60	14 128,86		3 229,31
107	N		A-1	853 729,75	10	F	Taux fixe à 1.3 %	1,31	80 473,64	10 707,24		0,00
109	N		A-1	982 268,09	11,17	V	Livret A + 0.6	1,35	75 954,40	13 260,62		10 162,04
110	N		A-1	4 077 329,41	16,67	V	Livret A + 0.6	1,35	214 981,02	55 043,95		20 427,53
111	N		A-1	938 469,76	13,83	F	Taux fixe à 1.13 %	1,13	62 228,48	10 341,64		1 622,75
112	N		A-1	0,00	15,06	F	Taux fixe à 1.15 %	0,00	46 015,12	9 163,79		1 798,00
54	N		A-1	46 325,54	0	F	Taux fixe à 5.34 %	5,34	46 325,54	2 473,78		
55	N		A-1	33 868,45	0,33	F	Taux fixe à 4.98 %	4,98	33 868,45	1 686,65		
56	N		A-1	41 699,52	1	V	TAM(Postfixé)-Floor - 0.35 sur TAM(Postfixé) + 0.35	0,01	20 390,94	0,00		2,12
57	N		A-1	10 203,42	0	V	(TAG 03 M(Postfixé)- Floor -0.35 sur TAG 03 M(Postfixé)) + 0.35	0,00	10 203,42	0,00		
78	N		A-1	25 120,43	0,23	F	Taux fixe à 4.6 %	4,60	25 120,43	1 155,55		
91	N		A-1	14 510,38	0,08	V	Livret A + 0.25	1,00	14 510,38	145,10		
93	N		A-1	14 697,34	0,08	V	Livret A + 1.2	1,95	14 697,34	286,60		
96	N		A-1	85 574,16	1,57	F	Taux fixe à 4.16 %	4,16	41 915,23	3 559,89		781,98
97	N		A-1	51 720,83	1,9	V	(TAG 06 M(Postfixé)- Floor -0.11 sur TAG 06 M(Postfixé)) + 0.11	0,00	22 662,49	0,00		0,00
98	N		A-1	45 875,74	1,9	V	(TAM(Postfixé)-Floor - 0.11 sur TAM(Postfixé)) + 0.11	0,00	22 688,37	0,00		0,00
99	N		A-1	5 623,26	2,08	V	Livret A + 0.25	1,00	1 853,32	56,23		34,45
<b>1643 Emprunts en devises (total)</b>												

16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)				547 250,00					59 350,34			
106	N		A-1	547 250,00	7,62	V	Euribor 03 M + 0.39	0,06	59 350,34	390,78		89,93
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>												
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>				<b>566,54</b>					<b>566,54</b>	<b>1,38</b>		
1671 Avances consolidées du Trésor (total)												
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)				566,54					566,54	1,38		
25	N		A-1	566,54	0,75	F	Taux fixe à 0.25 %	0,25	566,54	1,38		
1675 Dettes pour M.E.T.P et PPP (total)												
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)												
1678 Autres emprunts et dettes (total)												
<b>168 Emprunts et dettes assimilées (Total)</b>				<b>9 866,20</b>					<b>2 466,56</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
1681 Autres emprunts (total)				9 866,20					2 466,56	0,00		0,00
108	N		A-1	9 866,20	3,53	F	Taux fixe à 0 %	0,00	2 466,56	0,00		0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)												
1687 Autres dettes (total)												
<b>Total général</b>			<b>0,00</b>	<b>9 302 400,25</b>					<b>1 079 563,47</b>	<b>151 221,06</b>	<b>0,00</b>	<b>59 135,44</b>

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

En cas de couverture partielle, indiquer plusieurs catégories d'emprunt (exemple : A-1 ; C-3).

(12) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner le ou les index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE - REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A2.3

A2.3 - REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/2018 (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)														
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)														
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)														
Multiplificateur jusqu'à 3 ou multiplificateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)														
Multiplificateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)														
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)														
TOTAL GENERAL														

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6).

1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : Indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre de contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.



IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A2.4

#### A2.4 - TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euros	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
<b>Structure</b>							
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	22					
	% de l'encours	100,00%					
	Montant en euros	9 302 400 €					
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(D) Multiplicateur jusqu'à 3; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						
	% de l'encours						
	Montant en euros						

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

### A3 - METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

PROCEDURE	CHOIX DU CONSEIL MUNICIPAL	Délibération																																																																											
AMORTISSEMENT OBLIGATOIRE	Seuil d'amortissement sur un an : 609.80€	16 MAI 97																																																																											
	<table> <tr> <td>Catégories de biens amortis :</td><td>Durée</td><td></td></tr> <tr> <td>Subventions d'équipement finançant des biens mobiliers, du matériel, études et investissement des entreprises</td><td>5 ans</td><td>6 février 2012</td></tr> <tr> <td>Subventions d'équipement finançant des biens immobiliers ou des installations</td><td>15 ans</td><td>6 février 2012</td></tr> <tr> <td>Subventions d'équipements finançant des projets d'infrastructure d'intérêt national</td><td>30 ans</td><td>6 février 2012</td></tr> <tr> <td>Immeubles de rapport</td><td>20 ans</td><td>12 juillet 2011</td></tr> <tr> <td>Frais de modification ou révision doc. Urbanisme</td><td>5 ans</td><td></td></tr> <tr> <td>Logiciels</td><td>5 ans</td><td>9 février 1996</td></tr> <tr> <td>Voitures</td><td>10 ans</td><td></td></tr> <tr> <td>Camions et Véhicules industriels</td><td>8 ans</td><td></td></tr> <tr> <td>Mobilier</td><td>15 ans</td><td></td></tr> <tr> <td>Matériel de bureau électrique &amp; électronique</td><td>10 ans</td><td></td></tr> <tr> <td>Matériel informatique</td><td>5 ans</td><td></td></tr> <tr> <td>Matériels classiques</td><td>10 ans</td><td></td></tr> <tr> <td>Coffre fort</td><td>30 ans</td><td></td></tr> <tr> <td>Installations &amp; appareils de chauffage</td><td>20 ans</td><td></td></tr> <tr> <td>Appareils de levage-ascenseurs</td><td>30 ans</td><td></td></tr> <tr> <td>Appareils de laboratoire</td><td>10 ans</td><td></td></tr> <tr> <td>Equipements de garage &amp; ateliers</td><td>15 ans</td><td></td></tr> <tr> <td>Equipements de cuisine</td><td>15 ans</td><td></td></tr> <tr> <td>Installations de voirie</td><td>30 ans</td><td></td></tr> <tr> <td>Plantations</td><td>20 ans</td><td></td></tr> <tr> <td>Autres agencements et aménagements de terrains</td><td>30 ans</td><td></td></tr> <tr> <td>Constructions sur sol d'autrui</td><td>sur la durée du bail à construire</td><td></td></tr> <tr> <td>Bâtiments légers, abris</td><td>15 ans</td><td></td></tr> <tr> <td>Agencements et aménagements de bâtiments, Installations électriques et téléphoniques</td><td>20 ans</td><td></td></tr> </table>	Catégories de biens amortis :	Durée		Subventions d'équipement finançant des biens mobiliers, du matériel, études et investissement des entreprises	5 ans	6 février 2012	Subventions d'équipement finançant des biens immobiliers ou des installations	15 ans	6 février 2012	Subventions d'équipements finançant des projets d'infrastructure d'intérêt national	30 ans	6 février 2012	Immeubles de rapport	20 ans	12 juillet 2011	Frais de modification ou révision doc. Urbanisme	5 ans		Logiciels	5 ans	9 février 1996	Voitures	10 ans		Camions et Véhicules industriels	8 ans		Mobilier	15 ans		Matériel de bureau électrique & électronique	10 ans		Matériel informatique	5 ans		Matériels classiques	10 ans		Coffre fort	30 ans		Installations & appareils de chauffage	20 ans		Appareils de levage-ascenseurs	30 ans		Appareils de laboratoire	10 ans		Equipements de garage & ateliers	15 ans		Equipements de cuisine	15 ans		Installations de voirie	30 ans		Plantations	20 ans		Autres agencements et aménagements de terrains	30 ans		Constructions sur sol d'autrui	sur la durée du bail à construire		Bâtiments légers, abris	15 ans		Agencements et aménagements de bâtiments, Installations électriques et téléphoniques	20 ans		
Catégories de biens amortis :	Durée																																																																												
Subventions d'équipement finançant des biens mobiliers, du matériel, études et investissement des entreprises	5 ans	6 février 2012																																																																											
Subventions d'équipement finançant des biens immobiliers ou des installations	15 ans	6 février 2012																																																																											
Subventions d'équipements finançant des projets d'infrastructure d'intérêt national	30 ans	6 février 2012																																																																											
Immeubles de rapport	20 ans	12 juillet 2011																																																																											
Frais de modification ou révision doc. Urbanisme	5 ans																																																																												
Logiciels	5 ans	9 février 1996																																																																											
Voitures	10 ans																																																																												
Camions et Véhicules industriels	8 ans																																																																												
Mobilier	15 ans																																																																												
Matériel de bureau électrique & électronique	10 ans																																																																												
Matériel informatique	5 ans																																																																												
Matériels classiques	10 ans																																																																												
Coffre fort	30 ans																																																																												
Installations & appareils de chauffage	20 ans																																																																												
Appareils de levage-ascenseurs	30 ans																																																																												
Appareils de laboratoire	10 ans																																																																												
Equipements de garage & ateliers	15 ans																																																																												
Equipements de cuisine	15 ans																																																																												
Installations de voirie	30 ans																																																																												
Plantations	20 ans																																																																												
Autres agencements et aménagements de terrains	30 ans																																																																												
Constructions sur sol d'autrui	sur la durée du bail à construire																																																																												
Bâtiments légers, abris	15 ans																																																																												
Agencements et aménagements de bâtiments, Installations électriques et téléphoniques	20 ans																																																																												
AMORTISSEMENT FACULTATIF	OUI <input type="checkbox"/> NON <input checked="" type="checkbox"/>																																																																												
CHARGES A ETALER	OUI <input type="checkbox"/> NON <input checked="" type="checkbox"/>																																																																												
ICNE	- sur les nouveaux emprunts																																																																												

<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - DEPENSES</b>	<b>A6.1</b>

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art.	Libellé	Propositions nouvelles	VOTE
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B</b>		<b>1 080 000.00</b>	<b>1 080 000.00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées (A)</b>	<b>1 080 000.00</b>	<b>1 080 000.00</b>
1631	Emprunts obligataires		
1641	Emprunts en euros	1 017 435.00	1 017 435.00
1643	Emprunts en devises		
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	59 531.00	59 531.00
1671	Avances consolidées du Trésor		
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	567.00	567.00
1678	Autres emprunts et dettes		
1681	Autres emprunts	2 467.00	2 467.00
1682	Bons à moyen terme négociables		
1687	Autres dettes		
	<b>Autres dépenses à déduire des ressources propres (B)</b>		
10	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
102291	REPRISE SUR FCTVA		
10	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subvention d'investissement transférée au compte de résultat		
020	Dépenses imprévues		

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent	Solde d'exécution D001	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	1 080 000.00			1 080 000.00

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES	A6.2

## RESSOURCES PROPRES

Art.	Libellé	Propositions nouvelles	VOTE
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>1 983 105.00</b>	<b>1 983 105.00</b>
	<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>	<b>501 763.00</b>	<b>501 763.00</b>
10222	FCTVA	501 763.00	501 763.00
10223	TLE		
10226	Taxe d'aménagement		
10228	Autres fonds		
13146	Attributions de compensation d'investissement		
13246	Attributions de compensation d'investissement		
138	Autres subvent° invest. non transf.		
139146	Attributions de compensation d'investissement		
26	Participations et créances rattachées à des participations		
27	Autres immobilisations financières		
	<b>Ressources propres internes de l'année (b)</b>	<b>1 481 342.00</b>	<b>1 481 342.00</b>
15	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations		
26	Participations et créances rattachées à des participations		
27	Autres immobilisations financières		
28	Amortissement des immobilisations	772 935.00	772 935.00
2802	FRAIS LIES A LA REAL.DES DOCS D'URBA,NUM DU CADAST	54.00	54.00
28031	FRAIS D'ETUDES	35 670.00	35 670.00
2804181	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	587.00	587.00
2804182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	66 697.00	66 697.00
280422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	1 211.00	1 211.00
2804412	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	18 181.00	18 181.00
2804422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	100 774.00	100 774.00
28051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	23 766.00	23 766.00
28121	PLANTATIONS D'ARBRES ET D'ARBUSTES	6 760.00	6 760.00
28128	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS	55 845.00	55 845.00
28132	IMMEUBLES DE RAPPORT	74 541.00	74 541.00
281538	AUTRES RESEAUX	37 532.00	37 532.00
281571	MATERIEL ROULANT	4 191.00	4 191.00
281578	AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE	24 035.00	24 035.00
28158	AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECH.	22 077.00	22 077.00
28181	INSTAL. GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS	3 924.00	3 924.00
28182	MATERIEL DE TRANSPORT	42 553.00	42 553.00
28183	MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE	137 054.00	137 054.00
28184	MOBILIER	40 550.00	40 550.00
28185	CHEPTEL	707.00	707.00
28188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	76 226.00	76 226.00
29	Provisions pour dépréciation des immobilisations		
39	Provisions pour dépréciation des stocks et encours		
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices		
49	Provisions pour dépréciation des comptes de tiers		
59	Provisions pour dépréciation des comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations		
021	Virement de la section de fonctionnement	708 407.00	708 407.00

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES	A6.2

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent	Solde d'exécution R001	Affectation R1068	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	1 983 105.00				1 983 105.00

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II 1 080 000.00
Ressources propres disponibles	IV 1 983 105.00
Solde (IV - II)	V 903 105.00

## IV - ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

## B1.1 - ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

Année de mobilisation et profil d'amort.		Désignation du bénéficiaire	Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/2018	Durée résiduelle	Périodicité des remb.	Taux initial			Taux à la date du vote du budget ou taux moyen constaté sur l'année			Nature de l'emprunt	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
Année	Profil								Taux	Index	Taux actuariel	Taux	Index	Niveau de taux			en intérêts	en capital
Totaux généraux					22 799 936,67	13 386 617,18											311 025,72	994 443,16
Totaux pour les emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					1 474 866,00	821 779,13											27 706,68	75 204,63
2006	P	ORVITIS	Aménagement plateforme insertion prévention santé	CDC	178 200,00	98 005,92	8,09	Annuelle	préfixé	LIVRET A	2,30	préfixé	LIVRET A	1,75			3 185,20	9 200,29
2006	P	ORVITIS	Aménagement Maison de la justice et du droit	CDC	84 795,00	57 874,59	13,09	Annuelle	préfixé	LIVRET A	2,22	préfixé	LIVRET A	1,75			1 880,92	3 105,69
2006	P	ORVITIS	Immeuble d'entreprises 1 à 7 rue des Anémones	CDC	1 211 871,00	665 898,62	8,75	Annuelle	préfixé	LIVRET A	2,79	préfixé	LIVRET A	2,40			22 640,56	62 898,65
Totaux pour les emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					1 434 666,53	1 390 857,97											19 411,93	67 390,61
2017	P	VILLEO	Acquisition terrain MAPAD Grands Crus	CDC	276 988,43	276 988,43	36,25	Annuelle	préfixé	LIVRET A	3,33	préfixé	LIVRET A	1,70	I		3 531,60	5 438,40
2017	P	VILLEO	Construction MAPAD Grands Crus (96 lits)	CDC	1 057 678,10	1 057 678,10	21,25	Annuelle	préfixé	LIVRET A	3,36	préfixé	LIVRET A	1,70	I		13 485,39	40 047,93
2016	P	BASKET CLUB CHENOVE	Besoin en fonds de roulement	CREDIT MUTUEL	100 000,00	56 191,44	2,09	Mensuelle	fixe		2,90	fixe		2,90	F		2 394,94	21 904,28
Totaux pour les emprunts contractés pour des opérations de logements aidés par l'état					19 890 404,14	11 173 980,08											263 907,11	851 847,92
1996	P	DIJON HABITAT	ZAC GRANDS CRUS (6 logts individ.) compl. prêt 17	CDC	7 781,46	915,56	1,00	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,51	préfixé	LIVRET A	5,30	I		5,36	544,22
1995	P	DIJON HABITAT	Amélioration 9 rue Salengro (1 logement individuel	CDC	37 319,82	21 581,84	12,92	Annuelle	préfixé	LIVRET A	3,23	préfixé	LIVRET A	2,05	I		766,16	1 251,42
1996	P	DIJON HABITAT	ZAC GRANDS CRUS (25 logts coll.) compl. prêt 18	CDC	33 691,23	16 086,59	10,17	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,20	préfixé	LIVRET A	3,80	I		396,03	1 586,82
1996	P	DIJON HABITAT	Acquis./Amélior. 12 rue de Marsannay (1 log. indiv	CDC	58 806,14	28 872,21	10,67	Annuelle	préfixé	LIVRET A	3,19	préfixé	LIVRET A	2,05	I		1 024,96	2 150,52
1996	P	DIJON HABITAT	Acquis/Amélior. 23 rue Moulin Bernard (1 log. ind.	CDC	64 663,38	31 820,69	10,67	Annuelle	préfixé	LIVRET A	3,19	préfixé	LIVRET A	2,05	I		1 129,63	2 370,14
2001	P	DIJON HABITAT	Acquisition 5 Place Naudot (6 logts collectifs)	CDC	199 525,88	170 212,53	33,00	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,55	préfixé	LIVRET A	5,20	I		6 723,40	2 460,27
2001	P	DIJON HABITAT	Amélioration 5 Place Naudot (6 logts collectifs)	CDC	96 320,64	67 376,16	18,00	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,58	préfixé	LIVRET A	5,20	I		2 661,35	2 446,81
2001	P	DIJON HABITAT	Acquisition maison 52 rue Salengro	CDC	48 660,96	39 173,34	33,75	Annuelle	préfixé	LIVRET A	2,53	préfixé	LIVRET A	1,95	I		1 351,48	687,18
2001	P	DIJON HABITAT	Amélioration maison 52 rue Salengro	CDC	18 798,18	12 379,42	18,75	Annuelle	préfixé	LIVRET A	2,66	préfixé	LIVRET A	1,95	I		427,09	489,39
2003	P	DIJON HABITAT	Acquisition 1 log. individ. 91 av. Roland CARRAZ	CDC	30 203,00	26 056,21	35,00	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,82	préfixé	LIVRET A	5,20	I		1 094,36	322,04
2003	P	DIJON HABITAT	Acquisition 4 logements collectifs 15 bd Bazin	CDC	118 709,00	95 732,37	35,16	Annuelle	préfixé	LIVRET A	3,74	préfixé	LIVRET A	3,70	I		3 302,77	1 863,87
2003	P	DIJON HABITAT	Amélioration 4 logements collectifs 15 bd Bazin	CDC	82 676,00	57 062,63	20,16	Annuelle	préfixé	LIVRET A	3,75	préfixé	LIVRET A	3,70	I		2 144,22	4 112,88
1987	P	ORVITIS	Construction 14/30 log. col. Les Corviottes	CDC	603 698,11	184 063,21	5,92	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,16	préfixé	LIVRET A	2,27	I		10 293,94	26 856,97
1986	P	ORVITIS	Construction Les Corviottes 16/30 logts col.	CDC	724 132,83	204 434,32	5,67	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,05	préfixé	LIVRET A	2,27	I		10 975,32	32 214,80
1998	P	ORVITIS	Travaux sécurité incendie Foyer Mail	CAISSE D'EPARGNE	167 693,92	59 386,40	5,73	Annuelle	fixe		4,86	fixe		5,10	F		3 028,71	8 708,87
2005	P	ORVITIS	Amélioration 74 logements 2 à 16 rue Anémones	CDC	453 155,00	104 529,72	2,50	Annuelle	préfixé	LIVRET A	2,55	préfixé	LIVRET A	1,50	I		2 613,24	33 986,48
2006	P	ORVITIS	CONSTRUCTION 4 LOG RUE L. GAMBETTA	CDC	190 897,00	161 333,83	23,50	Annuelle	préfixé	LIVRET A	2,77	préfixé	LIVRET A	1,75	I		5 243,35	4 073,40
2006	P	ORVITIS	CONSTRUCTION 4 LOG RUE GAMBETTA	CDC	33 792,00	31 654,73	38,50	Annuelle	préfixé	LIVRET A	2,77	préfixé	LIVRET A	1,75	I		1 028,78	311,09
2007	P	ORVITIS	Immeuble DIONYSOS 3 rue J. MONET 2ème tranche	CDC	1 211 871,00	833 153,48	9,75	Annuelle	préfixé	LIVRET A	2,48	préfixé	LIVRET A	2,20	I		37 075,33	62 790,32
2017	P	VILLEO	Amélioration pavillon 63 rue Gambetta	CDC	106 431,12	104 549,84	38,59	Annuelle	préfixé	LIVRET A	3,48	préfixé	LIVRET A	1,70	I		1 777,35	1 911,55
2005	P	VILLEO	Amélioration Pavillon 63 rue Gambetta	CDC	5 513,00	4 430,74	23,58	Annuelle	préfixé	LIVRET A	3,50	préfixé	LIVRET A	3,40	I		194,95	58,36
2017	P	VILLEO	CONSTR 34 LOG CLOS MARONNIERS	CDC	932 732,30	932 732,30	28,00	Annuelle	préfixé	LIVRET A	3,09	préfixé	LIVRET A	1,65	I		11 529,50	31 008,74
2017	P	VILLEO	CONST 34 LOG CLOS DES MARONNIERS	CDC	574 036,45	574 036,45	39,50	Annuelle	préfixé	LIVRET A	3,07	préfixé	LIVRET A	1,65	I		9 471,60	10 246,22
2014	P	VILLEO	CONST 10 LOG CLOS DES MARONNIERS	CDC	525 791,78	481 450,54	28,00	Annuelle	préfixé	LIVRET A	2,73	préfixé	LIVRET A	2,65	I		7 943,93	15 037,81
2006	P	VILLEO	CONST 10 LOG CLOS DES MARONNIERS	CDC	183 581,00	170 597,43	39,50	Annuelle	préfixé	LIVRET A	2,71	préfixé	LIVRET A	2,65	I		5 800,31	674,84
2017	P	VILLEO	Complément emp. log Clos des Maronniers	CDC	570 049,52	552 309,71	24,75	Annuelle	préfixé	LIVRET A	3,31	préfixé	LIVRET A	1,65	I		9 113,11	18 027,68
2017	P	VILLEO	Acquis 1 log 59 rue Maxime Guillot	CDC	100 280,81	98 549,44	39,75	Annuelle	préfixé	LIVRET A	3,30	préfixé	LIVRET A	3,25	I		1 626,07	1 759,08
1991	P	SCIC HABITAT BOURGOGNE	Construction 11/72 log. col. GCRUS Av. 14 Juillet	CDC	599 136,09	255 372,13	8,25	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,57	préfixé	LIVRET A	3,30	I		8 334,36	26 003,48
1991	P	SCIC HABITAT BOURGOGNE	Construction 9/72 log. col. GCRUS Av. 14 Juillet	CDC	473 731,70	192 319,57	8,25	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,56	préfixé	LIVRET A	3,55	I		3 121,44	24 319,69
1992	P	SCIC HABITAT BOURGOGNE	Construction 31/72 log. col. GCRUS Av. 14 Juillet	CDC	1 671 807,86	766 127,11	9,09	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,41	préfixé	LIVRET A	2,55	I		21 591,52	73 621,59
1992	P	SCIC HABITAT BOURGOGNE	Construction 16/72 log. col. GCRUS Av. 14 Juillet	CDC	846 908,08	361 101,83	9,58	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,45	préfixé	LIVRET A	3,55	I		6 132,78	40 983,65
1992	P	SCIC HABITAT BOURGOGNE	Constr. 10 pav. indiv. GCRUS 16/32 Av. 14 Juillet	CDC	321 621,69	143 086,46	9,25	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,45	préfixé	LIVRET A	3,30	I		2 544,10	15 599,83
1992	P	SCIC HABITAT BOURGOGNE	Construction 24 log. GCRUS Place du Bicentenaire	CDC	1 402 530,96	621 482,98	9,33	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,43	préfixé	LIVRET A	3,30	I		11 050,08	67 756,41
1992	P	SCIC HABITAT BOURGOGNE	Construction 23/47 log. GCRUS Av. Droits de l'Homme	CDC	1 305 331,66	447 521,82	9,67	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,50	préfixé	LIVRET A	3,55	I		7 600,49	50 791,99
1992	P	SCIC HABITAT BOURGOGNE	Constr. 10 pav. indiv. GCRUS 16/32 Av. 14 Juille	CDC	359 674,01	137 237,31	9,67	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,47	préfixé	LIVRET A	3,55	I		2 330,78	15 575,89
1992	P	SCIC HABITAT BOURGOGNE	Constr. 5/72 log. col. GCRUS Place du Bicentenaire	CDC	224 078,56	106 362,47	9,00	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,49	préfixé	LIVRET A	3,05	I		4 373,97	8 510,45
1993	P	SCIC HABITAT BOURGOGNE	Acquis./Amélior. pavillon indiv. 10 rue B. Dery	CDC	38 112,25	17 982,04	10,42	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,31	préfixé	LIVRET A	3,30	I		333,08	1 773,79
1994	P	SCIC HABITAT BOURGOGNE	Construction 14/38 log. col. Rue des Pétignys	CDC	710 717,32	354 863,41	11,50	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,18	préfixé	LIVRET A	3,30	I		6 791,78	31 948,25
1994	P	SCIC HABITAT BOURGOGNE	Construction 24/38 log. col. Rue des Pétignys	CDC	1 437 898,96	706 301,29	11,58	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,20	préfixé	LIVRET A	3,55	I		12 787,57	66 531,93
1994	P	SCIC HABITAT BOURGOGNE	Construction 2 pavillons indiv. 6/8 rue Messidor	CDC	75 264,08	30 751,46	11,84	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,22	préfixé	LIVRET A	3,55	I		556,75	2 896,72
1994	P	SCIC HABITAT BOURGOGNE	Constr. (2e tr.) 2 pav. indiv. 6/8 Rue Messidor	CDC	92 429,84	45 401,89	11,84	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,20	préfixé	LIVRET A	3,55	I		822,01	4 276,75
1995	P	SCIC HABITAT BOURGOGNE	Construction 7 pavillons loc. Rue Germinal	CDC	580 830,76	304 844,44	12,09	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,12	préfixé	LIVRET A	3,30	I		5 992,71	25 233,24
1995	P	SCIC HABITAT BOURGOGNE	Construction 25 log. loc. Av. Droits de l'Homme	CDC	1 409 987,94	739 513,20	12,25	Annuelle	préfixé	LIVRET A	4,06	préfixé	LIVRET A	3,30	I		14 537,56	61 212,58
1978	P	SCIC HABITAT BOURGOGNE	Construction 2 log. col. rue A. Changenet	CDC	46 115,83	2 195,77	0,31	Annuelle	fixe		2,86	fixe		3,60	F		79,06	2 195,77
1980	P	SCIC HABITAT BOURGOGNE	Ajust. prêt constr. 2 log. loc. rue A. Changenet	CDC	2 515,41	344,81	2,57	Annuelle	fixe		3,12	fixe		3,60	F		12,41	110,90
2015	P	VILLEO	Acquis. amélior. 2 log. indiv. 26 rue A. Mairet	CDC	54 565,00	49 109,10	23,00	Annuelle	préfixé	LIVRET A	3,17	préfixé	LIVRET A	1,90	I		933,08	1 859,83


2000	P	VILLO	Amélior. 170 log. 32/40 rue Renan/31 bd de Lattre	CDC	149 414,86	111 528,19	8,00	Annuelle	préfixé	LIVRET A	3,28	préfixé	LIVRET A	1,80	2 007,51	13 086,23
2003	P	VILLO	Réhabil. 99 log. col. 32 rue Renan	CDC	250 000,00	93 439,80	5,09	Annuelle	préfixé	LIVRET A	2,59	préfixé	LIVRET A	2,25	2 335,99	14 016,19
2017	P	VILLO	Construction 20 log. Av des Droits de l'Homme	CDC	656 919,75	622 611,31	13,75	Annuelle	préfixé	LIVRET A	1,75	préfixé	LIVRET A	2,21	2 040,99	14 016,19
Totaux pour les autres emprunts					0,00	0,00										

Envoyé en préfecture le 08/02/2018

Reçu en préfecture le 08/02/2018

Affiché le 08/02/2018

ID : 021-212101661-20180205-DEL 2018\_001-DE



<b>IV - ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ENGAGEMENTS HORS BILAN - CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT</b>	<b>B1.2</b>

### B1.2 - CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT

Calcul du ration de l'article L. 2252-2 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	<b>A</b>	<b>102 371,48</b>
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	<b>B</b>	<b>0</b>
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	<b>C</b>	<b>1 228 317,97</b>
Provisions pour garanties d'emprunts	<b>D</b>	<b>0</b>
<b>Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice</b>	<b>I = A+B+C-D</b>	<b>1 330 689,45</b>
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>II</b>	<b>24 146 705,00</b>
<b>Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)</b>	<b>I / II</b>	<b>5,51 %</b>

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT

L'annuité des garanties d'emprunt exclut :

→ les garanties d'emprunt accordées aux organismes HLM ou les SEM pour des projets de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements.

→ les garanties d'emprunt accordées pour des opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements bénéficiant d'une subvention de l'état ou réalisées avec le bénéfice de prêts aidés de l'Etat ou adossés en tout ou partie à des ressources défiscalisées.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.



## SUBVENTIONS 2018 aux ASSOCIATIONS et AUTRES ORGANISMES

Envoyé en préfecture le 08/02/2018

Reçu en préfecture le 08/02/2018

Affiché le 08/02/2018

SLO

ID : 021-212101661-20180205-DEL\_2018\_001-DE

## B1.7 - SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE D

Article	Subventions	Objet	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
<b>INVESTISSEMENT</b>					
Total Investissement					

<b>FONCTIONNEMENT</b>					
6574		Aide au fonctionnement	Grand Dijon Médiation	Association loi 1901	39 655,00
6574		Aide au fonctionnement	PIROUETTE CACHUETE	Association loi 1901	40 000,00
65738		Aide au fonctionnement	UNIVERSITE DE BOURGOGNE	EPSCP	25 000,00
6574		Aide au fonctionnement	CEACVG - Comité d'entente des anciens combattants	Association loi 1901	600,00
6574		Aide au fonctionnement	FNACA	Association loi 1901	350,00
6574		Aide au fonctionnement	ARAC	Association loi 1901	280,00
6574		Aide au fonctionnement	Diabes Bleus	Association loi 1901	450,00
6574		Aide au fonctionnement	Bibliothèques Ecoles et Bibliothèque Centrale	Association loi 1901	3 360,00
6574		Aide au fonctionnement	Coopérative scolaire	Association loi 1901	1 066,00
6574		Aide au fonctionnement	Coopérative scolaire - pharmacie	Association loi 1901	902,00
6574		Aide au fonctionnement	Frais de bureau directeur	Association loi 1901	288,00
6574		Aide au fonctionnement	Classes culturelles / ateliers artistiques (APAC)	Association loi 1901	1 000,00
6574		Aide au fonctionnement	Classes neige, nature - voyages et séjours	Association loi 1901	6 000,00
6574		Aide au fonctionnement	Projet d'école (PAE)	Association loi 1901	1 000,00
6574		Aide au fonctionnement	AROEVEN de l'Académie de Dijon (aide aux devoirs Collège)	Association loi 1901	300,00
6574		Aide au fonctionnement	ENFANTS DE FERRY	Association loi 1901	250,00
6574		Aide au fonctionnement	PREVENTION ROUTIERE	Association loi 1901	250,00
6574		Aide au fonctionnement	TRES D'UNION	Association loi 1901	3 600,00
6574		Aide au fonctionnement	Académie d'Accordéon	Association loi 1901	1 300,00
6574		Aide au fonctionnement	Amis de la Bibliothèque	Association loi 1901	1 000,00
6574		Aide au fonctionnement	Amicale les trompes de chasse de Bourgogne	Association loi 1901	600,00
6574		Aide au fonctionnement	AMIS DU LIEN SOCIAL - ALS	Association loi 1901	2 100,00
6574		Aide au fonctionnement	COLLECTIF CARNAVAL	Association loi 1901	4 300,00
6574		Aide au fonctionnement	COMITE DE JUMELAGE	Association loi 1901	5 000,00
6574		Aide au fonctionnement	Cool Swingers Jazz	Association loi 1901	1 500,00
6574		Aide au fonctionnement	Des outils pour réussir	Association loi 1901	300,00
6574		Aide au fonctionnement	FIGURE 2 STYLE	Association loi 1901	27 000,00
6574		Aide au fonctionnement	FONJEP POUR MJC	Association loi 1901	64 872,00
6574		Aide au fonctionnement	MJC (Sal. & Fonct. + M. citoyen + FPH + Diffu Cult.)	Association loi 1901	189 100,00
6574		Aide au fonctionnement	MMC Musique Municipale	Association loi 1901	41 340,00
6574		Aide au fonctionnement	OMC Office Municipal de la Culture	Association loi 1901	3 500,00
6574		Aide au fonctionnement	Petit Musée Bonbis	Association loi 1901	700,00
6574		Aide au fonctionnement	Pionniers de France - Groupe Lejard	Association loi 1901	5 000,00
6574		Aide au fonctionnement	Soleil d'Or	Association loi 1901	1 000,00
6574		Aide au fonctionnement	Souvenir Maxime Guillot	Association loi 1901	300,00
6574		Aide au fonctionnement	Un livre, une Vie	Association loi 1901	500,00
6574		Aide au fonctionnement	Vocalistes en liberté	Association loi 1901	200,00
6574		Aide au fonctionnement	Wisla Krakowiak - Association franco polonaise	Association loi 1901	1 000,00
6574		Aide au fonctionnement	ACC Athlétic Club Chenôve	Association loi 1901	23 346,00
6574		Aide au fonctionnement	ADOC Association Découverte & Orientation Chenôve	Association loi 1901	11 781,00
6574		Aide au fonctionnement	AMC Arts Martiaux Chenôve	Association loi 1901	9 323,00
6574		Aide au fonctionnement	ATAC Association Tir à l'Arc Chenôve	Association loi 1901	4 501,00
6574		Aide au fonctionnement	BCC Basket Club Chenôve	Association loi 1901	35 506,00
6574		Aide au fonctionnement	CMC Club Montagne Chenôve	Association loi 1901	877,00
6574		Aide au fonctionnement	CMS Centre Médico Sportif	Association loi 1901	3 620,00
6574		Aide au fonctionnement	CN Chenôve Natation	Association loi 1901	37 663,00
6574		Aide au fonctionnement	CRC Chenôve Rugby Club	Association loi 1901	18 600,00
6574		Aide au fonctionnement	CSLC Cercle Sportif Laïque Chenôve O.M.S.	Association loi 1901	11 816,00
6574		Aide au fonctionnement	CTC Chenôve Triathlon Club	Association loi 1901	9 951,00
6574		Aide au fonctionnement	EBSC Entente Bouliste Sportive Chenôve	Association loi 1901	6 027,00
6574		Aide au fonctionnement	HBCC Handball Club Chenôve	Association loi 1901	7 160,00
6574		Aide au fonctionnement	IC Indépendante Chenôve	Association loi 1901	18 066,00
6574		Aide au fonctionnement	LCC Lutte Club Chenôve	Association loi 1901	11 543,00
6574		Aide au fonctionnement	MOBY DICK CLUB CHENOVE	Association loi 1901	8 464,00
6574		Aide au fonctionnement	OMS Office Municipal Sports	Association loi 1901	25 035,00
6574		Aide au fonctionnement	PCC Pétanque Club Chenôve	Association loi 1901	1 632,00
6574		Aide au fonctionnement	TCC Tennis Club Chenôve	Association loi 1901	6 730,00
6574		Aide au fonctionnement	UCC Union Cyclistes Chenôve	Association loi 1901	339,00
6574		Aide au fonctionnement	VCC Volley Club Chenôve	Association loi 1901	8 279,00
6574		Aide au fonctionnement	ASMC Association Sportive Municipale	Association loi 1901	1 950,00
6574		Aide au fonctionnement	ACODEGE	Association loi 1901	40 000,00
6574		Aide au fonctionnement	ALACEP P'tit Bleu - P'tit Jaune	Association loi 1901	6 000,00
6574		Aide au fonctionnement	COS COMITE ŒUVRES SOCIALES	Association loi 1901	58 000,00
6574		Aide au fonctionnement	FONDATION MARECHAL DE LATTRE	Association loi 1901	150,00
6574		Aide au fonctionnement	ADAVIP Aide aux victimes d'Infractions Pénales	Association loi 1901	2 000,00

# SUBVENTIONS 2018 aux ASSOCIATIONS et AUTRES ORGANISMES

Envoyé en préfecture le 08/02/2018  
 Reçu en préfecture le 08/02/2018  
 Affiché le 08/02/2018  
 ID : 021-212101661-20180205-DEL\_2018\_001-DE

6574	Aide au fonctionnement	AFSEP - UN P'TIT PLUS		
6574	Aide au fonctionnement	CIDFF	Association loi 1901	2 000,00
6574	Aide au fonctionnement	JALMALV-DIJON Jusqu'à la mort, accompagner la vie	Association loi 1901	150,00
6574	Aide au fonctionnement	Blouses Roses	Association loi 1901	300,00
6574	Aide au fonctionnement	MOUVEMENT LE CRI	Association loi 1901	350,00
6574	Aide au fonctionnement	MRAP	Association loi 1901	200,00
6574	Aide au fonctionnement	ANVP - Association Nationale des Visiteurs de Prison	Association loi 1901	300,00
6574	Aide au fonctionnement	APF - Association des Paralyses de France	Association loi 1901	200,00
6574	Aide au fonctionnement	FNATH	Association loi 1901	500,00
6574	Aide au fonctionnement	SOLIDARITE FEMMES 21	Association loi 1901	1 000,00
6574	Aide au fonctionnement	ASCS Action Socio-Culturelle et Sportive Maison d'Arret	Association loi 1901	500,00
6574	Aide au fonctionnement	ACCUEIL MAGENTA	Association loi 1901	300,00
6574	Aide au fonctionnement	LIGUE DES DROITS DE L'HOMME - SECTION DIJON	Association loi 1901	200,00
6574	Aide au fonctionnement	MOUVEMENT DE LA PAIX	Association loi 1901	300,00
		Total Fonctionnement		849 822,00

EMPLOIS FONCTIONNAIRES	Catégorie	Total des postes au 01/01/2018	Postes pourvus au 01/01/2018	Dont
<b>Emplois de Direction (Fonctionnels)</b>				
Directeur Général des Services	A	1	1	
Directeur Général Adjoint des Services	A	1	1	
Directeur des services techniques	A	0	0	
<b>Total</b>		<b>2</b>	<b>2</b>	<b>0</b>
<b>Filière Administrative</b>				
Attaché hors classe	A	2	0	
Attaché principal	A	7	6	
Attaché	A	12	9	
Rédacteur Principal 1ère classe	B	9	6	
Rédacteur Principal 2ème classe	B	10	10	
Rédacteur Territorial	B	10	3	
Adjoint administratif principal de 1ère classe	C	4	3	
Adjoint administratif principal de 2ème classe	C	29	22	1 à 80%
Adjoint administratif	C	22	17	
<b>Total</b>		<b>105</b>	<b>76</b>	<b>0</b>
<b>Filière Technique</b>				
Ingénieur principal	A	1	0	
Ingénieur	A	2	1	
Technicien Principal 1ère classe	B	4	2	
Technicien Principal 2ème classe	B	5	2	
Technicien	B	5	3	
Agent de maîtrise principal	C	10	7	
Agent de maîtrise	C	5	1	
Adjoint technique principal 1ère classe	C	19	10	1 à 80%
Adjoint technique principal 2ème classe	C	37	37	6 2 à 85,71% 2 à 90% 2 à 80%
Adjoint technique	C	81	56	24 8 à 90% 1 à 88,57% 6 à 80% 4 à 85,71% 1 à 71,43% 2 à 57,14% 2 à 50%
<b>Total</b>		<b>169</b>	<b>119</b>	<b>37</b>
<b>Filière sportive</b>				
Conseiller Territorial Principal des APS	A	0	0	
Conseiller Territorial des APS	A	1	1	
Educateur des activités physiques et sportives principal 1ère classe	B	5	3	
Educateur des activités physiques et sportives principal 2ème classe	B	9	9	
Educateur des activités physiques et sportives	B	8	3	
Opérateur des APS principal	C	0	0	
Opérateur des activités physiques et sportives qualifié	C	0	0	
Opérateur des activités physiques et sportives	C	0	0	
<b>Total</b>		<b>23</b>	<b>16</b>	

EMPLOIS FONCTIONNAIRES	Catégorie	Total des postes au 01/01/2017	Postes pourvus au 01/01/2017	Dont
<b>Filière animation</b>				
Animateur Principal 1ère classe	B	1	0	
Animateur Principal 2ème classe	B	1	0	
Animateur	B	3	1	
Adjoint d'Animation Principal 2ème classe	C	14	10	
Adjoint animation	C	29	26	15 9 à 90% 1 à 88,57% 5 à 80%
<b>Total</b>		<b>48</b>	<b>37</b>	<b>14</b>
<b>Filière culturelle</b>				
Conservateur Bibliothèque 1ère classe	A	0	0	
Conservateur Bibliothèque 2ème classe	A	0	0	
Bibliothécaire principal	A	1	1	
Bibliothécaire	A	1	0	
Professeur d'enseignement artistique Hors Classe	A	4	1	
Professeur d'enseignement artistique	A	4	3	2= 1 à 25%/1 à 37,5%
Assistant de Conservation Principal de 1ère classe	B	3	3	
Assistant de Conservation Principal de 2ème classe	B	2	1	
Assistant de conservation	B	3	1	
Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe	B	16	15	6 = 1 à 70%/1 à 60%/1 à 42,5%/2 à 40%/1 à 30%
Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe	B	2	0	
Assistant d'enseignement artistique	B	3	1	
Adjoint du Patrimoine Principal 1ère classe	C	2	0	
Adjoint du Patrimoine Principal 2ème classe	C	6	3	
Adjoint du patrimoine	C	3	1	
<b>Total</b>		<b>50</b>	<b>30</b>	<b>8</b>
<b>Filière Sociale et médico-sociale</b>				
Puéricultrice cadre supérieur de santé	A	1	1	
Puéricultrice cadre de santé	A	0	0	
Puéricultrice Hors Classe	A	0	0	
Puéricultrice de classe supérieure	A	0	0	
Puéricultrice de classe normale	A	0	0	
Infirmier en soins généraux Hors Classe	A	0	0	
Infirmier en soins généraux de classe supérieure	A	0	0	
Infirmier en soins généraux de classe normale	A	0	0	
Educateur Principal de Jeunes Enfants	B	3	3	
Educateur de Jeunes Enfants	B	4	1	1 à 80%
Auxiliaire de Puériculture Principale de 1ère classe	C	1	0	
Auxiliaire de Puériculture Principale de 2ème classe	C	13	8	4 à 80%
Assistant Socio Educatif	B	1	0	
ATSEM Principal 1 ère classe	C	3	1	
ATSEM Principal 2ème classe	C	17	8	5 3 à 90%
<b>Total</b>		<b>43</b>	<b>22</b>	<b>11</b>
<b>Police municipale</b>				
Chef de service de police	B	1	1	
Chef de Police	C	1	1	
Brigadier Chef Principal	C	2	1	
Gardien-brigadier	C	3	2	
<b>Total</b>		<b>7</b>	<b>5</b>	
<b>TOTAL EMPLOIS FONCTIONNAIRES</b>		<b>447</b>	<b>307</b>	<b>70</b>

EMPLOIS CONTRACTUELS	Total des postes au 01/01/2018	Postes pourvus au 01/01/2017	Dont Temps Non Complet
Directeur de Cabinet	1	1	0
Collaborateur de Cabinet	1	1	0
Régisseurs Techniques du Centre Culturel et de Rencontres	1	1	0
Chargé de mission Maîtrise de l'Energie des Batiments	1	0	
Chargé de Mission Développement durable	1	1	0
Coordonnateur des Nouvelles Activités Périscolaires	1	0	
Directeur de la communication	1	1	0
Directeur de la tranquillité publique	1	1	0
Directeur de la Cohésion Sociale et urbaine	1	1	0
Assistante Maternelle	11	10	0
Auxiliaire de puériculture	4	4	1
Psychomotriciennes	2	0	
Chef de bassin	1	1	0
Maître-nageur-sauveteur	2	2	0
Accroissement Saisonnier d'activité	En tant que de besoin	En tant que de besoin	En tant que de besoin
Accroissement Temporaire d'activité	En tant que de besoin	En tant que de besoin	En tant que de besoin
<b>Total</b>		<b>24</b>	<b>1</b>
<b>Contrats de Droit Privé</b>			
CAE/CUI	28	17	0
Emplois d'Avenir	10	5	0
Adultes RELAIS	3	2	0
<b>Total</b>		<b>24</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL EMPLOIS CONTRACTUELS</b>		<b>48</b>	<b>0</b>

**IV - ANNEXES**  
**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS**  
**LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER**

**C2 - LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L.2313-1 et L.2313-1-1 du CGCT)**

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à l'Hôtel de ville de Chenôve. Toute personne a le droit de demander communication sur place et de de prendre copie totale ou partielle à ses frais.				
La nature de l'engagement	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Détention d'une part du capital 27/03/2000 09/11/2007 11/02/2013	SLE Caisse d'Epargne Le TOIT BOURGUIGNON SPLAAD		Société coopérative Société coopérative Société Publique Locale d'Aménagement	30 476,00 1 600,00 300 000
Garantie ou cautionnement d'un emprunt	ORVITIS DIJON HABITAT SCIC Habitat Bourgogne Villéo Basket Club Chenove		OPHLM OPHLM S.A d'HLM S.A d'HLM Association loi 1901	2 400 334,83 567 269,55 5 232 809,99 5 130 011,38 56 191,44
Subventions supérieures à 75 000€ ou représentant plus de 50% du produit figurant au compte de l'organisme	M.J.C de Chenôve Musique Municipale Comité Œuvres Sociales Office Municipal de la culture		Association loi 1901 Association loi 1901 Association loi 1901 Association loi 1901	189 100,00 41 340,00 58 000,00 3 500,00

**IV - ANNEXES**  
**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS**  
**LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENTS**  
**LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN B.A**

**C3.1 - LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE**  
**OU L'ETABLISSEMENT**

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de financement	Montant du financement
Etablissements publics de coopération intercommunale DIJON METROPOLE	01/01/2000	CFE + Fiscalité additionnelle	non connu à ce jour
Autres groupements SIPLASUD Syndicat du plateau de Chenôve	31/01/2005	Participation au prorata de la population	2 500

**VILLE DE CHENOVE**

**N° DEL\_2018\_002**

## **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le cinq février à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### **ETAIENT PRESENTS :**

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### **EXCUSES REPRESENTES :**

M. Patrick AUDARD donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD  
M. Jean-François BUIGUES donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

### **ABSENTS / EXCUSES :**

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

## **SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES POUR 2018**

La commune de Chenôve est riche d'un tissu associatif diversifié et actif. En outre, la ville s'est engagée, à travers des conventions, aux côtés de partenaires pour développer des actions dans différents domaines.

En conséquence, au budget primitif 2018, la ville maintient à son niveau de 2017, soit 957 000 €, son soutien aux associations et aux autres organismes, et ce malgré un contexte de baisse générale des crédits de fonctionnement des services.

Le montant des subventions affectées s'élève à 849 822 €, auquel s'ajoute une provision de 107 178 € destinée principalement aux associations sportives et aux établissements d'enseignement secondaire.

Vu l'article L2311-7 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le budget primitif 2018,

Vu les conventions de partenariat conclues avec les différents partenaires,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 24 janvier 2018.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**



**ARTICLE UNIQUE : D'adopter les subventions aux associations et autres organismes telles qu'elles figurent dans le document annexé.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
29 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET  
Date : 06/02/2018  
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article  
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

# SUBVENTIONS 2018 aux ASSOCIATIONS et AUTRES ORGANISMES

Envoyé en préfecture le 07/02/2018

Reçu en préfecture le 07/02/2018

Affiché le 07/02/2018

SLO

ID : 021-212101661-20180205-DEL\_2018\_002-DE

## B1.7 - SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE D

Article	Subventions	Objet	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
<b>INVESTISSEMENT</b>					
Total Investissement					

<b>FONCTIONNEMENT</b>					
6574		Aide au fonctionnement	Grand Dijon Médiation	Association loi 1901	39 655,00
6574		Aide au fonctionnement	PIROUETTE CACHUETE	Association loi 1901	40 000,00
65738		Aide au fonctionnement	UNIVERSITE DE BOURGOGNE	EPSCP	25 000,00
6574		Aide au fonctionnement	CEACVG - Comité d'entente des anciens combattants	Association loi 1901	600,00
6574		Aide au fonctionnement	FNACA	Association loi 1901	350,00
6574		Aide au fonctionnement	ARAC	Association loi 1901	280,00
6574		Aide au fonctionnement	Diablos Bleus	Association loi 1901	450,00
6574		Aide au fonctionnement	Bibliothèques Ecoles et Bibliothèque Centrale	Association loi 1901	3 360,00
6574		Aide au fonctionnement	Coopérative scolaire	Association loi 1901	1 066,00
6574		Aide au fonctionnement	Coopérative scolaire - pharmacie	Association loi 1901	902,00
6574		Aide au fonctionnement	Frais de bureau directeur	Association loi 1901	288,00
6574		Aide au fonctionnement	Classes culturelles / ateliers artistiques (APAC)	Association loi 1901	1 000,00
6574		Aide au fonctionnement	Classes neige, nature - voyages et séjours	Association loi 1901	6 000,00
6574		Aide au fonctionnement	Projet d'école (PAE)	Association loi 1901	1 000,00
6574		Aide au fonctionnement	AROEVEN de l'Académie de Dijon (aide aux devoirs Collège)	Association loi 1901	300,00
6574		Aide au fonctionnement	ENFANTS DE FERRY	Association loi 1901	250,00
6574		Aide au fonctionnement	PREVENTION ROUTIERE	Association loi 1901	250,00
6574		Aide au fonctionnement	TRES D'UNION	Association loi 1901	3 600,00
6574		Aide au fonctionnement	Académie d'Accordéon	Association loi 1901	1 300,00
6574		Aide au fonctionnement	Amis de la Bibliothèque	Association loi 1901	1 000,00
6574		Aide au fonctionnement	Amicale les trompes de chasse de Bourgogne	Association loi 1901	600,00
6574		Aide au fonctionnement	AMIS DU LIEN SOCIAL - ALS	Association loi 1901	2 100,00
6574		Aide au fonctionnement	COLLECTIF CARNAVAL	Association loi 1901	4 300,00
6574		Aide au fonctionnement	COMITE DE JUMELAGE	Association loi 1901	5 000,00
6574		Aide au fonctionnement	Cool Swingers Jazz	Association loi 1901	1 500,00
6574		Aide au fonctionnement	Des outils pour réussir	Association loi 1901	300,00
6574		Aide au fonctionnement	FIGURE 2 STYLE	Association loi 1901	27 000,00
6574		Aide au fonctionnement	FONJEP POUR MJC	Association loi 1901	64 872,00
6574		Aide au fonctionnement	MJC (Sal. & Fonct.+ M. citoyen + FPH + Diffu Cult.)	Association loi 1901	189 100,00
6574		Aide au fonctionnement	MMC Musique Municipale	Association loi 1901	41 340,00
6574		Aide au fonctionnement	OMC Office Municipal de la Culture	Association loi 1901	3 500,00
6574		Aide au fonctionnement	Petit Musée Bonbis	Association loi 1901	700,00
6574		Aide au fonctionnement	Pionniers de France - Groupe Lejard	Association loi 1901	5 000,00
6574		Aide au fonctionnement	Soleil d'Or	Association loi 1901	1 000,00
6574		Aide au fonctionnement	Souvenir Maxime Guillot	Association loi 1901	300,00
6574		Aide au fonctionnement	Un livre, une Vie	Association loi 1901	500,00
6574		Aide au fonctionnement	Vocalistes en liberté	Association loi 1901	200,00
6574		Aide au fonctionnement	Wisla Krakowiak - Association franco polonaise	Association loi 1901	1 000,00
6574		Aide au fonctionnement	ACC Athlétic Club Chenôve	Association loi 1901	23 346,00
6574		Aide au fonctionnement	ADOC Association Découverte & Orientation Chenôve	Association loi 1901	11 781,00
6574		Aide au fonctionnement	AMC Arts Martiaux Chenôve	Association loi 1901	9 323,00
6574		Aide au fonctionnement	ATAC Association Tir à l'Arc Chenôve	Association loi 1901	4 501,00
6574		Aide au fonctionnement	BCC Basket Club Chenôve	Association loi 1901	35 506,00
6574		Aide au fonctionnement	CMC Club Montagne Chenôve	Association loi 1901	877,00
6574		Aide au fonctionnement	CMS Centre Médico Sportif	Association loi 1901	3 620,00
6574		Aide au fonctionnement	CN Chenôve Natation	Association loi 1901	37 663,00
6574		Aide au fonctionnement	CRC Chenôve Rugby Club	Association loi 1901	18 600,00
6574		Aide au fonctionnement	CSLC Cercle Sportif Laïque Chenôve O.M.S.	Association loi 1901	11 816,00
6574		Aide au fonctionnement	CTC Chenôve Triathlon Club	Association loi 1901	9 951,00
6574		Aide au fonctionnement	EBSC Entente Bouliste Sportive Chenôve	Association loi 1901	6 027,00
6574		Aide au fonctionnement	HBCC Handball Club Chenôve	Association loi 1901	7 160,00
6574		Aide au fonctionnement	IC Indépendante Chenôve	Association loi 1901	18 066,00
6574		Aide au fonctionnement	LCC Lutte Club Chenôve	Association loi 1901	11 543,00
6574		Aide au fonctionnement	MOBY DICK CLUB CHENOVE	Association loi 1901	8 464,00
6574		Aide au fonctionnement	OMS Office Municipal Sports	Association loi 1901	25 035,00
6574		Aide au fonctionnement	PCC Pétanque Club Chenôve	Association loi 1901	1 632,00
6574		Aide au fonctionnement	TCC Tennis Club Chenôve	Association loi 1901	6 730,00
6574		Aide au fonctionnement	UCC Union Cyclistes Chenôve	Association loi 1901	339,00
6574		Aide au fonctionnement	VCC Volley Club Chenôve	Association loi 1901	8 279,00
6574		Aide au fonctionnement	ASMC Association Sportive Municipale	Association loi 1901	1 950,00
6574		Aide au fonctionnement	ACODEGE	Association loi 1901	40 000,00
6574		Aide au fonctionnement	ALACEP P'tit Bleu - P'tit Jaune	Association loi 1901	6 000,00
6574		Aide au fonctionnement	COS COMITE ŒUVRES SOCIALES	Association loi 1901	58 000,00
6574		Aide au fonctionnement	FONDATION MARECHAL DE LATTRE	Association loi 1901	150,00
6574		Aide au fonctionnement	ADAVIP Aide aux victimes d'Infractions Pénales	Association loi 1901	2 000,00

# SUBVENTIONS 2018 aux ASSOCIATIONS et AUTRES ORGANISMES

Envoyé en préfecture le 07/02/2018  
 Reçu en préfecture le 07/02/2018  
 Affiché le 07/02/2018  
 ID : 021-212101661-20180205-DEL\_2018\_002-DE

6574	Aide au fonctionnement	AFSEP - UN P'TIT PLUS		
6574	Aide au fonctionnement	CIDFF	Association loi 1901	2 000,00
6574	Aide au fonctionnement	JALMALV-DIJON Jusqu'à la mort, accompagner la vie	Association loi 1901	150,00
6574	Aide au fonctionnement	Blouses Roses	Association loi 1901	300,00
6574	Aide au fonctionnement	MOUVEMENT LE CRI	Association loi 1901	350,00
6574	Aide au fonctionnement	MRAP	Association loi 1901	200,00
6574	Aide au fonctionnement	ANVP - Association Nationale des Visiteurs de Prison	Association loi 1901	300,00
6574	Aide au fonctionnement	APF - Association des Paralyses de France	Association loi 1901	200,00
6574	Aide au fonctionnement	FNATH	Association loi 1901	500,00
6574	Aide au fonctionnement	SOLIDARITE FEMMES 21	Association loi 1901	1 000,00
6574	Aide au fonctionnement	ASCS Action Socio-Culturelle et Sportive Maison d'Arret	Association loi 1901	500,00
6574	Aide au fonctionnement	ACCUEIL MAGENTA	Association loi 1901	300,00
6574	Aide au fonctionnement	LIGUE DES DROITS DE L'HOMME - SECTION DIJON	Association loi 1901	200,00
6574	Aide au fonctionnement	MOUVEMENT DE LA PAIX	Association loi 1901	300,00
		Total Fonctionnement		849 822,00

**VILLE DE CHENOVE**

**N° DEL\_2018\_003**

## **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le cinq février à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### **ETAIENT PRESENTS :**

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### **EXCUSES REPRESENTES :**

M. Patrick AUDARD donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD  
M. Jean-François BUIGUES donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

### **ABSENTS / EXCUSES :**

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

## **BILAN DES ACQUISITIONS ET CESSIONS RÉALISÉES SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE AU COURS DE L'ANNÉE 2017**

Conformément aux dispositions de l'article L2241-1 du code général des collectivités territoriales, la gestion des biens et les opérations immobilières effectuées par la commune sur l'année 2017 donnent lieu à présentation d'un bilan des acquisitions et cessions réalisées.

Vu l'article L2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

### **Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE UNIQUE : De prendre acte du bilan ci-annexé des opérations immobilières réalisées sur le territoire de la commune au cours de l'année 2017.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET  
Date : 06/02/2018  
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article  
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

# BILAN DES ACQUISITIONS/CESSIONS REALISEES SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE CHENOVE L'ANNEE 2017

Envoyé en préfecture le 07/02/2018  
 Reçu en préfecture le 07/02/2018  
 Affiché le 07/02/2018  
 ID : 021-212101661-20180205-DEL\_2018\_003-DE

Acquisitions réalisées par la Commune		
VENDEUR	OPH Côte d'Or	
ACQUEREUR	Commune de Chenôve	
PRIX	1 € symbolique	
DESIGNATION DE L'OPERATION ET FINALITE	Acquisition du 31 octobre 2017 d'une parcelle sise rue Lamartine de 171 m² cadastrée AI n° 269 et d'une parcelle sise 29 rue des Clématites de 13 m² cadastrée AK n° 349. Cette acquisition participe à la recomposition et à la diversification des fonctions urbaines du secteur compte tenu des fonctions des bâtiments propriétés de l'OPH Côte d'Or (ORVITIS).	
Cessions réalisées par la Commune		
VENDEUR	Commune de Chenôve	Commune de Chenôve
ACQUEREUR	SOCIETE IMMOBILIERE SAINT PIERRE	Consorts LOISEAU
PRIX	120 000,00 €	4 500,00 €
DESIGNATION DE L'OPERATION ET FINALITE	Cession du 29 septembre 2017 d'un ensemble immobilier sis 22 rue Jules Blaizet, composé d'une maison et d'un petit terrain attenant cadastré AN n° 52 compte tenu de l'inoccupation de ce bien et de l'absence de projet communal quant à son usage.	Cession du 31 octobre 2017 d'une parcelle lanière de 32 m² sise 19B rue Maxime Guillot cadastrée AI n° 321 en vue d'élargir l'accès véhicules du garage des acquéreurs situé en fond de parcelle.
Acquisitions réalisées par l'EPFL dans le cadre d'une convention de portage conclue avec la Ville		
VENDEUR	Consorts MORIN	
ACQUEREUR	Etablissement Public Foncier Local des collectivités, puis la ville de CHENOVE à l'issue de la fin de la durée de portage, fixée à 4 ans, prorogeable.	
PRIX	260 000 €	

# BILAN DES ACQUISITIONS/CESSIONS REALISEES SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE AU COURS DE L'ANNEE 2017

Envoyé en préfecture le 07/02/2018  
Reçu en préfecture le 07/02/2018  
Affiché le 07/02/2018  
ID : 021-212101661-20180205-DEL\_2018\_003-DE

<b>DESIGNATION DE L'OPERATION ET FINALITE</b>	Acquisition du 9/11/2017 d'un ensemble immobilier sis 19 rue Gambetta, composé d'une maison d'habitation et d'un terrain attenant cadastrés AI n° 30. Cette acquisition s'inscrit dans le cadre des opérations du programme local de l'habitat, du projet d'Aménagement et de Développement Durable. Plus précisément, située à proximité du coeur de ville en cours d'aménagement, cette acquisition permettra de répondre aux enjeux de développement urbain et pourrait faire l'objet d'un programme de construction d'une capacité de l'ordre de 10 à 20 logements.	
<b>Acquisitions réalisées par la ville dans le cadre de la concession d'aménagement conclue avec la SPLAAD</b>		
<b>VENDEUR</b>	<b>Société Publique Locale d'Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise</b>	
<b>ACQUEREUR</b>		
<b>PRIX</b>		
<b>DESIGNATION DE L'OPERATION ET FINALITE</b>		

**VILLE DE CHENOVE**

**N° DEL\_2018\_004**

## **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le cinq février à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### **ETAIENT PRESENTS :**

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### **EXCUSES REPRESENTES :**

M. Patrick AUDARD donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD  
M. Jean-François BUIGUES donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

### **ABSENTS / EXCUSES :**

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

## **PLUI-HD : DÉBAT SUR LES ORIENTATIONS GÉNÉRALES DU PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES (PADD)**

Par délibération du 24 mars 2016, le Conseil de Communauté du Grand Dijon a fait le choix d'intégrer le contenu modernisé du Code de l'Urbanisme relatif aux Plans Locaux d'Urbanisme (PLU), au futur plan local d'urbanisme intercommunal valant programme local de l'habitat et plan de déplacements urbains (PLUi-HD) dont l'élaboration a été prescrite le 17 décembre 2015.

Le 7 décembre 2017, la conférence intercommunale des Maires a entériné les orientations générales du PADD qui reflètent l'ambition portée par Dijon Métropole en matière d'urbanisme, d'habitat, de mobilité, de développement économique et social, d'environnement et de paysage.

Dans ce cadre, conformément à l'article L153-12 du Code de l'Urbanisme, les orientations générales du PADD doivent être soumises au débat des Conseils Municipaux de chacune des communes membres.

Enfin, en mars 2018, un débat en Conseil Métropolitain viendra clore cette phase d'études.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal Habitat Déplacements (PLUi-HD) est la traduction d'un véritable projet de territoire coconstruit à l'échelle de la Métropole, tout en respectant les spécificités de chacune des communes qui la composent. Le PADD s'inscrit dans la continuité des grandes actions menées jusqu'alors en matière de déplacements, d'habitat, d'environnement



et d'innovation urbaine, tout en proposant de nouveaux objectifs à atteindre d'ici 2030.

Trois fils conducteurs ont été identifiés, constituant les principes fondateurs déclinés dans l'ensemble des orientations thématiques du PADD :

- **Imaginer la ville de demain à partir des atouts existants** (attractivité économique et résidentielle soutenue, dynamisme et prospérité de la Métropole, développement en accord avec les transformations de l'économie, de la société et des modes de vie),
- **Établir un nouvel équilibre entre l'Homme, la ville et la nature** (réduction des émissions de gaz à effet de serre, santé, préservation des ressources et de la biodiversité, démarches vers l'autosuffisance alimentaire, ...),
- **Construire la Métropole des proximités et des solidarités** (rapprocher les lieux d'habitat, de travail, de consommation et de services, optimiser les espaces urbains existants, mieux organiser le vivre ensemble à l'échelle de la Métropole).

Le projet de PADD se décline en trois grands axes et neuf orientations thématiques :

### **AXE 1 : MÉTROPOLE ATTRACTIVE**

**Orientation 1 - Développement économique et rayonnement métropolitain** : activer les supports du rayonnement métropolitain, conforter les locomotives économiques et les filières d'excellence, renforcer l'offre tertiaire et de service au sein des espaces urbains, faire évoluer l'urbanisme commercial, optimiser le foncier des zones d'activités.

**Orientation 2 - Démographie, attractivité résidentielle et habitat** : accentuer le rythme de construction de logements neufs, mener une politique ambitieuse de mobilisation du parc existant, mettre en cohérence la production de logements avec l'armature urbaine et les déplacements, conforter la dynamique de la ville-centre, mettre en œuvre une action renforcée sur Chenôve et Longvic (villes de la première couronne qui disposent d'un potentiel important en intensification et requalification urbaines), poursuivre le rééquilibrage sociologique et territorial s'agissant du développement de l'offre abordable, diversifier la production de logements.

**Orientation 3 - Consommation d'espace** : fixer un objectif de modération de la consommation d'espace et de lutte contre l'étalement urbain de l'ordre de 30 % par rapport à la période 2010-2020.

### **AXE 2 : TRANSITIONS URBAINES**

**Orientation 4 - Armature urbaine et projets urbains** : volonté d'améliorer le cadre de vie et les paysages urbains, favoriser l'intensification urbaine autour des transports en commun structurants, renforcer les centralités, amorcer une recomposition urbaine autour des portes urbaines et des axes stratégiques (notamment l'entrée Sud, entre Dijon, Chenôve, Marsannay-la-Côte et Perrigny-lès-Dijon), engager la requalification et la mutation des tissus d'activités des entrées de villes vers un tissu mixte, adapter l'existant et s'adapter à l'existant pour concilier densité, qualité urbaine et environnementale.

**Orientation 5 - Les déplacements** : accompagner progressivement les transformations urbaines, conforter la structure actuelle du réseau de transports collectifs, engager des réflexions sur des extensions ou des adaptations du réseau TC Structurant, valoriser l'étoile ferroviaire dijonnaise, développer une offre en services complémentaires aux réseaux de transports collectifs classiques, mettre en place un maillage cyclable intercommunal et des cheminements piétons sécurisés, structurer le réseau routier, coordonner la politique de stationnement.

**Orientation 6 - Ville résiliente et post-carbone** : accentuer la transition énergétique, lutter contre les pollutions et nuisances dans leur diversité, poursuivre la politique de vigilance face aux risques, ménager la ressource en eau, développer une gestion alternative des eaux

pluviales et de ruissellement, lutter contre l'imperméabilisation des sols et les phénomènes d'îlot de chaleur, repenser la logistique urbaine, poursuivre l'intégration des enjeux environnementaux à la gestion des déchets.

### **AXE 3 : PAYSAGES ACTIFS**

**Orientation 7 - Mise en valeur des paysages et des patrimoines :** poursuivre les démarches en cours de protection et de mise en valeur du paysage et des patrimoines, mettre en valeur le patrimoine diffus, éviter la banalisation des paysages urbains, favoriser la réinterprétation et la réappropriation des patrimoines, renforcer la lisibilité du relief, des coteaux et des pentes, retrouver des continuités le long des fils de l'eau, mettre en valeur les lisières urbaines, mettre en œuvre de nouvelles démarches sur les espaces périurbains et les coupures d'urbanisation entre les communes, poursuivre la mise en valeur des entrées de ville.

**Orientation 8 - L'agriculture :** stratégie pour tendre vers l'autosuffisance alimentaire, protéger et développer la viticulture, encourager le développement des cultures et productions caractéristiques du territoire, renforcer la valorisation du terroir dijonnais, assurer la pérennité des espaces et des activités agricoles, développer le maraîchage et les circuits courts, concilier activités agricoles, préservation des ressources et de la biodiversité.

**Orientation 9 - Trame verte et bleue :** reconstituer un réseau écologique, préserver les réservoirs et les corridors écologiques, assurer les fonctionnalités écologiques et hydrologiques des cours d'eau et milieux humides, reconstituer une trame verte et bleue dans la plaine agricole, organiser des continuités de nature au sein des espaces urbains, préserver et développer le potentiel végétal des quartiers, développer les accès à la nature.

Après cet exposé et avant d'ouvrir le débat sur les orientations générales du PADD, il est précisé que le document soumis au débat du Conseil Municipal identifie la commune de Chenôve comme un pôle urbain majeur du sud dijonnais contribuant au rayonnement et au développement à venir de la Métropole.

Vu l'article L.153-12 du Code de l'urbanisme relatif au débat sur les orientations générales du PADD,

Vu le document de travail du projet d'aménagement et de développement durables du PLUi-HD de Dijon Métropole,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du mardi 23 janvier 2017,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du mercredi 24 janvier 2017,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du jeudi 25 janvier 2017.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE UNIQUE : De prendre acte de la tenue du débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) du PLUi-HD.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : ~~Thierry~~ FALCONNET  
Date : 06/02/2018  
Qualité : Maire



Certifiée exécutoire en application de l'article  
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

Envoyé en préfecture le 07/02/2018

Reçu en préfecture le 07/02/2018

Affiché le 07/02/2018

ID : 021-212101661-20180205-DEL\_2018\_004-DE



# **DIJON MÉTROPOLE**

## **PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL**

### **HABITAT DÉPLACEMENTS**



## **PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES**

**VERSION 2**  
28 NOVEMBRE 2017

# **DOCUMENT DE TRAVAIL**





## Article L151-5 du Code de l'urbanisme

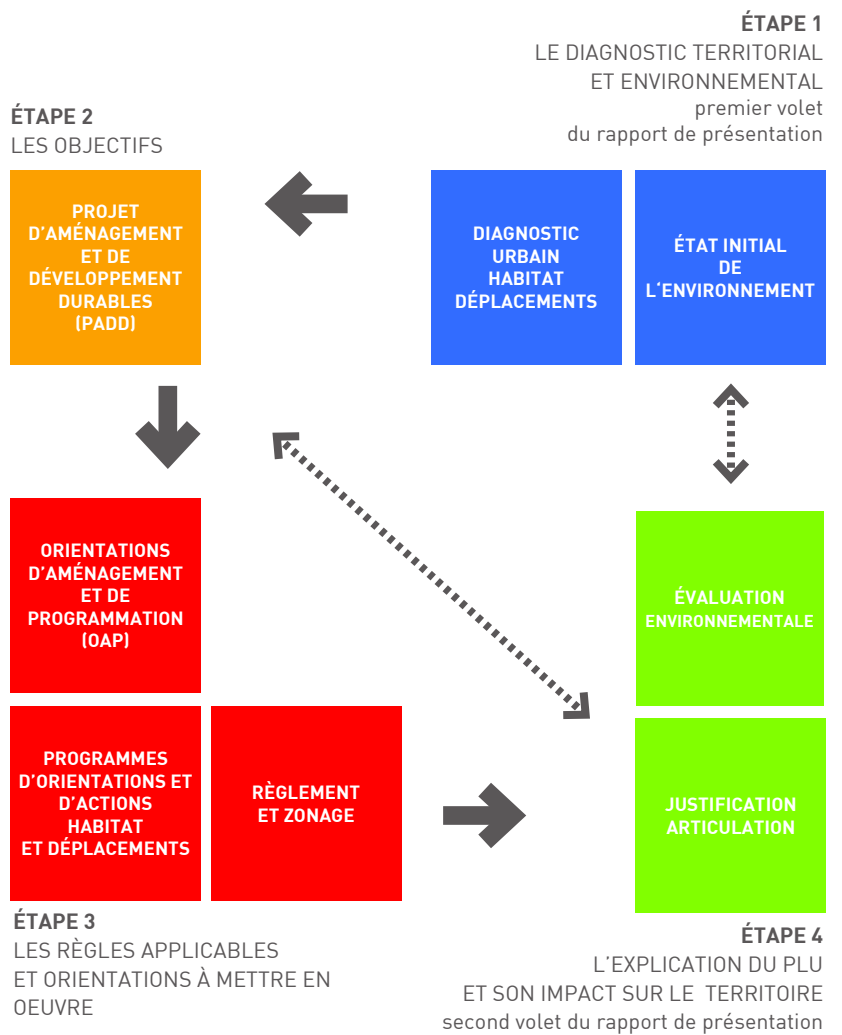
Le projet d'aménagement et de développement durables définit :

1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;

2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.

Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

## LES ÉTAPES DU PLUI-HD







# SOMMAIRE

<b>LES FILS CONDUCTEURS / LE SOCLE COMMUN DU PADD</b>	7
-------------------------------------------------------	---

<b>FIL CONDUCTEUR 1 / IMAGINER LA VILLE DE DEMAIN À PARTIR DES ATOUTS EXISTANTS</b>	8
-----------------------------------------------------------------------------------------	---

<b>FIL CONDUCTEUR 2 / ÉTABLIR UN NOUVEL ÉQUILIBRE ENTRE L'HOMME, LA VILLE ET LA NATURE</b>	9
------------------------------------------------------------------------------------------------	---

<b>FIL CONDUCTEUR 3 / CONSTRUIRE LA MÉTROPOLE DES PROXIMITÉS ET DES SOLIDARITÉS</b>	10
-----------------------------------------------------------------------------------------	----

## LES ORIENTATIONS THÉMATIQUES

<b>AXE 1 MÉTROPOLE ATTRACTIVE</b>  L'AMBITION, LES GRANDS OBJECTIFS  p.13	<b>ORIENTATION 1 RELATIVE AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET AU RAYONNEMENT MÉTROPOLITAIN</b> 14  <b>ORIENTATION 2 RELATIVE À LA DÉMOGRAPHIE, L'ATTRACTIVITÉ RÉSIDENIELLE ET L'HABITAT</b> 18  <b>ORIENTATION 3 RELATIVE À LA CONSOMMATION D'ESPACE</b> 22
--------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<b>AXE 2 TRANSITIONS URBAINES</b>  CE QUI DOIT ÊTRE TRANSFORMÉ, MIS EN OEUVRE  p.25	<b>ORIENTATION 4 RELATIVE À L'ARMATURE URBAINE ET AUX PROJETS URBAINS</b> 26  <b>ORIENTATION 5 RELATIVE AUX DÉPLACEMENTS</b> 31  <b>ORIENTATION 6 RELATIVE À LA VILLE RÉSILIENTE ET POST-CARBONE</b> 36
------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<b>AXE 3 PAYSAGES ACTIFS</b>  CE QUI DOIT ÊTRE PRÉSERVÉ, RÉVÉLÉ, VALORISÉ  p.41	<b>ORIENTATION 7 RELATIVE À LA MISE EN VALEUR DES PAYSAGES ET DES PATRIMOINES</b> 42  <b>ORIENTATION 8 RELATIVE À L'AGRICULTURE</b> 47  <b>ORIENTATION 9 RELATIVE À LA TRAME VERTE ET BLEUE</b> 51
--------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------





## INTRODUCTION

# LES FILS CONDUCTEURS LE SOCLE COMMUN DU PADD

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables traduit une vision partagée et stratégique du développement de la Métropole en définissant les grandes orientations des politiques publiques pour les années à venir. Il s'inscrit dans la continuité des grandes actions menées jusqu'alors en matière de déplacements, d'habitat, d'environnement et d'innovation urbaine, tout en proposant de nouveaux objectifs à atteindre à l'horizon 2030, mais également au-delà. Le projet établit en effet les bases d'une transformation sur le long terme permettant de répondre aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle auxquels sont confrontés les villes et les territoires.

Trois socles interdépendants sont ainsi proposés, venant constituer des principes fondateurs, déclinés dans l'ensemble des orientations thématiques du Projet d'Aménagement et de Développement Durables :

- Imaginer la ville de demain à partir des ressources existantes
- Etablir un nouvel équilibre entre l'homme, la ville et la nature
- Construire la métropole des proximités et des solidarités

## IMAGINER LA VILLE DE DEMAIN À PARTIR DES RESSOURCES EXISTANTES

Innover, en ancrant le projet dans l'histoire du territoire et son économie du présent, tout en accompagnant les révolutions technologiques et les évolutions de la société vers de nouveaux modes de consommer, de travailler, de se déplacer ou d'habiter.

## ÉTABLIR UN NOUVEL ÉQUILIBRE ENTRE L'HOMME, LA VILLE ET LA NATURE

Inscrire le développement du territoire dans une démarche environnementale ambitieuse, soucieuse de la gestion des ressources naturelles, de la qualité du cadre de vie et de la santé de ses habitants.

## CONSTRUIRE LA MÉTROPOLE DES PROXIMITÉS ET DES SOLIDARITÉS

Conforter la ville des courtes distances et des circuits courts pour répondre aux défis environnementaux, mais aussi pour mieux organiser le vivre ensemble à l'échelle de la Métropole, de ses communes et de ses quartiers, dans un souci d'équité et de bien-être de la population au quotidien.

## FIL CONDUCTEUR 1

# IMAGINER LA VILLE DE DEMAIN À PARTIR DES ATOUTS EXISTANTS

En changeant de statut, Dijon a un nouveau rôle à jouer, avec l'Europe des régions et la France des métropoles comme cadre de référence. Elle doit **relever les défis d'une attractivité économique et résidentielle soutenue** pour répondre à ses ambitions, celles d'une **Métropole dynamique et prospère au bénéfice de tous**, sur son territoire et au-delà.

Elle peut **s'appuyer sur les ressources et les nombreux acquis** dont elle dispose : une localisation favorable aux échanges, un patrimoine et des terroirs reconnus, une économie diversifiée portée par des filières d'excellence alliant savoirs (université, recherche) et savoir-faire (industries, santé, nouvelles technologies, agriculture). C'est aussi un cadre de vie agréable, celle d'une **métropole à échelle humaine**, portée par des politiques veillant à la qualité des espaces urbains et des paysages, aux équilibres sociaux et territoriaux, à l'efficacité des services à la population, notamment s'agissant de la mobilité.

**Les orientations du PADD doivent ainsi s'inscrire dans la poursuite des actions engagées, s'ancrer dans l'histoire et la géographie du territoire, s'appuyer sur les leviers de croissance existants.**

Mais le futur ne s'écrit pas seulement dans la continuité des acquis. La nouvelle Métropole doit adopter **une approche du développement en accord avec les transformations en cours de l'économie et de la société pour être en phase avec le monde qui se dessine**. Les nouvelles technologies sont ainsi au cœur du dispositif. Au-delà de l'émergence d'une économie de l'innovation, elles sont une chance pour l'amélioration des politiques de déplacements et de réduction des dépenses énergétiques, l'avènement d'une **ville intelligente et connectée**.

La révolution numérique et la transition énergétique et écologique induisent aussi de nouveaux comportements, de nouvelles manières de se déplacer, de consommer, de travailler ou d'habiter. Ces évolutions des modes de vie impliquent de **penser la ville différemment en renouvelant les modèles urbains qui ne sont plus adaptés** : l'automobile, l'hypermarché, le lotissement, la zone d'activités font l'objet de nouvelles attentes qu'il s'agit d'accompagner dans leur transformation. Elles sont aussi à l'origine de ressources plus diffuses, de nouvelles solidarités, de nouveaux projets à encourager en offrant un cadre souple permettant **une mise en réseau des initiatives locales au service du développement métropolitain**.

Une Métropole attractive par ses propres atouts



Soutenir l'économie d'aujourd'hui et de demain



Anticiper les évolutions technologiques, les évolutions des modes de vie



Réparer, transformer les modèles urbains d'hier



## FIL CONDUCTEUR 2

## ÉTABLIR UN NOUVEL ÉQUILIBRE ENTRE L'HOMME, LA VILLE ET LA NATURE

Les grandes agglomérations sont confrontées à de nombreux défis environnementaux et ont une responsabilité majeure face aux changements climatiques. La réduction des émissions de gaz à effet de serre, la santé des habitants, la préservation des ressources et de la biodiversité sont des enjeux qui imposent d'assurer un développement -démographique, économique, urbain- en harmonie avec la nature : un nouvel équilibre, un autre modèle, pour **passer d'un aménagement du territoire à une «écologisation» du territoire.**

La métropole dijonnaise a toujours poursuivi des objectifs ambitieux pour réduire son empreinte écologique, notamment au travers de politiques énergétiques et des déplacements volontaristes et d'actions en faveur de la biodiversité. Le PLUi-HD est l'occasion d'**engager le territoire vers une nouvelle étape de la transition énergétique et écologique** en actant des choix d'urbanisation et en proposant des outils associant développement urbain et respect de l'environnement, anticipation climatique et qualité du cadre de vie. Pour cela, les orientations du PADD proposent de dépasser les oppositions pour développer des complémentarités : **une ville plus verte et économe, des espaces naturels et agricoles qui contribuent au bien-être des habitants.**

C'est une nouvelle forme de soin pour le territoire. Limiter l'étalement urbain permet de redéfinir les espaces agricoles et naturels comme lieux de projet : le développement de l'agriculture de proximité pour **tendre vers l'autosuffisance alimentaire**, la mise en oeuvre d'une trame verte et bleue qui préserve les écosystèmes, l'affirmation des valeurs paysagères qui contribuent à la qualité de vie et donc à l'attractivité de la Métropole.

C'est aussi repenser le métabolisme de la ville par la constitution de cycles pérennes, en maîtrisant les ressources consommées et les rejets. Cela implique de poursuivre le développement des infrastructures environnementales et énergétiques, d'offrir des possibilités de déplacements alternatifs aux modes les plus polluants. Mais ces politiques publiques sont des investissements qui nécessitent l'implication du plus grand nombre et qui ont avant tout pour ambition de **donner un cadre favorable à l'émergence de modes de vie durables.**

Une nouvelle forme de soin pour le territoire, affirmer les valeurs paysagères et la multifonctionnalité des espaces agro-naturels



Co-produire la ville avec la nature



Un cadre de vie favorable à la santé



Un développement des infrastructures environnementales





## FIL CONDUCTEUR 3

# CONSTRUIRE LA MÉTROPOLE DES PROXIMITÉS ET DES SOLIDARITÉS

La prise de conscience environnementale et le défi métropolitain s'entrecroisent avec le besoin de trouver un fonctionnement urbain répondant aux grands enjeux, mais surtout de **retrouver un espace à vivre qui s'inscrit dans les temps du quotidien**. C'est l'objet de **la ville des courtes distances**. Elle vise à rapprocher les lieux d'habitat, des lieux de travail, de consommation et de services par une mixité et une proximité des fonctions urbaines. Elle vise à **optimiser les espaces urbains existants** pour limiter les mouvements centre-périphérie, les temps de trajets et l'utilisation de l'automobile. Sa mise en œuvre nécessite d'**articuler les choix d'urbanisation avec les dessertes en transports en commun**, mais aussi, avec l'offre en équipements et services du quotidien pour encourager l'utilisation des modes doux, la marche et le vélo principalement.

À cet égard, deux leviers sont essentiels : **la mise en place d'une armature urbaine efficace** et **le renforcement des centralités**. L'armature urbaine permet de décliner le volume et le contenu des développements à venir en fonction du rôle des communes au sein de l'espace métropolitain. Dijon, ville-centre et cœur de Métropole, est nécessairement au premier plan du dispositif. Elle peut s'appuyer sur des communes de première couronne qui structurent l'agglomération par leur poids en emplois, en population, la présence d'une gamme d'équipements diversifiée. Chenôve, Chevigny-Saint-Sauveur, **Fontaine-lès-Dijon**, Longvic, Quetigny, **Saint-Apollinaire** et Talant sont des Pôles urbains, les relais d'une organisation multipolaire du territoire. Ils sont complétés par des centralités de proximité. Les bourgs, les centres anciens et les grands quartiers équipés sont des points de repère qui animent le fonctionnement du quotidien au niveau communal. Au-delà des démarches de planification urbaine et dans un contexte financier contraint, l'enjeu réside dans une recherche de complémentarités, une mutualisation des équipements et des services partagés, soit **une mise en réseaux des centralités autour de bassin de vie estompant les frontières communales au profit d'un fonctionnement commun mutualisé**.

Car le renforcement des proximités vise également à **l'émergence de nouvelles solidarités** : l'accès aux services des ménages modestes et des populations les plus fragiles, notamment jeunes et seniors, la réduction des fragmentations sociales de l'espace, de nouveaux lieux pour le vivre ensemble. Dans cette optique, les aménagements et la recomposition urbaine sont des leviers pour recréer du lien social autour d'espaces appropriables par la population : des lieux de nature, de loisirs, des espaces publics apaisés qui intègrent la diversité des usages et des générations.

Articuler transports et urbanisation



Renforcer les centralités



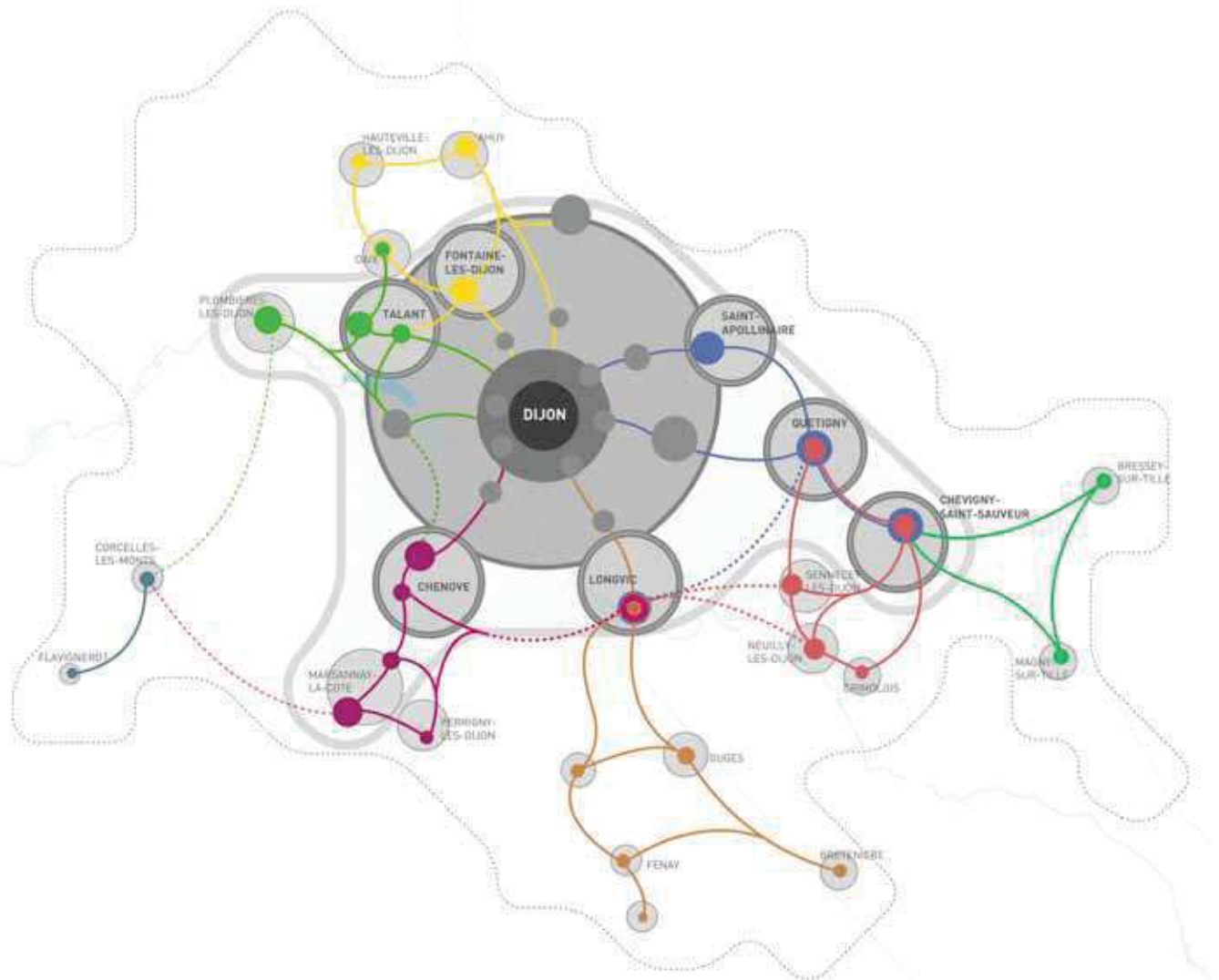
Développer les lieux de la proximité



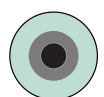
Une métropole bienveillante



## ORGANISER LE TERRITOIRE ET SON ARMATURE DES CENTRALITÉS RENFORCÉES, DES CENTRALITÉS EN RÉSEAU



### L'ARMATURE URBAINE



**DIJON**  
Coeur de Métropole



**PÔLES URBAINS**  
Chenôve, Chevigny-Saint-Sauveur,  
Fontaine-lès-Dijon, Longvic,  
Quetigny, Saint-Apollinaire, Talant



**CENTRALITÉS DE PROXIMITÉ,  
CENTRALITÉS EN RÉSEAU**  
Les bourgs et centre anciens  
des communes, les pôles  
d'équipements



**COMMUNES  
DE PREMIÈRE COURONNE**  
Chenôve,  
Chevigny-Saint-Sauveur,  
Fontaine-lès-Dijon,  
Longvic,  
Marsannay-la-Côte,  
Plombières-lès-Dijon,  
Quetigny,  
Saint-Apollinaire, Talant

*Au-delà du PLUi-HD, une réflexion sur une  
mise en réseau / des services partagés,  
mutualisés au sein de systèmes territoriaux*

— Talant (bourg + Belvédère),  
Daix, Plombières, Fontaine

— Fontaine, Daix, Hauteville,  
Ahuy, Valmy

— Saint-Apollinaire, Quetigny,  
Chevigny, Grésilles, Université

— Quetigny, Chevigny, Sennecey,  
Neuilly, Crimolois

— Chevigny, Magny, Bresse

— Longvic, Fénay, Ouges,  
Bretenière

— Chenôve (Mail + bourg),  
Marsannay (Bourg+Champagne  
Haute),

— Corcelles, Flavignerot





# AXE 1

## MÉTROPOLE ATTRACTIVE

L'AMBITION,  
LES GRANDS OBJECTIFS

ORIENTATION 1  
**RELATIVE AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET  
AU RAYONNEMENT MÉTROPOLITAIN**

ORIENTATION 2  
**RELATIVE À LA DÉMOGRAPHIE, L'ATTRACTIVITÉ  
RÉSIDENTIELLE ET L'HABITAT**

ORIENTATION 3  
**RELATIVE À LA CONSOMMATION D'ESPACE**



## MÉTROPOLE ATTRACTIVE

### ORIENTATION 1 RELATIVE AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET AU RAYONNEMENT MÉTROPOLITAIN

Le développement de la Métropole relève d'une **stratégie économique globale, construite à partir des ressources du territoire, tournée vers l'avenir et articulée avec les territoires voisins**. Elle vise à conforter les atouts existants et à activer de nouveaux leviers pour renforcer l'attractivité de la métropole, répondre aux attentes des acteurs économiques, maintenir les emplois et stimuler la création d'activités.

Pour cela, Dijon Métropole peut s'appuyer sur une armature territoriale et économique dépassant le périmètre de son aire urbaine :

- au sein de son bassin d'emplois, de plus de 430 000 habitants, échelle pertinente qui appelle des coopérations de proximité entre les territoires ;
- autour de l'arc urbain bourguignon, au sein duquel la Métropole joue inévitablement un rôle d'accélérateur de développement et de solidarité ;
- avec l'arc urbain franc-comtois, qui dispose également d'un potentiel pour accompagner le développement du tissu économique.

Il s'agit ainsi d'**affirmer le rôle moteur de «Dijon Capitale» au sein de l'espace régional, et au-delà, le rayonnement de «Dijon Métropole» au sein de l'espace national et européen**.

Les supports de l'attractivité sont nombreux et sont à valoriser au travers de nouvelles synergies associant l'ensemble des atouts et des spécificités du territoire :

- des savoir-faire, des industries spécialisées et des filières d'excellence structurées (Santé-dispositifs médicaux, Agroalimentaire-Alimentation, Mécanique-Electrique-Electronique, Eco-emballage-Conditionnement, Economie verte...) ;
- des équipements et emplois des fonctions métropolitaines (université/recherche, tertiaire supérieur, filières de l'innovation, sport et culture...) ;

- des capacités en termes d'accueil de nouvelles activités au travers de projets en cours (Valmy, Ecoparc, Beauregard,...) ;
- et au-delà des seuls leviers économiques, un cadre urbain, un patrimoine et un territoire à valoriser, confortant l'identité et la visibilité de Dijon.

Parallèlement, les perspectives de développement et les effets de la métropolisation impliquent une plus forte concentration des emplois et davantage de flux pendulaires, internes au territoire et depuis l'extérieur. Ils imposent de **maintenir une organisation fonctionnelle de l'espace urbain à travers une recherche de formats et de localisations adaptées aux différents secteurs d'activités**, d'une plus grande proximité entre emplois, services et habitat, d'une meilleure insertion des zones d'activités dans leur environnement.

Les activités économiques, dans leur diversité, s'inscrivent ainsi dans une politique urbaine plus large d'intensification et de requalification des espaces urbains, et d'amélioration de la qualité de vie au quotidien.

**Note :** Les objectifs qui suivent ont vocation à être complétés et modulés en fonction des conclusions de l'étude économique en cours.

## OBJECTIFS PROPOSÉS

### A

#### ACTIVER LES SUPPORTS DU RAYONNEMENT MÉTROPOLITAIN : ACCESSIBILITÉ, GRANDS ÉQUIPEMENTS, VALORISATION DU TERRITOIRE

→ **Maintenir une desserte du territoire performante**, en partenariat avec les acteurs institutionnels et privés, en confortant l'aéroport de Dijon-Bourgogne (vol d'affaires) et les liaisons ferroviaires depuis les grands pôles économiques et hubs nationaux et européens de l'arc Rhin-Rhône, mais aussi en promouvant une accessibilité régionale renforcée dans le cadre de la structuration de la desserte ferrée au sein de la nouvelle région Bourgogne Franche-Comté.

→ **Poursuivre la politique de renforcement et de modernisation des équipements structurants** : université/recherche, santé, culture, sport, événementiel et congrès.

→ **Développer le tourisme et la visibilité de la Métropole** auprès des acteurs économiques à l'international, dans la dynamique de la double labellisation UNESCO du territoire.

Cet objectif nécessite à la fois la poursuite de la valorisation des patrimoines, des paysages et terroirs, le renforcement et la diversification de l'offre hôtelière et de l'animation commerciale du centre-ville de Dijon.

A cet égard, le traitement des espaces publics et la réalisation de parcours de découverte seront stratégiques :

- dans le centre-ville étendu de Dijon (Cité Internationale de la Gastronomie et du Vin, Les rives de l'Ouche et du Canal de Bourgogne...) ;
- en direction des sites patrimoniaux et paysagers périphériques et des terroirs viticoles.

### B

#### CONFORTER LES LOCOMOTIVES ÉCONOMIQUES ET LES FILIÈRES D'EXCELLENCE

→ **Assurer une proximité entre institutions, équipements structurants et entreprises des filières d'excellence afin de favoriser les synergies entre les acteurs** :

- par le développement des zones d'activités spécialisées, à l'instar d'Agronov et du Marché de l'Agro pour la filière agroalimentaire, la revitalisation du site de la BA102, la structuration des filières de l'économie verte au sein du projet Ecoparc.
- par le renforcement des grands pôles métropolitains :
  - Université / CHU / Mazen-Sully / Longènes,
  - Entrée Nord / Valmy,

sur lesquels il s'agit de densifier le bâti économique en direction des entreprises innovantes et des structures d'accompagnement des jeunes entreprises.

→ **Accompagner dans leur stratégie de développement les grandes entreprises et locomotives économiques du territoire** par une offre foncière adaptée à leurs besoins.

### C

#### RENFORCER L'OFFRE TERTIAIRE ET DE SERVICE AU SEIN DES ESPACES URBAINS

→ **Encourager la création de pôles tertiaires autour des gares** :

- de Dijon-Ville, en menant une réflexion sur la restructuration à terme de la gare et de ses abords et en développant de nouveaux projets sur les axes des faubourgs proches.
- de Porte Neuve, en lien avec le secteur Clemenceau, dans le cadre d'une stratégie de reconquête urbaine le long du faisceau ferré.

→ **Développer l'immobilier tertiaire au droit des entrées de ville**, portes urbaines, carrefours, en lien avec la requalification des espaces et les lieux d'intermodalité.

→ **Promouvoir la mixité des fonctions dans le tissu urbain existant**, pour répondre aux besoins en petites surfaces des activités tertiaires et de services, en particulier en pied d'immeuble des nouveaux projets, le long des principaux axes dans les centralités des communes.

A ce titre, le renforcement des locaux d'activités dans les quartiers Politique de la Ville est à privilégier et à développer en lien avec les structures d'accompagnement à la création d'entreprises et d'insertion professionnelle.

Par ailleurs, le développement de « tiers lieux » et lieux ressources pour l'accompagnement des projets est à encourager pour répondre au besoin des mutations du travail en cours (coworking, Fablab, Espaces Publics Numériques...).

## D

### OPTIMISER LE FONCIER DES ZONES D'ACTIVITÉS

→ **Activer la reconquête des terrains vacants ou délaissés dans les zones d'activités existantes**, en lien avec la relocalisation des activités présentes sur des secteurs à requalifier, susceptible de muter vers un tissu urbain mixte et résidentiel. Sont principalement concernées la zone industrielle de Longvic et l'entrée Sud.

→ **Promouvoir une certaine densité du bâti économique dans les zones d'activités** en privilégiant des constructions sur plusieurs niveaux, des services partagés et une rationalisation des surfaces dédiées au stationnement.

## E

### SATISFAIRE AUX BESOINS DES ACTIVITÉS ARTISANALES

→ **Répondre aux besoins en foncier des activités artisanales**, en priorité à travers la reconquête de terrains mobilisables dans les zones d'activités existantes et par l'extension mesurée de zones existantes, en veillant à leur intégration paysagère et aux éventuels conflits d'usages avec les secteurs résidentiels.

## F

### FAIRE ÉVOLUER L'URBANISME COMMERCIAL

→ **Limiter l'implantation de nouveaux grands formats commerciaux** en dehors des tissus urbains mixtes et ne pas prévoir l'ouverture de nouvelles zones à vocation strictement commerciale. Il s'agit de favoriser l'implantation des petites et moyennes surfaces au sein des espaces urbains en y associant des fonctions complémentaires (habitat, bureau...).

→ **Préserver et développer le tissu commercial de proximité** dans les quartiers et centralités des communes. Il s'agit également de mener une réflexion avec les acteurs sur la vitalité des commerces de proximité pour assurer leur pérennité et leur développement (services proposés, amplitudes horaires, relations aux espaces publics,...)

→ **Promouvoir de nouveaux modèles dans les zones commerciales** anciennes et le long des entrées de ville (implantation des constructions, traitement des stationnements, cheminements piétons et vélos, intégration paysagère et couture urbaine). Des réflexions sont à engager sur l'évolution des zones du Grand Marché de Quetigny et de l'entrée Sud afin de mieux répondre aux nouvelles attentes des consommateurs et d'en améliorer les qualités environnementales (désimperméabilisation des sols, toiture solaire...)



## AMÉLIORER LES CONDITIONS D'ACCUEIL DES ENTREPRISES, LA FONCTIONNALITÉ ET LA QUALITÉ DES ZONES D'ACTIVITÉS

- **Promouvoir les démarches de haute qualité environnementale** dans les nouvelles zones d'activités et requalifier les zones anciennes par un meilleur traitement des espaces publics et une plus grande lisibilité de l'organisation des zones (ex : Cap Nord)
- **Adapter l'offre foncière et le parcellaire à la diversité des besoins** dans les nouveaux projets, en anticipant sur les possibilités de regroupement/division des terrains lors de leur commercialisation.
- **Poursuivre le déploiement en fibre optique** sur les zones d'activités et les tissus urbains mixtes.

## MÉTROPOLE ATTRACTIVE

### ORIENTATION 2 RELATIVE À LA DÉMOGRAPHIE, L'ATTRACTIVITÉ RÉSIDENTIELLE ET L'HABITAT

La croissance démographique modérée des années 2000 a repris de la vigueur ces dernières années avec une augmentation moyenne de la population de +0,33%/an. Les phénomènes de métropolisation, associant attractivité économique et résidentielle, laissent entrevoir une accentuation de la dynamique engagée. **Cet «effet Métropole» permet ainsi d'envisager un scénario démographique ambitieux mais réaliste, d'une croissance annuelle de +0,5% sur la période 2020/2030, équivalant à une augmentation de plus de 20 000 habitants. Il correspond au besoin d'une offre supplémentaire en logements d'environ 15 000 unités, soit 1 500 par an en moyenne.**

Cette projection est à la fois établie à partir du constat d'une diminution des besoins au titre du seuil d'équilibre nécessaire au seul maintien de la population (800 logements/an) et d'un objectif de contenir la taille moyenne des ménages à 2 personnes par ménage.

Il nécessite donc une politique volontariste de production de logements en direction des familles, des jeunes ménages et des actifs, pour limiter les mouvements vers les périphéries, fidéliser et attirer sur le territoire ces populations.

Parallèlement, l'offre en logement devra nécessairement s'adapter à l'allongement de la durée de vie en retrouvant de nouvelles solidarités générationnelles.

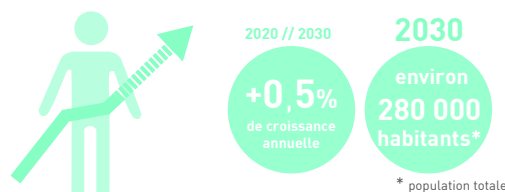
**Les questions de typologies, de formes urbaines et de développement d'une offre en logements abordables et adaptés aux âges de la vie sont ainsi au cœur d'une politique d'habitat attractive et satisfaisant les besoins diversifiés des ménages.**

L'offre nouvelle en logement pourra s'appuyer sur la poursuite des opérations en cours, la mobilisation du parc existant et la réalisation de nouveaux projets, principalement en permettant l'évolution des tissus urbains existants.

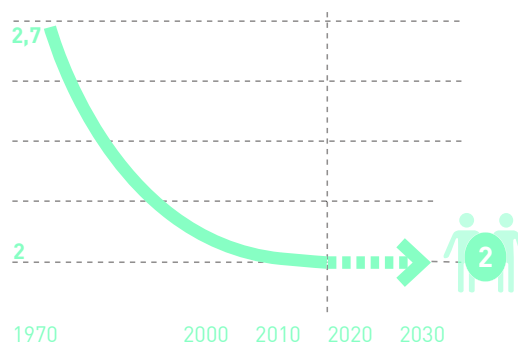
Cette priorité donnée au renouvellement de la ville sur elle-même doit permettre de

construire la «Métropole des proximités et des solidarités» par un renforcement de la mixité sociale et une meilleure articulation entre logements, emplois, équipements et déplacements afin de rapprocher les habitants des services de proximité et d'encourager l'utilisation des modes doux et des transports en commun. **La répartition sur le territoire de la programmation en logement doit ainsi s'effectuer en cohérence avec l'armature urbaine et des déplacements et lutter contre l'étalement urbain et les fragmentations sociales.** La mise en oeuvre de nouveaux projets résidentiels et les interventions sur l'existant sont également l'occasion de renforcer l'accomplissement des objectifs de transition énergétique, de qualité environnementale et urbaine contribuant à la qualité de vie au quotidien et à l'attractivité résidentielle du territoire.

#### EFFET MÉTROPOLÉ : UNE CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE QUI REPREND DE LA VIGUEUR



#### UN RALENTISSEMENT DE LA BAISSÉ DE LA TAILLE DES MÉNAGES : UN OBJECTIF DE 2 PERSONNES EN MOYENNE PAR MÉNAGE EN 2030





## OBJECTIFS PROPOSÉS

### A

#### PRODUIRE ET MOBILISER 15 000 LOGEMENTS SUR LA PÉRIODE 2020-2030

→ **Répondre aux besoins en logements** liés au desserrement des ménages et au renouvellement du parc et accompagner le développement de la Métropole sur la base d'un scénario de croissance démographique annuelle de +0,5%, soit une Métropole de plus de 270 000 habitants à l'horizon 2030.

Ce scénario démographique correspondrait à un besoin global de 15 000 logements supplémentaires sur la période 2020/2030.

Pour cela, les leviers seraient les suivants :

→ **Accentuer le rythme de construction de logements neufs** avec entre 1300 et 1400 nouveaux logements livrés par an :

- au travers de l'achèvement des grandes opérations en cours pour lesquelles des volumes conséquents sont programmés au-delà de 2020 ;
- en permettant d'activer de nouveaux sites de projets au sein du tissu urbain existant par un règlement du PLUi et une politique foncière adaptée ;
- en soutenant le dynamisme des secteurs publics et privés de la construction.

→ **Mener une politique ambitieuse de mobilisation du parc existant** avec la reconquête de plus de 100 logements par an :

- en activant de nouveaux leviers permettant la réhabilitation et en poursuivant la résorption de l'habitat indigne ;
- en permettant l'adaptation et l'évolution du bâti existant (densification à la parcelle par extension, surélévation, changement de destination) ;
- par la réduction du nombre de logements vacants ;

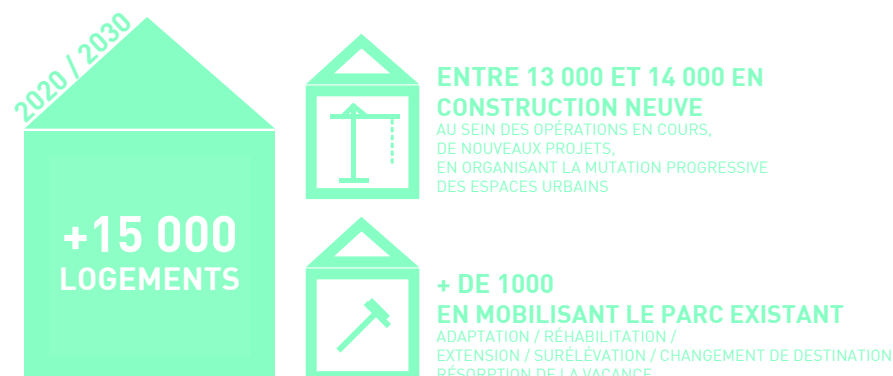
### B

#### METTRE EN COHÉRENCE LA PRODUCTION DE LOGEMENTS AVEC L'ARMATURE URBAINE

→ **Assurer dans chaque commune une production de logements contribuant aux objectifs métropolitains, adaptée à leur niveau au sein de l'armature urbaine et à leur capacité de développement** au regard :

- de leurs niveaux de services et d'équipements à la population ;
- des possibilités d'intensification et d'évolution de leur tissu urbain existant dans la perspective de limiter les extensions urbaines.

→ **Articuler la production de logements avec l'armature des déplacements** et ne pas prévoir de croissance démographique substantielle dans les secteurs non desservis par des transports collectifs structurants.



A cet égard, si les opérations en cours en extension urbaine ne sont pas remises à l'heure et contribuent aux objectifs en volume, la réalisation de nouvelles grandes opérations résidentielles dans les communes de seconde couronne ne s'inscrit pas dans les objectifs du PADD.

→ **Conforter la dynamique de la ville-centre**, avec à minima 60% de l'objectif global de l'offre nouvelle en logements.

→ **Mettre en oeuvre une action renforcée sur Chenôve et Longvic**, communes de 1ère couronne qui disposent de nombreux projets en cours et d'un potentiel important en intensification et requalification urbaine.

## C

### RENFORCER LA MIXITÉ D'HABITAT

→ **Définir un objectif ambitieux de production de logements aidés** (LLM, accession abordable,...) dans l'offre nouvelle en logements.

→ **Poursuivre le rééquilibrage sociologique et territorial engagé à l'échelle métropolitaine s'agissant du parc à loyer modéré :**

- avec une priorité à donner en termes de production au rattrapage du déficit SRU dans les communes concernées ;
- une contribution des autres communes au développement du parc à loyer modéré pour répondre aux besoins de leur population ;
- en veillant aux équilibres sociaux entre les différents quartiers des communes.

→ **Renforcer l'offre en logements abordables, notamment pour les primo-accédants.** Cette offre est principalement à développer d'une part, dans les secteurs où le marché connaît des tensions et d'autre part, dans le cadre d'une stratégie de diversification du parc de logement au sein et à proximité des quartiers Politique de la Ville.

→ **Amplifier la requalification du parc à loyer modéré** sur l'ensemble du territoire et la rénovation urbaine des quartiers prioritaires au titre de la Politique de la Ville en améliorant la mixité au sein de ses quartiers.

→ **Mobiliser le bâti existant pour contribuer aux objectifs de mixité d'habitat** au travers d'opérations d'acquisition-amélioration, de changement d'usage ou de conventionnement du parc privé.

## D

### DIVERSIFIER LA PRODUCTION DE LOGEMENTS

→ **Satisfaire à l'ensemble des étapes et à la diversité des parcours résidentiels** dans un souci de maintien d'une structure démographique et générationnelle équilibrée au sein du territoire. Il s'agit notamment d'assurer dans la programmation des opérations, une diversité des typologies et des formes urbaines permettant de concilier densité, individualisation de l'habitat, mixité sociale et générationnelle.

→ **Développer des produits attractifs et abordables pour les familles et les actifs** pour limiter les mouvements de périurbanisation et fidéliser les ménages métropolitains. Il est ainsi recherché :

- un rééquilibrage de l'offre en grands logements, prépondérante en périphérie, mais insuffisante dans les espaces centraux afin de retrouver une offre adaptée aux familles en ville. Au-delà de la production neuve, le réinvestissement ou la restructuration du bâti existant dans le centre-ville de Dijon est également concernée ;
- le développement sur l'ensemble du territoire, d'une offre d'habitat individualisé recherché

par les ménages familiaux, répondant également aux besoins foncière, notamment au travers de nouvelles typologies et formes bâties ;

- le développement d'une offre privée, notamment locative, adaptée aux besoins des cadres des fonctions métropolitaines.

→ **Diversifier les solutions de logements adaptées au vieillissement de la population**, aussi bien en termes de confort et d'accessibilité au sein des logements, qu'en termes de localisation au plus près des services de proximité et de transport. Il s'agit par ailleurs d'encourager la diversification des structures d'accueil et des services proposés, ainsi que la création de résidences intergénérationnelles.



### ACCOMPAGNER LA QUALITÉ RÉSIDENTIELLE ET L'INNOVATION

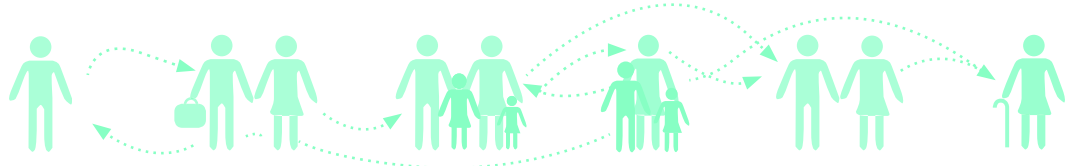
→ **Poursuivre la transition énergétique et environnementale de l'habitat** dans le neuf et l'existant et soutenir la transition numérique.

→ **Promouvoir la qualité résidentielle dans les projets de constructions**, au travers :

- du développement des espaces extérieurs privatifs (jardins, terrasses) ou collectifs (coeurs d'îlots, aires de jeux, jardins partagés...) ;
- de l'insertion urbaine des constructions dans leur environnement (relation à la rue, vue depuis les logements,...) ;
- du développement d'espaces ou de services partagés.

→ **Encourager l'émergence de nouveaux modes d'habitat** et de nouveaux modes de production pour les différents profils socio-économiques des ménages : habitat participatif, logements modulables, évolutifs et réversibles, logements-ateliers, logements atypiques (loft, très grands logements, logements adaptés à la colocation...).

### INTÉGRER LA DIVERSITÉ DES PARCOURS ET LES CYCLES DE LA VIE



### UNE OFFRE RÉSIDENTIELLE DÉSIRABLE, ADAPTÉE, ABORDABLE ALLIANT QUALITÉ RÉSIDENTIELLE ET TYPOLOGIES NOUVELLES





## ORIENTATION 3 RELATIVE À LA CONSOMMATION D'ESPACE

La réduction de la consommation d'espace et la lutte contre l'étalement urbain répondent à deux objectifs principaux qui font écho au modèle de développement souhaité par Dijon Métropole :

- **préserver les espaces naturels et agricoles**, dans le cadre d'une stratégie d'autosuffisance alimentaire et du développement d'une agriculture de proximité, d'une part pour mettre en valeur les paysages et assurer à la population un accès aux espaces naturels et d'autre part, pour préserver les fonctions écologiques des espaces constituant la trame verte et bleue ;
- **promouvoir la ville des courtes distances**, en privilégiant un renouvellement de la ville sur elle-même, ce qui permet de limiter les coûts inhérents à l'extension urbaine : un coût financier (l'extension des réseaux, les services) et un coût environnemental (l'allongement des trajets et l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre).

L'artificialisation des espaces agricoles, naturels et forestiers en extension urbaine est évaluée sur le territoire à 381 ha entre 2010 et 2020, dont :

- 168 ha liés aux tissus résidentiels avec des extensions urbaines à vocation d'habitat, notamment au travers de projets conséquents sur les communes d'Ahuy, Chevigny-Saint-Sauveur, Perrigny-lès-Dijon et Sennecey-lès-Dijon.
- 155 ha dédiés aux activités, principalement par la réalisation de nouvelles zones (Valmy, premières phases de l'Ecoparc Dijon-Bourgogne et de Beauregard, les Terres Rousses à Chevigny-Saint-Sauveur,...)
- 58 ha pour les grands équipements, les espaces verts et les infrastructures, avec notamment la réalisation de la LiNO.

Les perspectives de développement et les objectifs en termes d'offre nouvelle en logements, d'accueil d'entreprises et d'emplois nécessitent d'évaluer les besoins en consommation foncière en extension urbaine pour les années à venir au regard des capacités d'accueil des tissus urbains existants.

La réponse au défi de la modération de la consommation d'espace doit être différenciée selon la vocation des extensions urbaines, entre habitat et activités, qui ne font pas appel aux mêmes logiques spatiales et échelles de temps.

Les extensions «activités» pour la période 2020-2030 intègrent notamment les surfaces importantes des dernières phases des projets Ecoparc et Beauregard représentant plus de 170 ha, soit à eux seuls, une consommation supérieure à celle observée pour les activités sur la période passée. De surcroît, s'ajoute la nécessaire création d'une offre nouvelle en foncier économique pour répondre à certains besoins ciblés et préserver les capacités d'accueil d'entreprises et activités liées à l'essor économique attendue pour la Métropole.

S'agissant de l'habitat, les projets en cours, en renouvellement autant qu'en extension, ainsi que le potentiel identifié au sein de chaque commune dans l'étude des capacités de mutation et de densification, permettent de répondre aux besoins en logements pour la période 2020-2030. La réalisation de nouveaux projets résidentiels en extension urbaine est donc à priori non nécessaire. Cela suppose en parallèle la définition d'une stratégie de renouvellement urbain ambitieuse, mais dont les conditions de mise en oeuvre peuvent se révéler d'une plus grande complexité opérationnelle et s'inscrivent dans des processus à moyen ou long terme. L'objectif chiffré de modération de la consommation d'espace relatif aux extensions habitat intègre ce paramètre pour répondre aux besoins des communes dont les possibilités en terme de renouvellement urbain sont plus limitées, afin d'assurer le maintien des populations communales et des services de proximité.

Dans tous les cas, les dynamiques d'extensions sont à mesurer au regard de la position des communes au sein de l'armature urbaine, de l'offre en transports et services, des enjeux de mixité sociale, des densités et de la cohérence des périmètres de projets. Leurs localisations et délimitations sont à définir en fonction de l'occupation actuelle des terrains, de la qualité et du potentiel agricole des sols et de leur valeur environnementale ou paysagère.

## OBJECTIFS PROPOSÉS

### A

#### LIMITER LES EXTENSIONS URBAINES AUX BESOINS IDENTIFIÉS ET À LA FINALISATION DES OPÉRATIONS EN COURS

Il est proposé de fixer **un objectif de modération de la consommation d'espace et de lutte contre l'étalement urbain de l'ordre de 30%** par rapport à la période 2010-2020, visant à :

→ **Finaliser les opérations d'aménagement engagées**, s'agissant à la fois :

- des parcs d'activités, notamment au travers de la réalisation des dernières phases de l'Ecoparc Dijon-Bourgogne et de la zone d'activités de Beauregard ;
- des nouveaux quartiers résidentiels en cours d'aménagement ou pour lesquels des dispositifs opérationnels sont engagés.

→ **Prévoir une offre foncière nouvelle dédiée aux activités dans une logique de renforcement des zones d'activités existantes**, pour répondre aux besoins et aux perspectives de développement.

→ **Limiter les nouvelles extensions urbaines à vocation d'habitat à une enveloppe globale maximale de 20 ha**, à répartir dans le respect des intérêts communaux et communautaires, notamment en matière de déplacement et de mixité sociale. Il convient de privilégier en priorité la reconstruction de la ville sur elle-même et la finalisation des projets engagés.

→ **Assurer la sobriété foncière des infrastructures et des équipements** d'intérêt collectif, par une recherche d'optimisation des constructions et aménagements afin de réduire leurs impacts sur l'environnement et l'artificialisation des sols.

### B

#### ASSURER LA COHÉRENCE DES EXTENSIONS URBAINES AU REGARD DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX, AGRICOLES, PAYSAGERS ET URBAINS

→ **Garantir une qualité urbaine et d'usage dans les projets en extension** :

- en respectant un principe de continuité avec les tissus urbains existants et de poursuite de la trame viaire et des cheminements ;
- en dimensionnant les surfaces et la programmation en logements en fonction de la localisation des projets au sein de l'armature urbaine, de leur proximité aux équipements et services de transport.
- par la réalisation de projets d'ensemble permettant de garantir une cohérence urbaine et paysagère, notamment au regard des densités attendues et de la réponse apportée aux objectifs environnementaux.

→ **Limiter les impacts pour l'agriculture, l'environnement et les paysages** :

- en articulant le choix des sites urbanisables avec les qualités et les potentialités des terres agricoles ;
- en veillant au maintien des continuités nécessaires à la mise en oeuvre de la trame verte et bleue ainsi qu'aux fonctionnalités écologiques des espaces ;
- au travers de normes environnementales ambitieuses, notamment s'agissant de la gestion des eaux et de l'imperméabilisation des sols en s'inscrivant dans les objectifs du SDAGE ;
- en assurant une qualité paysagère aux interfaces entre espaces urbanisés et paysages naturels et agricoles.



## AXE 2

# TRANSITIONS URBAINES

CE QUI DOIT ÊTRE TRANSFORMÉ,  
MIS EN OEUVRE

ORIENTATION 4  
**RELATIVE À L'ARMATURE URBAINE  
ET AUX PROJETS URBAINS**

ORIENTATION 5  
**RELATIVE AUX DÉPLACEMENTS**

ORIENTATION 6  
**RELATIVE À LA VILLE RÉSILIENTE  
ET POST-CARBONE**

## ORIENTATION 4

### RELATIVE À L'ARMATURE URBAINE ET AUX PROJETS URBAINS

Limiter l'étalement urbain implique d'activer différents leviers permettant de **retrouver au sein des tissus urbains existants une offre en logements, activités, services et équipements correspondant aux perspectives de développement de la Métropole**. Le territoire dispose de capacités permettant de renouveler la ville sur elle-même :

- au sein des grandes opérations en cours et à l'étude, principalement constituées des écoquartiers dijonnais et des projets de restructuration des centres-villes des communes de première couronne (Chenôve, Longvic, Quetigny) ;
- sur de nouveaux sites de projets, en réinvestissant les espaces libres ou sous-occupés présents au sein des tissus urbains ;
- en mobilisant et en adaptant les constructions existantes et en permettant la mutation et la reconversion des espaces délaissés et moins adaptés.

La nécessité d'optimiser les espaces urbains suppose cependant des réponses adaptées aux communes et aux quartiers, à leurs morphologies urbaines et à leurs niveaux en services et équipements. Le développement urbain s'inscrit ainsi dans une armature du territoire recherchant en priorité une proximité des transports en commun et un renforcement des centralités existantes adapté à leurs caractéristiques.

Mais au-delà de la seule réponse aux besoins et objectifs quantitatifs, **l'intensification de la ville sur elle-même est l'occasion d'améliorer le fonctionnement et les paysages urbains, d'engager le territoire vers sa transition énergétique et écologique**. Les projets urbains, dans la diversité de leurs échelles, peuvent chacun apporter des réponses aux grands défis identifiés en matière d'habitat, de

déplacements, d'environnement, d'emplois et services.

Cette dynamique de renouvellement urbain s'inscrit dans le temps long et nécessite une certaine agilité du territoire dans «la fabrique de la ville» pour répondre aux évolutions des enjeux, notamment au travers de démarches évolutives, adaptables ou expérimentales dans la conduite des projets urbains.

Au-delà de la mise en oeuvre opérationnelle des sites de projet, s'ajoute également une ambition de réinventer progressivement l'espace urbain et ses usages : des architectures de qualité, des services de proximité, des espaces publics pacifiés et appropriables par les habitants, une présence végétale renforcée.

Cela suppose d'orienter les choix d'urbanisation, dans leurs localisations, leurs formes, leurs programmations et d'accompagner la transformation urbaine vers plus de qualité paysagère et environnementale. A cet égard, les notions de coutures urbaines, de transitions paysagères, de continuités des cheminements sont essentielles pour **assurer la cohérence de la trame urbaine, réduire les coupures et fragmentations de l'espace et valoriser l'identité des quartiers dans leur diversité**.



## OBJECTIFS PROPOSÉS

### A

#### **FAVORISER L'INTENSIFICATION URBAINE AUTOUR DES TRANSPORTS EN COMMUN ET DES AXES URBAINS**

→ **Densifier et renforcer la mixité des fonctions autour des axes de transports en commun structurants** (gares, tramways et lianes).

→ **Permettre la recomposition des tissus urbains autour des principaux axes** des faubourgs dijonnais et des communes de première couronne, dont la largeur des voies et la diversité des morphologies, associant maisons de ville et logements collectifs, permettent une intensification de la trame bâtie tout en améliorant la qualité paysagère des profils urbains (ordonnancement, diminution des ruptures d'échelle, traitement des interfaces entre espace public et bâti).

### B

#### **RENFORCER LES CENTRALITÉS AU TRAVERS D'UN URBANISME ADAPTÉ À LEURS CARACTÉRISTIQUES**

Le PADD décline les principaux objectifs urbains au travers de la typologie suivante :

→ **Les centralités de proximité**, constituées des bourgs des communes et des grands quartiers résidentiels équipés, pour lesquels il s'agit :

- de réinvestir l'existant, de redonner un usage au patrimoine, constructions anciennes et bâti agricole délaissé ;
- de retrouver une offre en logement sur les espaces non-bâties qui ne présentent pas un intérêt paysager ou environnemental remarquable (espaces libres interstitiels, dents creuses, fonds de parcelles) au travers de morphologies adaptées au tissu urbain existant. De nouvelles typologies (de type semi-collectif, maisons de ville) doivent permettre d'assurer une continuité du paysage de centre-bourg plutôt que la reproduction des modèles classiques des lotissements ;
- de structurer des espaces publics centraux de qualité, apaisés, ainsi qu'un maillage piéton et cyclable irriguant l'ensemble des quartiers ;
- de préserver les commerces et les linéaires commerciaux lorsqu'ils existent et de favoriser le développement d'une offre en services et commerces de proximité dans les communes qui en manquent.

Sont également considérés comme centralités de proximité, les quartiers de grands ensembles pour lesquels des objectifs spécifiques sont définis dans la poursuite des actions de rénovation urbaine engagées : requalification des espaces publics, résidentialisation, diversification des typologies bâties, restructuration des pôles commerciaux de proximité...

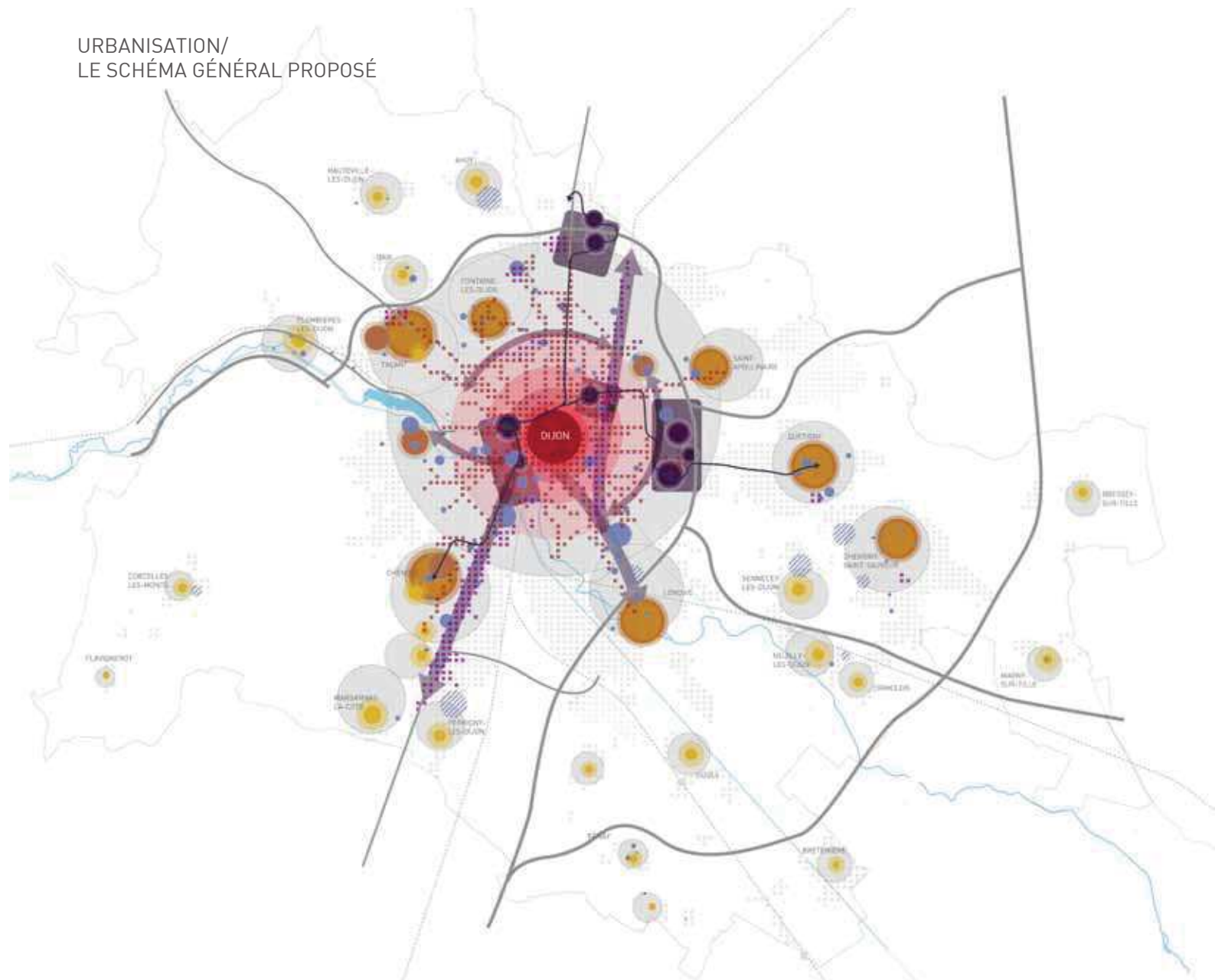
→ **Les pôles urbains**, dotés d'équipements de proximité structurants (Chenôve, Chevigny-Saint-Sauveur, Longvic, Quetigny, Talant) pour lesquels s'ajoutent les objectifs suivants :

- des typologies bâties plus denses permettant de répondre aux objectifs démographiques ;
- un renforcement de la mixité des fonctions, au travers de nouveaux services, commerces et locaux tertiaires au sein des opérations résidentielles ;
- un rôle d'articulation entre les modes de transports et d'intermodalité.

→ **Le cœur métropolitain**, constitué du centre-ville de Dijon dont la dynamique d'animation urbaine doit s'étendre aux faubourgs et pôles de quartiers, par la poursuite et le maintien des rez-de-chaussées commerciaux, une intensification des usages, l'apaisement de la circulation et la continuité des parcours piétons.

# TRANSITIONS URBAINES

## URBANISATION/ LE SCHÉMA GÉNÉRAL PROPOSÉ



### Projets en cours et identifiés

- Extension urbaine
- Renouvellement urbain

### Centralités de proximité

- Bourgs étendus, centralités de quartier
- Grands ensembles

### Pôles urbains

- Chénôve, Chevigny-Saint-Sauveur, Fontaine-lès-Dijon, Longvic, Quetigny, Saint-Apollinaire, Talant

### Coeur métropolitain

- Le centre-ville étendu de Dijon

### Densification / transformation

- Intensification autour des TC et des grands axes
- Mutation / transformation urbaine

### Secteurs stratégiques

- Pôles métropolitains
- Portes métropolitaines
- Axes stratégiques

→ **Les pôles métropolitains**, dont les vocations d'équipement économique sont à renforcer au travers d'un urbanisme novateur et intense, (Cf. Orientation 1) : Gare de Dijon-Ville/Cité Internationale de la Gastronomie et du Vin, Clemenceau/Porte Neuve, Université/Longènes, Entrée Nord/Valmy.



## **AMORCER UNE TRANSFORMATION URBAINE SUR LE LONG TERME AUTOUR DES PORTES URBAINES ET DES AXES STRATÉGIQUES**

→ **Amorcer une évolution des tissus urbains autour d'axes stratégiques** regroupant de nombreux sites de projets en cours ainsi qu'un potentiel de recomposition urbaine important à long terme :

- **L'entrée Sud**, autour de l'axe Roland Carraz / route de Beaune, depuis l'écoquartier Arsenal jusqu'à Perrigny-lès-Dijon. La reconquête des friches et la mutation des tissus d'activités vers un tissu mixte, intégrant l'habitat, doivent permettre la mise en valeur de cette entrée de ville peu qualitative. Cette transformation progressive doit être accompagnée de réflexions sur l'insertion des activités ou leur relocalisation, la requalification des espaces publics et la desserte en transports en commun, la couture urbaine avec les tissus résidentiels environnants et le renforcement de la trame paysagère et végétale.

- **Les bords de l'Ouche et du Canal de Bourgogne**, autour desquels de nombreux sites sont en cours de reconversion et en projets, de l'écoquartier des Carrières Blanches à l'écoquartier Arsenal, en passant par la Cité Internationale de la Gastronomie et du Vin. Cet axe constitue un espace pivot sur lequel des continuités paysagères et urbaines sont à mettre en oeuvre en lien avec la gare et le centre-ville de Dijon d'une part, le quartier de la Fontaine d'Ouche et l'accès aux espaces naturels d'autre part (Lac Kir, Vallée de l'Ouche, Combes, Coteaux de Talant).

- **Le faisceau Sud-Est** entre Dijon et le centre de Longvic où un continuum urbain est à renforcer autour des projets en cours (Ecocité Jardins des Maraîchers) et nouveaux (Pommerets-Poussots), en atténuant les ruptures liées aux infrastructures et en requalifiant les axes structurants.

- **Autour du faisceau ferré Nord / Porte Neuve**, qui marque une césure au travers de la ville et qui dispose d'un potentiel de mutation et de valorisation des emprises ferrées, institutionnelles et d'activités. Cette transformation permet la requalification du centre étendu de Dijon, du boulevard Voltaire au secteur Clemenceau, s'étirant au-delà vers Chevreul-Parc au Sud, l'avenue de Stalingrad et le Marché de l'Agro au Nord. Elle est l'occasion de développer une «écocité linéaire», intégrant les enjeux de mobilité, d'approvisionnement de la ville et de logistique urbaine, de circulation de la biodiversité au développement de nouveaux logements et de constitution d'un pôle tertiaire.

- **la ceinture des boulevards** entourant le centre élargi de Dijon sur laquelle la requalification des espaces circulés, l'aménagement des grands carrefours et des places s'accompagnent d'une intensification urbaine et de la mutation des tissus commerciaux et d'activités (Allobroges, Kennedy/Maillard...).

→ En dehors de ces grands axes stratégiques, **la requalification et la mutation des tissus d'activités des entrées de villes** vers un tissu mixte intégrant l'habitat seront encouragées afin de répondre aux objectifs d'accueil de nouveaux ménages et aux enjeux d'évolution de ces secteurs. Cela concerne notamment le secteur Grande Fin à Fontaine-lès-Dijon, la ZA En Nache à Talant, le Technoparc à l'entrée Nord de Dijon.





## **ADAPTER L'EXISTANT / S'ADAPTER À L'EXISTANT POUR CONCILIER DENSITÉ, QUALITÉ URBAINE ET ENVIRONNEMENTALE**

Au-delà du renforcement des centralités, des abords des transports en commun et des axes stratégiques, le PADD propose de :

→ **Permettre une évolution des tissus pavillonnaires** (lotissements, maisons de ville) au travers d'une «densification douce» qui contribue au maintien de la population des communes. Extensions, surélévations, divisions parcellaires sont des leviers permettant d'adapter les constructions existantes aux cycles de vie et parcours de chacun.

→ **Adapter les constructions nouvelles aux morphologies** présentes dans les coeurs de quartiers des faubourgs, notamment de Dijon, afin de mieux correspondre à l'identité des quartiers.

→ Favoriser les projets innovants et exigeants en matière de qualité environnementale et de performances énergétiques

## ORIENTATION 5 RELATIVE AUX DÉPLACEMENTS

La politique des déplacements est au cœur du projet de développement de la Métropole et apporte **une réponse transversale aux enjeux identifiés**, qu'il s'agisse des défis environnementaux et de la réduction des émissions des Gaz à Effet de Serre, que de la nécessité de structurer le fonctionnement du territoire au quotidien.

Les évolutions importantes des dernières décennies montrent que le développement d'alternatives crédibles à l'usage de la voiture - telle que la mise en service du tramway, la restructuration du réseau bus, l'extension des zones piétonnes ou encore le développement des aménagements cyclables - permettent de proposer à l'usager un système de transport basé sur une combinaison de modes complémentaires.

Le PLUi-HD est l'occasion de réaffirmer les ambitions de la Métropole et ouvre **une nouvelle étape dans l'amélioration de l'offre de mobilités**.

Avec une croissance projetée de la population de plus de 20 000 habitants, ce sont près de 80 000 déplacements supplémentaires qui seront à assurer à l'horizon 2030, auxquels s'ajoutent les déplacements en provenance de l'extérieur. L'affirmation de la Métropole dans son espace régional impose en effet de **voir au-delà des frontières et de coordonner la politique des déplacements au niveau de l'aire urbaine** et du bassin de vie, au travers d'une maîtrise des flux et d'un fonctionnement multimodal à organiser et à graduer dans les relations entre centralités et périphéries.

A cet égard, l'enjeu du report modal doit reposer sur **un système de transports collectifs efficace et concurrentiel, adapté aux flux entrants comme internes à la Métropole**.

La coordination des politiques de déplacements aux perspectives de développement envisagées est essentielle, autant pour **adapter l'offre en mobilité à la diversité des territoires** que pour **accompagner les transformations urbaines**. Si la réalisation d'infrastructures représente un investissement important pour la collectivité, elle doit être envisagée de manière progressive, en lien étroit avec les projets d'urbanisation et de développement sur le long terme.

Le renouvellement des pratiques, la diversification des usages et des services en mobilité offrent également de nouvelles perspectives, favorisées par la montée en puissance des outils numériques et des innovations technologiques.

L'objectif «d'une ville des courtes-distances» et l'essor des mobilités alternatives s'accompagne également de la volonté de **repenser les espaces et paysages urbains autour d'espaces publics solidaires et durables**, partagés et accessibles, pour des déplacements vertueux au profit de la qualité du cadre de vie.

## OBJECTIFS PROPOSÉS

**A**

### MAINTENIR DES RÉSEAUX DE TRANSPORTS COLLECTIFS ATTRACTIFS ET ACCOMPAGNER LES TRANSFORMATIONS URBAINES SUR LE LONG TERME

→ **Conforter la structure actuelle du réseau de transports collectifs avec des dessertes et des formats adaptés aux territoires et aux densités.** Dans une recherche d'efficience, les services offerts doivent varier selon la densité et les caractéristiques urbaines des secteurs. Le réseau de transports collectifs sur la Métropole s'articule autour d'un réseau structurant constitué du tramway, des Lianes et de la Corol, complété par des lignes de bus urbaines et des lignes adaptées à la desserte des zones d'activités et des zones moins denses.

→ **Engager des réflexions sur des extensions ou adaptations du réseau TC structurant.** Si la structure du réseau doit être maintenue, des réflexions peuvent être engagées sur la pertinence de l'extension ou de l'adaptation du réseau de transports collectifs structurants à un horizon 2030 voire au-delà, en lien avec le nouveau contexte des déplacements et les développements urbains et économiques projetés. Plusieurs secteurs combinent à la fois des enjeux de desserte de zones d'emplois et de zones denses, des enjeux de transformation urbaine et des enjeux de report modal, notamment :

- **le secteur Est et l'Arc**, intégrant l'Ecoparc Dijon Bourgogne et les communes en développement de l'Est dijonnais. A l'objectif de desserte des zones d'emplois et de logements s'associe un objectif de maîtrise du trafic automobile dans ce corridor afin de capter les flux qui pénètrent au cœur de la Métropole depuis ce bassin versant ;
- **l'entrée Sud**, avec l'axe Dijon-Beaune traversant les communes de Pérrigny-lès-Dijon, Marsannay-la-Côte et Chenôve, en lien avec la requalification de l'entrée de ville et l'objectif de transformation urbaine autour de cet axe, par une mutation progressive des tissus d'activités vers un tissu mixte. L'aménagement d'un axe structurant de transports collectifs permettrait également une maîtrise des flux de trafic automobile élevés en provenance du Sud de l'aire urbaine.

→ **Valoriser l'étoile ferroviaire dijonnaise**, en partenariat avec les autorités compétentes et les acteurs concernés, afin d'affirmer le rôle structurant du réseau ferroviaire à l'échelle régionale et de l'aire urbaine mais aussi dans l'organisation de la mobilité au sein de la Métropole. Il s'agit :

- **d'organiser la politique de rabattement à l'échelle de l'aire urbaine**, en confortant l'attractivité du réseau ferroviaire et en favorisant le report modal, notamment par un développement des pôles d'échanges multimodaux existants. A cet égard, le rôle de la gare de Dijon-Ville est affirmé et celui de **la gare de Porte Neuve doit être développé**, à la fois au regard du potentiel d'urbanisation sur le secteur, mais aussi dans ses fonctions de desserte du centre-ville de Dijon et des pôles métropolitains (CHU, Université,...) en articulation avec les autres modes de déplacements. Avec le raccordement ferroviaire de La Chapelle, c'est-à-dire le raccordement entre l'axe ferroviaire vers Besançon et celui vers le Nord, le rôle de gare serait accru.
- **de maintenir le potentiel de reconfiguration de la desserte ferroviaire interne à la Métropole sur le long terme**, afin d'accompagner la transformation urbaine de l'axe stratégique du faisceau Porte Neuve et les développements en cours (Longvic, Ecocité Jardins des Maraîchers,...) et d'envisager la création de pôles d'échanges en seconde couronne autour des haltes ferroviaires fonctionnelles (Ouges) ou à réouvrir (Neuilly-lès-Dijon), en lien avec les secteurs en développement (Sannecey-lès-Dijon, Chevigny-Saint-Sauveur, zone d'activité de Beauregard, ancien site de la BA 102...).

**B**

**RENFORCER LES MOBILITÉS ACTIVES ET INCITER À L'ESSOR DES MOBILITÉS PARTAGÉES**

→ **Développer une offre en services complémentaires aux réseaux de transports collectifs classiques**, pour répondre aux demandes en déplacements plus ponctuelles et diffuses, difficiles à satisfaire via les réseaux de transports collectifs traditionnels en termes de volumes, fréquences et amplitudes. Il s'agit notamment de permettre une alternative à la voiture individuelle sur les secteurs périphériques de seconde couronne, de desservir les zones d'activités et de développer des liaisons au sein des bassins de vie et entre communes de première couronne sans passer par le centre de Dijon. Ces services complémentaires intègrent le transport à la demande, les mobilités partagées (covoiturage, vélopartage, autopartage, VTC...) et les mobilités émergentes (vélo électrique, trottinette, glisse urbaine,...). La complémentarité des modes et des services pourra également être étayée, notamment dans les usages (tarification, plateforme commune, outils numériques...).

→ **Mettre en place un maillage cyclable intercommunal** au travers d'un schéma des mobilités douces ou actives pour permettre des cheminements intercommunaux et intracommunaux lisibles, continus et sécurisés, qui pourraient être déclinés :

- **autour d'axes forts de traversée de l'agglomération**, en s'appuyant sur les supports existants (pistes aménagées, canal de Bourgogne, continuités de la trame verte...), les secteurs de transformation urbaine et les projets éventuels de requalification de voirie sur les boulevards et entrées de ville ;
- **de la définition d'un maillage secondaire**, à la fois intra-urbain, intégrant notamment l'aménagement d'itinéraires et de zones apaisées, en particulier dans les centralités des communes et des quartiers, mais aussi extra-urbain, à l'appui de la valorisation de certains chemins ruraux permettant de relier les communes entre-elles.

Pour une mise en œuvre réaliste de ce schéma, une hiérarchisation et un phasage des actions à conduire doivent être définis à l'échelle de la Métropole.

→ **Assurer des cheminements piétons sécurisés et confortables pour tous**, pour permettre aux piétons et personnes à mobilité réduite de se déplacer dans de bonnes conditions, au travers :

- de la mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics ;
- de la poursuite du développement de zones de rencontre ou piétonnes ;
- de l'identification des continuités piétonnes à améliorer, au sein des centralités des communes et en lien avec les équipements de proximité, notamment scolaires, sportifs et culturels, avec la nécessité de traiter les différents points durs (traversées, grands carrefours,...) ainsi que par un renforcement des perméabilités piétonnes dans les développements urbains.

**C**

**STRUCTURER LE RESEAU ROUTIER AU PROFIT DE DÉPLACEMENTS PLUS DURABLES**

→ **Valoriser le rôle de la rocade**, comme élément structurant de la hiérarchie du réseau routier, finalisée avec la mise en service de la LiNO en 2014 et permettant de capter les flux de transit. Les raccordements des pénétrantes avec la rocade doivent ainsi être améliorés pour inciter à l'usage de la rocade et éviter de prolonger son parcours par les pénétrantes.

→ **Maîtriser les flux de trafic sur certaines pénétrantes** pour réduire les nuisances et inciter au report modal en lien avec les connexions aux lignes structurantes du réseau de transports collectifs et au réseau cyclable. Cela concerne principalement les secteurs suivants :

- à l'Est avec notamment l'Arc, qui relie l'A31 à la rocade et au centre de Dijon, et dont les volumes de trafic sont très élevés et les congestions récurrentes aux heures de pointe au niveau de l'échangeur de la rocade. Un parking-relais pourrait être aménagé en parallèle d'une desserte de l'Ecoparc avec une organisation des voies de circulation incitant ainsi au rabattement vers les modes alternatifs ;



- au Sud, où l'offre viaire est très généreuse et n'incite pas à un report modal. L'ajout d'un parking-relais doit être intégré dans l'aménagement global de cette entrée Sud en tenant compte d'une éventuelle extension du réseau structurant de transports collectifs ;

- à l'Ouest avec l'axe de Plombières-lès-Dijon à Dijon, où les flux de circulation en entrée sur cette pénétrante sont importants avec les connexions entre la LiNO, l'A38 et les boulevards de Dijon. L'optimisation de la desserte en transports collectifs et la mutualisation des zones de stationnement aux abords du lac Kir pourraient inciter davantage au report modal sur cet axe en partie réaménagé (site propre, réalisation d'un parking à proximité de la LiNO,...) ;

→ **Repenser le rôle de la ceinture des boulevards de Dijon** où le trafic doit être modéré pour améliorer la qualité de vie des quartiers traversés. Il s'agit de proposer une configuration plus urbaine et surtout multimodale, avec des aménagements en faveur des bus, des vélos et des piétons, ainsi que des points d'intermodalité accompagnant l'irrigation des faubourgs.

## D

### COORDONNER LA POLITIQUE DE STATIONNEMENT POUR ACCOMPAGNER UN USAGE RAISONNÉ DE LA VOITURE INDIVIDUELLE

→ **Optimiser l'offre et rationaliser l'usage du stationnement public existant**, en cohérence avec les caractéristiques des secteurs, notamment :

- le stationnement dans le centre de Dijon, qui doit être valorisé en intégrant une réflexion sur les rôles de certains parkings en ouvrage et le type d'usagers à satisfaire (résidents, pendulaires, touristes) ;
- le stationnement en liaison avec les infrastructures de transports structurants (tramway et Lianes), qui doit être réglementé pour favoriser le stationnement de longue durée aux extrémités des axes et limiter ce type de stationnement le long des corridors ;
- la politique de stationnement dans les centres des communes, à ajuster en fonction de leurs spécificités (structuration de la commune, desserte en transports collectifs, commerces, modes alternatifs...), des objectifs de satisfaction des différents types d'usagers et des enjeux de requalification des espaces publics.

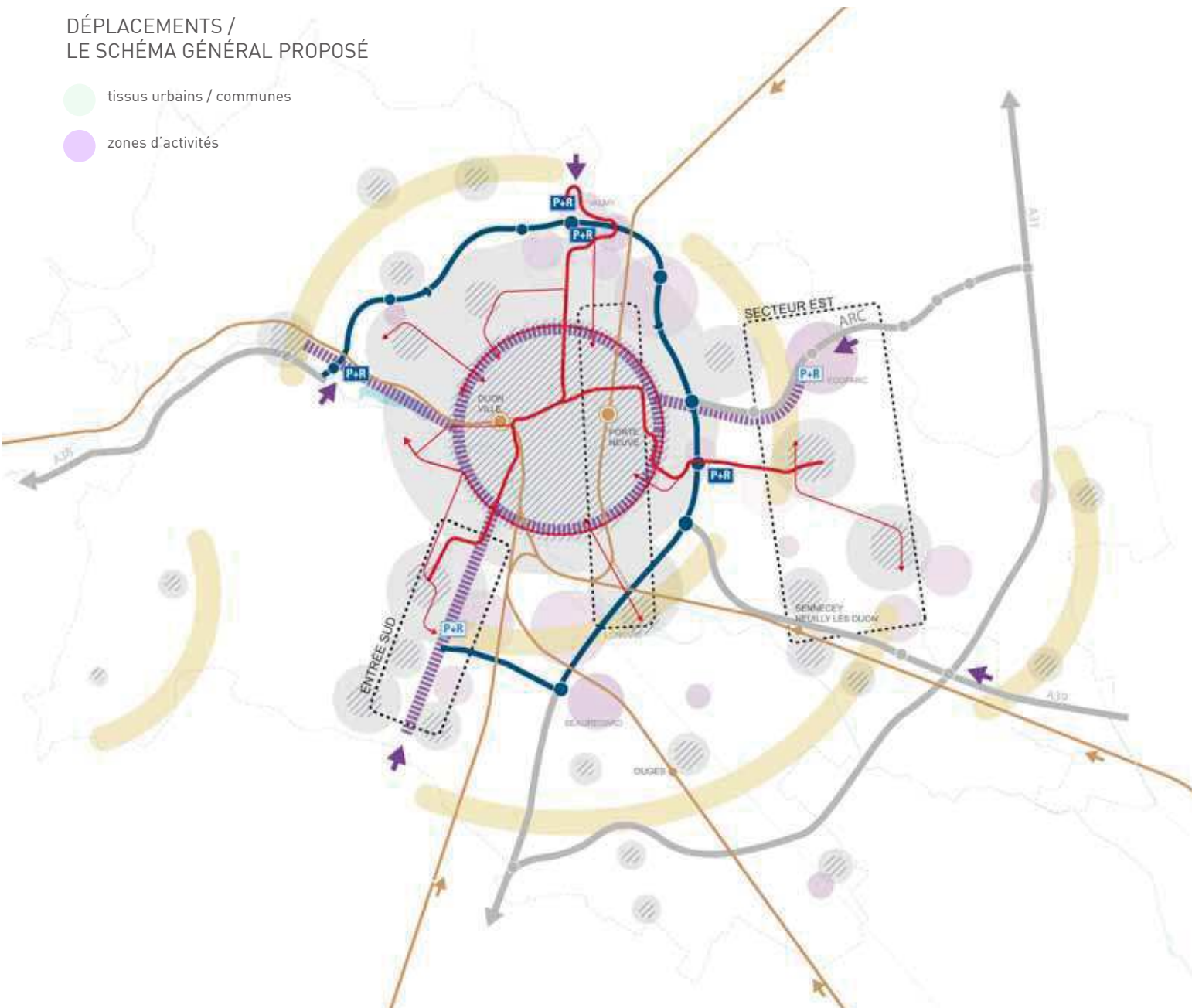
→ **Adapter le stationnement privé pour limiter l'usage de la voiture individuelle** et lutter contre la sur-motorisation des ménages, en prenant en compte les caractéristiques et les enjeux des secteurs en articulant :

- la qualité de la desserte et de l'offre en mobilités alternatives, notamment aux abords des axes de transports collectifs structurants ;
- les éventuelles concurrences de l'offre routière aux transports en commun sur certains secteurs ;
- les caractéristiques des ménages et du parc de logement ;
- les possibilités de mutualisation entre les différents usages au regard de la mixité des fonctions urbaines ;
- le développement des espaces de stationnements pour les modes actifs ou partagés ;
- les stratégies de libération de l'espace public pour d'autres usages.

→ **Améliorer et réduire le stationnement en surface**, sur les espaces publics et privés, dans une logique d'optimisation du foncier et de valorisation des paysages urbains. Il s'agit d'une part, de privilégier le stationnement en ouvrage et d'autre part, d'atténuer la présence visuelle des stationnements dans les projets (implantation sur la parcelle, traitement paysager des abords et revêtements,...)

## DÉPLACEMENTS / LE SCHÉMA GÉNÉRAL PROPOSÉ

- tissus urbains / communes
- zones d'activités



- s'appuyer sur le réseau de transport en commun structurant
- proposer une desserte adaptée aux territoires et un développement d'une offre complémentaire
- l'étoile ferroviaire,
- un levier d'une politique de rabattement à l'échelle de l'aire urbaine
- et de desserte interne à la métropole avec un rôle accru de Dijon-Ville et de Porte Neuve
- valoriser le rôle la rocade
- intégrer les flux externes et inciter au report modal
- axes stratégiques pour le report modal
- parking relais existants ou à court terme et parking relais potentiels
- un apaisement de la circulation
- secteurs stratégiques d'articulation entre développements urbains et transports en commun

## ORIENTATION 6 RELATIVE À LA VILLE RÉSILIENTE ET POST-CARBONE

Les objectifs de préservation des ressources naturelles (l'eau, l'air, la qualité des sols), de réductions des émissions de gaz à effet de serre (GES) et d'amélioration des performances énergétiques, impliquent une prise en compte de l'ensemble des enjeux dans la stratégie de développement. Ils sont **une réponse au défi planétaire de la lutte contre le réchauffement climatique** mais doivent être également considérés comme **des leviers d'amélioration de la qualité de vie, en positionnant la question de la santé des habitants au coeur des politiques urbaines**.

La multiplication des épisodes climatiques exceptionnels (canicule, inondations...), les pics de pollutions, l'assèchement des nappes phréatiques, sont des réalités d'aujourd'hui qui imposent de mettre en place les outils nécessaires pour assurer la viabilité des espaces urbains de demain, d'anticiper les transformations à venir : **faire émerger une société post-carbone**, celle de l'après pétrole et de la fin des énergies fossiles ; **construire une métropole résiliente**, capable de s'adapter aux aléas et aux risques climatiques pour garantir la sécurité et le bien-être de la population.

**Dijon Métropole est engagée dans la transition énergétique et écologique** et mène une politique active (Plan Climat Air Energie Territorial, Plan de Protection de l'Atmosphère) et reconnue (Territoire à énergie positive pour une croissance verte, Ville respirable en 5 ans...) qu'il s'agit de poursuivre et d'accentuer en s'appuyant :

- Sur **une planification urbaine assurant sur le long terme une diminution des émissions de gaz à effet de serre**. Elle se traduit dans les choix d'urbanisation par la volonté d'une ville compacte, d'un territoire des courtes distances, associés à une politique des déplacements encourageant l'utilisation des modes de transports alternatifs à la voiture individuelle. C'est

aussi repenser l'approvisionnement de la ville et les circuits logistiques pour limiter graduellement leurs impacts environnementaux. Au-delà de la réduction des GES, c'est la diminution durable des émissions de polluants et la qualité de l'air qui sont en jeu.

- Sur **une politique énergétique ambitieuse**, par une plus grande maîtrise des consommations et le développement des énergies alternatives. A cet égard, deux leviers sont essentiels : d'une part, la poursuite de la réalisation d'équipements et d'infrastructures énergétiques qui relève de la collectivité et des réflexions à engager sur l'extension des réseaux de chaleur urbain et de nouvelles unités de production ; d'autre part, l'amélioration des performances énergétiques des constructions qui nécessite un accompagnement pour requalifier le parc existant et encourager l'excellence environnementale dans les nouveaux projets. Dans les deux cas, les nouvelles technologies et le développement constant des savoir-faire laissent entrevoir l'émergence d'une ville intelligente, rationnelle dans ses consommations et multipliant les synergies entre les acteurs.

- Sur **la constitution d'un métabolisme urbain durable** maîtrisant les rejets ; la construction de cycles basés sur le réemploi des matières consommées (gestion des déchets, matériaux de construction) par une gestion économe et la qualité des ressources naturelles. A ce titre, les aménagements jouent un rôle primordial pour préserver la ressource en eau. Le développement de la végétation en ville et de la porosité des sols sont à poursuivre pour limiter les rejets vers les réseaux et assurer la régulation thermique des espaces urbains.



## OBJECTIFS PROPOSÉS

### A

#### ACCENTUER LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

→ **Poursuivre la rénovation énergétique des constructions existantes** et les démarches engagées dans le cadre des programmes de réhabilitation du parc privé dégradé intégrant un renforcement des dispositifs d'accompagnement, notamment :

- lors des projets d'adaptation, reconversion, extension ou surélévation des constructions existantes,
- à destination des propriétaires occupants modestes dans le cadre de la lutte contre la précarité énergétique.

La rénovation thermique du parc à loyer modéré engagée doit être également poursuivie en maintenant des objectifs ambitieux, tant en terme de nombre de logements à réhabiliter que du niveau de performance énergétique à atteindre.

→ **Promouvoir le bioclimatisme dans les constructions neuves et les projets urbains** (apports solaires, implantation des constructions, qualité des ouvertures, efficacité des matériaux, ventilation naturelle ...) et favoriser les constructions dont les performances énergétiques sont exemplaires (bonus de constructibilité...).

→ **Développer les énergies renouvelables et de récupération** à la fois au travers :

- de la poursuite de la réalisation et de l'adaptation des équipements de production, à l'instar de l'unité d'incinération des ordures ménagères ou des unités de récupération et de cogénération des stations de Chevigny-Saint-Sauveur et Dijon-Longvic et en menant des réflexions sur la réalisation de nouvelles unités de production (chaufferies biomasse, développement des énergies solaires et éoliennes). D'autres supports sont également à étudier avec l'amélioration des techniques (data-center,...).

Cette politique d'équipement doit s'accompagner d'une réflexion sur l'extension progressive des réseaux de chaleur urbain, notamment en direction des quartiers denses non reliés aux réseaux existants (Dijon Ouest, Talant, Longvic, Chevigny-Saint-Sauveur) dans la perspective de la constitution à terme d'un réseau de chaleur intercommunal.

- d'une action au sein de la trame urbaine sur les constructions existantes et nouvelles, en favorisant le raccordement aux réseaux de chaleur, et en utilisant le potentiel solaire encore peu exploité par le développement des installations photovoltaïques ou thermiques en toiture, au sein des équipements publics, des bâtiments d'activités et des habitations.

### B

#### ARTICULER LES CHOIX D'URBANISATION ET LA LUTTE CONTRE LES NUISANCES ET LES POLLUTIONS

→ **Apaiser la circulation** au sein des tissus résidentiels. Il s'agit notamment :

- de réduire les points noirs identifiés en poursuivant les aménagements et la limitation des vitesses sur les voiries concernées (traversées de Chenôve, Crimolois, Marsannay-la-Côte, Neuilly-lès-Dijon, la ceinture des boulevards dijonnais,...) et mener une réflexion sur la mise en place de zones à circulation restreinte ;
- de limiter les flux de transit automobile au sein des nouvelles opérations et de proposer des espaces apaisés en cœur d'îlot ;
- de concilier la lutte contre les nuisances sonores avec les objectifs d'intensification et de transformation urbaine le long des principaux axes d'entrée de ville, des faubourgs et des voies ferrées.

Au-delà de l'apaisement de la circulation ou de la réduction des espaces dédiés à la circulation automobile, l'implantation des constructions, l'organisation des fonctions et des logements devront contribuer à préserver des espaces calmes (bâtiment-écran, épannelage adapté à la propagation du bruit, logements traversants...).



Par ailleurs, des réflexions sont à engager sur le traitement des voies les plus exposées à l'aide de nouveaux revêtements acoustiques.

→ **Accompagner le développement des modes de transports électriques et hybrides**, notamment en développant les possibilités de recharge au sein des espaces publics et privés et en poursuivant la stratégie d'éco-mobilité mise en place (promotion des modes actifs, développement du parc hybride et électrique des transports en commun et des transports partagés).

→ **Lutter contre l'exposition des personnes aux nuisances sonores et aux diverses formes de pollutions** en veillant :

- Au confort acoustique dans les projets de constructions. L'exposition des personnes les plus sensibles est un point de vigilance prioritaire qui doit être intégré lors de la création de nouveaux équipements ou structures dédiés à l'enfance ou aux personnes âgées.
- A la qualité des matériaux et procédés employés dans la construction (faibles émissions de Composés Organiques Volatiles...).
- Au choix des plantations dans les projets d'aménagements afin de limiter les essences allergisantes.

Il s'agit par ailleurs de recréer **des espaces tampons qualitatifs et végétalisés**, à la fois :

- Au droit des grandes infrastructures routières, associé d'une part, à la valorisation paysagère de marges de recul et des interfaces entre espaces circulés et habités, d'autre part, à l'action naturelle de la végétation sur la captation des particules.
- Entre les secteurs résidentiels et les secteurs d'activités à vocation industrielle ou artisanale. A cet égard, les secteurs de mutation urbaine devront veiller à la cohabitation des usages en organisant des espaces de transition limitant les impacts visuels et sonores.
- Entre les secteurs d'habitat et les espaces agricoles, grâce à la constitution de lisières paysagères permettant de limiter les conflits d'usages et de limiter l'exposition des habitants à l'éventuelle utilisation de produits phytosanitaires à proximité.

→ **Prendre en compte le Plan d'exposition au Bruit** de l'aéroport, en conservant un principe de vigilance face aux évolutions qui pourraient avoir lieu sur le long terme dans le cadre de sa révision. Si l'éventuelle réduction des périmètres d'inconstructibilité pourra permettre la réalisation de projets en renouvellement urbain (Sennecey-lès-Dijon, Neuilly-lès-Dijon,...), elle ne doit pas avoir pour conséquence la réalisation systématique de nouveaux projets en extension urbaine.

→ **Lutter contre les îlots de chaleur** au sein des projets de construction et des aménagements des espaces publics en :

- renforçant la présence végétale, au sol et au droit des constructions (façades et toitures végétalisées);
- en veillant à la teinte des revêtements lors des aménagements des espaces publics et dans les nouvelles constructions, en privilégiant notamment les tons clairs sur les façades les plus exposées au rayonnement solaire ;
- en intégrant la problématique du confort thermique dans les nouveaux projets à l'échelle des opérations (implantations, ombrage,...) autant qu'à celle des logements (ventilation, disposition des pièces à vivre,...).

Le développement d'îlots de fraîcheur (cœur d'îlots privés, parcs et squares) sera recherché, en particulier au sein et à proximité des espaces urbains centraux très minéralisés.



## POURUIVRE LA POLITIQUE DE VIGILANCE FACE AUX RISQUES

→ **Intégrer les Plans de Prévention des Risques naturels ou technologiques** et la prise en compte des aléas dans les choix d'urbanisation :

- en approfondissant la connaissance des aléas sur les secteurs concernés par les plans de préventions (Magny-sur-Tille, Tille, le risque ruissellement...)
- en limitant l'urbanisation sur les secteurs particulièrement impactés par les aléas mouvement de terrain (Daix, Plombières-les-Dijon, Flavignerot) et chute de blocs (Talent).

→ **Assurer le fonctionnement naturel des cours d'eau** en limitant l'artificialisation des berges et en favorisant les travaux de restauration sur les secteurs stratégiques permettant de limiter le risque inondation (Ouche aval, Tille) et **développer une stratégie de valorisation des espaces soumis au risque d'inondation** au sein du tissu urbain et des espaces de champs d'expansion des crues (aménagements paysagers, agriculture de proximité...).

→ **Prendre en compte la pollution des sites et des sols**, notamment dans les secteurs de transformation urbaine (Entrée Sud, bords de l'Ouche, faisceau ferré Nord...) en développant notamment des techniques naturelles (phytorestoration...).

## D

### MÉNAGER LA RESSOURCE EN EAU ET LUTTER CONTRE L'IMPERMÉABILISATION DES SOLS

→ **Promouvoir une gestion économe de la ressource eau** afin de satisfaire aux besoins du territoire, notamment en développant les dispositifs de récupération des eaux pluviales à destination d'usages urbains autant qu'agricoles.

→ **Sécuriser la fonctionnalité des réseaux, l'approvisionnement, l'accès et la qualité de la ressource sur le long terme**, notamment au droit des aires d'alimentation des captages et des zones de sauvegarde des masses d'eau souterraines. Des actions devront notamment être engagées pour réduire les pollutions, principalement d'origine agricole, au droit des nappes stratégiques pour l'alimentation en eau potable actuelle et future.

→ **Développer une gestion alternative des eaux pluviales et de ruissellement** pour limiter les débits de fuite et les rejets vers les réseaux, en adaptant la gestion des ressources aux besoins de préservation de la vie biologique des milieux naturels.

→ **Favoriser la perméabilité des sols dans les aménagements et les projets de construction** au travers de solutions adaptées aux contextes et objectifs urbains (pleine terre, revêtements, végétalisation des toitures,...). Des actions sur les espaces existants très minéralisés sont également à mettre en œuvre via des démarches de désimperméabilisation des sols, notamment sur les grandes aires de stationnement en surface.

## E

### DÉVELOPPER UNE STRATÉGIE INTÉGRÉE VIS-À-VIS DE L'APPROVISIONNEMENT DU TERRITOIRE ET DE SES REJETS

→ **Repenser la logistique urbaine** L'enjeu est à la fois de diversifier les modes d'acheminement depuis l'extérieur, notamment par le développement du fret ferré et l'organisation de circuits logistiques depuis les grandes plateformes et zones d'activités jusqu'aux centres urbains. La mise en place de relais et d'un système de livraison propre (modes actifs, véhicules électriques) en lien avec le développement du e-commerce est à encourager. A cet égard, le faisceau ferré Porte Neuve constitue un support permettant la réalisation d'unités de logistique urbaine assurant un relais direct entre fer et livraisons propres. De même des réflexions sont à engager sur le développement du fret fluvial sur le Canal de Bourgogne pour l'approvisionnement de la ville en lien avec le développement d'une agriculture de proximité.

→ **Intégrer la filière des déchets**, à la fois :

- par le développement du tri et de la valorisation participative dans le cadre d'une économie circulaire (compostage, réemploi ...) créant des passerelles entre systèmes urbains, agricoles et industriels ;
- en poursuivant les développements des infrastructures environnementales de valorisation des déchets ;
- en adaptant le système de collecte au développement urbain au travers d'une meilleure intégration paysagère et fonctionnelle.



# AXE 3

## PAYSAGES ACTIFS

CE QUI DOIT ÊTRE PRÉSERVÉ, RÉVÉLÉ, VALORISÉ

ORIENTATION 7  
**RELATIVE À LA MISE EN VALEUR DES PAYSAGES  
ET DES PATRIMOINES**

ORIENTATION 8  
**RELATIVE À L'AGRICULTURE**

ORIENTATION 9  
**RELATIVE À LA TRAME VERTE ET BLEUE**





## ORIENTATION 7

### RELATIVE À LA MISE EN VALEUR DES PAYSAGES ET DES PATRIMOINES

L'identité d'une ville, d'un territoire, s'apprécie au regard de ses paysages, qu'ils soient urbains, agricoles ou naturels. Ils résultent de l'interaction entre le socle physique, (le relief, la végétation, les cours d'eau...) et les activités humaines (l'agriculture, l'urbanisation...).

**La métropole dijonnaise est riche d'une géographie complexe et diversifiée et d'une histoire propre qui a façonné ses tissus urbains, vu la construction d'édifices remarquables et révélé des terroirs.** C'est cette singularité qui a été reconnue par l'Unesco, ce lien entre une agriculture et une viticulture devenues art de vivre et le patrimoine architectural exceptionnel de la capitale régionale. C'est aussi l'aboutissement de démarches patrimoniales qu'il s'agit de poursuivre et d'un souci permanent de la collectivité d'améliorer le cadre de vie des habitants.

Les vagues successives d'urbanisation ont toutes contribué à la constitution d'un patrimoine particulier. La diversité des tissus urbains, de leurs tracés et architectures, forme sur le territoire une mosaïque à valoriser en adoptant une vision plus large de la notion de patrimoine. Les dynamiques d'intensification, de renouvellement de la ville sur elle-même impliquent de prendre en compte l'existant, de le préserver, mais aussi de le transformer par un dialogue harmonieux entre des écritures architecturales contemporaines et passées. C'est aussi offrir de nouveaux usages, une nouvelle vie aux lieux délaissés et ainsi révéler ce que l'on ne voit plus. Car le paysage n'est pas une photographie et le patrimoine un objet figé. Ils sont toujours associés à une fonction, une pratique de l'espace par la population que ce soit le fait d'habiter, de travailler ou simplement de se promener.

C'est ainsi que l'espace public joue un rôle majeur. Ornemental, fonctionnel ou circulé, il assure la cohérence des espaces urbains, la continuité des parcours et des paysages,

la présence de lieux de vie propices au lien social. Ainsi, le paysage de la rue, associant traitement des espaces publics, volumétrie des constructions et qualité des interfaces et des vides, doit faire l'objet d'une attention particulière.

En revanche, les dynamiques d'extensions urbaines de la fin du XX<sup>ème</sup> siècle ont souvent conduit à une certaine banalisation des paysages au travers de modèles standardisés. Les lotissements, les zones d'activités, les infrastructures routières impriment l'espace de coupures franches qu'il s'agit aujourd'hui de recoudre et de ne pas réitérer dans les choix d'urbanisation de demain. Cela concerne plus particulièrement la question des entrées de ville et des lisières urbaines.

A ce titre, le renforcement des interactions entre la ville et les espaces naturels et agricoles l'entourant est essentiel. Au-delà de la préservation d'un écrin, c'est le renforcement de l'accès aux lieux de nature par la population, l'émergence de nouvelles formes d'appropriation de l'espace pouvant associer sports, loisirs, agriculture de proximité et sensibilisation environnementale. La valorisation des lisières, des espaces naturels proches et remarquables (les boisements, les reliefs, les cours d'eau) contribue ainsi à l'amélioration du cadre de vie et à l'attractivité de la Métropole.

## OBJECTIFS PROPOSÉS

### A

#### POURUIVRE, COMPLÉTER ET ADAPTER LES DÉMARCHES EN COURS DE PROTECTION DU PAYSAGE ET DES PATRIMOINES

→ **Poursuivre la valorisation des Sites Patrimoniaux Remarquables** (ex-secteur sauvegardé et AVAP) en intégrant le projet de site classé de la Côte de Nuits et le Plan de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine concernant les faubourgs anciens de Dijon et les communes de Chenôve et de Marsannay-la-Côte. Il vise notamment :

- à assurer la conservation du patrimoine bâti, en empêchant sa disparition et au travers d'une restauration respectueuse de ses particularités et détails architecturaux ;
- à veiller à l'intégration des nouvelles constructions, à la cohérence des paysages et des compositions urbaines.

Cette démarche va de paire avec la valorisation des espaces publics et des itinéraires de découverte. Elle doit également s'articuler avec les évolutions de la ville et l'adaptation du parc de logements des tissus anciens, stratégiques dans le cadre de la remise sur le marché de logements vacants et l'amélioration des performances énergétiques.

→ **Mener une réflexion sur la mise en place de démarches similaires** sur d'autres secteurs, notamment la butte de l'église de Talant en lien avec la valorisation de la vallée et du coteau de l'Ouche, la replantation du vignoble et l'Espace Naturel Sensible.

→ **Mettre en cohérence les aires de protection des monuments historiques** en rédefinissant les rayons de protection par des périmètres adaptés aux gabarits et à la co-visibilité des sites et bâtiments.

### B

#### CONSIDÉRER LES PATRIMOINES DANS LEUR DIVERSITÉ

→ **Mettre en valeur le patrimoine diffus** présent dans les communes : bâti ancien agricole, maisons bourgeoises, patrimoine industriel, institutionnel, militaire et religieux. Il s'agit d'une part de veiller à l'intégration architecturale des constructions alentours et de permettre leur transformation tout en préservant leurs caractéristiques remarquables.

De même, les éléments marquants du patrimoine végétal, les alignements et les grands axes plantés, les arbres remarquables et sujets historiques qui contribuent à l'identité des communes sont à préserver.

→ **Préserver les caractéristiques de tissus urbains et des architectures spécifiques**, notamment des compositions d'ensemble témoignant de l'histoire urbaine du territoire : les cités-jardins et lotissements ouvriers, ainsi que la ville nouvelle de Quetigny. Dans ces deux cas, l'objectif porte autant sur les caractéristiques du bâti que sur leur participation à la trame végétale en ville (maintien des jardins et des frontages, des grands espaces verts résidentiels,...).

→ **Construire le patrimoine de demain en favorisant l'innovation architecturale**, la diversité des volumétries, de la composition des façades et en évitant les modèles standardisés.

→ **Favoriser la réinterprétation et la réappropriation des patrimoines, à la fois :**

- par leur reconversion pour de nouveaux usages afin de leur donner une nouvelle vie,
- par leur préservation et intégration au sein des projets d'ensemble en organisant un dialogue entre architecture initiale et contemporaine.

Cela concerne particulièrement les éléments remarquables du patrimoine incluant le fin du XIXème-début du XXème siècle généralement présents sur les sites de reconversion urbaine.

De même, une réflexion peut être engagée sur le devenir des forts qui ceignent l'agglomération :

- par une meilleure intégration paysagère et urbaine, à l'instar de l'aménagement de la Redoute à Saint-Apollinaire. Cela concerne notamment les forts de Sennecey-lès-Dijon et de Beauregard en lien avec les projets de développement limitrophes et à proximité ;
- par leur valorisation touristique (Fort de la Motte-Giron) et leur réappropriation dans le cadre d'aménagement permanent ou temporaire autour de nouveaux usages.

## C

### CONFORTER LES ÉLÉMENTS REMARQUABLES DE LA GÉOGRAPHIE DU TERRITOIRE : LES BUTTES, LES COTEAUX ET LES COMBES, LES FILS DE L'EAU

#### → Renforcer la lisibilité du relief, des coteaux et des pentes :

- en ménageant les points de vue remarquables depuis la ville vers les reliefs alentours, les buttes et silhouettes patrimoniales du paysage ;
- en préservant les trames végétales au sein des espaces urbanisés sur les pentes et le caractère naturel des combes traversant la ville ;
- en veillant à l'insertion des nouvelles constructions sur les pentes et à l'implantation des nouveaux projets dans la poursuite des implantations initiales des bourgs anciens (fond de vallée, flancs de coteaux...) et des trames parcellaires adaptées au relief.

→ **Retrouver des continuités le long des fils de l'eau**, qu'elles soient paysagères ou liées aux déplacements doux, à la fois lors de la traversée des espaces urbains et entre les communes. Il s'agit également de mettre en valeur les tracés aujourd'hui enfouis ou dissimulés par des aménagements évoquant la présence de l'eau (végétation, continuités piétonnes...), comme la traversée du Suzon du cœur de Dijon.

→ **Affirmer une stratégie globale sur le double corridor du Canal de Bourgogne et de l'Ouche, vers la constitution d'un parc linéaire** mettant en réseaux les différentes séquences et les aménités présentes : le fond de vallée jardinée de Plombières-lès-Dijon, le lac Kir, la traversée et le Port du Canal de Dijon, le parc de la Colombière, l'arboretum et l'étang royal de Longvic, les traversées de Bretenière, Crimolois, Neuilly-lès-Dijon et Ouges. Cela suppose de renforcer la présence végétale, un traitement des continuités piétonnes et cyclables, d'atténuer les effets de coupures liées aux infrastructures et de retrouver des espaces de loisirs et appropriables le long des parcours.

## D

### METTRE EN VALEUR LES LISIÈRES URBAINES

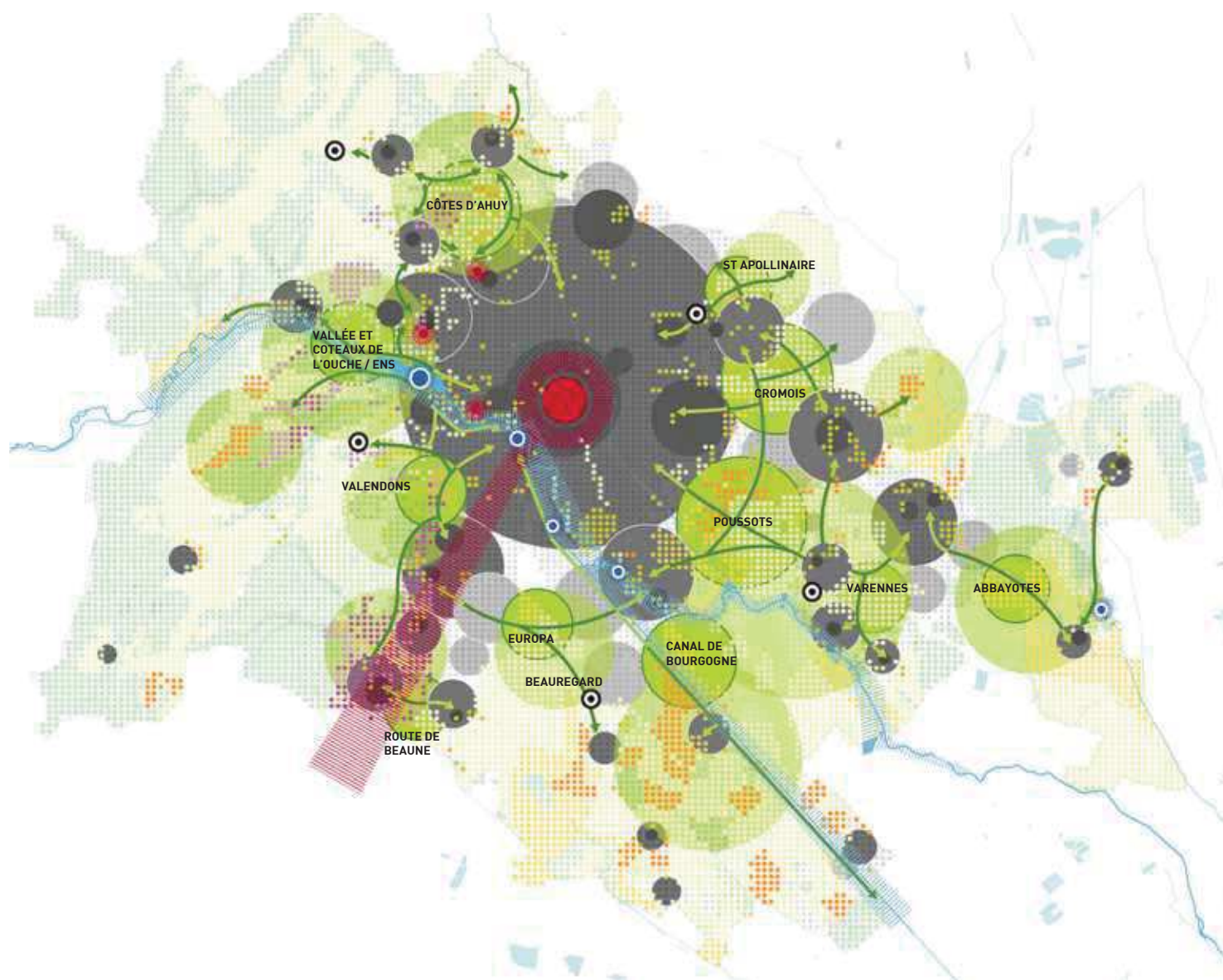
→ **Veiller à la qualité des interfaces entre espaces urbains, naturels et agricoles** au sein des nouveaux projets et des extensions urbaines :

- en prévoyant des espaces de jardins capables d'accueillir une végétation protectrice (arbres), un traitement végétalisé des clôtures, un ordonnancement des constructions qui limite les effets de barrières et les coupures franches.
- en intégrant des espaces tampons végétalisés assurant des transitions douces entre les espaces, et pouvant être le support d'usages participant à la vie des quartiers et des communes (circulations, jardins vivriers, détente et loisirs, gestion alternative des eaux,...).

→ **Mettre en oeuvre de nouvelles démarches sur les espaces péri-urbains stratégiques et les coupures d'urbanisation entre les communes** associant développement de l'agriculture de proximité, mise en valeur paysagère, continuités des cheminements et de la trame verte



## DES ESPACES À FORTS ENJEUX PAYSAGERS



- |                          |                                                  |                                                                         |
|--------------------------|--------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|
| boisements               | les fils de l'eau                                | espaces à enjeux agricoles et paysagers                                 |
| espaces naturels         | l'Ouche et le canal de Bourgogne                 | dont lisières et hinterland stratégiques                                |
| parcs et loisirs         | les ports et lieux de baignades                  | développement des continuités paysagères, de nature, de liaisons douces |
| vignes                   | les patrimoines repères                          |                                                                         |
| potentiel viticole       | les Climats de Bourgogne et le SPR intercommunal |                                                                         |
| agriculture vivrière     | les forts                                        |                                                                         |
| potentiel maraîcher      |                                                  |                                                                         |
| autres espaces agricoles |                                                  |                                                                         |



et bleue. Cela concerne particulièrement les «hinterland» agricoles présents dans la trame urbanisée qui organisent une transition vers les espaces de nature : la côte d'Ahuy, les coteaux et la vallée de l'Ouche, les Valendons (Dijon-Chenôve), le secteur Europa (Chenôve-Longvic), les ceintures agricoles de Perrigny-lès-Dijon, Longvic et Sennecey-lès-Dijon, la liaison de Magny-sur-Tille à Chevigny-Saint-Sauveur et les faisceaux agricoles encadrant Saint Apollinaire.

## E

### REQUALIFIER LES ENTRÉES DE VILLE ET ASSURER LA QUALITÉ DES TRANSITIONS AU SEIN DES ESPACES URBAINS

→ **Poursuivre la mise en valeur des entrées de ville** au droit des grands axes et des traversées des espaces urbains jusqu'au cœur de l'agglomération :

- en veillant à l'implantation et à la qualité architecturale des constructions permettant de redéfinir des profils urbains structurés. Cela concerne autant les secteurs d'habitat que les trames commerciales et d'activités ;
- en développant les continuités végétales sur l'espace public et au sein des reculs sur les espaces privés ;
- en atténuant le caractère routier des axes au travers d'un mobilier urbain adapté et des affichages publicitaires limités conformément au RLPi ;
- en diminuant la présence visuelle des automobiles, notamment des aires de stationnement en surface privées ;
- en requalifiant les voiries circulées et le partage de la chaussée entre les modes de transports, en particulier par la réalisation de circulations piétonnes confortables.

Sont notamment considérés comme axes prioritaires :

- l'entrée Sud de l'axe Dijon-Beaune traversant Chenôve, Marsannay-la-Côte et Perrigny-lès-Dijon, en lien avec la route des vins et la valorisation des Climats de Bourgogne. La requalification de cette entrée de ville est intégrée à un processus de transformation urbaine sur le long terme, de mutation de certains secteurs d'activités vers un tissu mixte et de développement progressif des transports en commun structurant et des lieux d'intermodalité ;
- la route de Plombières à Dijon, dont le caractère très minéral tranche avec l'écrin paysager qui l'entoure. Au-delà de l'aménagement de la voirie, le maintien des percées visuelles et de la porosité de la trame bâtie seront à rechercher ;
- les traversées de Longvic à Dijon marquées par de nombreuses coupures liées aux grandes infrastructures.

Par ailleurs, en conformité avec les orientations relatives à l'urbanisme et aux déplacements, la ceinture des boulevards entourant le centre étendu de Dijon fait l'objet de la même démarche, notamment au droit des grands carrefours et des portes urbaines qu'il s'agit de valoriser (place Roger Salengro, Saint Exupéry...).

→ **Réduire les coupures et assurer des transitions qualitatives :**

- entre les espaces privés et publics, en diminuant les effets de frontière, en développant les espaces collectifs en pied d'immeuble (parvis, espaces verts,...) et les frontages végétalisés ;
- entre les constructions dans la diversité de leurs fonctions et typologies bâties par l'animation des façades aveugles, une insertion des volumes et un traitement des épaulements limitant les ruptures d'échelles ;
- au sein de la hiérarchie des voies, en assurant des transitions progressives entre axes principaux et secteurs apaisés.



## ORIENTATION 8 RELATIVE À L'AGRICULTURE

Limiter la consommation des espaces agricoles par l'urbanisation constitue un enjeu majeur pour assurer la pérennité des activités agricoles. Les orientations définies précédemment devraient permettre le reclassement de secteurs destinés à être ouverts à l'urbanisation dans les documents d'urbanisme en vigueur et de les conserver ainsi dans leurs fonctions agricoles actuelles.

Cet objectif ambitieux poursuivi par Dijon Métropole doit aussi permettre l'émergence de nouveaux projets en lien avec le développement souhaité pour le territoire :

- **une stratégie pour tendre vers l'autosuffisance alimentaire**, en partenariat avec les territoires voisins. Elle répond autant à la nécessité de développer des circuits courts entre producteurs et consommateurs qu'aux évolutions de la demande vers une plus grande traçabilité des produits alimentaires et un développement de l'agriculture biologique ;
- **une valorisation de l'identité du territoire, de sa tradition viticole et gastronomique** qui lui confère un rayonnement à l'échelle nationale et internationale ;
- **un renforcement de la filière d'excellence dédiée à l'alimentation de demain** autour de laquelle gravite toute une économie qui dépasse le seul cadre des activités agricoles, associant recherche et innovation, industries et distributeurs.

Les démarches en cours portées par Dijon Métropole, les acteurs locaux et institutionnels sont ainsi à poursuivre et à accentuer : la replantation et la valorisation du vignoble et des cultures historiques du territoire, la mise en place de nouveaux outils pour multiplier les démarches agro-environnementales, le développement de l'agriculture urbaine et de nouveaux relais entre producteurs, commerçants et habitants.

La pérennité de l'agriculture réside aussi dans le bon fonctionnement des exploitations et l'amélioration des conditions de travail des agriculteurs. Les développements urbains ont trop souvent peu pris en compte ces dimensions. Au-delà de la question des périmètres sanitaires et des marges de recul vis-à-vis des secteurs d'habitat, la circulation des engins agricoles et l'accès aux terrains cultivés, les découpages parcellaires, le maintien et le développement de l'irrigation nécessitent une attention particulière.

Mais l'agriculture doit aussi apporter une réponse aux défis du développement durable et doit s'articuler avec les enjeux de la préservation des ressources en eau, de la qualité des sols, de la reconstitution d'espaces de circulation pour la biodiversité au travers de la mise en œuvre de la trame verte et bleue.

## OBJECTIFS PROPOSÉS

### A

#### POURUIVRE LA VALORISATION DES CULTURES CONTRIBUANT À L'IDENTITÉ DU TERRITOIRE

→ **Protéger et développer la viticulture**, en particulier au sein des espaces concernés par un classement AOC :

- par des outils permettant le maintien des parcelles cultivées en ville et un classement en zone agricole des parcelles situées en dehors des espaces urbains avec des règles de constructibilité adaptées aux terrains et aux besoins des exploitants ;
- par la poursuite des démarches de replantation, notamment sur les secteurs AOC peu cultivés (Corcelles-les-Monts, Plombières-lès-Dijon, Talant, Daix) et dans le cadre d'une stratégie de renaissance du vignoble sur la commune de Dijon (Valendons, Motte Giron,...)
- par la reconnaissance des fonctions viticoles des bourgs de Marsannay-la-Côte et Chenôve en autorisant les constructions et équipements viticoles dans le tissu urbain à proximité des exploitations préexistantes.

→ **Encourager le développement des cultures et productions caractéristiques du territoire.** Cela concerne notamment l'AOC Epoisse, la culture de la moutarde ainsi que le développement des fruitiers sur la côte arboricole et fruticole (cassis, groseille,...). Au-delà de la mise en place de nouvelles initiatives agricoles, les aménagement urbains, notamment au droit des lisières sont propice au développement des vergers.

→ **Renforcer la valorisation du terroir dijonnais en lien avec le tourisme :**

- par la réintroduction de la vigne en ville autour des lieux emblématiques (musées, parcs, Cité Internationale de la Gastronomie et du Vin,...) ;
- par le développement des marchés, des points de vente et des lieux de restaurations ;
- en organisant l'oenotourisme au travers d'itinéraires de découverte. A ce titre, le balisage des parcours est à poursuivre afin de mieux canaliser les visiteurs au sein des espaces viticoles et mieux différencier les axes dédiés à la promenade de ceux réservés aux exploitants.

### B

#### ASSURER LA PÉRENNITÉ DES ESPACES, VEILLER À LA FONCTIONNALITÉ DES ACTIVITÉS AGRICOLES

→ **Articuler les choix d'urbanisation avec le potentiel des espaces agricoles**, en privilégiant les éventuelles extensions urbaines sur les terres :

- dont la qualité et le potentiel agronomique sont moindres ;
- qui ne bénéficient pas d'un système d'irrigation ou d'un potentiel de développement de celui-ci ;
- qui ne participent pas à la diversification des cultures et ne présentent pas un potentiel de développement du maraîchage significatif.

→ **Permettre le développement des exploitations et limiter les conflits d'usage :**

- en veillant au respect des périmètres sanitaires et en appliquant des règles de réciprocité adaptées ;
- en permettant une constructibilité répondant aux évolutions de l'agriculture (modèle économique, normes,...), en veillant à l'insertion paysagère et à la localisation des constructions. Il s'agit par ailleurs de permettre la relocalisation des exploitations agricoles enserrées dans les tissus urbains au plus près des parcelles cultivées ;
- en améliorant la circulation des engins agricoles au travers d'itinéraires et d'aménagements adaptés ;

- en évitant l'enclavement des parcelles agricoles d'infrastructures ;

- en assurant un parcellaire fonctionnel aux agriculteurs, d'une part en encourageant les démarches de remembrement et d'échanges parcellaires, d'autre part en prenant en compte la fonctionnalité et la cohérence des terrains cultivés dans la délimitation des éventuelles opérations urbaines en extension ;

- en créant des espaces tampons au droit des lisières urbaines pour recréer des interfaces protectrices et paysagères.



### DÉVELOPPER L'AGRICULTURE NOURRICIÈRE DANS LE CADRE D'UNE STRATÉGIE D'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE ET DE DÉVELOPPEMENT DES CIRCUITS COURTS

→ **Développer le maraîchage.** Au-delà de la préservation des terres irriguées et propices à la culture des fruits et légumes, il s'agit d'accentuer les démarches en cours et l'accompagnement des porteurs de projets pour renforcer les débouchés et la création de partenariats avec les commerçants, entreprises et collectivités, notamment en lien avec la restauration collective. Le projet de légumerie porté par Dijon Métropole va dans ce sens.

De même, il convient de permettre un développement de l'irrigation et la création de bassins de stockage d'eau afin de subvenir aux besoins des activités maraîchères pour lesquelles la quantité de la ressource est un facteur déterminant, en prenant toutefois en compte les besoins de recharge des nappes.

→ **Permettre et encourager la diversification des activités agricoles,** s'agissant à la fois :

- du développement de productions moins présentes sur le territoire et de l'horticulture ;
- de la multiplication des relais pour l'approvisionnement des habitants (cueillette et vente en direct, marchés, point de vente associatif de type AMAP, ...)
- du développement d'activités complémentaires par les exploitants (hébergement et restauration, ferme pédagogique, activités récréatives, production énergétique).

→ **Engager la réflexion sur la mise en place de nouveaux outils de valorisation des espaces agricoles périurbains** associant développement de l'agriculture de proximité, mise en valeur paysagère, continuités des cheminements et des itinéraires d'approvisionnement (ZAP, PAEN, Agri-parc,...). Par ailleurs l'accompagnement dans l'apprentissage et le développement des techniques est à favoriser, en lien avec le pôle Agronov ou par la mise en place d'espaces-Test Agricoles conçus comme pépinières d'entreprises pour jeunes agriculteurs et nouveaux exploitants.

→ **Développer l'agriculture urbaine,** par le renforcement de l'offre en jardins familiaux et partagés et l'utilisation de nouveaux supports (toiture, containers, espaces publics,...). Le développement d'espaces dédiés à l'agriculture nourricière a vocation à être intégré aux programmes urbains conséquents.



### CONCILIER ACTIVITÉS AGRICOLES, PRÉSERVATION DES RESSOURCES ET DE LA BIODIVERSITÉ

→ **Limiter les prélèvements en eau sur les nappes souterraines,** en développant les dispositifs de stockage et en menant des réflexions sur la réalisation d'ouvrages et systèmes mutualisés de récupération à destination des usages urbains et agricoles.

→ **Favoriser les démarches agro-environnementales,** en particulier au droit des zones de captages stratégiques et en poursuivant les démarches d'accompagnement des acteurs.

→ **Encourager le développement des énergies renouvelables au sein des exploitations agricoles** en permettant l'installation d'unités de méthanisation et de dispositifs solaires en toiture.



→ **Développer les linaires de haies et la plantation d'arbres**, notamment le long des cours d'eau ruraux et des cours d'eau dans le cadre de la valorisation paysagère et de la mise en oeuvre d'une trame verte et bleue, en particulier au sein de la plaine agricole. Cet objectif, également décliné dans la section suivante, doit être intégré dans une stratégie globale d'amélioration de la qualité des sols (épuration des polluants, reconstitution de la chaîne faunistique permettant de limiter les intrants,...). C'est aussi une source de diversification d'activités par le développement de l'agroforesterie\* à destination de la production énergétique.

*\*agroforesterie : il s'agit d'un mode d'exploitation des terres agricoles associant des plantations d'arbres dans des cultures ou des pâturages, ainsi que sur les linéaires de haies.*



## ORIENTATION 9 RELATIVE À LA TRAME VERTE ET BLEUE

A la richesse des paysages de la Métropole, fait écho la diversité de ses milieux naturels. Les grands éléments remarquables, les forêts, les combes, les cours d'eau constituent des biotopes essentiels pour le maintien et le développement de la biodiversité. Mais la faune et la flore forment des écosystèmes qui pour subsister doivent échanger, circuler entre les espaces. **C'est l'enjeu de la mise en œuvre de la trame verte et bleue : reconstituer un réseau écologique permettant aux espèces animales et végétales de circuler et d'assurer leurs cycles de vie.** C'est aussi une démarche anticipatrice face aux changements climatiques. Si les villes et les hommes sont en mesure de développer des outils pour s'adapter aux répercussions attendues, il leur incombe également de donner un cadre favorable aux déplacements, à l'extension des milieux autant qu'au repli des espèces pour assurer leur survie.

Le projet de trame verte et bleue fait ainsi partie d'une stratégie globale, dépassant les limites territoriales pour s'inscrire dans une politique nationale et régionale en déclinant les grandes orientations du Schéma Régional de Cohérence Ecologique à l'échelle locale.

Pour cela, le territoire peut s'appuyer sur des habitats remarquables à préserver. Ce sont les **réservoirs de biodiversité** constitués :

- des grands boisements présents sur le poumon vert de l'Ouest du territoire et dans une moindre mesure dans la vallée de la Tille et la plaine agricole,
- les espaces de pelouses sèches des combes, coteaux et plateaux, milieu spécifique et ouvert essentiel aux échanges au sein de l'écosystème,
- la trame des prairies, plus rare et associée aux milieux humides,
- les réservoirs aquatiques, composés des principaux cours d'eau qui font face

à des enjeux importants de restauration de leurs fonctionnalités hydrauliques et écologiques.

Pour lutter contre la fragmentation des habitats naturels, la trame verte et bleue s'appuie également sur des **corridors écologiques** assurant des connexions. Ils se composent des éléments linéaires et diffus de la «nature ordinaire» présente sur l'ensemble du territoire au sein des espaces urbains et agricoles. Ces corridors sont aujourd'hui majoritairement à reconstruire à la suite de la dégradation des milieux sous les effets d'une urbanisation et d'une agriculture qui ont longtemps ignoré le prisme de la biodiversité dans leur processus et pratiques.

**La mise en œuvre de la trame verte et bleue fait pourtant aujourd'hui partie intégrante des réponses aux défis de l'urbanisme et de l'agriculture, car elle remplit, au-delà de son rôle écologique, de multiples fonctions :**

- préservation du cadre de vie, de la qualité et de la diversité des paysages ;
- amélioration de la qualité des eaux et des sols, prévention des inondations, lutte contre les polluants et les nuisances ;
- production de ressources énergétiques (bois) et développement de filières innovantes ;
- support d'espaces récréatifs, de loisirs et de circulations douces.

## OBJECTIFS PROPOSÉS

### A

#### PRÉSERVER LES RÉSERVOIRS ET LES CORRIDORS ÉCOLOGIQUES

→ **Poursuivre les démarches de protection et de valorisation du patrimoine naturel**, des espaces et des sites stratégiques pour la biodiversité. En dehors des protections existantes (ZNIEFF, Natura 2000, arrêté de protection du biotope, réservoir biologique), il s'agit de renforcer les démarches de gestion et de mise en valeur des espaces naturels remarquables, notamment l'Espace Naturel Sensible de la Fontaine aux Fées et de la Folle Pensée à Talant et Plombières-lès-Dijon et le parc naturel de la Combe à la Serpent.

→ **Mettre en valeur la richesse écologique de l'Ouest du territoire**, véritable poumon vert, par la préservation des réservoirs et des corridors boisés, prairiaux et de pelouses sèches.

Un potentiel de développement de la trame des pelouses sèches est notamment identifié :

- au droit des combes, par l'amélioration des inventaires et l'entretien des espaces pour réduire les phénomènes d'enfrichement et de fermeture des milieux.
- par la réduction des coupures liées aux grandes infrastructures entre les combes situées de part et d'autre de la vallée de l'Ouche (A38, voies ferrées..)
- par le maintien et la restauration de corridors fonctionnels sur la côte d'Ahuy, en direction des espaces ouverts du plateau du Châtillonnais, entre le plateau de Chenôve et la Combe à la Serpent, ainsi qu'au sein des trames boisées pour mettre en réseau les clairières.

Les trames forestières et boisées, bénéficiant de grands réservoirs et de corridors fonctionnels à l'Ouest du territoire doivent faire l'objet d'une attention particulière, notamment au regard de leurs fonctions essentielles pour la circulation de la faune. Outre la question de la traversée des grandes infrastructures et du développement des passages à faune, une vigilance est à porter :

- au droit des lisières forestières au contact avec l'urbanisation, par un recul des constructions et la création d'interfaces naturelles ou semi-naturelles,
- au maintien des corridors entrant dans le cœur urbanisé de l'agglomération (axes des combes, de l'Ouche et du Suzon,...) et au développement de la trame verte urbaine.

Par ailleurs, les trames prairiales peu présentes sur le territoire sont à développer, notamment dans le cadre de la valorisation des cours d'eau et de leurs abords, ainsi qu'au sein des espaces verts urbains (gestion différenciée).

### B

#### ASSURER LES FONCTIONNALITÉS ÉCOLOGIQUES ET HYDROLOGIQUES DES COURS D'EAU ET MILIEUX HUMIDES

→ **Poursuivre la restauration et la renaturation des cours d'eau en ville et au sein des espaces agricoles**, à la fois sur les corridors majeurs de la trame bleue (l'Ouche, le Suzon, la Tille, la Norges,...) mais également sur le chevelu des rus et ruisseaux qui parcourent le territoire. Il s'agit notamment :

- de renaturer les berges par la replantation de ripisylves et d'une végétation accompagnatrice sur les hauts de berge pour en assurer la stabilité. Au-delà de retrouver un fonctionnement hydrologique stable, leur végétalisation constitue un enjeu majeur pour préserver et développer la biodiversité des trames aquatiques et associées. C'est aussi un vecteur d'amélioration de la qualité des eaux de baignade en limitant les phénomènes d'eutrophisation ;
- de mener des réflexions sur la restauration des lits physiques des cours d'eau pour retrouver des parcours naturels en dehors des espaces urbains, assurer la circulation des sédiments, réduire les impacts des ouvrages hydrauliques et améliorer la répartition des débits.

- de prendre en compte la trame bleue dans les projets adéquats des constructions et des aménagements adaptés ;

- de limiter les carrières alluvionnaires en privilégiant des solutions alternatives (carrières de roche massive,...) en lien avec le schéma départemental des carrières.

→ **Préserver les zones humides et développer les trames humides**, à la fois :

- par la poursuite des démarches de gestion des zones humides (Sans Fond à Féney) et l'approfondissement des inventaires et connaissances sur l'ensemble du territoire. Il s'agit notamment de mieux intégrer les zones humides dans les projets d'aménagement et de construction afin d'assurer leur préservation et la mise en place d'éventuelles mesures de compensation adaptées au fonctionnement des zones.

- par la restauration des réservoirs aquatiques notamment présents au sein des tissus urbains et des espaces agricoles (mares, étangs, ouvrage de rétention,...)

- par le développement des trames humides dans les projets d'aménagement (mares, gestion alternative des eaux pluviales,...).

**C**

**RECONSTITUER UNE TRAME VERTE ET BLEUE DANS LA PLAINE AGRICOLE**

→ **Retrouver des continuités de la trame verte dans la plaine agricole**, à partir des réservoirs et corridors boisés présents dans la vallée de la Tille et le long de l'Ouche, ainsi que des réservoirs de prairies présents le long des cours d'eau et des espaces ouverts artificialisés. Cela implique en particulier de retrouver des linéaires plantés (alignement d'arbre, haies arbustives) dans la continuité des axes existants et sur les segments manquants. A ce titre, le développement de la trame végétale au droit des infrastructures routières et ferrées, le long du canal de Bourgogne, des cours d'eau et des chemins ruraux assurerait un maillage fonctionnel au sein de la plaine agricole.

→ **Mettre en place une «onde verte» de diffusion de la nature au sein des espaces agricoles.** Il s'agit de préserver, valoriser et enrichir la nature ordinaire présente dans la plaine, notamment sur les espaces de lisières urbaines et les «hinterland» agricoles : reconstitution de bosquets boisés, espaces tampons au droit des lisières, diversification des productions agricoles et donc des essences plantées.

Au-delà des fonctionnalités strictement écologiques, la restauration de corridors et la diffusion de la nature dans la plaine agricole s'inscrivent dans un projet global participant à la fois :

- à la qualité des sols agricoles par la reconstitution d'un écosystème permettant à terme la mise en place de démarches agro-environnementales ;

- au développement de l'agroforesterie en lien avec la diversification énergétique du territoire ;

- à la valorisation paysagère de la plaine et au développement des circulations douces interurbaines.

**D**

**DÉVELOPPER LA NATURE EN VILLE ET L'ACCÈS AUX ESPACES NATURELS**

→ **Organiser des continuités de nature au sein des espaces urbains**, à la fois pour retrouver des corridors écologiques entre le poumon vert de l'Ouest et la plaine agricole à l'Est et relier entre eux les espaces-relais pour la biodiversité présents dans le cœur de l'agglomération (parcs, boisements urbains,...). En dehors des principes de diffusion au sein de la trame urbaine, la mise en oeuvre de continuités doit s'appuyer sur des axes forts articulés avec la politique de transformation urbaine. Sont notamment concernés :

- le faisceau ferroviaire, dont les talus et abords végétalisés offrent des axes intra-urbains favorables à la circulation de la biodiversité ;



- les abords des cours d'eau, et notamment le double corridor de l'Ouche et de la Saône en Bourgogne, ponctués de projets urbains connexes sur lesquels le développement de relais pour la biodiversité est à intégrer,

- les boulevards de ceinture et les axes d'entrées de ville, pour lesquels la requalification progressive est l'occasion de compléter le maillage existant d'alignements d'arbres et de bandes plantées arbustives.

→ **Préserver et développer le potentiel végétal des quartiers :**

- en préservant les trames végétales présentes au sein des tissus urbains, à la fois par le maintien des coeurs d'îlots et espaces verts privés remarquables, et la prise en compte de la trame des jardins dans les tissus pavillonnaires et de maisons de ville ;

- au sein des nouveaux projets, en utilisant l'ensemble des supports favorables à la biodiversité (espaces verts, toitures et façades végétalisées, reconstitution de frontage...).

Il s'agit par ailleurs de promouvoir une gestion des espaces verts, publics autant que privés, favorable au développement de la biodiversité.

→ **Réduire les coupures et les obstacles en milieu urbain** à la fois par un renforcement du végétal sur les grands secteurs très minéralisés (le centre-ville de Dijon, les zones commerciales et d'activités anciennes,...) et au droit des infrastructures par des aménagements propices à la circulation de la biodiversité.

→ **Développer les accès à la nature** des habitants au sein de la ville et à sa périphérie, par le renforcement de l'accessibilité aux lieux relais dans le cadre de la mise en oeuvre d'un réseau structurant de mobilités douces. Il s'agit également d'associer à la mise en oeuvre de la trame verte et bleue sur l'ensemble du territoire, la réalisation d'espaces appropriables, de détente, récréatifs ou pédagogiques participant à la qualité de vie de la Métropole.



**VILLE DE CHENOVE**

**N° DEL\_2018\_005**

## **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le cinq février à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### **ETAIENT PRESENTS :**

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### **EXCUSES REPRESENTES :**

M. Patrick AUDARD donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD  
M. Jean-François BUIGUES donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

### **ABSENTS / EXCUSES :**

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

## **CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE LA COMMUNE DE CHENÔVE ET LA MUSIQUE MUNICIPALE DE CHENÔVE**

Le paysage musical français puise sa vitalité et sa richesse notamment dans les pratiques en amateur. La qualité de l'enseignement des Conservatoires se double et se complète de la mobilisation du tissu associatif. Le Territoire de Chenôve est animé grâce à la présence sur son territoire depuis 150 ans de la Musique Municipale de Chenôve (M.M.C.). La commune de Chenôve porte un service public d'enseignement artistique le Conservatoire à Rayonnement Communal de Chenôve s'inscrivant pleinement dans le Schéma National d'Orientation Pédagogique (S.N.O.P) et le Schéma Départemental d'Enseignements Artistiques (S.D.E.A).

Ces deux entités sont mobilisées au quotidien pour que la vie musicale soit la plus stimulante et épanouissante possible au bénéfice des habitants de Chenôve et avec l'utopie partagée de former, selon la formule de Marcel LANDOWSKI, des Mélomanes actifs et citoyens.

A cet effet, la commune de Chenôve attribue chaque année à la M.M.C une subvention supérieure à 23 000 €.

Conformément à l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-231 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, il y a donc lieu de signer une convention entre

la commune de Chenôve et la M.M.C.

La convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens, jointe à la présente délibération, a pour but de définir les objectifs, les conditions de mise en œuvre et les moyens alloués à la M.M.C. pour sa durée (trois ans à compter de sa date de signature).

En outre, la M.M.C s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique de la commune de Chenôve, les programmes d'actions suivant :

1. Rendre accessible au plus grand nombre la pratique musicale en orchestre d'harmonie par l'intégration des plus jeunes au sein de cette « société » musicale intergénérationnelle, tout en préservant la qualité musicale de l'orchestre, véritable ambassadeur de la commune Chenôve.
2. Participer aux événements et cérémonies officiels de la cité visant à alimenter le nécessaire devoir de mémoire en lien avec la commune de Chenôve, conformément à l'histoire de la M.M.C. et dans le cadre de traditions républicaines pour une part fondatrices de l'orchestre.
3. Développer et renouveler son public par des actions en cohérence avec la sociologie de la population communale en accord avec le projet urbain et culturel de la commune de Chenôve.

Vu l'article 10 de la loi n° 2000-231 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-231 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu le projet de convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens entre la commune de Chenôve et la M.M.C. joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines du 24 janvier 2018,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 25 janvier 2018.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens avec la M.M.C. aux conditions exposées, et d'y apporter en tant que de besoin, toutes modifications de détail nécessaires,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions

par :

**VOTES**  
29 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET  
Date : 06/02/2018  
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article  
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

## **Convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens**

Entre la commune de Chenôve

2 place Pierre Meunier – 21300 Chenôve

Tél. : 03.80.51.55.00

Code APE : 751A – N° SIRET : 212 101 661 000 16

Représentée par son maire Monsieur Thierry FALCONNET, mandaté à cet effet par délibération en date du 5 février 2018,

Et

La Musique Municipale de Chenôve – Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

7 rue de Longvic – 21300 Chenôve

Téléphone : 03.80.52.23.83 Courriel : mmc21300@gmail.com

Représentée par son président Monsieur Fabien CHATEAU, mandaté à cet effet par décision du Conseil d'Administration en date du ... .. et désignée sous le terme **la MMC**

### **Préambule**

Le paysage musical français puise sa vitalité et sa richesse notamment dans les pratiques en amateur. La qualité de l'enseignement des Conservatoires se double et se complète de la mobilisation du tissu associatif. La commune de Chenôve est mobilisée grâce à la présence sur son territoire depuis 150 ans de la Musique Municipale de Chenôve. La commune de Chenôve porte un service public d'enseignement artistique, le Conservatoire à Rayonnement Communal de musique, de danse et de théâtre (CRC) de Chenôve s'inscrit pleinement dans le Schéma National d'Orientation Pédagogique de l'enseignement initial de la musique (SNOP) et le Schéma Départemental des Enseignements Artistiques de Côte d'Or (SDEA).

La Ville de Chenôve et la Musique Municipale sont mobilisées au quotidien pour que la vie musicale soit la plus stimulante et épanouissante possible au bénéfice des habitants de Chenôve et avec l'utopie partagée de former, selon la formule de Marcel Landowski, des « Mélomanes actifs et citoyens ».

### **La Musique Municipale de Chenôve**

Issue des mouvements orphéoniques du XIX<sup>ème</sup> siècle imprégnés des grands principes de l'Education Populaire, la MMC est un acteur culturel important de la vie locale. Elle s'est donnée pour mission d'affirmer la spécificité de l'orchestre d'harmonie d'aujourd'hui, en promouvant un répertoire original et attractif, ouvert à toutes les formes musicales et à tous les publics.

### **La commune de Chenôve**

La commune de Chenôve mène au quotidien une politique culturelle d'ambition au bénéfice de ses habitants. Le domaine musical fait ainsi l'objet d'un soutien important de la part de la commune à travers une politique ambitieuse d'enseignement artistique portée par son CRC. L'objectif principal étant la formation des musiciens amateurs à travers des enseignements individuels ou des pratiques collectives favorisant l'ouverture au monde, la créativité mais également l'épanouissement personnel.

De plus, la commune de Chenôve accorde une attention toute particulière au soutien de la vie associative, en pratiquant une véritable politique volontariste de soutien aux associations.

Fiers des valeurs partagées et suite au terme de la précédente convention, il convient de fixer un nouveau cadre partenarial rappelant les actions et responsabilités des partenaires et présentant les engagements réciproques entre la commune de Chenôve et la MMC.

## **Article 1 - Objet de la convention**

Par la présente convention, la MMC s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, les programmes d'actions suivant :

1. Rendre accessible au plus grand nombre la pratique musicale en orchestre d'harmonie par l'intégration des plus jeunes au sein de cette « société » musicale intergénérationnelle, tout en préservant la qualité musicale de l'orchestre, véritable ambassadeur de la commune Chenôve.
2. Participer aux événements et cérémonies officiels de la cité visant à alimenter le nécessaire devoir de mémoire en lien avec la commune de Chenôve, conformément à l'histoire de la MMC et dans le cadre de traditions républicaines pour une part fondatrices de l'orchestre.
3. Développer et renouveler son public par des actions en cohérence avec la sociologie de la population communale en accord avec le projet urbain et culturel de la commune de Chenôve.

Dans ce cadre, la commune de Chenôve s'engage à soutenir financièrement la MMC dans la réalisation de ces trois objectifs. La commune de Chenôve n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

## **Article 2 - Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour une période de 3 années. Elle prend effet à compter de sa signature.

A son terme et à partir des propositions présentées à l'issue d'une évaluation globale établie dans les conditions définies à l'article 10 de la présente convention, une nouvelle convention pourra être signée.

## **Article 3 - Conditions de détermination du coût de l'action**

3.1 Le coût total estimé éligible de l'ensemble des programmes d'actions sur la durée de la convention est évalué à 187 191 € pour les 3 années, conformément au budget prévisionnel figurant à l'annexe I

3.2. Le besoin de financement public doit prendre en compte tous les produits affectés à l'action. Le budget prévisionnel des programmes d'actions indique le détail des coûts éligibles à la contribution financière de la commune de Chenôve, établis en conformité avec les règles définies à l'article 3.3, et l'ensemble des produits affectés.

3.3. Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du programme, à savoir notamment :

- Tous les coûts directement liés à la mise en œuvre de l'action et dépensés par la MMC,
- Et le cas échéant, les coûts indirects éligibles comprenant les coûts variables, communs à l'ensemble des activités de l'association et les coûts liés aux investissements ou aux infrastructures, nécessaires au fonctionnement du service.

3.4. Lors de la mise en œuvre de chaque programme d'actions, la MMC peut procéder à une adaptation de son budget prévisionnel par des transferts entre natures de charges retenues à



l'intérieur d'un même programme. Cette adaptation des dépenses doit l'être dans le respect du montant total des coûts retenus mentionné au point ci-dessus et ne doit pas être substantielles.

La MMC notifie ces modifications à la commune de Chenôve par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par la commune de Chenôve de ces modifications.

#### **Article 4 - Conditions de détermination de la contribution financière**

Dans le cadre de la présente convention et pour la durée de 3 ans, la commune de Chenôve contribue financièrement pour un montant annuel aux coûts des actions de l'association retenus sur l'ensemble de l'exécution de la convention, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

Pour l'année 2018, cette contribution s'élèverait à 41 340 € équivalent à 88.9 % du montant total estimé des coûts retenus sur l'année.

La MMC pourra annuellement proposer des actions nouvelles ou des modifications d'actions qui donneront lieu à des avenants à la présente convention.

La contribution financière de la commune de Chenôve n'est applicable que sous réserve des conditions suivantes :

- Le vote des crédits par le conseil municipal,
- Le respect par l'association des obligations mentionnées à la présente convention, sans préjudice de l'application des articles 13 et 14,
- La vérification par la commune que le montant de la contribution n'excède pas le coût de l'action, conformément à l'article 11.

#### **Article 5 - Modalité de versement de la contribution financière**

Pour des facilités de gestion, la subvention de fonctionnement sera versée selon trois acomptes de chacun un tiers de la somme globale selon le calendrier suivant :

- 1<sup>er</sup> acompte versé le 1er mars,
- 2<sup>ème</sup> acompte versé le 1er juin,
- Le solde annuel versé le 1er octobre.

#### **Article 6 - Aides en nature**

Au titre de la communication, la commune de Chenôve s'engage également à organiser deux campagnes de communication par an, dont le montant pour la durée de la présente convention est estimé à 2 600 €.

La MMC bénéficie d'une mise à disposition gratuite de locaux de la Maison de la Vie Associative et du Cèdre comprenant :

- une salle de répétition de 189.34 m<sup>2</sup>
- deux bureaux respectivement de 17, 88m<sup>2</sup> et de 17.90m<sup>2</sup>
- un office de 23.69 m<sup>2</sup>
- un local de stockage de 17.65 m<sup>2</sup>
- un local archives de 5.09m<sup>2</sup>

Soit un total de 271.55 m<sup>2</sup> de locaux mis à disposition

Le montant pour la durée de la présente convention est estimé à 20 366 € par an.

L'association bénéficiera également de la mise à disposition gracieuse du Cèdre pour deux représentations dont la répétition générale, soit 5 jours hors coûts techniques et de sécurité qui resteront à la charge de la MMC pour une valeur de 14 300 €.

Les conditions de mise à disposition sont définies en annexe II.

#### **Article 7 – Mise en œuvre des objectifs de la MMC**

La commune de Chenôve s'engage à faciliter la mise en œuvre des objectifs de la MMC grâce à la mobilisation des enseignants du conservatoire. En effet, dans le cadre de leur fonction au sein du conservatoire, les enseignants ont naturellement un rôle d'appui pédagogique et de soutien aux pratiques amateurs.

Les enseignants du conservatoire participant aux activités de la MMC interviennent en tant que soutiens pédagogiques et de relais auprès des élèves.

Ce travail musical peut prendre différentes formes à déterminer entre la MMC et les enseignants (répétitions partielles, travail de détail...). Le temps consacré à ce suivi des pratiques amateurs est défini dans le projet commun entre le conservatoire et la MMC.

Les enseignants doivent encourager les élèves du conservatoire à la pratique musicale collective, leur faire connaître notamment l'existence de la MMC.

#### **Article 8 - Justificatifs**

La MMC s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de l'exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;  
Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du programme d'actions comprenant les éléments mentionnés à l'annexe III et définis d'un commun accord entre la commune de Chenôve et la MMC. Il est en outre accompagné d'une comptabilité analytique par programme d'actions. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée ;
- les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;
- le rapport d'activité.

#### **Article 9 - Instance de concertation**

Une commission mixte composée :

- de membres du Conseil d'Administration de la MMC :
  - o du Président ou de son représentant,
  - o autres membres,
- de la commune de Chenôve :
  - o du Maire ou de son représentant,
  - o du Directeur des Affaires Culturelles, du Directeur du CRC.

Cette instance a pour objectif le suivi de l'application et du respect de la convention et de garantir un dialogue régulier et constructif entre la MMC et la commune de Chenôve.

Pour veiller à une cohérence des pratiques musicales et pédagogiques, la M.M.C sollicitera l'avis du Directeur du C.R.C .

La commission mixte se réunit au minimum une fois par an et chaque fois que l'une ou l'autre des parties le demande.

#### **Article 10 - Evaluation**

La MMC s'engage à fournir, au moins trois mois avant l'échéance annuelle de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre des programmes d'actions dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

La commune de Chenôve procède, conjointement avec la MMC, à l'évaluation des conditions de réalisation des programmes d'actions à laquelle elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif. A cet effet, la MMC présente notamment à la commune de Chenôve les taux de consommation de la subvention par programme d'actions.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1<sup>er</sup>, sur l'impact des programmes d'actions ou de l'action au regard de l'intérêt général local.

#### **Article 11 – Contrôle de la commune de Chenôve**

La commune de Chenôve contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre des objectifs.

La commune de Chenôve peut exiger le remboursement de la quote-part équivalente de la contribution financière.

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la commune de Chenôve, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 10 ou dans le cadre du contrôle financier annuel. La MMC s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

#### **Article 12 – Autres engagements**

La MMC, soit communique sans délai à la commune de Chenôve la copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d'association, soit informe de toute nouvelle déclaration enregistrée dans le RNA et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

La MMC s'engage à faire figurer de manière lisible le logo de la commune de Chenôve dans tous les documents produits dans le cadre de la convention.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par la MMC, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer la commune de Chenôve sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### **Article 13 - Sanctions**

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par la MMC sans l'accord écrit de la commune de Chenôve, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par la MMC et avoir préalablement entendu ses représentants. La commune de Chenôve en informe la MMC par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### **Article 14 - Résiliation de la convention**

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre

recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

### **Article 15 - Règlement des litiges**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention relève de la compétence du tribunal administratif de Dijon.

Fait en deux exemplaires originaux

A Chenôve le 05 février 2018

Le Maire de Chenôve

Le Président de la Musique  
Municipale de Chenôve

Monsieur Thierry FALCONNET

Monsieur Fabien CHATEAU

## ANNEXE I : Budget prévisionnel global du programme d'actions

CATEGORIES DE REVENUS	
<b>Recettes diverses</b>	
<b>Total des recettes diverses</b>	<b>0</b>
<b>Recettes de manifestations</b>	
Programmes	2 000
Buvette	600
<b>Total des recettes de manifestations</b>	<b>2 600</b>
<b>Recettes de fonctionnement</b>	
Cotisations	2 310
Location instruments	150
Subvention Mairie	41 340
Subvention conseil régional	5 000
Subvention conseil départemental	5 000
<b>Total des recettes de fonctionnement</b>	<b>53 800</b>
<b>Revenues de placement</b>	
Intérêts	250
<b>Total des revenus de placement</b>	<b>250</b>
<b>TOTAL DES CATEGORIES DE REVENUS</b>	<b>56 650</b>

CATEGORIES DE DEPENSES	
<b>Dépenses de fonctionnement</b>	
Abonnements	436
Assurances	1 083
Entretien matériel	173
Papeterie bureautique	1 486
Salaires	21 689
<b>Total des dépenses de fonctionnement</b>	<b>24 867</b>
<b>Dépenses de manifestations</b>	
Alimentaire	4 390
Cachets	7 782
Cotisation SACEM	72
Déco costumes	0
Location matériel	4 368
Location de salle sécurité	1 750
Mise en scène	0
Remboursements de frais	260
Dépenses manifestations non affectées	497
<b>Total des dépenses de manifestations</b>	<b>19 119</b>
<b>Divers</b>	
Cadeaux	864
<b>Total des dépenses diverses</b>	<b>864</b>
<b>Equipements</b>	
Matériel	500
Partitions	2 300
<b>Total des équipements</b>	<b>2 800</b>
<b>Frais bancaires</b>	
Cotisation CB	110
Timbres	74
Frais de gestion	257
Frais bancaires non affectés	59
<b>Total frais bancaires</b>	<b>500</b>
<b>Stages</b>	
Repas - Hébergement	6 816
Carburant Autoroute	264
Transport	1 420
<b>Total Stages</b>	<b>8 500</b>

<b>TOTAL DES CATEGORIES DE DEPENSES</b>	<b>56 650</b>
-----------------------------------------	---------------

## **ANNEXE II : Convention de mise à disposition de locaux et de matériel entre la commune de Chenôve et la MMC**

### **Convention de mise à disposition de locaux de la Maison de la Vie Associative**

---

**Entre**

**La commune de Chenôve**

2 place Pierre Meunier

21000 CENOVE

Représentée par Monsieur Thierry FALCONNET agissant en qualité de Maire en vertu de la délégation du Conseil Municipal en date du 28 septembre 2015

N° Siret : 21210166100016

***Ci-après dénommée Le propriétaire,***

**Et**

**Association Musique Municipale de Chenôve**

7 rue de Longvic

21000 CENOVE

Représentée par M. Faïen C. ATEA agissant en qualité de président

Tel : 03 80 52 22 88

N° Siret : 20 02 06 00010

***Ci-après dénommée Le preneur,***

**IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :**

## Article 1 : Modalités de location des locaux

### 1<sup>er</sup> Le lieu :

Le propriétaire et le preneur le local suivant :

- Local n°01 – Niveau 0 – 1765 m²
- Local n°02 – Niveau 0 – 2000 m²
- Local n°03 – Niveau 0 – 1700 m²
- Local n°04 – Niveau 0 – 1788 m²
- Local n°05 salle de répétition – Niveau 0 – 1800 m²
- Local n°06 – Niveau 0 – 500 m²

situé au sein de la Maison de la Vie Associative – 7 rue de Longvic – 21000 CENOVE

Le bien est en l'état actuel que **le preneur** déclare en connaissance

### 1<sup>er</sup> Jours et horaires d'occupation :

7h00 à 00h00 vacances scolaires et jours fériés

## Article 2 : Conditions d'utilisation des locaux mis à disposition

**Le preneur** s'engage à respecter le règlement intérieur en vigueur de la Maison de la Vie Associative. Il devra donc notamment communiquer à la commune sa déclaration de statut d'association à but non lucratif faite en préfecture ainsi que sa publication au Journal Officiel de l'association.

**Le preneur** utilisera le bien conformément à son destination :

- le local n°05 doit être une salle de répétition
- le local n°06 doit être un office, un bureau et un espace étouffé
- le local n°03 doit être un bureau
- les locaux n°01 à 04 et 06 doivent être un espace étouffé

**Le preneur** s'assure de rendre les locaux dans le même état de propreté qu'à son arrivée.

**Le preneur** répond de toutes les détériorations survenant par suite d'abus de jouissance, soit de son fait ou du fait d'un tiers. **Le preneur** supporte toute la réparation qui en résulterait nécessairement par suite des dégradations résultant de son fait ou de celui d'un tiers.

**Le preneur** s'engage à respecter la tranquillité et la sécurité de son voisinage.



**Le propriétaire** est tenu de délivrer le local en bon état d'usage et de réparation de toute sorte. Il s'engage à effectuer les grosses réparations du bien conformément aux dispositions prévues par le code civil

S'agissant du local n° 05 du niveau 0 de la Mairie ayant une issue sur cour il convient de réviser les portes et pour les raisons de sécurité à confectionner :

- Ne pas aller fermer la clé la salle
- Accéder à la sortie de secours éeule ent pour les raisons de sécurité étant précisé que le passage ne se fait qu'entre les quatre piliers.

Toute infraction constatée fera l'objet d'un signalement au propriétaire qui prendra les dispositions nécessaires

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période de 5 années en lien avec la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens. Elle prendra effet à compter de sa signature.

Article 6 : Conditions financières

Les locaux énumérés sont mis à disposition **du preneur** à titre gracieux. Ce dernier s'engage à concourir en qualité d'association à but non lucratif, à la satisfaction d'un intérêt général, et pourra, sur demande du propriétaire communiquer : les membres du conseil d'administration, les membres du bureau les états des procès-verbaux d'assemblées générales, les résultats d'activité, les comptes rendus financiers ou tout autre document relatif à un éventuel changement

## Article 5 : Cession de location

Il est interdit au **preneur** :

- de concéder la jouissance du bien à lui-même ou à un tiers par acte de cession ou de location ou de sous-location
- de céder le bénéfice de la présente convention tout ou partie

## Article 6 : Assurance - Conditions d'occupation

**Le preneur** s'engage à tenir les locaux en bon état, à souscrire toutes assurances utiles liées à l'occupation du bien, couvrant les dégâts causés aux personnes, aux biens mobiliers et immobiliers par les risques d'incendie, les dégâts des eaux, les attentats et les explosions. Il procèdera à la signature de la présente convention ainsi qu'à chaque échéance, **au propriétaire** la attestation d'assurances correspondantes, sans que ce dernier ait besoin d'en faire la demande.

**Le propriétaire** déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les responsabilités pouvant lui incombant en sa qualité de propriétaire non occupant

## Article 7 : Refus de mise à disposition de salle ou d'espace collectif

**Le propriétaire** peut refuser la mise à disposition de salle ou d'espace collectif selon les trois nécessités exposées par l'article L2144-5 du Code général des Collectivités Territoriales qui sont les suivantes :

- l'administration des propriétés communales,
- le fonctionnement des services
- le maintien de l'ordre public

## Article 8 : Etat des lieux – Reprise des clés

Les parties conviennent de se dispenser d'un état des lieux, **le preneur** déclarant bien connaître les lieux pour les avoir vus.

Afin de permettre l'accès aux locaux qui font l'objet de la présente convention **le propriétaire** remet et un noyau de clés précises au **preneur** lors de la mise à disposition des locaux. Le formulaire de remise des clés est alors signé par **le preneur**.

Aucune duplication de ces clés ne pourra être réalisée sans l'accord préalable et écrite du **propriétaire**.

Article 8 : Résiliation - Fin anticipée de la convention

Si l'une des parties à la présente convention ne respecte pas l'un des engagements stipulés aux présentes, la partie lésée pourra mettre fin de plein droit à la présente convention, passé un délai d'un mois après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception de mise en demeure restée sans effet.

La résiliation de la convention par l'une ou l'autre des parties est possible quel qu'en soit le motif dans le respect d'un préavis de deux mois.

En cas d'accord amiable, les parties peuvent mettre fin de façon anticipée à la présente convention. Toute résiliation est notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception.

**Le preneur** doit rendre les clés au plus tard le dernier jour de l'expiration de la convention.

Il est précisé que le local mis à disposition par la commune de Chenôve au **le propriétaire** rencontre à être loué à disposition des associations, en cas d'évolution de la situation, et pour motifs d'intérêt général, la commune de Chenôve pourra être contrainte à mettre fin à la présente convention pour autant aucune inconvénience ne sera faite au **le preneur** et **le propriétaire** ne sera aucunement tenu de trouver un nouveau local au **preneur**.

Article 10 : Règles en matière de litige

Les contestations qui pourraient s'élever au sujet de la validité, de l'exécution, de l'interprétation ou de la résiliation de la présente convention relèveront du tribunal compétent de Dijon.

Fait à Chenôve  
Le

*En deux exemplaires originaux*

Pour la commune de Chenôve

Pour le Maire,  
Le 9<sup>ème</sup> adjoint



Monsieur Jean-Jacques BERNARD

Pour l'Association Musique Municipale de Chenôve

Le Président,

Monsieur Fabien CHATEAU

## ANNEXE III : PROGRAMME D' ACTIONS

1. Rendre accessible au plus grand nombre la pratique musicale en orchestre d'harmonie				
COÛT de l'action	SUBVENTION DE LA MAIRIE	Montant	Taux de cofinancement de la Mairie	% de la subvention globale
20 400 €	15 680 €	%	76,86%	37,93%

2. Participer aux événements et cérémonies officiels				
COÛT de l'action	SUBVENTION DE LA MAIRIE	Montant	Taux de cofinancement de la Mairie	% de la subvention globale
8 000 €	1 600 €	%	20,00%	3,87%

3. Développer et renouveler son public				
COÛT de l'action	SUBVENTION DE LA MAIRIE	Montant	Taux de cofinancement de la Mairie	% de la subvention globale
28 250 €	24 060 €	%	85,17%	58,20%

**VILLE DE CHENOVE**

**N° DEL\_2018\_006**

## **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le cinq février à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### **ETAIENT PRESENTS :**

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### **EXCUSES REPRESENTES :**

M. Patrick AUDARD donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD  
M. Jean-François BUIGUES donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

### **ABSENTS / EXCUSES :**

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

## **ZAC "CENTRE VILLE" - APPROBATION DU COMPTE-RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ ARRÊTÉ AU 30 JUIN 2017**

Il est rappelé que la Ville de Chenôve a confié à la Société Publique Locale "Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise" (SPLAAD) l'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) "Centre Ville" par voie de convention de prestations intégrées portant concession d'aménagement signée le 16 décembre 2009.

En application de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme et conformément à l'article 17 de la convention de concession d'aménagement, la SPLAAD a adressé le 7 décembre 2017 à la collectivité le compte de résultat prévisionnel de l'opération ZAC "Centre Ville" arrêté au 30 juin 2017 pour examen et approbation.

Approuvé par le conseil d'administration de la SPLAAD du 5 décembre 2017, le compte de résultat prévisionnel annexé à la présente délibération comprend notamment :

- Le programme physique de l'opération,
- Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales,
- L'état des dépenses et recettes prévisionnelles (en HT),
- L'état prévisionnel de trésorerie.

Le montant global de l'opération ZAC "Centre Ville" s'élève à 14.628.010 € HT, soit une augmentation de 3.188 € HT par rapport à l'exercice précédent due à l'accroissement :

- en dépenses, de la rémunération de la SPLAAD,
- en recettes, dans la même proportion, des produits financiers et divers.

L'examen du compte de résultat prévisionnel arrêté au 30 juin 2017 montre que l'opération est globalement maîtrisée sans augmentation de la participation de la collectivité s'élevant à 3.337.098 € TTC (montant TTC du fait de l'assujettissement de la participation de la collectivité à la TVA).

Considérant le présent exposé,

Vu l'article L300-5 du Code de l'urbanisme,

Vu le compte de résultat prévisionnel couvrant la période du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2017,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 23 janvier 2018,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 24 janvier 2018.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE UNIQUE : D'approuver le compte de résultat prévisionnel de la ZAC "Centre Ville" arrêté au 30 juin 2017.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**

29 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET  
Date : 06/02/2018  
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article  
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

# **ZAC CENTRE VILLE VILLE DE CHENOVE**

**Compte rendu annuel à la collectivité  
au 30 juin 2017**

# SOMMAIRE

- I. Présentation et programme physique de l'opération**
- II. Note de conjoncture**
- III. Bilan prévisionnel actualisé**
- IV. Annexes**



## I. PRESENTATION ET PROGRAMME PHYSIQUE DE L'OPERATION

### 1.1 Présentation de l'opération :

**Par délibération du 28 septembre 2009**, le Conseil Municipal a confié à la SPLAAD, par voie de convention de prestations intégrées, l'aménagement de la ZAC « Centre-Ville ».

**Par délibération du 24 juin 2013**, le Conseil Municipal de la Ville de CHENOVE a approuvé l'avenant n°1 à la convention de prestations intégrées, portant modification des modalités d'imputation des charges de l'aménageur, de la transformation de la SPLAAD en Société Publique Locale et intégrant les nouvelles dispositions relatives à la gouvernance de la société.

**Par délibération du 17 février 2014**, le Conseil Municipal de la Ville de DIJON a approuvé l'avenant n°2 à la convention de prestations intégrées, prenant en compte l'évolution de la participation financière de la collectivité à l'opération d'aménagement, et modifiant les dates d'ouverture et de clôture de l'exercice comptable décidé par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la SPLAAD en séance du 19/12/12.

**Par délibération du 16 mars 2015**, le Conseil Municipal de la Ville de CHENOVE a approuvé l'avenant n°3 pour prendre l'évolution de la participation de la Collectivité à l'opération d'aménagement.

**Par délibération du 2 mai 2016**, le Conseil Municipal de la Ville de CHENOVE a approuvé l'avenant n°4 à la convention de prestations intégrées, complétant les missions et la nature de tâches confiées à l'Aménageur, à savoir :

- L'acquisition, le portage, la commercialisation et la gestion des cellules commerciales sur plusieurs années, jusqu'à ce qu'un investisseur rachète cet ensemble immobilier.

Cet avenant a également prolongé de 5 années la durée de la concession portant son terme au 24 décembre 2024.

**Par délibération du 3 avril 2017**, le Conseil Municipal de la Ville de CHENOVE a approuvé l'avenant n°5 pour modifier la détermination du forfait annuel de gestion instituée par avenant n°1, approuvé par délibération en date du 24 juin 2013.

### 1.2 Programme :

La ZAC « Centre-Ville » s'intègre dans le projet de rénovation urbaine du quartier du Mail. Le quartier du Mail de Chenôve fait l'objet d'un Projet de Rénovation Urbaine (PRU) au titre de la politique de la ville (dossier ANRU). Le PRU a pour principaux objectifs de rééquilibrer et diversifier l'offre de logements, de désenclaver le quartier, de réussir son intégration urbaine ainsi que son ouverture visuelle et fonctionnelle.

Cette opération s'inscrit dans un périmètre global d'environ 3 hectares représentant le périmètre de la ZAC « Centre-Ville ».

**Quatre objectifs principaux ont guidé le projet de restructuration de la ZAC « Centre-Ville » :**

- créer une centralité de ville,
- améliorer le cadre et les conditions de vie des habitants,
- diversifier l'offre de logements,
- développer l'offre de services de proximité et les activités sources d'animation urbaine.

**Cinq priorités s'appliquent à la Zone d'Aménagement Concerté « Centre-Ville » :**

- l'aménagement d'espaces publics de qualité par la requalification des espaces extérieurs et l'adaptation de la desserte du cœur de ville pour les transports en commun et les modes doux (piétons, cycles...).

ZAC CENTRE VILLE – VILLE DE CHENOVE  
 Compte rendu annuel à la collectivité au 30 juin 2017

- la recherche de la qualité architecturale des réalisations et leur intégration urbaine et paysagère,
- la recherche d'une diversité des fonctions urbaines, à travers la construction d'équipements publics structurants et de locaux d'activités, de commerces, de bureaux ou de services en rapport avec le caractère central de la zone,
- le maintien et le développement de certains équipements publics nécessaires à l'attractivité et à la vie du cœur de quartier tels que la Poste, le CCAS, le centre social A.THIBAUT...,
- la recherche d'une mixité de l'habitat à travers la réalisation d'un programme diversifié de constructions de logements pour soutenir la redynamisation urbaine et commerciale du site (cent quarante logements).

L'aménagement du centre-ville doit permettre la réalisation d'un programme prévisionnel global des constructions tel que défini ci-dessous :

Le programme global des constructions à réaliser dans la zone prévoit la réalisation d'environ 30 900 à 31 600 m<sup>2</sup> de surface hors œuvre nette (shon) répartis comme suit:

- environ 23 000 m<sup>2</sup> shon de logements environ, soit environ 315 logements,
- environ 3 500 m<sup>2</sup> shon de surface commerciale,
- environ 400 m<sup>2</sup> shon d'activités autres ou services,
- environ 4 000 à 4 700 m<sup>2</sup> shon d'équipements publics de superstructure environ (centre culturel).

Le programme de logements comportera des logements locatifs libres et en accession.

Les surfaces commerciales et d'activités/services se situeront en RDC des bâtiments de logements situés le long de la rue Armand Thibaut, de la future place et du mail.

L'équipement culturel se trouvera sur la place, accompagnant les commerces, face à l'Hôtel de Ville et à proximité de la station de tramway.

## Programme physique de l'opération

**SUPERFICIE CADASTRALE DU PERIMETRE** 30 000 m<sup>2</sup>

### \* Aménagement

▣ Emprises publiques créées	13 667 m <sup>2</sup>
▣ "Erreur cadastre"	0 m <sup>2</sup>
▣ Surfaces cessibles	16 333 m <sup>2</sup>

**30 000 m<sup>2</sup>**

### Hors périmètre 10 700 m<sup>2</sup>

Bd de Tassigny	2 600 m <sup>2</sup>
Rue Claude Chappe /Druet	1 300 m <sup>2</sup>
Sud du Boulevard Branly	1 500 m <sup>2</sup>
Rue Armand Thibaut	5 300 m <sup>2</sup>

### 1.3 Actes règlementaires

La concertation préalable à la création de la ZAC a été organisée du 18 février au 25 juillet 2008. Le bilan de la concertation a été tiré par délibération du Conseil Municipal du 22 septembre 2008.

Le dossier de création de la ZAC a été approuvé par délibération du Conseil Municipal du 22 septembre 2008.

Le dossier de réalisation et le programme des équipements publics de la ZAC ont été approuvés par délibération du Conseil Municipal en date du 11 avril 2011.

La modification du dossier de création de la ZAC « Centre-Ville » avec la réduction de son périmètre, passant de 4,5 à 3 hectares a été approuvée lors du Conseil Municipal du 17 décembre 2012.

La ZAC « Centre-Ville » a été déclarée d'utilité publique par l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juillet 2014, qui approuvait également la mise en compatibilité du PLU de CHENOVE.



## NOTE DE CONJONCTURE

### 2.1. Réalisation

- **Etudes**

Les études suivantes ont été réalisées :

- Etude géomètre (plan topographique)
- Etudes de sols
- Etude d'impact
- Plan Guide / études urbaines
- Dossier Loi sur l'Eau
- Dossier DUP
- Reprographie et divers

Les études réglementaires sont à ce jour terminées. Les études relatives aux espaces publics sont également achevées.

**Les dépenses constatées pour ce poste au 30/06/2017 s'élèvent à 237 364 € TTC.**

#### ***Perspectives au 30/06/2018 :***

Les frais d'étude porteront sur la mission de la maîtrise d'œuvre urbaine liée à la commercialisation des îlots B & E et quelques interventions complémentaires du géomètre (DMPC, relevés topographiques, etc...).

- **Foncier**

En 2010 a été acquise par voie amiable une maison individuelle située au 11 rue Changenet, parcelle AA 83, pour un montant de 246 840€.

En 2011 a été acquise par voie amiable une maison individuelle située au 10 rue Changenet, parcelle AB 118, pour un montant de 240 000€.

En 2012 ont été acquis par voie amiable les terrains de l'Opac de Dijon, ancienne emprise des immeubles démolis, Charcot, Peguy et Rude et une petite parcelle de la Scic Habitat nécessaire pour un élargissement de voirie.

En 2013, une part importante des terrains de la Collectivité a été cédée à la SPLAAD pour un euro symbolique. La valeur des terrains (1 705 040 €) n'est pas comptabilisée dans le Crac.

En février 2015, la SPLAAD a acquis la Maison de la Danse auprès de la Ville de CHENOVE, parcelle cadastrée AB 120 d'une superficie de 591 m<sup>2</sup> pour la somme de 1€.

En novembre 2016, la SPLAAD a acquis auprès de la SCCV Les Pressoirs en Vente en l'Etat Futur d'Achèvement, les RDC du 1<sup>er</sup> programme immobilier « Cour Margot », destinés à accueillir des cellules commerciales, pour un montant de 2 057 000,00 € HT, soit 2 468 400,00€ TTC.

**Les dépenses constatées pour ce poste au 30/06/2017 s'élèvent à 3 124 600, € TTC.**

#### ***Perspectives au 30/06/2018 :***

Il n'est prévu aucune acquisition pour le prochain exercice.

L'acquisition du bureau de Poste (bâti + foncier) interviendra en septembre 2018, donc sur l'exercice comptable suivant.

### • Aménagement des sols

Au 30/06/2017, les travaux suivants ont été réalisés :

- Démolition des bâtiments des affaires scolaires, du CCAS, du centre social Armand Thibault, de la maison individuelle située au 11 rue Changenet et de la maison de la Danse (boulevard Branly – rue Claude Chappe).

**Les dépenses constatées pour ce poste au 30/06/2017 s'élèvent à 184 609,00 € TTC.**

### • Travaux

Au 30/06/2017, les travaux suivants ont été réalisés :

- Dévoisement du réseau gaz situé sous le Boulevard BRANLY,
- Dévoisement du réseau de chaleur qui était sur l'emprise du futur équipement culturel (le Cèdre),
- Premiers travaux d'espaces publics (terrassment de la place et mise en œuvre du bassin d'eaux pluviales, aménagement carrefour Changenet/ Tassigny),
- Travaux de dévoisements ou de raccordements de réseaux de moindre importance (financièrement)
- Travaux d'aménagement des espaces publics avec la place du Cèdre et sa fontaine, la rue Changenet, la viabilisation des îlots A à D avec l'aménagement de la cour urbaine,
- Réaménagement du boulevard Tassigny et de la rue Armand Thibault,
- Réalisation des deux premiers gradins et de l'escalier reliant la ZAC au Centre Commercial St Exupéry,
- Réalisation des plantations, des prairies fleuries pour les îlots C & D et des espaces verts (îlot K et les premiers gradins)
- Réalisation de la rampe PMR provisoire le long de l'équipement culturel du Cèdre
- Entretien des espaces verts

**Les dépenses constatées au 30/06/2017 pour le poste travaux s'élèvent à 6 916 140,00 € TTC.**

#### **Perspectives au 30/06/2018 :**

- Travaux d'aménagements définitifs avec mise en œuvre des revêtements définitifs au pourtour du programme immobilier « Cour Margot » et sur la quasi-totalité de la rue Maney et Jacques Perignon
- Pose du mobilier urbain et des candélabres

## **2.2 Commercialisation**

#### **Avancement de la commercialisation au 30/06/2017 :**

- Aucune vente n'est intervenue au cours de l'exercice.

#### **Perspectives au 30/06/2018 :**

Aucune cession de charge foncière n'est prévue sur cet exercice.

**Les recettes de commercialisation constatées au 30/06/2017 s'élèvent à 1 598 400,00 € TTC.**

## **2.3 Subventions**

La ZAC bénéficie, au titre de sa localisation dans un périmètre ANRU, de subventions de l'ANRU, de la Région BFC et de Dijon Métropole pour un montant total de 3 946 324,00 €.

**Les subventions perçues au 30/06/2017 s'élèvent à 3 298 671 €.**

**Perspectives au 30/06/2018 :** perception d'environ 50 000€ de subvention de l'ANRU (acompte n°3).



## II. BILAN PREVISIONNEL ACTUALISE

### 3.1. Etat des dépenses et des recettes prévisionnelles

#### 3.1.1. Compte de résultat prévisionnel (en HT)

DEPENSES	%	Euros HT	TVA	TTC	RECETTES	%	Euros HT	TVA	TTC
<b>ETUDES GENERALES</b>	<b>2%</b>	<b>320 331</b>	<b>63 336</b>	<b>383 667</b>	<b>CESSIONS</b>	<b>47%</b>	<b>6 940 518</b>	<b>1 388 104</b>	<b>8 328 622</b>
<b>FONCIER</b>	<b>30%</b>	<b>4 385 319</b>	<b>587 346</b>	<b>4 972 664</b>	Locatif Social	-	-	-	-
<b>AMENAGEMENT DES SOLS</b>	<b>2%</b>	<b>269 600</b>	<b>52 842</b>	<b>322 442</b>	Accession Sociale	-	-	-	-
					Accession Libre	4 214 500	842 900	5 057 400	
					Autre	-	-	-	-
					<b>Sous - Total Habitat</b>	<b>4 214 500</b>	<b>842 900</b>	<b>5 057 400</b>	
<b>TRAVAUX</b>	<b>47%</b>	<b>6 803 789</b>	<b>1 351 503</b>	<b>8 155 291</b>	Commerces	2 726 018	545 204	3 271 222	
					Equipement culturel	-	-	-	-
<b>HONORAIRES TECHNIQUES</b>	<b>5%</b>	<b>802 525</b>	<b>158 533</b>	<b>961 058</b>	Activités Économiques - Activités industrielles-logistiques	-	-	-	-
					Activités Économiques - Activités artisanales	-	-	-	-
<b>FRAIS FINANCIERS</b>	<b>3%</b>	<b>388 163</b>	<b>58 841</b>	<b>447 004</b>	<b>Sous - Total Activités Économiques</b>	<b>2 726 018</b>	<b>545 204</b>	<b>3 271 222</b>	
					Stationnement en surface	-	-	-	-
<b>REMUNERATION SPL</b>	<b>8%</b>	<b>1 210 832</b>	<b>0</b>	<b>1 210 832</b>	Stationnement en ouvrage	-	-	-	-
études		60 000 €	-	60 000	<b>Sous - Total Stationnement</b>	<b>27%</b>	<b>3 946 324</b>	<b>-</b>	<b>3 946 324</b>
acquisition		49 727 €	-	49 727	<b>SUBVENTIONS</b>				
réalisation		471 940 €	-	471 940	Région	1 990 960	0	1 990 960	
commercialisation		541 867 €	-	541 867	Grand Dijon	423 937	0	423 937	
liquidation		87 299 €	-	87 299	ANRU	1 531 427	0	1 531 427	
<b>FRAIS ANNEXES</b>	<b>2%</b>	<b>227 451</b>	<b>27 215</b>	<b>254 666</b>	<b>PRODUITS FINANCIERS ET DIVERS</b>	<b>4%</b>	<b>523 070</b>	<b>104 613</b>	<b>627 683</b>
					<b>RECETTES ISSUES DU CONCEDEANT</b>	<b>22%</b>	<b>3 218 098</b>	<b>119 000</b>	<b>3 337 098</b>
<b>FRAIS DE COMMERCIALISATION</b>	<b>1%</b>	<b>150 000</b>	<b>29 971</b>	<b>179 971</b>	Subvention globale	2 474 988	0	2 474 988	
					Cession équipements généraux	0	0	0	0
<b>FRAIS DE COMMUNICATION-GOUVERNANCE</b>	<b>0%</b>	<b>70 000</b>	<b>14 000</b>	<b>84 000</b>	Participation complément de prix	595 000	119 000	714 000	
<b>SOLDE TVA</b>	<b>0%</b>	<b>-731 870</b>	<b>-731 870</b>	<b>-731 870</b>	Participation acquisition foncière	148 110	0	148 110	
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b>100%</b>	<b>14 628 010</b>	<b>1 611 716</b>	<b>16 239 726</b>	<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>100%</b>	<b>14 628 010</b>	<b>1 611 716</b>	<b>16 239 726</b>

### 3.1.2. Commentaires sur le compte de résultat prévisionnel

Le compte de résultat prévisionnel fait apparaître un montant total prévisionnel de dépenses de 16 239 726 TTC. Le cumul des dépenses au 30/06/2017 est de 11 215 692 € TTC.

Le montant total prévisionnel des recettes est de 8 328 622 € TTC. Le cumul des recettes au 30/06/2017 est de 1 598 400 €. La subvention d'équilibre d'un montant de 3 337 098 € est inchangée.

Envoyé en préfecture le 07/02/2018

Reçu en préfecture le 07/02/2018

Affiché le 07/02/2018

 SLO

ID : 021-212101661-20180205-DEL\_2018\_006-DE



## 2.2. Etat prévisionnel de trésorerie

INTITULE	réalisé TTC au 30/06/2017	FIN JUIN 2018	FIN JUIN 2019	FIN JUIN 2020	Années ult.	TOTAL du BILAN REVISE EN €/TTC
<b>DEPENSES EN TTC</b>						
<b>ETUDES</b>	<b>237 364</b>	<b>48 000</b>	<b>25 495</b>	<b>0</b>	<b>72 808</b>	<b>383 667</b>
Etudes générales	237 364	48 000,00	25 495	0,00	72 808,12	383 667
<b>FONCIER</b>	<b>3 124 500</b>	<b>0</b>	<b>838 842</b>	<b>328 412</b>	<b>680 810</b>	<b>4 972 664</b>
Acquisitions	3 057 663	0	767 807	318 902	622 721	4 767 093
Frais annexes	66 937	0	18 840	9 510	58 099	153 376
Indemnités	0	0	52 195	0	0	52 195
<b>LIBERATION DES SOLS</b>	<b>184 609</b>	<b>132 203</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5 630</b>	<b>322 442</b>
Libération des sols	184 609	132 203	0	0	5 630	322 442
<b>TRAVAUX</b>	<b>6 131 550</b>	<b>1 225 002</b>	<b>127 187</b>	<b>228 000</b>	<b>443 552</b>	<b>8 155 291</b>
Travaux	6 131 550	1 225 002	127 187	228 000	443 552	8 155 291
Honoraires	784 590	81 861	9 000	29 661	55 946	961 058
<b>FRAIS FINANCIERS</b>	<b>94 189</b>	<b>46 800</b>	<b>65 221</b>	<b>32 400</b>	<b>208 394</b>	<b>447 004</b>
Intérêts sur emprunts à L. T.	0	0	0	0	0	0
Intérêts sur avances à C. T.	94 189	46 800	65 221	32 400	208 394	447 004
<b>REMUNERATION SPL</b>	<b>548 812</b>	<b>80 294</b>	<b>74 883</b>	<b>85 236</b>	<b>421 608</b>	<b>1 210 832</b>
remunération SPL	548 812	80 294	74 883	85 236	421 608	1 210 832
<b>FRAIS ANNEXES</b>	<b>46 000</b>	<b>3 000</b>	<b>3 000</b>	<b>3 000</b>	<b>45 854</b>	<b>75 000</b>
Impôts et taxes	20 146	3 000	3 000	3 000	45 854	75 000
Autres frais non taxables	6 829	2 182	2 082	1 947	15 122	15 122
Autres frais taxables	19 024	4 200	51 000	50 064	40 255	164 543
<b>FRAIS DE COMMERCIALISATION</b>	<b>52 977</b>	<b>20 325</b>	<b>20 325</b>	<b>20 325</b>	<b>20 325</b>	<b>84 000</b>
GOVERNANCE PARTICIPATIVE	0	20 325	20 325	20 325	20 325	84 000
Maison des projets	0	0	0	0	2 700	2 700
autres frais de communication	0	20 325	20 325	20 325	20 325	81 300
<b>TOTAL DES DEPENSES ANNUEL</b>	<b>11 215 692</b>	<b>1 679 867</b>	<b>1 253 035</b>	<b>809 180</b>	<b>2 013 824</b>	<b>16 971 596</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES CUMUL</b>	<b>11 215 692</b>	<b>12 895 558</b>	<b>14 148 593</b>	<b>14 957 773</b>	<b>16 971 596</b>	
<b>RECETTES EN TTC</b>						
<b>CESSIONS</b>	<b>1 598 400</b>	<b>0</b>	<b>718 560</b>	<b>835 500</b>	<b>5 176 162</b>	<b>8 328 622</b>
Locatif Social	0	0	0	0	0	0
Accession Sociale	0	0	0	0	0	0
Accession Libre	1 248 000	0	672 000	661 500	2 475 900	5 057 400
Autre	0	0	0	0	0	0
Sous - Total Habitat	1 248 000	0	672 000	661 500	2 475 900	5 057 400
Commerces	350 400	0	46 560	174 000	2 700 262	3 271 222
Equipement culturel	0	0	0	0	0	0
Activités Economiques - Activités industrielles-logistiques	0	0	0	0	0	0
Activités Economiques - Activités artisanales	0	0	0	0	0	0
Sous - Total Activités Economiques	350 400	0	46 560	174 000	2 700 262	3 271 222
Stationnement en surface	0	0	0	0	0	0
Stationnement en ouvrage	0	0	0	0	0	0
Sous - Total Stationnement	0	0	0	0	0	0
<b>PRODUITS FINANCIERS &amp; DIVERS</b>	<b>25 538</b>	<b>0</b>	<b>174 000</b>	<b>222 000</b>	<b>206 145</b>	<b>627 683</b>
Produits financiers	0	0	0	0	0	0
Produits divers	25 538	0	174 000	222 000	206 145	627 683
<b>SUBVENTIONS</b>	<b>1 990 960</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 990 960</b>
Région	1 990 960	0	0	0	0	1 990 960
Grand Dijon	423 937	0	0	0	0	423 937
ANRU	883 774	50 000	597 653	0	0	1 531 427
<b>RECETTES ISSUES DU CONCEDANT</b>	<b>1 923 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>18 090</b>	<b>1 396 008</b>	<b>3 337 098</b>
Subvention globale	1 923 000	0	0	551 988	551 988	2 474 988
Cession équipements généraux	0	0	0	0	0	0
Participation complément de prix	0	0	0	0	714 000	714 000
Participation acquisition foncière	0	0	0	18 090	130 020	148 110
<b>TOTAL DES RECETTES ANNUEL</b>	<b>6 845 609</b>	<b>50 000</b>	<b>1 490 213</b>	<b>1 075 590</b>	<b>6 778 315</b>	<b>16 239 726</b>
<b>TOTAL DES RECETTES CUMUL</b>	<b>6 845 609</b>	<b>6 895 609</b>	<b>8 385 822</b>	<b>9 461 412</b>	<b>16 239 726</b>	
<b>SOLDES ANNUELS avant financement</b>	<b>-4 370 083</b>	<b>-1 629 867</b>	<b>237 178</b>	<b>266 410</b>	<b>4 764 491</b>	<b>-731 870</b>
<b>SOLDES CUMULES avant financement</b>		<b>-1 629 867</b>	<b>-1 392 688</b>	<b>-1 126 278</b>	<b>3 638 213</b>	

### Bilan prévisionnel et plan de trésorerie actualisés

INTITULE	réalisé TTC au 30/06/2017	FIN JUIN 2018	FIN JUIN 2019	FIN JUIN 2020	Années ultérieures	TOTAL du BILAN REVISE EN €/HT
<b>MOYENS DE FINANCEMENT</b>	<b>3 300 000</b>	<b>1 200 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-4 500 000</b>	<b>0</b>
Mobilisation d'emprunts	2 300 000	700 000	0	0	0	3 000 000
Amortissement d'emprunts	0	0	0	0	-3 000 000	-3 000 000
Avances bancaires	0	500 000	0	0	0	500 000
Remboursement d'avances	0	0	0	0	-500 000	-500 000
Avances collectivités	1 000 000	0	0	0	0	1 000 000
Remboursement Avances collectivités	0	0	0	0	-1 000 000	-1 000 000
<b>T.V.A.</b>						
T.V.A. sur les dépenses	1 659 923	265 732	195 512	66 977	155 443	2 343 586
T.V.A. sur les recettes	270 657	0	148 760	176 250	1 016 051	1 611 718
T.V.A. réglée à l'Etat	0	0	0	0	0	0
T.V.A. remboursée par l'Etat	0	0	0	0	0	0
Solde de T.V.A.	1 389 266	265 732	46 752	-109 273	-860 607	731 868
<b>SOLDE DE TRESORERIE ANNUEL</b>	<b>319 183</b>	<b>-164 135</b>	<b>283 930</b>	<b>157 137</b>	<b>-596 116</b>	
<b>SOLDE DE TRESORERIE CUMULE</b>	<b>319 183</b>	<b>155 048</b>	<b>438 978</b>	<b>596 116</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Envoyé en préfecture le 07/02/2018

Reçu en préfecture le 07/02/2018

Affiché le 07/02/2018



ID : 021-212101661-20180205-DEL\_2018\_006-DE

La trésorerie de l'opération est assurée par :

- Une Ouverture en Compte Courant de Crédit de trésorerie de 3,00 M€ contracté auprès du Crédit Agricole ;
- Les subventions octroyées à l'opération d'un montant total de 3 946 324 €. Le montant cumulé des sommes perçues au 30/06/2017 est de 3 298 671 €.
- La subvention d'équilibre de la ville de CHENOVE d'un montant total de 3 337 098 €. Le montant cumulé des sommes perçues au 30/06/2017 est de 1 000 000 €, sous la forme d'une avance.

#### *Evénements postérieurs à la Clôture*

**Par délibération du 6 novembre 2017**, le Conseil Municipal de la Ville de CHENOVE a approuvé l'avenant n°6 ayant pour objet de modifier la dénomination de l'opération d'aménagement et d'étendre le périmètre de la Concession d'aménagement composé désormais de deux sous-secteurs opérationnels :

- Le sous-secteur « Centre Ville » (3,8 hectares environ)
- Le sous-secteur « Saint Exupéry » (4 hectares environ)

Un bilan financier prévisionnel consolidé entre les deux secteurs viendra compléter les dispositions prises dans cet avenant n°6. Ce nouveau bilan « Centralité » reprendra l'antériorité des dépenses – recettes pour la ZAC Centre-Ville.

### **III. ANNEXES**

Annexe 1 : Etat des acquisitions réalisées au 30/06/2017

Annexe 2 : Etat des ventes au 30/06/2017

Annexe 3 : Plan de commercialisation

ZAC CENTRE VILLE – VILLE DE CHENOVE  
Compte rendu annuel à la collectivité au 30 juin 2017

**ANNEXE 1 : ETAT DES ACQUISITIONS REALISEES AU 30/06/2017**

PROPRIETAIRES	COMMUNES	CADASTRE		SURFACE			PRIX GLOBAL D'ACQUISITION	DATE ACTE	OBSERVATIONS
		Sect	N°	ha	a	ca			
ACQUISITIONS 1ère PHASE									
BENALLA	Chenove	AA	83	00	03	82	246 840,00 €	27/09/2010	
BAILLY	Chenove	AB	118	00	06	56	240 000,00 €	22/12/2011	
SCIC Habitat	Chenove	AA	142	00	00	58	1 740,00 €	11/01/2012	
OPAC	Chenove	AI	146- 148- 150 228- 230 -233 166- 170 -171 -172	00	31	84	83 600,00 €	07/08/2012	
Terrains Ville	Chenove	AA	84 - 85 - 143 -144 - 145 - 146 - 147		64	20			
Terrains Ville		AI	23 - 114 - 168 - 221 - 222 - 223 - 225 - 226 - 227 - 229 - 231 - 232 - 234 - 235 - 236 - 237 - 238 - 239 - 241 - 242 - 243 - 244 - 246 - 246 - 247 - 248 - 249 - 250 - 241	01	67	72	1,00 €	11/01/2013	valeur : 1 075 040 €
Terrains Ville		AB	119			44			
Terrains Ville		AB	120		05	91	1,00 €	05/02/2015	
SCCV Les Pressoirs	Chenove		Lots 112, 113 + 101 à 110				2 468 400,00 €	17/11/2016	plateau brut en rdc (1461,13 m² + 10 places de stationnements
							3 040 582,00 €		
TOTAL ACQUISITIONS							3 040 582,00 €		

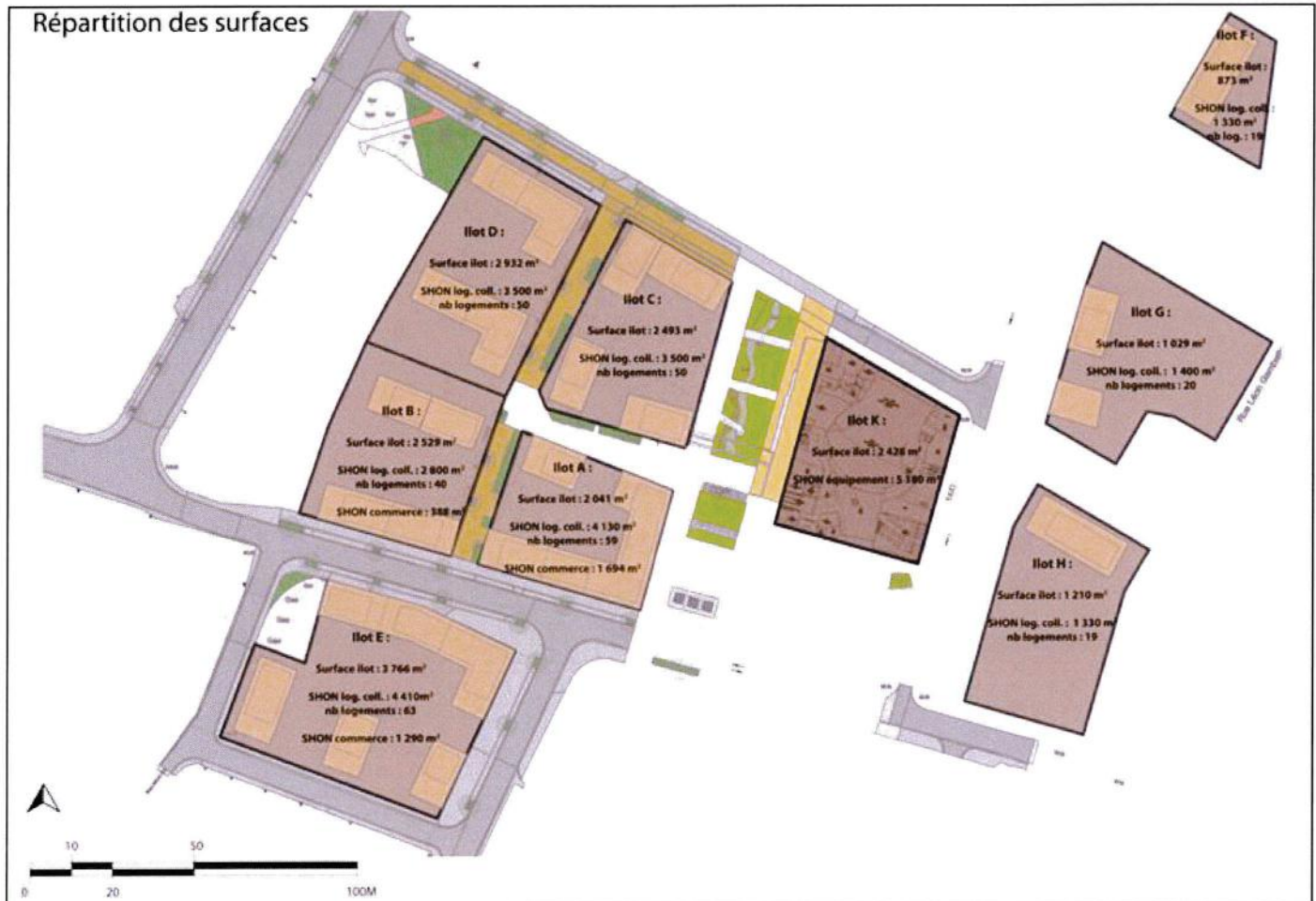


**ANNEXE 2 : ETAT DES VENTES AU 30/06/2017**

numéro lot	surface plancher globale (logements/commerces) en m²	surface vendue	reste à vendre
Ilot A	5 620	5 620	0
Ilot B	3 188	0	3 188
Ilot C	3 840	0	3 840
Ilot D	2 975	0	2 975
Ilot E	5 700	0	5 700
Ilot F	1 330	0	1 330
Ilot G	1 400	0	1 400
Ilot H	1 330	0	1 330
Ilot K	5 249	0	5 249
Cellules commerciales – îlot A	1 385	0	1 385

ZAC CENTRE VILLE – VILLE DE CHENOVE  
Compte rendu annuel à la collectivité au 30 juin 2017

**ANNEXE 3 : PLAN DE COMMERCIALISATION**



ZAC CENTRE VILLE – VILLE DE CHENOVE  
Compte rendu annuel à la collectivité au 30 juin 2017

Envoyé en préfecture le 07/02/2018

Reçu en préfecture le 07/02/2018

Affiché le 07/02/2018

ID : 021-212101661-20180205-DEL\_2018\_006-DE

**SLO**

SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE  
« AMÉNAGEMENT DE  
L'AGGLOMÉRATION DIJONNAISE »  
40 avenue du Drapeau  
CS 77 418  
21074 Dijon Cedex  
Tél. 03 45 83 90 13  
Fax 03 45 83 90 21  
[www.splaad.com](http://www.splaad.com)

**SPLAAD**  
L' a m é n a g e u r p u b l i c



Envoyé en préfecture le 07/02/2018

Reçu en préfecture le 07/02/2018

Affiché le 07/02/2018

 SLO

ID : 021-212101661-20180205-DEL\_2018\_006-DE

**VILLE DE CHENOVE**

**N° DEL\_2018\_007**

## **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le cinq février à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### **ETAIENT PRESENTS :**

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### **EXCUSES REPRESENTES :**

M. Patrick AUDARD donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD  
M. Jean-François BUIGUES donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

### **ABSENTS / EXCUSES :**

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

## **SECTEUR SAINT-EXUPÉRY - APPROBATION DU COMPTE-RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ AU 30 JUIN 2017**

Il est rappelé que la Ville de Chenôve a confié à la Société Publique Locale "Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise" (SPLAAD) le portage immobilier, la gestion et l'exploitation d'un ensemble commercial existant et les prestations de services en matières d'études prospectives sur le secteur "Saint-Exupéry" par voie de convention de prestations intégrées signée le 28 juin 2013.

En application de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, conformément à l'article 14 de la convention de prestations intégrées, la SPLAAD a adressé le 7 décembre 2017 à la collectivité le compte de résultat prévisionnel de l'opération arrêté au 30 juin 2017 pour examen et approbation.

Approuvé par le conseil d'administration de la SPLAAD du 5 décembre 2017, le compte de résultat prévisionnel annexé à la présente délibération comprend notamment :

- Le programme physique de l'opération,
- Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales,
- L'état des dépenses et recettes prévisionnelles (en HT),
- L'état prévisionnel de trésorerie.

L'examen du compte de résultat prévisionnel arrêté au 30 juin 2017 ne fait pas apparaître d'évolutions particulières par rapport à l'exercice précédent.

Le montant global de l'opération reste inchangé et s'élève à 5.176.761 € HT.

La participation de la collectivité à cette opération reste également inchangée et s'élève à 2.612.263 € TTC (montant TTC du fait de l'assujettissement de la participation de la collectivité à la TVA).

Considérant le présent exposé,

Vu l'article L300-5 du Code de l'urbanisme,

Vu le compte de résultat prévisionnel couvrant la période du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2017,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 23 janvier 2018,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 24 janvier 2018.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE UNIQUE : D'approuver le compte de résultat prévisionnel de la CPI "Saint-Exupéry" arrêté au 30 juin 2017.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
29 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET  
Date : 06/02/2018  
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article  
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

# **SECTEUR SAINT EXUPERY**

## **VILLE DE CHENOVE**

**Compte rendu annuel à la collectivité  
au 30 juin 2017**

# SOMMAIRE

- I. Présentation et programme physique de l'opération**
- II. Note de conjoncture**
- III. Bilan prévisionnel actualisé**
- IV. Annexe**

## I. PRESENTATION ET PROGRAMME PHYSIQUE DE L'OPERATION

### 1.1 Présentation de l'opération :

Par délibération du 25 juin 2013, le Conseil Municipal a confié à la SPLAAD, par voie de convention de prestations intégrées, la restructuration du secteur Saint Exupéry, pour une durée de 5 ans.

### 1.2 Programme :

La Ville de Chenôve a engagé une importante opération de renouvellement urbain faisant l'objet d'une convention avec l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine.

A ce titre la Zone d'Aménagement Concerté « Centre-Ville » créée le 22 septembre 2008 a pour objectif la création, au cœur de Chenôve, d'un véritable centre-ville faisant le lien entre la partie vernaculaire de Chenôve et le quartier du Mail.

L'ouverture de la ligne T2 du tramway dijonnais dont la tête de ligne est implantée au cœur de la ZAC « Centre-Ville » s'inscrit aussi dans cette perspective. Cette ouverture a également généré de profonds changements en termes d'usages, de déplacements et de stationnements. La gestion de l'inter-modalité des déplacements va se poser.

La ZAC « Centre-Ville » affirme également la volonté de redynamiser le commerce en accueillant en pieds d'immeuble environ 3 500 m<sup>2</sup> de surfaces commerciales en façade des rues Armand Thibaut et Alfred Changenet, qui seront demain des axes de passage majeurs.

L'avenir et la vocation de la copropriété St Exupéry, sont alors réinterrogées par l'arrivée du tramway, la nouvelle implantation des commerces et sa position stratégique entre la ZAC « Centre-Ville » au Sud et le Parc Urbain au nord (requalification du mail Général de Gaulle).

Le Centre commercial Saint-Exupéry se présente sous la forme d'une copropriété d'environ 14 000 m<sup>2</sup> d'emprise constituée en dalle haute de cellules commerciales pour environ 3 830 m<sup>2</sup> et en sous-sol d'un parking offrant environ 300 places de stationnements, la plupart sous forme de box.

Avec le projet de ZAC « Centre-Ville », il verra inévitablement son activité commerciale diminuer progressivement pour disparaître à terme. Il s'agit alors d'organiser et d'accompagner la transition commerciale entre l'état existant et l'offre projetée dans l'opération « Centre-ville », ce qui nécessite un dispositif particulier d'accompagnement de tout ou partie des commerces du Centre commercial Saint-Exupéry dans leur transfert vers les rez-de-chaussée des immeubles de la ZAC « Centre-Ville ».

Dans le cadre de cette concession d'aménagement, les missions dévolues à la SPLAAD sont:

- Organiser et accompagner la relocalisation de tout ou partie des commerces du centre commercial St Exupéry vers la ZAC « Centre-ville »,
- Créer les conditions, pendant cette période de transition, du portage, de l'exploitation et de la gestion de l'actuel centre commercial St Exupéry
- Définir le programme d'aménagement (et ses modalités de mise en œuvre) du secteur St Exupéry en réalisant les études urbaines, techniques, juridiques et de toutes autres natures préalables à toutes interventions.

### **Programme physique de l'opération**

Le centre commercial est organisé autour de 20 cellules commerciales de part et d'autre d'une allée couverte centrale.



## NOTE DE CONJONCTURE

### 2.1. Réalisation

- **Les études générales**

Ce poste regroupe deux grandes interventions, la première au titre de l'assistance pour la relation aux commerçants et l'autre au titre des études d'urbanisme, stationnement et gestion des eaux pluviales du secteur.

A ce titre des études connexes sont prévues comme les études de structures, études de sols, etc...

**Le montant global des dépenses réalisées au 30 juin 2017 est de 181 217,00€ TTC.**

- **Foncier**

Le poste foncier regroupe deux types de dépenses :

- Les acquisitions des murs du centre commercial
- Les évictions ou transferts des commerçants.

Les acquisitions

Une seule acquisition foncière est prévue au titre de la convention, celle du centre commercial.

L'acte a été signé le 9 août 2012 pour un montant de 1 800 000 € HT.

Le montant global des acquisitions au 30 juin 2017, honoraires extérieurs compris est ainsi de 1 824 817€ HT.

Cet acte de vente a été complété par le rachat des créances de l'Epareca le 30 octobre 2012 pour un montant de 52 574,56 € TTC imputé en frais annexes.

Les fonds de commerces

Deux résiliations amiables de baux sont intervenues :

- boucherie BOURAS – local n° 7 du centre commercial – Cession d'activité
- Café Le Saint Ex – local n°6 du centre commercial – Occupation précaire jusqu'au 31/12/2018

Le montant total des indemnités de transfert et d'éviction des fonds de commerces s'élèvent à 325 000 € TTC au 30 juin 2017.

Un protocole d'accord et une convention d'occupation précaire ont été signés en mars 2017 avec M. ESER pour le magasin ECOMARKET. La remise des clés du local est fixée au 31/08/2018. Une indemnité de départ a été fixée à 150 000€, qui sera versée le jour de la remise des clés.

**Le montant global des dépenses du poste « Foncier » réalisées au 30 juin 2017, honoraires extérieurs compris est ainsi de 2 507 362,90 € TTC.**

***Perspectives au 30/06/2018 :***

Pour les 4 commerçants transférés au RDC du programme immobilier « Cour Margot » au Centre-Ville, les indemnités ont été négociées et actées. La signature des résiliations amiables de baux et les conventions d'occupations précaires doivent être régularisées pour la fin d'année 2017.

- **Frais financiers**

Le montant des dépenses de ce poste au 30 juin 2017 est de 25 762,00€ TTC.

- **Rémunération**

Le montant constaté du poste « Rémunération » au 30 juin 2017, est de 240 000 €.

- **Frais annexes**

Ce poste regroupe principalement les impôts fonciers et toutes les dépenses liées à la gestion locative, dont les charges en particulier.

Le montant constaté du poste « Frais annexes » au 30 juin 2017, est de 1 138 394,00€ TTC.

## **2.2 Commercialisation**

Il est actuellement prévu la cession du centre commercial à la Ville de Chenôve pour un montant de 1 800 000 euros HT.

## **II. BILAN PREVISIONNEL ACTUALISE**

### **3.1. Etat des dépenses et des recettes prévisionnelles**

### 3.1.1.1. Compte de résultat prévisionnel (en HT)

DEPENSES	%	Euros HT	TVA	TTC
<b>ETUDES GENERALES</b>	6%	322 183	64 392	386 575
<b>FONCIER</b>	61%	3 145 440	369 513	3 514 953
<b>AMENAGEMENT DES SOLS</b>	0%	0	0	0
<b>TRAVAUX</b>	0%	0	0	0
<b>HONORAIRES TECHNIQUES</b>	0%	0	0	0
<b>FRAIS FINANCIERS</b>	2%	83 051	0	83 051
<b>REMUNERATION SPL</b>	6%	300 000	0	300 000
études		300 000	-	300 000
acquisition		-	-	-
réalisation		-	-	-
commercialisation		-	-	-
liquidation		-	-	-
<b>FRAIS ANNEXES</b>	26%	1 326 087	67 923	1 394 011
<b>FRAIS DE COMMERCIALISATION</b>	0%	0	0	0
<b>FRAIS DE COMMUNICATION-GOUVERNANC</b>	0%	0	0	0
<b>SOLDE TVA</b>			524 283	524 283
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	100%	5 176 761	1 026 110	6 202 872

RECETTES	%	Euros HT	TVA	TTC
<b>CESSIONS</b>	35%	1 800 000	360 000	2 160 000
Locatif Social		-	-	-
Accession Sociale		-	-	-
Accession Libre		-	-	-
Autre		-	-	-
<b>Sous - Total Habitat</b>		1 800 000	360 000	2 160 000
Commerces		-	-	-
Equipement culturel		-	-	-
Activités Économiques - Activités industrielles-logistiques		-	-	-
Activités Économiques - Activités artisanales		-	-	-
<b>Sous - Total Activités Économiques</b>		1 800 000	360 000	2 160 000
Stationnement en surface		-	-	-
Stationnement en ouvrage		-	-	-
<b>Sous - Total Stationnement</b>		-	-	-
<b>SUBVENTIONS</b>	0%	-	-	-
Région		0	0	0
Grand Dijon		0	0	0
ANRU		0	0	0
<b>PRODUITS FINANCIERS ET DIVERS</b>	23%	1 199 875	230 733	1 430 608
<b>RECETTES ISSUES DU CONCEDEANT</b>	42%	2 176 886	435 377	2 612 263
Subvention globale		2 176 886	435 377	2 612 263
Cession équipements généraux		0	0	0
Participation complément de prix		0	0	0
Participation acquisition foncière		0	0	0
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	100%	5 176 761	1 026 110	6 202 872

Envoyé en préfecture le 07/02/2018

Reçu en préfecture le 07/02/2018

Affiché le 07/02/2018

ID : 021-212101661-20180205-DEL\_2018\_007-DE

### 3.1.2. Commentaires sur le compte de résultat prévisionnel

Le compte de résultat prévisionnel fait apparaître un montant total prévisionnel de dépenses de 6 202 872€ TTC. Le cumul des dépenses au 30/06/2017 est de 4 092 736 € TTC.

Le montant total prévisionnel des recettes est de 6 202 871 € TTC. Le cumul des recettes au 30/06/2017 est de 1 353 079 €. La subvention d'équilibre d'un montant de 2 612 263 € est inchangée.



## 2.2. Etat prévisionnel de trésorerie

INTITULE	réalisé TTC au 30/06/2017	FIN JUIN 2018	FIN JUIN 2019	FIN JUIN 2020	Années ult.	TOTAL du BILAN REVISE EN €/TTC
<b>DEPENSES EN TTC</b>						
<b>ETUDES</b>	181 217	130 738	14 620	0	0	386 575
Etudes générales	181 217	130 738	14 620	0,00	0,00	386 575
<b>FONCIER</b>	2 587 363	804 716	292 873	0	0	3 514 953
<b>LIBERATION DES SOLS</b>	0	0	0	0	0	0
Libération des sols	0	0	0	0	0	0
<b>TRAVAUX</b>	0,00	0	0	0	0	0
Travaux	0	0	0	0	0	0
Honoraires	0	0	0	0	0	0
<b>FRAIS FINANCIERS</b>	25 762	35 322	21 967	0	0	83 051
Intérêts sur emprunts à L. T.	0	0	0	0	0	0
Intérêts sur avances à C. T.	25 762	35 322	21 967	0	0	83 051
<b>REMUNERATION SPL</b>	240 000	60 000	0	0	0	300 000
rémunération SPL	240 000	60 000	0	0	0	300 000
<b>FRAIS ANNEXES</b>	1 128 284	244 121	11 496	0	0	1 394 011
Impôts et taxes	320 714	68 000	0	0	0	388 713
Autres frais non taxables	562 933	128 143	0	0	0	691 076
Autres frais taxables	254 746	47 979	11 496	0	0	314 221
<b>FRAIS DE COMMERCIALISATION</b>	0	0	0	0	0	0
<b>GOVERNANCE PARTICIPATIVE</b>	0	0	0	0	0	0
Maison des projets	0	0	0	0	0	0
autres frais de communication	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL DES DEPENSES ANNUEL</b>	4 092 736	1 334 898	250 956	0	0	5 678 589
<b>TOTAL DES DEPENSES CUMUL</b>	4 092 736	5 427 634	5 678 589	5 678 589	5 678 589	
<b>RECETTES EN TTC</b>						
<b>CESSIONS</b>	0	0	2 160 000	0	0	2 160 000
Locatif Social	0	0	0	0	0	0
Accession Sociale	0	0	0	0	0	0
Accession Libre	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0
Sous - Total Habitat	0	0	0	0	0	0
Commerces	0	0	2 160 000	0	0	2 160 000
Equipement culturel	0	0	0	0	0	0
Activités Economiques - Activités industrielles-logistiques	0	0	0	0	0	0
Activités Economiques - Activités artisanales	0	0	0	0	0	0
Sous - Total Activités Economiques	0	0	2 160 000	0	0	2 160 000
Stationnement en surface	0	0	0	0	0	0
Stationnement en ouvrage	0	0	0	0	0	0
Sous - Total Stationnement	0	0	0	0	0	0
<b>PRODUITS FINANCIERS &amp; DIVERS</b>	1 353 079	77 529	0	0	0	1 430 608
Produits financiers	0	0	0	0	0	0
Produits divers	1 353 079	77 529	0	0	0	1 430 608
<b>SUBVENTIONS</b>	0	0	0	0	0	0
Région	0	0	0	0	0	0
Grand Dijon	0	0	0	0	0	0
ANRU	0	0	0	0	0	0
<b>RECETTES ISSUES DU CONCEDEANT</b>	0	0	2 612 263	0	0	2 612 263
Subvention globale	0	0	2 612 263	0	0	2 612 263
Cession équipements généraux	0	0	0	0	0	0
Participation complément de prix	0	0	0	0	0	0
Participation acquisition foncière	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL DES RECETTES ANNUEL</b>	1 353 079	77 529	4 772 263	0	0	6 202 871
<b>TOTAL DES RECETTES CUMUL</b>	1 353 079	1 430 608	6 202 871	6 202 871	6 202 871	
<b>SOLDES ANNUELS avant financement</b>	-2 739 656	-1 257 369	4 521 307	0	0	524 282
<b>SOLDES CUMULES avant financement</b>		-1 257 369	3 263 938	3 263 938	3 263 938	

## Bilan prévisionnel et plan de trésorerie actualisés

INTITULE	réalisé TTC au 30/06/2017	FIN JUIN 2018	FIN JUIN 2019	FIN JUIN 2020	Années ultérieures	TOTAL du BILAN REVISE EN €/HT
<b>MOYENS DE FINANCEMENT</b>	4 000 000	0	-4 000 000	0	0	0
Mobilisation d'emprunts	0	0	0	0	0	0
Amortissement d'emprunts	0	0	0	0	0	0
Avances bancaires				0	0	0
Remboursement d'avances			0	0	0	0
Avances collectivités	4 000 000	0	0	0	0	4 000 000
Remboursement Avances collectivités	0	0	-4 000 000	0	0	-4 000 000
<b>T.V.A.</b>						
T.V.A. sur les dépenses	423 765	69 898	8 165	0	0	501 828
T.V.A. sur les recettes	217 812	12 922	795 377	0	0	1 026 110
T.V.A. réglée à l'Etat						0
T.V.A. remboursée par l'Etat						0
Solde de T.V.A.	205 954	56 976	-787 212	0	0	-524 282
<b>SOLDE DE TRESORERIE ANNUEL</b>	1 466 297	-1 200 393	-265 905	0	0	
<b>SOLDE DE TRESORERIE CUMULE</b>	1 466 297	285 904	0	0	0	0

Envoyé en préfecture le 07/02/2018

Reçu en préfecture le 07/02/2018

Affiché le 07/02/2018



ID : 021-212101661-20180205-DEL\_2018\_007-DE

La trésorerie de l'opération est assurée par :

- La perception des loyers des cellules du centre commerciale
- Des avances de la collectivité d'un montant cumulé à ce jour de 4 000 000€

#### *Point opérationnel – avenir de la concession*

Avec la réalisation de la ZAC « Centre-Ville », une fois les derniers commerçants partis, le centre commercial Saint Exupéry n'a plus vocation à exister et doit être déconstruit pour laisser place à la création de nouveaux espaces publics.

Les derniers commerçants doivent quitter le centre au plus tard au 31/08/2018, à l'exception de la pharmacie (pour des raisons de délais administratifs liés à son transfert dans le RDC du programme immobilier de la Cour Margot au Centre-Ville).

Pour prendre en compte l'évolution de ce site, le périmètre de la ZAC « Centre-Ville » a été étendu afin d'intégrer le sous-secteur Saint Exupéry. Désormais, il s'agit d'une opération globale dénommée « Centralité » et composée d'un sous-secteur « Centre-Ville » et d'un sous-secteur « Saint Exupéry ». Cette évolution opérationnelle et administrative a été approuvée par le Conseil Municipal du 6 novembre 2017.

Un bilan financier prévisionnel consolidé avec ces deux sous-secteurs viendra compléter cette décision et sera approuvé par voie d'avenant. Toutefois, l'antériorité des dépenses – recettes liées à la gestion et au portage du centre commercial, objet de la convention de prestations intégrés Secteur Saint Exupéry, fera l'objet d'un bilan de clôture. Ce bilan devra être approuvé une fois le nouveau bilan prévisionnel « Centralité » approuvé.

### **III. ANNEXES**

Annexe 1 : Etat des acquisitions réalisées au 30/06/2017



**ANNEXE 1 : ETAT DES ACQUISITIONS REALISEES AU 30/06/2017**

PROPRIETAIRES	COMMUNES	CADASTRE		SURFACE			PRIX GLOBAL D'ACQUISITION	DATE ACTE	OBSERVATIONS
		Sect.	N°	ha	a	ca			
ACQUISITIONS 1ère PHASE	CHENOVE		AI 21 AI15	01	33 06	47 70	1 800 000,00	09/08/2012 09/08/2012	
EPARECA									
							1		
TOTAL ACQUISITIONS							1 800 000,00 €		

SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE  
« AMÉNAGEMENT DE  
L'AGGLOMÉRATION DIJONNAISE »  
40 avenue du Drapeau  
CS 77 418  
21074 Dijon Cedex  
Tél. 03 45 83 90 13  
Fax 03 45 83 90 21  
[www.splaad.com](http://www.splaad.com)

**SPLAAD**  
L'aménageur public

Envoyé en préfecture le 07/02/2018

Reçu en préfecture le 07/02/2018

Affiché le 07/02/2018

The logo for SLO (Service Local d'Orientation) is located in the top right corner of the header box. It consists of the letters 'SLO' in a bold, blue, sans-serif font, followed by a stylized graphic element that resembles a blue wave or a series of connected dots.

ID : 021-212101661-20180205-DEL\_2018\_007-DE

**VILLE DE CHENOVE**

**N° DEL\_2018\_008**

## **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le cinq février à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### **ETAIENT PRESENTS :**

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### **EXCUSES REPRESENTES :**

M. Patrick AUDARD donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD  
M. Jean-François BUIGUES donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

### **ABSENTS / EXCUSES :**

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

## **OPÉRATION CENTRALITÉ : AVENANT N°7 RELATIF À L'ÉVOLUTION DU CONTRÔLE ANALOGUE**

Il est rappelé que, par délibération en date du 28 septembre 2009, la Ville de Chenôve a confié à la Société Publique Locale "Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise" (SPLAAD) la réalisation de l'opération d'aménagement "ZAC Centre Ville" par voie de convention de prestation intégrées portant concession d'aménagement.

Afin d'assurer une cohérence entre l'aménagement futur du secteur Saint-Exupéry et la poursuite de l'aménagement du cœur de ville, un 6<sup>ème</sup> avenant approuvé par délibération du conseil municipal en date du 6 novembre 2017 a modifié le périmètre de la concession d'aménagement et la dénomination de l'opération qui devient l'opération "Centralité".

Le conseil d'administration de la SPLAAD a décidé, le 5 octobre 2017, de simplifier l'organisation des instances de la société assurant la mise en œuvre du contrôle analogue exercé par les collectivités territoriales ou leur groupement actionnaires.

Un "comité de contrôle et stratégique", dont la composition et les attributions sont précisées dans l'avenant joint, a été créé en fusionnant le "comité de contrôle" et le "comité stratégique" existants.

Vu le projet d'avenant n°7 à la convention de prestations intégrées pour la mise en œuvre de l'opération d'aménagement "Centralité", annexé à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 23 janvier 2018,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 24 janvier 2018.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant n°7 à la convention de prestations intégrées pour la mise en œuvre de l'opération d'aménagement "Centralité" conformément aux conditions exposées,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
29 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : **Thierry FALCONNET**  
Date : 06/02/2018  
Qualité : Maire



Certifiée exécutoire en application de l'article  
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



**CONVENTION DE PRESTATIONS INTEGRÉES FIXANT LES  
CONDITIONS PARTICULIERES D'INTERVENTION DE LA S.P.L.  
"AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMERATION DIJONNAISE" –  
SPLAAD  
POUR LA VILLE DE CHENOVE**

**POUR LA MISE EN OEUVRE DE L'OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT  
« CENTRALITE »**

## **AVENANT N°7**

**Transmise au représentant de l'Etat par la Collectivité le**

**Notifiée par la Collectivité à l'Aménageur le**

## CONVENTION DE PRESTATIONS INTEGRÉES PORTANT CONCESSION D'AMENAGEMENT

### Entre

**La Ville de CHENOVE**, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Thierry FALCONNET, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du .....,

Ci-après dénommée par les mots « la Collectivité » ou « le Concédant » ou « la Collectivité concédante ».

**D'une part,**

### Et

**La Société Publique Locale « Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise » (SPLAAD)**, Société Anonyme au capital de 2 740 000 €, dont le siège social et les bureaux sont situés à Dijon Métropole – 40, Avenue du Drapeau 21000 - DIJON, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Dijon sous le numéro 514 021 856,

Représentée par sa Directrice Générale, Madame Marion JOYEUX, habilité aux fins de la présente en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration de la société en date du .....,

Ci-après dénommée « le Concessionnaire » ou « la Société » ou « l'Aménageur »,

**D'autre part.**



## **PRÉAMBULE**

### **II A TOUT D'ABORD ETE EXPOSE CE QUI SUIT :**

Par convention de prestations intégrées portant concession d'aménagement notifiée le 24 décembre 2009, la Ville de Chenôve a confié à la SPLAAD, la réalisation de l'opération d'aménagement « ZAC Centre Ville ».

Un premier avenant notifié le 07 août 2013 a eu pour objet :

- de prendre en compte la transformation de la SPLAAD, Société Publique Locale d'Aménagement (SPLA) en Société Publique Locale (SPL),
- de modifier les modalités de détermination du forfait annuel de gestion, sans impact sur le calcul global de la rémunération de l'aménageur, ainsi que les conséquences financières de l'expiration de la Concession,
- d'adapter la Convention aux nouvelles organisations et instances mises en place dans le cadre des modalités d'exercice du contrôle analogue.

Un avenant n°2 notifié le 18 juillet 2014, a pris en compte le changement des dates d'ouverture et de clôture de l'exercice comptable de la SPLAAD. Cet avenant a également pris en compte l'évolution de la participation financière de la Collectivité Concédante à l'opération, suite à l'approbation du Compte Rendu Financier Annuel présenté par l'Aménageur dans le cadre de l'exercice comptable clos au 30 juin 2013.

Un avenant n°3 a été notifié le 02 avril 2015 pour prendre en compte l'évolution de la participation financière de la Collectivité Concédante à l'opération, suite à l'approbation du Compte Rendu Financier Annuel présenté par l'Aménageur dans le cadre de l'exercice comptable clos au 30 juin 2014.

Un avenant n°4 a été notifié le 13 juin 2016 avec pour objet de confier de nouvelles missions à l'aménageur, de modifier les modalités d'imputation de ses charges, et de prolonger la durée de la convention.

Un avenant n°5 a été notifié le 25 avril 2017 modifiant les modalités de détermination du forfait annuel de gestion de l'aménageur.

Un avenant n°6 notifié le 15 novembre 2017, a intégré le secteur du Centre Commercial Saint Exupéry à la Concession d'Aménagement « ZAC Centre-Ville », l'opération d'aménagement devenant l'opération « Centralité ».

Le Conseil d'Administration de la SPLAAD, réuni le 5 octobre 2017, a décidé de simplifier l'organisation des instances de la Société pour la mise en œuvre du contrôle analogue exercé par les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales Actionnaires.

Un « Comité de Contrôle et Stratégique » a ainsi été créé, fusionnant le Comité de contrôle et le Comité stratégique existants.

Ce Comité de Contrôle et Stratégique a pour objet de vérifier la conformité des contrats passés en vue de sa préparation et de sa réalisation pour chaque opération engagée par la SPLAAD. De fait, il veille à l'application optimale de la concession d'aménagement ou de tout contrat passé avec un Actionnaire en vue de la réalisation de l'opération, de suivre les résultats des actions engagées et de faire toute proposition à sa bonne exécution.

Cette nouvelle organisation des instances de la SPLAAD a été formalisée par la mise à jour du Pacte d'Actionnaires et des Règlements Intérieurs du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Spéciale.

Compte tenu de ce qui précède, la Convention de Prestations Intégrées portant Concession d'Aménagement doit être mise à jour pour intégrer ces nouvelles modalités du contrôle analogue exercé par la Collectivité concédante. Tel est l'objet du présent avenant.

## **CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV**

### **ARTICLE 1 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 25 « MISE EN ŒUVRE DU CONTROLE ANALOGUE ».**

L'article 25 de la partie V de la convention, est désormais rédigé comme suit :

#### **« ARTICLE 25 MISE EN ŒUVRE DU « CONTROLE ANALOGUE »**

*Le Concédant exerce, individuellement et collectivement avec l'ensemble des actionnaires, un contrôle de la société analogue à celui qu'il exerce sur ses propres services. Ce contrôle, qui intervient notamment par le biais des organes sociaux, tels que le conseil d'administration, l'assemblée spéciale et les assemblées générales, est renforcé par les engagements pris au sein du pacte d'actionnaires et le fonctionnement du Comité de Contrôle et Stratégique dans les conditions rappelées ci-après.*

#### **25-1 DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE LA SOCIETE POUR LA REALISATION DE SON OBJET**

*Pour la réalisation de son objet social, tel qu'il est prévu et décrit à l'article 3 de ses statuts, la société est organisée comme indiqué ci-après.*

*Le dossier préparatoire à toute opération susceptible d'être confiée à la SPLAAD, dûment complété, est adressé par la Collectivité actionnaire au Directeur Général de la société, qui en accuse réception.*

*Après études techniques et financières, la nouvelle opération est transmise pour approbation au Conseil d'Administration.*

*Tout au long de la vie de l'opération, le Comité de Contrôle et Stratégique est saisi par le Directeur Général pour discuter avec la Collectivité concédante de la stratégie opérationnelle à présenter au Conseil d'Administration.*

#### **25-2 LE COMITE DE CONTROLE ET STRATEGIQUE**

*Il est instauré un Comité de Contrôle et Stratégique pour chaque opération engagée par la SPLAAD, afin de vérifier la conformité de l'exécution des contrats passés en vue de sa préparation et de sa réalisation.*



*Ce comité complète les organes sociaux dans la mise en œuvre du contrôle analogue de la société par les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales actionnaires, et notamment du contrôle des orientations stratégiques de l'opération concédée et de son déroulement.*

■ *Composition du Comité de Contrôle et Stratégique :*

*Le Comité de Contrôle et Stratégique est composé :*

- *du Directeur Général de la SPLAAD, qui en assure la présidence ;*
- *Le cas échéant, des directeurs généraux délégués et directeurs généraux adjoints de la société ;*
- *des représentants au Conseil d'Administration ou à l'Assemblée Spéciale de la collectivité ayant confié des opérations inscrites à l'ordre du jour ;*
- *du Maire/Président de la Collectivité ayant confié des opérations inscrites à l'ordre du jour, avec la faculté d'être accompagné par toute personne de ses services, le Directeur Général devant être informé préalablement de l'identité de ces personnes ;*
- *des collaborateurs de la société dont la présence est jugée utile par le Directeur Général au contrôle de l'opération inscrite à l'ordre du jour.*

■ *Attributions du Comité de Contrôle et Stratégique :*

*Le Comité de Contrôle et Stratégique se réunit selon la périodicité fixée par le Directeur Général.*

*Le Comité de Contrôle et Stratégique a pour mission de veiller à l'application optimale de la concession d'aménagement ou de tout contrat passé avec un Actionnaire en vue de la réalisation de l'opération, de suivre les résultats des actions engagées et de faire toute proposition à sa bonne exécution.*

*Le Directeur Général de la SPLAAD communique, préalablement à chaque réunion du Comité de Contrôle et Stratégique, un bilan d'étape qui présente les réalisations, les orientations fixées en matière de stratégie (politique foncière, d'aménagement, de commercialisation, de gestion, et de financement) identifie les difficultés éventuelles et présente les modalités prévisionnelles de réalisation du reste de l'opération.*

*En outre, le Comité de Contrôle et Stratégique est obligatoirement saisi par le Directeur Général de toutes les questions affectant les orientations stratégiques des opérations avant leur étude par les organes sociaux, que ce soit sur les sujets financiers, opérationnels, de programmation ou autres.*

*Le Comité de Contrôle et Stratégique peut formuler toute observation, demande d'information ou d'explication au Directeur Général de la Société, afin qu'il la transmette au Conseil d'Administration. Le Directeur Général est lié par cette demande.*

*Le dossier ayant reçu un avis favorable du Comité de Contrôle et Stratégique est ensuite, le cas échéant, transmis selon la procédure prévue pour inscription à l'ordre du jour du Conseil d'Administration, dans les conditions qui régissent le fonctionnement de ce dernier.*

## 25-3 COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

*Le cas échéant, si une commission d'appel d'offres est constituée dans le cadre de la mise en œuvre des procédures de publicité et de mise en concurrence applicables à la société, sa composition devra comprendre au minimum la participation d'un représentant de chaque collectivité territoriale ou groupement de collectivités actionnaire avec voix délibérative dont un affaire à l'ordre du jour a été confiée par elle. »*

## ARTICLE 2 – VALIDITE DES CLAUSES INITIALES

Les autres articles de la convention de prestations intégrées fixant les conditions particulières d'intervention de la SPL pour le Concédant, portant concession d'aménagement, demeurent inchangés, dans la mesure où leurs clauses ne sont pas dérogées par le présent avenant.

Fait à DIJON,

Le **7 DEC. 2017**

En deux exemplaires originaux

Pour L'Aménageur  
Marion JOYEUX  
Directrice Générale

Pour la Collectivité concédante

  
SPLAAD, 40 avenue du Drapeau - CS 77418  
21074 DIJON CEDEX  
Tél. 03.45.83.90.13 / Fax 03.45.83.90.21

**VILLE DE CHENOVE**

**N° DEL\_2018\_009**

## **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le cinq février à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### **ETAIENT PRESENTS :**

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### **EXCUSES REPRESENTES :**

M. Patrick AUDARD donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD  
M. Jean-François BUIGUES donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

### **ABSENTS / EXCUSES :**

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

## **SECTEUR KENNEDY : AVENANT N°3 RELATIF À L'ÉVOLUTION DU CONTRÔLE ANALOGUE**

Il est rappelé que, par délibération en date du 28 septembre 2009, la Ville de Chenôve a confié à la Société Publique Locale "Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise" (SPLAAD) la réalisation de l'opération d'aménagement et de restructuration du quartier Kennedy par voie de convention de prestations intégrées portant concession d'aménagement.

Le conseil d'administration de la SPLAAD a décidé, le 5 octobre 2017, de simplifier l'organisation des instances de la société assurant la mise en œuvre du contrôle analogue exercé par les collectivités territoriales ou leur groupement actionnaires.

Un "comité de contrôle et stratégique", dont la composition et les attributions sont précisées dans l'avenant joint, a été créé en fusionnant le "comité de contrôle" et le "comité stratégique" existants.

Vu le projet d'avenant n°3 à la convention de prestations intégrées pour la mise en œuvre de l'opération d'aménagement "Kennedy", annexé à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 23 janvier 2018,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 24 janvier 2018.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant n°3 à la convention de prestations intégrées pour la mise en œuvre de l'opération d'aménagement "Kennedy" conformément aux conditions exposées,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
29 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET  
Date : 06/02/2018  
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article  
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



**CONVENTION DE PRESTATIONS INTEGRÉES FIXANT LES  
CONDITIONS PARTICULIERES D'INTERVENTION DE LA S.P.L.  
"AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMERATION DIJONNAISE" –  
SPLAAD  
POUR LA VILLE DE CHENOVE**

**POUR LA MISE EN OEUVRE DE L'OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT  
« KENNEDY »**

## **AVENANT N°3**

**Transmise au représentant de l'Etat par la Collectivité le**

**Notifiée par la Collectivité à l'Aménageur le**



## CONVENTION DE PRESTATIONS INTEGRÉES PORTANT CONCESSION D'AMENAGEMENT

### Entre

**La Ville de CHENOVE**, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Thierry FALCONNET, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du .....,

Ci-après dénommée par les mots « la Collectivité » ou « le Concédant » ou « la Collectivité concédante ».

**D'une part,**

### Et

**La Société Publique Locale « Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise » (SPLAAD)**, Société Anonyme au capital de 2 740 000 €, dont le siège social et les bureaux sont situés à Dijon Métropole – 40, Avenue du Drapeau 21000 - DIJON, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Dijon sous le numéro 514 021 856,

Représentée par sa Directrice Générale, Madame Marion JOYEUX, habilité aux fins de la présente en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration de la société en date du .....,

Ci-après dénommée « le Concessionnaire » ou « la Société » ou « l'Aménageur »,

**D'autre part.**

## **PRÉAMBULE**

### **II A TOUT D'ABORD ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :**

Par convention de prestations intégrées portant concession d'aménagement notifiée le 21 décembre 2009, la Ville de Chenôve a confié à la SPLAAD, la réalisation de l'opération d'aménagement et de restructuration du quartier Kennedy.

La convention d'une durée initiale de 5 ans, est arrivée à échéance au 24 décembre 2014.

Un premier avenant à la Convention a été signé le 23 décembre 2014, dont la notification a été réceptionnée par la SPLAAD le 06 janvier 2015 a prolongé la durée de la concession de 3 ans, arrivant ainsi à échéance le 24 décembre 2017.

Un avenant n°2 à la Convention notifié le ..... a prolongé une nouvelle fois la durée de la concession de 3 ans, arrivant ainsi à échéance le 24 décembre 2020.

Le Conseil d'Administration de la SPLAAD, réuni le 5 octobre 2017, a décidé de simplifier l'organisation des instances de la Société pour la mise en œuvre du contrôle analogue exercé par les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales Actionnaires.

Un « Comité de Contrôle et Stratégique » a ainsi été créé, fusionnant le Comité de contrôle et le Comité stratégique existants.

Ce Comité de Contrôle et Stratégique a pour objet de vérifier la conformité des contrats passés en vue de sa préparation et de sa réalisation pour chaque opération engagée par la SPLAAD. De fait, il veille à l'application optimale de la concession d'aménagement ou de tout contrat passé avec un Actionnaire en vue de la réalisation de l'opération, de suivre les résultats des actions engagées et de faire toute proposition à sa bonne exécution.

Cette nouvelle organisation des instances de la SPLAAD a été formalisée par la mise à jour du Pacte d'Actionnaires et des Règlements Intérieurs du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Spéciale.

Compte tenu de ce qui précède, la Convention de Prestations Intégrées portant Concession d'Aménagement doit être mise à jour pour intégrer ces nouvelles modalités du contrôle analogue exercé par la Collectivité concédante. Tel est l'objet du présent avenant.

Le présent avenant a également pour objet de prendre en compte le changement des dates d'ouverture et de clôture de l'exercice comptable de la SPLAAD : initialement ouvert sur l'année civile, l'exercice comptable de la SPLAAD est ouvert du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin.

**CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUI**

**ARTICLE 1 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 25 « MISE EN ŒUVRE DU CONTROLE ANALOGUE ».**

L'article 25 de la partie V de la convention, est désormais rédigé comme suit :

**« ARTICLE 25 MISE EN ŒUVRE DU « CONTROLE ANALOGUE »**

*Le Concédant exerce, individuellement et collectivement avec l'ensemble des actionnaires, un contrôle de la société analogue à celui qu'il exerce sur ses propres services. Ce contrôle, qui intervient notamment par le biais des organes sociaux, tels que le conseil d'administration, l'assemblée spéciale et les assemblées générales, est renforcé par les engagements pris au sein du pacte d'actionnaires et le fonctionnement du Comité de Contrôle et Stratégique dans les conditions rappelées ci-après.*

**25-1 DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE LA SOCIETE POUR LA REALISATION DE SON OBJET**

*Pour la réalisation de son objet social, tel qu'il est prévu et décrit à l'article 3 de ses statuts, la société est organisée comme indiqué ci-après.*

*Le dossier préparatoire à toute opération susceptible d'être confiée à la SPLAAD, dûment complété, est adressé par la Collectivité actionnaire au Directeur Général de la société, qui en accuse réception.*

*Après études techniques et financières, la nouvelle opération est transmise pour approbation au Conseil d'Administration.*

*Tout au long de la vie de l'opération, le Comité de Contrôle et Stratégique est saisi par le Directeur Général pour discuter avec la Collectivité concédante de la stratégie opérationnelle à présenter au Conseil d'Administration.*

**25-2 LE COMITE DE CONTROLE ET STRATEGIQUE**

*Il est instauré un Comité de Contrôle et Stratégique pour chaque opération engagée par la SPLAAD, afin de vérifier la conformité de l'exécution des contrats passés en vue de sa préparation et de sa réalisation.*

*Ce comité complète les organes sociaux dans la mise en œuvre du contrôle analogue de la société par les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales actionnaires, et notamment du contrôle des orientations stratégiques de l'opération concédée et de son déroulement.*



■ *Composition du Comité de Contrôle et Stratégique :*

*Le Comité de Contrôle et Stratégique est composé :*

- *du Directeur Général de la SPLAAD, qui en assure la présidence ;*
- *Le cas échéant, des directeurs généraux délégués et directeurs généraux adjoints de la société ;*
- *des représentants au Conseil d'Administration ou à l'Assemblée Spéciale de la collectivité ayant confié des opérations inscrites à l'ordre du jour ;*
- *du Maire/Président de la Collectivité ayant confié des opérations inscrites à l'ordre du jour, avec la faculté d'être accompagné par toute personne de ses services, le Directeur Général devant être informé préalablement de l'identité de ces personnes ;*
- *des collaborateurs de la société dont la présence est jugée utile par le Directeur Général au contrôle de l'opération inscrite à l'ordre du jour.*

■ *Attributions du Comité de Contrôle et Stratégique :*

*Le Comité de Contrôle et Stratégique se réunit selon la périodicité fixée par le Directeur Général.*

*Le Comité de Contrôle et Stratégique a pour mission de veiller à l'application optimale de la concession d'aménagement ou de tout contrat passé avec un Actionnaire en vue de la réalisation de l'opération, de suivre les résultats des actions engagées et de faire toute proposition à sa bonne exécution.*

*Le Directeur Général de la SPLAAD communique, préalablement à chaque réunion du Comité de Contrôle et Stratégique, un bilan d'étape qui présente les réalisations, les orientations fixées en matière de stratégie (politique foncière, d'aménagement, de commercialisation, de gestion, et de financement) identifie les difficultés éventuelles et présente les modalités prévisionnelles de réalisation du reste de l'opération.*

*En outre, le Comité de Contrôle et Stratégique est obligatoirement saisi par le Directeur Général de toutes les questions affectant les orientations stratégiques des opérations avant leur étude par les organes sociaux, que ce soit sur les sujets financiers, opérationnels, de programmation ou autres.*

*Le Comité de Contrôle et Stratégique peut formuler toute observation, demande d'information ou d'explication au Directeur Général de la Société, afin qu'il la transmette au Conseil d'Administration. Le Directeur Général est lié par cette demande.*

*Le dossier ayant reçu un avis favorable du Comité de Contrôle et Stratégique est ensuite, le cas échéant, transmis selon la procédure prévue pour inscription à l'ordre du jour du Conseil d'Administration, dans les conditions qui régissent le fonctionnement de ce dernier.*

## **25-3 COMMISSION D'APPEL D'OFFRES**

*Le cas échéant, si une commission d'appel d'offres est constituée dans le cadre de la mise en œuvre des procédures de publicité et de mise en concurrence applicables à la société, sa composition devra comprendre au minimum la participation d'un représentant de chaque collectivité territoriale ou groupement de collectivités actionnaire avec voix délibérative dont un affaire à l'ordre du jour a été confiée par elle. »*

## ARTICLE 2 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 17.1 DE LA CONVENTION

L'article 17.1 de la convention est ainsi modifié :

Ancienne rédaction :

« Ainsi qu'il est dit aux articles L.300-5 du Code de l'Urbanisme, l'Aménageur adresse chaque année à la Collectivité, avant le 30 juin pour examen et approbation, un compte rendu financier comportant notamment en annexe : [...] »

Nouvelle rédaction :

« Ainsi qu'il est dit à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme, l'Aménageur adresse chaque année à la Collectivité, avant le 31 décembre pour examen et approbation, un compte rendu financier comportant notamment en annexe : [...] »

## ARTICLE 3 – VALIDITE DES CLAUSES INITIALES

Les autres articles de la convention de prestations intégrées fixant les conditions particulières d'intervention de la SPL pour le Concédant, portant concession d'aménagement, demeurent inchangés, dans la mesure où leurs clauses ne sont pas dérogées par le présent avenant.

Fait à DIJON,

Le **- 7 DEC. 2017**

En deux exemplaires originaux

Pour L'Aménageur  
Marion JOYEUX  
Directrice Générale

SPLAAD  
40 avenue du Drapeau - CS 77418  
21074 DIJON CEDEX  
Tél. 03.45.83.90.13 / Fax 03.45.83.90.21

Pour la Collectivité concédante

**VILLE DE CHENOVE**

**N° DEL\_2018\_010**

## **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le cinq février à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### **ETAIENT PRESENTS :**

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### **EXCUSES REPRESENTES :**

M. Patrick AUDARD donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD  
M. Jean-François BUIGUES donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

### **ABSENTS / EXCUSES :**

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

## **DÉLÉGATIONS DE POUVOIRS À MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL**

Conformément à l'article L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions qu'il a prises par délégation du conseil municipal, à chacune de ses réunions.

Vu les articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le tableau joint en annexe,

### **Il est proposé au Conseil municipal :**

**ARTICLE UNIQUE : De prendre acte des décisions présentées au tableau ci-après annexé.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET

Date : 06/02/2018

Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article  
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales





# DECISIONS PRISES PAR LE MAIRE DANS LE CADRE DE LA DELEGATION DE POUVOIRS DU CONSEIL MUNICIPAL

(y compris subdélégations aux adjoints)

Conseil Municipal du 05 février 2018

## FIXATION DE TARIFS DELIBERATION N° 62/2015 2°

DATE DE SIGNATURE	N°	OBJET	MONTANT EN EUROS

## MARCHES PUBLICS - DELIBERATIONS N°62/2015 4°ET N°24-2016

### MARCHES PUBLICS NEGOCIES SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE PREALABLES

DATE DE SIGNATURE	TITULAIRE	OBJET	MONTANT HT EN EUROS
03/10/2017	ASSOCIATION LES ZANIMOS	PROGRAMMATION CULTURELLE 2017-2018 Contrat de cession pour 3 représentations du spectacle "André KUPP Dresseuse et montreuse de légumes" LE CEDRE : vendredi 1er décembre 2017 à 10h et 14h Espace culturel F. MITTERRAND : samedi 1er décembre 2017 à 10h30 Entrée gratuite	4 715,60
04/10/2017	FABLAB KELLE FABRIK	BIBLIOTHEQUE F. MITTERRAND Convention de prestations artistiques relative à l'organisation de différents événements autour du jeu-Video dans le cadre du Festival "Pixel Music Story" : exposition, concert, ateliers de créations entre le 12 octobre et le 8 novembre 2017	900,00
14/11/2017	LES PRODUCTIONS DE L'EXPLORATEUR	PROGRAMMATION CULTURELLE 2017-2018 LE CEDRE Contrat de cession du spectacle de François MOREL "La vie, titre provisoire" le vendredi 2 février 2018 à 20h Entrée payante	15 500,00
20/11/2017	FRAC	EXPOSITION HALL DU CEDRE Contrat de prêt de l'oeuvre "Mikado" de Daniel Pincemin du 27 novembre au 22 décembre 2017	0,00

20/11/2017	Association Le Tâche-Papier	BIBLIOTHEQUE F. MITTERRAND Animation de 2 ateliers de linogravure (tampons cartes de Noël) samedi 25 novembre 2017 de 10h à 13h	378,00
29/11/2017	PYRPROD	PROGRAMMATION CULTURELLE 2017-2018 LE CEDRE Convention de co-réalisation du concert de TINARIWEN dans le cadre du Festival des Nuits d'Orient, le jeudi 7 décembre 2017 à 20h30 Entrée payante	2 000,00
06/12/2017	Cirque ILYA	Marché de Noël Solidaire Salle des Fêtes de Chenôve Contrat de cession pour une représentation du spectacle "Les Frères Panini" le samedi 9 décembre 2017 à 17h30 Entrée gratuite	900,00
11/12/2017	Monsieur MAX PRODUCTION	PROGRAMMATION CULTURELLE 2017-2018 LE CEDRE Contrat de cession du spectacle "Et pendant ce temps Simone Veille" le mercredi 7 mars 2018 à 20h Entrée payante	8 165,60
<b>MARCHES A PROCEDURE ADAPTEE</b>			
<b>DATE DE NOTIFICATION</b>	<b>TITULAIRE</b>	<b>OBJET</b>	<b>MONTANT HT EN EUROS</b>
MARCHES DE FOURNITURES			
MARCHES DE SERVICES			
01/12/2017	DEKSUD (69530)	Location et maintenance de photocopieurs (4 ans)	208 692,56
15/12/2017	IRFA (21300)	Encadrement technique d'un chantier-école	54 635,00
MARCHES DE TRAVAUX			
<b>MARCHES FORMALISES - CENTRALE D'ACHATS</b>			
<b>DATE DE NOTIFICATION</b>	<b>TITULAIRE</b>	<b>OBJET</b>	<b>MONTANT HT EN EUROS</b>
MARCHES DE FOURNITURES			
15/12/2017	TOTAL MARKETING FRANCE (92000)	Lot n° 3 : acquisition de carburants par carte	Accord cadre à bons de commande sans minimum et sans maximum

MARCHES DE SERVICES			
MARCHES DE TRAVAUX			
DECISIONS DE DECLARATION SANS SUITE			
DATE DE NOTIFICATION	OBJET		
LOUAGE DE CHOSES - DELIBERATION N° 62/2015 5°			
DATE DE SIGNATURE	COCONTRACTANT	OBJET	MONTANT NET EN EUROS
22/09/2017	ORCHESTRE DEPARTEMENTAL DE LA COTE D'OR	Location de la Salle du Cèdre les 04 et 05 mai 2018	5 680,00
08/11/2017	MGEN	Location de la salle du Cèdre le mercredi 6 décembre 2017	3 800,00
10/11/2017	DRAC BOURGOGNE FRANCHE COMTE	Location de la salle du Cèdre le 20 décembre 2017	1 500,00
15/11/2017	PYRPROD	Location de la salle du Cèdre pour le concert de TRUST le jeudi 14 décembre 2017	1 900,00
24/11/2017	SCENIZZ	Location de la salle du Cèdre pour le spectacle de SELLIG le vendredi 9 mars 2018	1 500,00
24/11/2017	SCENIZZ	Location de la salle du Cèdre pour le concert de Marcus MILLER le vendredi 30 mars 2017	1 500,00
27/11/2017	NG PRODUCTIONS	Location de la salle du Cèdre pour le spectacle d'Alban IVANOV le 1er mars 2018	2 900,00
30/11/2017	NG PRODUCTIONS	Location de la salle du Cèdre pour le sepctacle de Malik BENTHALA le 1er décembre 2018	2 300,00
30/11/2017	SCENIZZ	Location de la salle du Cèdre pour le spectacle de BB BRUNES le samedi 17 mars 2018	2 300,00
05/12/2017	LABEL LN	Location de la salle du Cèdre pour le spectacle de JARRY le 1er mars 2018	2 900,00
07/12/2017	ORVITIS	Location de la salle du Cèdre le 18 janvier 2018	5 840,00
13/12/2017	SUEZ EAU France	Location de la salle du Cèdre le lundi 15 janvier 2018	1 300,00
15/12/2017	LABORATOIRES URGO HEALTHCARE	Location de la salle du Cèdre le mardi 25 septembre 2018	4 010,00
18/12/2017	SCENIZZ	Location de la salle du Cèdre pour le spectacle de Pierre-Emmanuel Barré le samedi 10 novembre 2018	1 500,00
05/01/2018	FNACA - M. DUPEUX RENE	Galette des rois - Salle des Fêtes	Gratuit

Envoyé en préfecture le 07/02/2018

Reçu en préfecture le 07/02/2018

Affiché le 07/02/2018



ID : 021-212101661-20180205-DEL\_2018\_010-DE

## ACTIONS EN JUSTICE - DELIBERATION N°62/2015 16°

DATE DE SIGNATURE	N°	OBJET	REPRESENTANT DE LA COMMUNE

**VILLE DE CHENOVE**

**N° DEL\_2018\_011**

## **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le cinq février à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### **ETAIENT PRESENTS :**

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### **EXCUSES REPRESENTES :**

M. Patrick AUDARD donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD  
M. Jean-François BUIGUES donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

### **ABSENTS / EXCUSES :**

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

## **PRISE EN CHARGE DES FRAIS EXPOSÉS DANS LE CADRE D'INSTANCES CIVILES OU PÉNALES AU TITRE DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE D'UN AGENT DE LA COMMUNE**

Conformément à l'article 11 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 relatif à la protection fonctionnelle dont bénéficie tout fonctionnaire, la collectivité est tenue de protéger son agent, notamment lorsque celui-ci fait l'objet de menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages à raison de ses fonctions,

Conformément au décret n° 2017-97 du 26 janvier 2017, suite à demande de l'agent, la collectivité doit se prononcer sur la prise en charge des frais exposés dans le cadre d'instances civiles ou pénales au titre de la protection fonctionnelle,

Considérant que l'agent de la commune de Chenôve a été victime le 27 septembre 2017 sur son lieu de travail et à l'occasion de ses fonctions, d'une agression verbale et physique de la part d'un administré,

Considérant qu'une plainte a été déposée par l'agent le 28 septembre 2017,

Considérant la demande écrite de l'agent auprès de l'autorité territoriale, donnant tous les éléments d'information concernant les faits et circonstances motivant sa demande, en suite de l'agression violente verbale et physique dont il a été victime sur son lieu de travail

Considérant qu'au regard des faits, et après étude du dossier, il n'apparaît pas que l'agent ait commis une faute personnelle susceptible de remettre en cause son droit à bénéficier de la protection fonctionnelle,

Considérant l'assurance de la protection juridique pénale des agents territoriaux et des élus souscrite par la commune prenant en charge dans les limites prévues au contrat, l'ensemble des frais de justice et honoraires d'avocat qui s'avèrent nécessaires,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires notamment son article 11,

Vu le décret n° 2017-97 du 26 janvier 2017 relatif aux conditions et aux limites de la prise en charge des frais exposés dans le cadre d'instances civiles ou pénales par l'agent public ou ses ayants droits,

Vu le courrier de l'agent du 1<sup>er</sup> décembre 2017 et la plainte corrélative déposée le 28 septembre 2017,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 24 janvier 2018,

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : De décider la prise en charge des frais exposés dans le cadre d'une instance civile ou pénale au titre de la protection fonctionnelle, et ce pour toute la durée de l'instance,**

**ARTICLE 2 : De préciser que les crédits nécessaires sont inscrits au budget,**

**ARTICLE 3 : Et plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
29 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET  
Date : 06/02/2018  
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article  
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



**VILLE DE CHENOVE**

**N° DEL\_2018\_012**

## **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le cinq février à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### **ETAIENT PRESENTS :**

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - Mme Saliha M'PIAYI - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### **EXCUSES REPRESENTES :**

M. Patrick AUDARD donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD  
M. Jean-François BUIGUES donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

### **ABSENTS / EXCUSES :**

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

## **MODIFICATION DES TARIFS GROUPES EXTÉRIEURS AU CENTRE NAUTIQUE DE CHENÔVE ET DE CERTAINS TARIFS INSCRIPTIONS SUR PLACE DU BREVET DU RANDONNEUR**

Par délibération n° DEL\_2017\_112 du 18 décembre 2017, le Conseil Municipal a notamment adopté les tarifs « groupes extérieurs à Chenôve » qui s'appliquent au centre nautique Henri Sureau comme suit :

- Carte 12 entrées moins de 18 ans : 18,00 €,
- Carte 12 entrées plus de 18 ans : 36,00 €.

Il s'avère que ces tarifs ne correspondent pas à la logique qui a prévalu jusqu'à maintenant de favoriser l'accès des groupes à cette installation sportive, tarifs qui ont par ailleurs toujours été identiques aux tarifs « individuels » 12 entrées enfants et adultes.

Par ailleurs, les tarifs manifestations sportives du Brevet du Randonneur « inscription sur place le jour de l'épreuve » suivants :

- 15 km pédestre : 11,00 €,
- 12 km VTT : 11,00 €,
- 12 km nordique : 11,00 €,

ont subi une majoration, par rapport aux tarifs « inscription au préalable », de 5,00 €, alors que tous les autres tarifs du Brevet du Randonneur « inscription sur place le jour de l'épreuve » sont majorés de 2,00 € par rapport au tarif « inscription au préalable ».

Vu la délibération n° DEL\_2017\_112 du 18 décembre 2017 portant adoption des tarifs 2018

des services municipaux,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 24 janvier 2018,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 25 janvier 2018.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1 : De modifier les tarifs « groupes extérieurs à Chenôve » comme suit :**

- Carte 12 entrées moins de 18 ans : 15,00 €,
- Carte 12 entrées plus de 18 ans : 30,00 €.

*Pour mémoire les tarifs 2017 étaient respectivement de 14,00 € et 28,00 €.*

**ARTICLE 2 : De modifier les tarifs du Brevet du Randonneur « inscriptions sur place le jour de l'épreuve » comme suit :**

- 15 km pédestre : 8,00 €,
- 12 km VTT : 8,00 €,
- 12 km marche nordique : 8,00 €.

*Pour mémoire les tarifs 2017 étaient respectivement de 7,60 € (pour le 15 km pédestre) et 7,60 € (pour le 12 km VTT).*

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**

29 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET  
Date : 06/02/2018  
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article  
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales